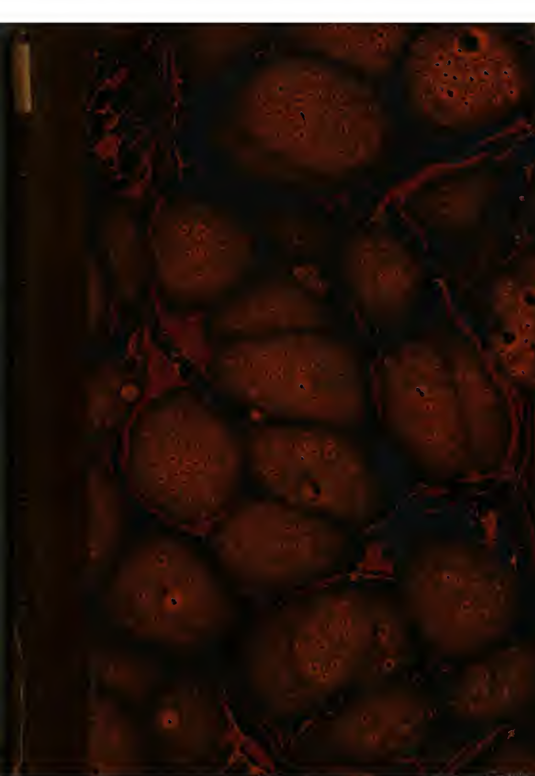






ŒUVRES

COMPLÈTES

DE SIR WALTER SCOTT.

TOME QUARANTE-NEUVIÈME.

..... Sed non in Cæsare tantùm
Nomen erat, nec fama ducis; sed nescia virtus
Stare loco; solusque pudor non vincere bello.
Acer et indomitus, quò spes, quòque ira vocasset,
Ferre manum, et nunquam temerando parcere ferro;
Successus urgere suos; instare favori
Numinis; impellens quidquid sibi summa petenti,
Obstaret; gaudensque viam fecisse ruinâ.

LUCANI Pharsalia, Lib. I.

César a plus qu'un nom, plus que sa renommée:
Il n'est point de repos pour cette âme enflammée;
Attaquer et combattre, et vaincre et se venger,
Oser tout, ne rien craindre, et ne rien ménager,
Tel est César : ardent, terrible, infatigable,
De gloire et de succès toujours insatiable,
Rien ne remplit ses vœux, ne borne son essor;
Plus il obtient des dieux, plus il demande encor;
L'obstacle et le danger plaisent à son courage,
Et c'est par des débris qu'il marque son passage.

LUCAIN. *La Pharsale*, livre Ier. (*Trad. de La Harpe.*)

DE L'IMPRIMERIE DE CHAPELET,
rue de Vaugirard, n° 9.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

EMPEREUR DES FRANÇAIS;

PRÉCÉDÉE

D'UN TABLEAU PRÉLIMINAIRE

DE LA RÉVOLUTION FRANCAISE;

PAR

SIR WALTER SCOTT.

TOME SIXIÈME.



PARIS,

CHARLES GOSSELIN, RUE S.-GERMAIN DES PRES.

M DCCC XXVII.

VIE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

CHAPITRE PREMIER.

Expédition anglaise en Calabre, commandée par sir John Stuart. — Caractère des habitans du pays. — Le général Reynier est opposé aux Anglais. — Bataille de Maida, le 6 juillet 1806. — Défaite des Français. — La Calabre évacuée par les Anglais. — Vues erronées du ministère anglais sur le commerce et la guerre. — Attaque malheureuse de Buenos-Ayres. — Le général Whitelocke est cassé. — Expédition contre la Turquie et ses dépendances. — L'escadre de l'amiral Duckworth est envoyée pour menacer Constantinople. — Elle passe et repasse les Dardanelles sans rien effectuer. — Expédition contre Alexandrie. — Cette place est occupée par le général Fraser. — Rosette est attaquée. — Les troupes anglaises sont défaites; — elles quittent l'Égypte en septembre 1807. — Curaçao et le cap de Bonne-Espérance tombent au pouvoir de l'Angleterre. — Le gouvernement anglais adopte des mesures plus énergiques. — Expédition contre Copenhague. — Causes et but de cette expédition. — La citadelle, les forts et la flotte se rendent aux Anglais. — Effets que ces événemens produisent en France et en Russie. — Coalition de la France, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse contre le commerce anglais.

Le traité de Tilsit est un point important de l'histoire de Napoléon. A aucune autre époque

son pouvoir ne parut plus solidement établi ni plus faiblement disputé. La cause secrète qui devait à la fin le détruire était, comme le ver de l'arbre des forêts, renfermée et cachée dans le sein de celui qu'il était destiné à miner et consumer. C'est donc le moment convenable pour jeter un coup d'œil général sur le caractère intérieur de son gouvernement, quand tout l'avenir semblait dépendre de lui, et avant que le malheur, auquel jusqu'alors il était étranger, dictât la conduite de l'homme qui n'avait suivi d'autres règles que celles de sa propre volonté; en conséquence, nous nous proposons, dans le chapitre suivant, de donner un aperçu du gouvernement de Buonaparte pendant la période la plus brillante de sa puissance.

Mais nous devons auparavant indiquer quelques événemens politiques et militaires, qui, bien qu'ils n'eussent produit immédiatement qu'un léger effet sur le cours des affaires, servirent cependant à mettre en évidence le caractère des parties intéressées, et à expliquer les incidens ultérieurs qui furent suivis de conséquences plus importantes. Nous avons dû, jusqu'ici, omettre d'en parler, afin de présenter sans interruption l'histoire de ces guerres mémorables pendant le cours desquelles la Prusse fut subjuguée, et la Russie tellement domptée

qu'elle accepta l'alliance de ce même conquérant, à la marche duquel elle avait voulu opposer une digue.

Parmi ces incidens d'un intérêt général, on doit rapporter la tentative que fit l'Angleterre pour arracher au gouvernement intrus de Joseph Buonaparte la Calabre, qui appartenait aux Bourbons de Naples. Le caractère des habitans de ce pays montagneux est bien connu : superstitieux et détestant le joug de l'étranger, comme tous les habitans d'un pays sauvage et presque sans lois; irritables et toujours prêts à venger par le glaive leurs injures publiques ou privées; excités aussi par l'appât du butin, et conservant une sorte d'attachement sauvage pour Ferdinand, que ses habitudes avaient rendu populaire chez les Italiens, principalement parmi les classes inférieures, les Calabrois furent facilement engagés à prendre les armes par les agens que la cour de Sicile envoyait pour les soulever. Ne reconnaissant point de lois, faisant la guerre avec cruauté, et incapables de s'assujettir à la discipline, les bandes qu'ils formaient entre eux pensaient et agissaient plutôt comme des bandits que comme des patriotes. Dans quelques occasions et individuellement, ils montrèrent beaucoup de courage, et même une sorte d'habileté instinctive qui

leur apprenait à choisir leurs embuscades, à défendre leurs défilés, et à faire ainsi une sorte de guerre de brigands dans laquelle les Français essuyèrent des pertes considérables. Toutefois, il était évident que, si des forces régulières ne venaient seconder leurs efforts, ces troupes insurrectionnelles seraient détruites en détail par la tactique des soldats français. Afin de prévenir leur ruine, et pour satisfaire en même temps aux désirs pressans de la cour de Palerme, sir John Stuart, qui commandait les troupes anglaises envoyées pour défendre la Sicile, prépara une expédition contre la côte voisine de l'Italie, et débarqua dans le golfe de Sainte-Euphémie, près des frontières de la Calabre ultérieure, au commencement de juin 1806, ayant avec lui un peu moins de cinq mille hommes.

Le débarquement était à peine effectué, lorsque le commandant anglais apprit que le général Reynier, qui était chargé par Joseph Buonaparte du soin de défendre la Calabre, avait rassemblé des forces presque égales aux siennes, et s'était porté sur Maida, ville située à dix milles environ de Sainte-Euphémie, dans le dessein de lui livrer bataille. Sir John Stuart ne perdit point de temps, et courut au-devant de lui. Se fiant à sa cavalerie, à la valeur de ses

soldats, et à sa propre habileté, Reynier abandonna une forte position sur la rive opposée de l'Amata, et descendit en plaine, le 6 juillet, pour s'opposer aux Anglais. De tous les généraux de Buonaparte, c'était celui qu'un Anglais devait souhaiter le plus de rencontrer; car il avait publié un ouvrage sur l'évacuation de l'Égypte, dans lequel il refusait aux Anglais toute espèce de talent et de valeur, et n'imputait la perte de cette contrée qu'à l'incapacité de Menou, sous lequel Reynier commandait en second. Il allait alors tenter lui-même la fortune de la guerre contre l'ennemi qu'il avait tant méprisé.

A neuf heures du matin, les deux armées se rangèrent en bataille : la brigade anglaise d'infanterie légère formait la droite de la ligne de front, et le 1er léger, régiment d'élite, formait la gauche des Français. Ainsi, opposés l'un à l'autre, ces deux corps, comme d'un consentement mutuel, après deux ou trois décharges, s'attaquèrent à la bayonnette. Le commandant anglais, s'apercevant que les couvertures que ses soldats portaient sur leur dos gênaient leurs mouvemens, fit faire halte, afin qu'ils pussent les jeter à terre. Les Français voyant l'ennemi s'arrêter, crurent que la peur le faisait hésiter; ils avancèrent au pas de charge

au milieu de bruyantes acclamations. Un officier, duquel nous tenons ces détails, dit qu'il ne put s'empêcher d'éprouver une vive inquiétude lorsqu'il vit l'air martial des Français et l'ordre dans lequel ils avançaient, et qu'il compara ces vieux soldats à moustaches avec les troupes anglaises qui étaient pour la plupart de jeunes recrues; mais les Anglais ne furent pas plus tôt débarrassés de leur fardeau, que, recevant l'ordre d'aller en avant, ils firent bonne contenance, et marchèrent, à leur tour, sur l'ennemi, d'un pas rapide, et la bayonnette au bout du fusil. Les officiers français excitèrent alors leurs soldats, dont le courage commençait à chanceler, en voyant qu'ils avaient changé de rôle avec les Anglais, et qu'ils n'étaient plus les assaillans. Ils s'arrêtèrent; tous les efforts de leurs officiers pour les faire avancer devinrent inutiles; et lorsque les Anglais ne furent plus qu'à la distance de la bayonnette, leurs adversaires rompirent les rangs et prirent la fuite. Reynier s'efforça vainement de rétablir le combat avec sa cavalerie; il fut battu sur tous les points, et d'une manière à mettre hors de doute que le soldat anglais, homme à homme, a sur son ennemi la même supériorité que les marins anglais ont sur ceux des autres nations.

Il serait superflu de rechercher ici si cette

supériorité, que nous n'hésitons pas de proclamer incontestable, à très peu d'exceptions près [1], partout où les Anglais se sont rencontrés en même nombre que leurs adversaires, provient d'une plus grande force corporelle ou d'un caractère plus ferme et plus résolu; ce qui paraît certain, c'est que le soldat anglais, inférieur au français sous le rapport général de l'intelligence et du métier de la guerre, a pourtant un avantage décidé dans le choc sanglant et corps à corps d'une charge à la bayonnette. Il est aussi remarquable que cet avantage n'est pas particulier à l'un des trois peuples réunis sous le sceptre de la Grande-Bretagne, mais qu'il est commun à chacun d'eux, quelle que soit la différence qui existe entre leurs habitudes et leur éducation. Les gardes du Roi fournis par la ville de Londres forment contraste avec un régiment irlandais recruté dans ses prairies fertiles, ou avec un corps écossais sorti de ses déserts et de ses montagnes; cependant il serait difficile de

[1] Ce sont pourtant ces exceptions qui pourraient bien être plus nombreuses que les règles : notre tour viendra de le prouver; d'ailleurs on peut dire en thèse générale, avec Napoléon, que les meilleures troupes sont celles qui gagnent les batailles; les Carthaginois sous Annibal, les Romains sous les Scipion, les Macédoniens sous Alexandre, les Prussiens sous Frédéric. (*Édit.*)

donner la palme à l'un plutôt qu'à l'autre, car tous possèdent également ce courage audacieux, qui, sans mesurer la force ou calculer les chances, les fait se précipiter sur l'ennemi comme le chien dressé au combat sur l'ours qu'il veut terrasser. L'effet moral de la bataille de Maida fut le principal avantage que les Anglais en retirèrent, car le caractère impétueux, sanguinaire et indomptable des insurgés calabrois fit juger impossible de continuer la guerre avec de tels auxiliaires. La *malaria,* sorte de maladie particulière à ce pays, se répandant parmi les troupes anglaises, sir John Stuart fit embarquer sa petite armée et revint en Sicile; les efforts des Anglais se bornant alors à défendre cette île. Mais, considéré comme un corollaire de la bataille d'Alexandrie, le combat de Maida avait bien quelque importance. Nous n'avons jamais appris si le général Reynier l'avait également jugé digne d'un commentaire.

Tous les hommes éclairés de l'Angleterre commençaient à voir que le gouvernement, par une fâcheuse et timide politique, n'employait, dans cette importante guerre, que de faibles expéditions et des essais d'armement, insuffisans pour atteindre le but, et qui ne pouvaient produire qu'un désappointement funeste. On était revenu de l'idée étroite de ne faire la guerre que pour

un objet purement anglais, comme on le disait [1], c'est-à-dire de séparer de la cause commune ces efforts qui auraient pu sauver nos alliés, et d'aller chercher de petits résultats dans lesquels l'Angleterre pouvait apercevoir un intérêt particulier. Quoiqu'il devînt plus difficile que jamais de choisir des points d'attaque sur lesquels nos moyens limités pussent assurer le succès, on voyait assez clairement que le projet d'ouvrir de nouveaux marchés pour les manufactures anglaises, par la conquête des provinces éloignées et malsaines, était aussi vain qu'immoral. Sous ce dernier rapport notre politique ressemblait au système du chirurgien du roman satirique de Le Sage [2], qui s'amusait avec son poignard à convertir les passans en blessés, et ensuite en sa qualité de praticien, s'empressait de guérir les blessures qu'il avait faites. Quant au profit, nous avions souvent à regretter que les colons que nous nous proposions de transformer en autant de chalands pour le débit des marchandises anglaises fussent trop peu civilisés pour en sentir le besoin, et trop pauvres pour les payer. L'amour du gain s'a-

[1] Toute la politique anglaise avait roulé sur ce pivot d'égoïsme depuis notre révolution. (*Édit.*)

[2] Le *Diable boiteux*. (*Édit.*)

buse facilement lui-même : nos principaux marchands et manufacturiers, entre autres visions commerciales, s'étaient imaginé qu'ils trouveraient un immense marché pour tout ce qui tient aux commodités de la vie dans les vastes plaines de Buenos-Ayres, qui ne sont pourtant peuplées que de chrétiens sauvages connus sous le nom de Guachos, dont le principal mobilier consiste en crânes de chevaux, dont la seule nourriture est de la chair de bœuf crue et de l'eau, dont la seule occupation est de prendre dans des piéges du bétail sauvage, et dont le passe-temps favori est de crever des chevaux par des courses forcées [1]. Malheureusement ils préférèrent leur indépendance nationale à nos cotons et à nos mousselines.

Deux expéditions successives furent dirigées contre ce misérable pays; aucune ne fut profitable à l'honneur et aux intérêts de la nation anglaise. Une poignée de soldats anglais prit possession de Buenos-Ayres, le 27 juin 1806, mais ils furent bientôt attaqués par les naturels du pays et par quelques troupes espagnoles, qui les cernèrent sur la place du marché, et les accablant sous un feu très vif les contraignirent

[1] *Voyez* la relation très extraordinaire publiée sur les Pampas, par le capitaine Head, du corps du génie.

à mettre bas les armes et à se rendre prisonniers. Un faible détachement anglais s'empara d'une ville appelée Maldonado, située sur la côte. Une nouvelle expédition eut lieu en octobre 1806, pour renforcer cette troupe et agir avec plus d'avantages dans cette partie de l'Amérique méridionale, que la nation anglaise, encore dans l'erreur à ce sujet, considérait comme favorable à son commerce. Montevideo fut pris; un corps nombreux de troupes commandé par le général Whitelocke, homme dont la réputation était usurpée, et qui s'était élevé très haut dans l'armée sans avoir beaucoup fait la guerre, marcha sur Buenos-Ayres. Ce général se montra à la fois incapable et poltron; il poussa ses colonnes jusque dans les rues quoiqu'il sût que les toits en terrasse étaient couverts d'excellens tireurs; et afin que les Anglais n'eussent aucun moyen de se défendre, il ne leur fut pas permis de charger leurs fusils, comme si des murailles pouvaient être emportées à la baïonnette. Une des colonnes avait été forcée de se rendre; une autre, malgré une résistance opiniâtre, s'était emparée d'une forte position; et il eût suffi peut-être de quelques coups de fusil pour faire cesser le mode de défense employé par les habitans, mais Whitelocke jugea qu'il valait mieux conclure un traité avec eux, afin

d'en obtenir les prisonniers anglais, et renoncer ainsi à toute autre attaque contre la colonie. La conduite qu'il tint en cette circonstance le fit casser par une cour martiale.

Une expédition dirigée contre la Turquie et ses dépendances, fut aussi peu honorable pour le cabinet britannique, et offrit aux armes anglaises aussi peu de succès que les tentatives faites sur l'Amérique du Sud. Cette expédition avait été le résultat d'une guerre entre l'Angleterre et la Porte, qui tout récemment encore, était son alliée contre la France; car, dans ce conflit extraordinaire des nations, la fortune s'était montrée si bizarre, que les alliés étaient devenus ennemis, et les ennemis avaient conclu entre eux d'étroites alliances, et cela presque avant que la paix ou la guerre fût définitivement proclamée. Le temps était passé où la Sublime Porte regardait les querelles et les guerres des puissances chrétiennes avec cette indifférence méprisante que les hommes ont pour les disputes des animaux les plus immondes [1]. Elle était alors dans un tel contact avec ces puissances, que

[1] L'envoyé que Louis XIV avait à la cour de Constantinople mit une fois beaucoup d'empressement à annoncer à cette cour une nouvelle qu'il jugeait fort importante; c'était une victoire que les armées de son maître avaient remportée sur les Prussiens. « Croyez-vous, lui dit le

leurs révolutions diverses excitaient chez elle un véritable intérêt.

L'invasion de l'Égypte irrita la Porte, et lui fit contracter une alliance avec la Russie et l'Angleterre, alliance qui dura jusqu'au moment où Buonaparte s'empara de la dignité impériale : les Turcs, intimidés par l'immense pouvoir auquel il était parvenu, lui envoyèrent une ambassade pour le féliciter sur son avénement, et lui témoigner le désir qu'ils avaient de cultiver son amitié.

Napoléon, dont les regards se tournaient quelquefois involontairement vers l'Orient, et qui désirait surtout rompre la bonne intelligence qui existait entre la Porte et le cabinet russe, envoya Sébastiani comme ambassadeur à Constantinople, général bien connu par son habileté dans les intrigues de l'Orient, comme il le prouva par le fameux rapport qui contribua tant à faire rompre la paix d'Amiens.

On vit bientôt l'effet des promesses, des menaces et des intrigues [1] de cet ambassadeur.

grand-visir avec un profond mépris, qu'il importe beaucoup à Sa Hautesse que le chien morde le porc, ou que le porc morde le chien ? »

[1] En bonne diplomatie l'*intrigue* est un mot qui doit se prendre en bonne part : c'est un talent que les Anglais savent apprécier. (*Édit.*)

Les Turcs s'étaient engagés à ne point changer les hospodars ou gouverneurs de la Moldavie et de la Valachie. Sébastiani sut facilement irriter l'orgueil ottoman sur cette clause du traité, et le disposa à ne point s'y soumettre. Les deux hospodars furent changés en dépit des stipulations; et bien que les Turcs, s'apercevant du danger auquel ils s'exposaient, offrissent de rétablir les gouverneurs qu'ils avaient chassés, la Russie, dans son prompt ressentiment, leur déclara la guerre, et envahit les deux provinces. Cette occupation, il est vrai, coûta cher à la Russie; car une armée de cinquante mille hommes engagée aussi témérairement contre les Turcs, aurait pu être de la plus grande importance dans les champs d'Eylau, d'Heilsberg ou de Friedland.

Pendant ce temps, l'Angleterre envoya une escadre, commandée par sir Thomas Duckworth, pour forcer la Porte ottomane à renvoyer l'ambassadeur français et à revenir au système de politique que Sébastiani lui avait fait abandonner. L'amiral Duckworth passa les Dardanelles en dépit des immenses canons dont ces châteaux sont garnis, et qui lançaient de leurs énormes bouches d'airain des fragmens de marbre au lieu des boulets ordinaires. Mais si on s'était promis d'agir contre les Turcs d'une

autre manière qu'en les intimidant, on ne sut pas profiter de l'occasion. Il y eut un échange de billets et de messages qui dura jusqu'au moment où les Turcs eurent complété une ligne formidable de fortifications, tandis que les vents devenant contraires ne permettaient plus même de tenter un effort pour la destruction de Constantinople, que sir Thomas avait cependant présentée comme l'alternative à laquelle les Turcs étaient réduits. L'amiral anglais repassa les Dardanelles d'une manière fort peu honorable, odieux pour les menaces qu'il avait faites, et méprisé pour n'avoir pas osé les mettre à exécution.

Une expédition dirigée contre Alexandrie n'eut pas des résultats plus heureux. Cinq mille hommes débarquèrent sous les ordres du général Fraser, et s'emparèrent de la ville sans beaucoup de peine; mais une division qui avait ordre d'attaquer Rosette, renouvela dans cette autre partie du monde les désastres de Buenos-Ayres. Par une imprévoyance et une impéritie impardonnables de notre part, cette division se laissa attirer dans les rues étroites d'une ville orientale, où l'ennemi, qui avait garni d'hommes les terrasses et les toits des maisons, massacra aisément les assaillans sans courir presque aucun danger. Quelques autres

attaques aussi mal concertées eurent lieu pour réduire cette place ; et après avoir perdu, dans ces divers engagemens et par l'intempérie du climat, plus du cinquième de leurs soldats, les Anglais se retirèrent d'Égypte le 23 septembre 1807. [1]

C'était une faible compensation de tant de revers que d'avoir pu prendre et garder l'île de Curaçao enlevée aux Hollandais. Mais la possession du cap de Bonne-Espérance fut pour l'Angleterre d'une haute importance, d'autant mieux que la prise de cette place lui coûta peu de monde. Cette possession est si favorable au commerce des Anglais dans l'Inde, que nous pouvons justement espérer que jamais nous ne la céderons à l'ennemi [2]. De plus, à cette époque, la conduite du cabinet anglais décelait une politique irrésolue et mal calculée ; les ministres montraient un grand désir de faire quelque chose, mais leur incertitude au moment d'agir était pour le moins aussi grande. Ils se méprirent ainsi sur l'importance des objets qu'ils avaient en vue et n'agirent que faiblement là où il eût fallu

[1] On comprend maintenant pourquoi l'auteur a dû faire précéder d'un *compliment* à sa nation, ce résumé de ses non-succès en divers pays. *(Édit.)*

[2] Aveu précieux dont nous prendrons note, pour répondre à certaines allégations. (*Édit.*)

déployer de grands moyens pour parvenir au but. Si l'argent, si les braves soldats surtout, qu'on dissémina pour les diverses expéditions en Calabre, à Buenos-Ayres, à Alexandrie et ailleurs, eussent été réunis aux forces envoyées à Stralsund, et jetés sur les derrières de l'armée française avant la fatale bataille de Friedland, l'Europe aurait pu, selon toute probabilité, échapper au coup fatal et alors décisif que cette bataille lui porta.

Cette fausse politique qui avait fait échouer tous nos efforts sur le continent, depuis le commencement de la guerre avec la France jusqu'à l'époque à laquelle nous sommes arrivés, commençait alors à être rendue sensible par une triste expérience. La Grande-Bretagne ne gagnait rien par ses combats partiels, pas même quelques îles où l'on cultivât le sucre. La France faisait au commerce et aux revenus de sa rivale une guerre sans relâche ; et comme la résistance de celle-ci était également opiniâtre, il était évident que des deux côtés le combat serait un combat à mort. La situation des affaires réclama des ministres anglais qu'ils osassent courir de plus grands risques, et de la nation qu'elle fît de plus grands sacrifices que ceux qu'on avait jusqu'alors exigés d'elle. Il devint évident pour tous que le salut de l'Angleterre dépendait de

ses propres efforts, non plus dirigés pour atteindre un but mesquin, mais bien pour concourir à tout ce qui pouvait avoir une influence marquée sur l'issue de la guerre. Le nouveau ministère comprit que les événemens se pressaient, et combien il était urgent d'agir; ses principes le disposaient à continuer la guerre, et son intention de la conduire avec une nouvelle énergie se manifesta bientôt.

Les premiers symptômes du changement opéré dans la politique de l'Angleterre parurent dans la fameuse expédition de Copenhague, qui prouva une énergie et une détermination que l'on ne voyait plus depuis quelque temps dans les opérations militaires de la Grande-Bretagne. On ne saurait douter sérieusement que le grand moyen à l'aide duquel Buonaparte pensait imposer son système continental, et réduire le pouvoir de l'Angleterre sans coup férir, ne fût la coalition des puissances du Nord contre la supériorité maritime de la Grande-Bretagne. C'était ce dont on l'avait menacée lorsque la guerre fut terminée avec l'Amérique, et ce que l'on avait cherché à effectuer en 1801, lorsque ce pacte, peu naturel, fut rompu par le canon de Nelson et la mort de l'empereur Paul. Le traité de Tilsit, suivant les renseignemens que s'était procurés l'ambassadeur anglais, contenait

un article favorable au système continental, et les ministres reçurent d'ailleurs, sur ce sujet, les informations les plus positives. En effet, l'empereur Alexandre avait montré, par plusieurs indices, que dans la nouvelle alliance qu'il avait formée avec l'empereur de l'Europe orientale il était prêt à épouser son ressentiment et ses projets hostiles contre l'Angleterre. On ne pouvait guère espérer que l'infortuné Gustave de Suède entrât volontairement dans l'alliance projetée des puissances du Nord, et sa ruine était probablement résolue; mais l'accession du Danemarck était de la plus grande importance. Cette puissance possédait encore une flotte, et l'île de Zélande, par sa situation, la rendait maîtresse de la Baltique. Sa faiblesse reconnue ne lui permettait pas de résister un moment à l'influence réunie de la Russie et de la France, alors même que le fâcheux souvenir de la destruction de sa flotte par Nelson ne fût pas venu se joindre à ses inclinations pour la faire pencher de ce côté : il était évident qu'on ne permettrait au Danemarck de garder la neutralité que jusqu'au moment où il conviendrait aux puissances coalisées de lui faire prendre les armes. Dans cette persuasion, et voyant que les troupes françaises s'approchaient du Holstein, du Jutland et de la Fionie, le gouvernement anglais, agissant d'après

les renseignemens qu'il avait obtenus sur les desseins de l'ennemi, se crut en droit d'exiger du Danemarck un gage de la conduite qu'il se proposait de tenir lors des premières hostilités, et une sûreté raisonnable que ce gage une fois donné ne serait pas légèrement abandonné.

Une expédition formidable fut préparée alors, et, par humanité[1] aussi-bien que par politique, on la rendit assez imposante pour que la résistance que les Danois, peuple courageux et fier, pourraient opposer à une façon aussi dure, de la part de l'Angleterre, d'exposer ses griefs, devînt tout-à-fait impossible. Vingt-sept bâtimens de guerre et vingt mille hommes de troupes furent envoyés dans la Baltique, sous les ordres de lord Cathcart, pour appuyer la négociation avec le Danemarck, que l'on espérait encore pouvoir terminer sans le secours des armes. La flotte fut conduite avec beaucoup d'habileté à travers les écueils du Belt, et fut disposée de manière que quatre-vingt-dix voiles suffirent pour bloquer les rivages de la Zélande.

[1] A ce compte, Buonaparte avec ses armées imposantes par le nombre, était encore plus humain que l'Angleterre. (*Édit.*)

Ce fut sous de tels auspices que la négociation fut entamée. L'envoyé anglais, M. Jackson, était chargé de remplir auprès du prince royal une tâche très délicate, celle de lui représenter que l'Angleterre attendait de Son Altesse qu'elle expliquât ses sentimens d'une manière non équivoque, et déclarât son option entre elle et la France. Une condition désagréable était ajoutée à cette demande ; c'était que, pour rendre plus certaine toute protestation d'amitié ou de neutralité, il fallait que la flotte danoise et son matériel fussent livrés à l'Angleterre, non pas à titre de propriété, mais bien pour être remis au Danemarck lorsque l'état des affaires, qui la forçait à exiger de telles sûretés, aurait fait place à des circonstances plus pacifiques. L'alliance la plus étroite, et toute la protection que la Grande-Bretagne pouvait accorder, furent promises afin d'obtenir que le prince accédât à ces propositions; enfin, on lui fit entendre que les forces que l'Angleterre déployait contre le Danemarck lui serviraient d'excuse envers la France, s'il voulait les faire valoir pour prouver qu'il avait été forcé de se soumettre aux demandes de la Grande-Bretagne ; mais en même temps on lui intimait que ces mêmes forces allaient être employées contre lui en cas de refus.

D'après les formes ordinaires de la politique des nations à l'égard les unes des autres, de telles réquisitions, de la part de l'Angleterre envers le Danemarck, auraient été dures et sans excuse; mais les circonstances présentes lui servaient de justification. La position de l'Angleterre était alors celle d'un individu qui, menacé de l'approche des forces supérieures d'un ennemi mortel, voit près de lui un homme en armes dont il a raison de se méfier, puisque déjà, dans deux occasions, cet homme s'est ligué contre lui, et que tout lui prouve qu'il est prêt à le trahir une troisième. Certainement, dans une telle circonstance, l'individu ainsi menacé aurait tout droit d'exiger que ce tiers parti déclarât ses intentions, et, s'il en avait la force, il pourrait même lui enlever ses armes et les retenir comme le meilleur garant de sa neutralité.

Bien qu'on puisse admettre ce raisonnement pour justifier les demandes de l'Angleterre, nous ne sommes pas surpris qu'il n'ait pas suffi pour déterminer le roi de Danemarck [1]. Il y avait quelque chose de honteux pour le prince

[1] Cependant ce prince aurait dû comprendre l'*humanité* de l'Angleterre prouvée par le nombre de ses vaisseaux. (*Édit.*)

à livrer la flotte danoise, en cédant à la menace qu'on saurait bien l'y contraindre; et, quoique par amour pour son peuple et pour sauver sa capitale, il eût dû prudemment épargner une résistance inutile, il est impossible de blâmer le sentiment d'honneur et de fierté qui le porta à se défendre du mieux qu'il lui était possible.

Aussitôt que l'on s'aperçut que les Danois se proposaient d'éluder une réponse, afin de gagner du temps et de faire en toute hâte des préparatifs de défense, les Anglais débarquèrent, disposèrent leurs batteries, et commencèrent un bombardement qui occasionna un épouvantable incendie. Quelques troupes que l'on avait réunies dans l'intérieur de l'île furent dispersées par celles de sir Arthur Wellesley, nom déjà célèbre dans l'Inde, mais cité alors pour la première fois dans les guerres de l'Europe; enfin les Danois discontinuèrent une défense inutile, et le 8 septembre la citadelle et les autres forts de Copenhague se rendirent au général anglais. Les vaisseaux danois furent frétés avec la plus grande célérité possible, ainsi qu'un grand nombre de transports et un matériel considérable, qui, si les Français s'en fussent emparés, leur auraient donné de grandes facilités pour équiper une flotte.

Comme l'attaque contre Copenhague fut sui-

vie de circonstances qu'il était très facile de présenter sous un faux jour, la France, qui, ainsi que Napoléon son chef, avait montré depuis le commencement de la guerre le plus grand mépris pour les droits des nations neutres, soit lors de l'invasion de l'Égypte pendant qu'elle était en paix avec la Porte, soit lorsqu'elle s'empara du Hanovre quoique alliée de l'Allemagne, soit en ce moment même où elle méditait de s'approprier l'Espagne et le Portugal [1], la France et Napoléon, disons-nous, témoignèrent une horreur extrême de la violence exercée contre la capitale du Danemarck. La Russie s'en offensa aussi à un degré qui prouva que le ressentiment de voir ses projets renversés se mêlait à l'affectation de son zèle pour les droits de la neutralité. Mais l'esprit d'énergie et de hardiesse avec lequel l'Angleterre avait formé son plan, et l'avait exécuté, frappa d'une terreur salutaire toutes les autres

[1] Cette énumération des griefs de l'ennemi prouve seulement que l'Angleterre avait besoin de justification. Si les *précédens* de ce genre pouvaient être cités à l'appui de l'injustice, Buonaparte était dans son droit. Mais le seul droit imprescriptible est celui de l'honneur et de la bonne foi : le bombardement de Copenhague dura trois jours ; plus de six cents maisons furent incendiées, plusieurs milliers de familles ruinées ou massacrées. (*Édit.*)

nations, et les avertit que si, lorsqu'elles prendraient le caractère de la neutralité, elles prêtaient leur secret appui [1] aux ennemis de la Grande-Bretagne, elles ne pouvaient espérer de le faire avec impunité. Ce ne fut pas un faible embarras pour les petites puissances dont la plupart auraient bien voulu se contenter d'observer une stricte neutralité, si elles n'eussent point été menacées et influencées par la France contre qui elles n'avaient aucun moyen de se défendre; mais la querelle terrible de deux nations telles que la France et l'Angleterre est comme un combat de géans, dans lequel les hommes faibles et de petite stature qui se trouvent à leur portée, sont renversés et foulés aux pieds par l'un des deux partis ou par l'un et par l'autre.

L'extrême ressentiment qu'exprima Buonaparte en apprenant cette mesure critique et décisive, attesta combien était vif son désappointement de voir ses projets si inopinément prévenus. Il lui resta pour toute consolation de consigner dans *le Moniteur* ses récriminations contre la Grande-Bretagne; et la

[1] Encore fallait-il prouver ce secret appui de la part du Danemarck. (*Édit.*)

violation de la paix et du droit des gens fut sérieusement reprochée aux Anglais comme un crime irrémissible par celui qui ne souffrit jamais que son respect pour sa propre parole ou la bonne foi généralement observée entre les nations devînt un obstacle à ses désirs ou à ses intérêts.

La conduite de la Russie fut plus singulière. Un officier anglais, littérateur célèbre, fut employé par l'empereur Alexandre, ou par ceux que l'on pouvait supposer être ses plus intimes conseillers, à communiquer au ministère anglais l'expression de la secrète satisfaction qu'éprouvait l'Empereur de l'habileté et de la dextérité qu'avait déployées la Grande-Bretagne, en devançant et prévenant les projets de la France par son attaque contre Copenhague. Les ministres anglais furent invités à communiquer franchement avec le Czar, comme avec un prince qui, quoique obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins plus attaché que jamais à la cause de l'indépendance européenne. Ainsi engagé à s'expliquer, le ministère anglais développa ses vues pour contrebalancer le pouvoir exorbitant de la France, par une confédération du Nord qui prendrait un caractère offensif et défensif. On supposait

que la Suède entrerait volontiers dans une telle alliance, et que le Danemarck ne refuserait pas d'y adhérer s'il y était encouragé par l'exemple de la Russie, qui devait être la tête et l'âme de la coalition.

Cette communication faite au ministère russe fut reçue avec la plus grande froideur. On ne saurait aujourd'hui déterminer s'il y eut un excès de confiance de la part de l'agent, ou si cette démarche était fondée sur l'idée prématurée et fugitive d'une rupture avec la France que l'Empereur aurait ensuite abandonnée; ou si enfin, comme cela est plus probable, le véritable motif était de découvrir l'étendue des ressources de la Grande-Bretagne, et les projets à l'exécution desquels elle méditait de les employer [1]. Il suffit d'observer que l'attitude avec laquelle la Russie reçut la communication de l'Angleterre, était si différente de la disposition qu'elle avait montrée en sollicitant la confiance du ministère anglais, que la négociation avorta complétement.

L'empereur Alexandre fit connaître à quel projet il s'était fixé aussitôt que l'Angleterre eut

[1] Si cela était, la perfidie de l'Angleterre envers le Danemarck autorisait tout au moins ce détour. (*Édit.*)

refusé sa médiation dans sa querelle avec la France. Il exprima, dans une proclamation ou manifeste, combien il regrettait d'être jamais entré dans des arrangemens avec l'Angleterre, qu'il reconnaissait être préjudiciables au commerce de la Russie; il s'y plaignait (et cela avec justice) que l'Angleterre n'eût agi dans cette guerre que faiblement, partiellement et de manière à ne satisfaire que ses intérêts; l'attaque contre le Danemarck y était traitée de violation du droit des gens. En conséquence, l'Empereur annulait toute convention faite entre la Russie et la Grande-Bretagne, et spécialement le traité conclu en 1801; enfin il reconnaissait le principe de la neutralité armée qu'il proclama un monument de la sagesse de Catherine-la-Grande. Au mois de novembre 1806, un ukase, ou décret impérial, mit un embargo sur les bâtimens et les propriétés des Anglais. Mais, favorisés par la nation russe, et même par les officiers que le gouvernement avait chargés du soin de faire exécuter cette mesure, les capitaines furent avertis à temps; et, profitant d'un vent favorable, quatre-vingts bâtimens mirent à la voile avec leurs cargaisons, et gagnèrent l'Angleterre.

L'Autriche et la Prusse se virent dans la

nécessité de suivre l'exemple de la Russie, et de déclarer la guerre au commerce anglais; de sorte que Buonaparte se trouva avoir fait un pas immense vers son objet principal, la destruction de toute espèce de rapports qui pouvaient unir l'Angleterre au continent.

CHAPITRE II.

Aperçu du gouvernement intérieur de Napoléon à l'époque de la paix de Tilsit. — Le Tribunat aboli. — Conseil d'État. — Préfectures; — leur objet et leur nature. — Code Napoléon. — Ses mérites et ses défauts. — Comparaison de ce Code avec la jurisprudence anglaise. — Efforts louables de Napoléon pour faire mettre ce Code à exécution.

A cette période de la puissance de Buonaparte, alors qu'elle paraissait si bien établie et sur des bases durables, il nous semble convenable de jeter un regard rapide, non sur tous les détails intérieurs de son administration, ce qui exigerait des volumes entiers, mais au moins sur le caractère général de son gouvernement, sur les moyens employés pour consolider son empire, et sur la nature des relations qui existaient entre ses sujets et lui.

Le principe sur lequel reposait le gouvernement de Buonaparte, et qui, presque seul, lui donnait le pouvoir absolu, était celui que de tout temps et dans toute société, le despotisme a trouvé nécessaire pour fonder sa domination; c'est que l'individu qui doit exercer l'autorité et qui tient en ses mains le pouvoir, doit consacrer exclusivement sa personne et

ses talens au service de l'État, tandis que de son côté la nation doit mériter un tel sacrifice par l'obéissance la plus implicite à sa volonté. Quelques despotes ont appuyé cette prétention à une soumission universelle sur la descendance de famille, et, selon la doctrine de Filmer, sur leur droit à représenter le père primitif de la tribu, étant ainsi les légitimes héritiers du pouvoir patriarcal[1]. D'autres ont torturé le sens de l'Écriture et blessé le sens commun pour prouver que la Providence avait dicté elle-même des lois en leur faveur et établi leur droit. Buonaparte assurément ne pouvait prétendre au droit héréditaire; mais il se fondait volontiers sur le second principe, le faisant souvent valoir auprès des autres, et se considérant lui-même comme un individu prédestiné par le ciel à la souveraine puissance, et qu'on ne pouvait arrêter dans sa carrière sans avoir à lutter contre la destinée qui, le menant par la main et le couvrant en même

[1] Sir Robert Filmer. Ce jurisconsulte quelquefois cité dans la jurisprudence anglaise, vivait dans le dix-septième siècle, et mérita d'être réfuté par Locke. Son principal ouvrage, intitulé *Patriarcha*, ne parut qu'après sa mort, en 1647. C'est dans ce livre qu'il fait remonter jusqu'à Adam le droit héréditaire de tout monarque absolu. (*Édit.*)

temps de son bouclier, l'avait guidé à travers tous les périls par des voies extraordinaires pour le conduire au poste éminent qu'il occupait alors. Personne ne l'avait aidé de ses conseils pour lui aplanir le chemin de la fortune; personne n'avait été son guide dans le dangereux mouvement d'ascension qui mène au pouvoir; personne n'avait eu assez de part à sa promotion pour réclamer le mérite d'un allié quelque humble qu'il fût. Il semblait que Napoléon avait été porté au faîte des grandeurs par un pouvoir plus fort que celui d'aucune assistance humaine, et qui surpassait même tout ce qu'on pouvait attendre de ses grands talens s'ils n'eussent pas été secondés par l'intervention spéciale de la destinée en sa faveur. Buonaparte connaissait si bien le caractère de la nation française, qu'il était sûr de lui rendre facile la servitude à laquelle il l'assujettissait, en lui offrant d'abord comme dédommagement la prééminence par la supériorité de ses armes; et ensuite en créant des corps municipaux au moyen desquels il aurait seul le vrai gouvernement : ces corps intermédiaires, bien qu'insuffisans pour tout ce qu'exigerait une nation accoutumée à être régie par des lois justes, assuraient à la vie et à la propriété des citoyens une protection tant désirée par tous ceux qui,

pendant cette longue période de la révolution, avaient été les victimes de la cruauté, de la rapacité et de la tyrannie la plus extravagante, rendue plus odieuse encore par le prétexte de la liberté.

Nous avons souvent fait remarquer l'importance du premier de ces deux mobiles du gouvernement de Buonaparte, et l'attention doit s'y reporter toutes les fois que l'on traitera des causes de son influence sur l'esprit public. Il en donna lui-même la solution en peu de mots, lorsque, censurant l'incapacité des Directeurs auxquels il succédait, il dit: « Ces hommes ne savent pas travailler l'imagination de la nation française. » Cette pensée, dont la phraséologie est plus italienne que française, exprime le grand secret de l'autorité de Napoléon. Il s'annonçait lui-même comme l'homme duquel les destinées de la France dépendaient; comme celui qui avait fait jouir cette nation de la gloire de cent victoires décisives. C'était lui dont l'épée, détruisant les obstacles que les monarques les plus vaillans dont se glorifie la France avaient crus insurmontables, lui avait frayé le chemin vers cette suprématie qu'on ne pouvait alors lui refuser sur les autres puissances européennes. Seul il pouvait justement prétendre à être le

monarque absolu de la France, celui qui, la retirant d'une condition périlleuse, avait calmé ses discordes, réconcilié ses factions, changé ses défaites en triomphes, et au moment où elle allait devenir la proie des guerres civiles et extérieures, l'avait élevée au rang de peuple-roi de l'Europe. Toutes ces choses avaient été exécutées à une seule condition; et, comme nous l'avons dit précédemment, c'était la même que le tentateur offrit au Christ dans le désert après lui avoir orgueilleusement montré la vaste étendue de tous les royaumes de la terre. « Je vous donnerai toutes ces choses, si, vous agenouillant, vous voulez m'adorer. »

Napoléon avait rempli cette superbe promesse qui flattait un peuple plus jaloux de la gloire que de la liberté, et que le récit de ses conquêtes en pays étranger charmait bien davantage que la liberté de penser et d'agir; ce peuple sacrifia ainsi sans regret ses intérêts les plus chers à sa vanité.

Buonaparte en profita, ou, pour nous exprimer comme lui, il travailla l'imagination des Français. Il leur donna des fêtes publiques, des victoires et de vastes provinces; et, en retour, il réclama le droit d'emmener leurs enfans par essaims périodiques à des conquêtes toujours de plus en plus éloignées, avec celui de gouverner,

suivant son bon plaisir, la masse de la nation qui restait dans ses foyers.

Afin de parvenir à ce but, on substitua graduellement et avec adresse une espèce d'idolâtrie à une autre; et si l'objet de l'adoration publique changea, le culte resta le même. La France était gouvernée naguère par des maximes politiques; elle l'était alors par le nom d'un homme : auparavant la république était tout; La Fayette, Dumouriez ou Pichegru n'étaient rien. Maintenant le nom d'un général heureux avait une plus grande influence que le Code entier des droits de l'homme. La France s'était soumise aux meurtres, à la spoliation, aux tribunaux révolutionnaires, et à toutes les formes qu'avaient empruntées la cruauté et l'oppression, pourvu qu'elles fussent décorées de ces paroles magiques : « Liberté et égalité ! fraternité et bien public ! bonheur du peuple ! » Elle se montra également docile lorsque le mot d'ordre fut : « l'honneur de sa majesté impériale et royale ! les intérêts du grand empire ! l'éclat du trône impérial ! » Il faut convenir que les sacrifices qui furent exigés sous cette dernière formule étaient moins énormes; ils furent limités aux taxes imposées selon la volonté impériale, et à une conscription constamment anticipée. Les tyrans républicains réclamaient à la fois la

vie et la propriété des citoyens, l'Empereur se contenta de la dîme de leur fortune, et de la disposition libre de cette portion des familles qui était la plus propre à supporter le poids des armes et à augmenter les conquêtes de la France [1]; telles furent les conditions auxquelles ce pays, si long-temps troublé, obtint enfin, après sa révolution, les avantages d'un gouvernement stable et réel.

Le caractère de ce gouvernement, ses moyens et ses principes d'action, doivent être ici brièvement retracés.

On ne peut avoir oublié que Buonaparte, héritier de la révolution, s'appropria les formes et les modifications du gouvernement directorial, telles que les avait altérées, sous quelques rapports, l'esprit de Sieyès; mais elles ne subsistèrent que comme formes, et furent privées de toute impulsion réelle dans l'administration. Les membres du Sénat et des Corps Législatifs devinrent des créatures passives, pensionnées par l'Empereur, dociles à ses moindres volontés; les intermédiaires de la promulgation des lois qu'il voulait établir. Le Tribunat avait

[1] C'était ce qu'on appelait le superflu de la population : il faut convenir aussi que le charme ne fut pas aussi complet que l'auteur veut bien le dire. (*Edit.*)

été institué pour protéger le peuple contre les actes arbitraires du pouvoir, l'emprisonnement, l'exil, les attaques contre la liberté de la presse ou tout autre; mais après avoir restreint successivement les droits et l'autorité de ce corps, après avoir empêché que ses délibérations ne fussent publiques, après l'avoir privé de ses membres les plus hardis, Buonaparte le supprima entièrement, sous prétexte de la dépense qu'il occasionnait au gouvernement : en effet, il était devenu entièrement inutile depuis qu'on avait altéré son caractère primitif, en faisant nommer les tribuns par le Sénat, au lieu de les faire élire par le peuple, ce qui en excluait ces hommes assez indépendans pour braver la colère du pouvoir quand ils sont appelés à contrôler ses empiétemens ; cependant, comme le seul nom de ce corps, tant qu'il subsistait, rappelait quelques idées de liberté républicaine, l'Empereur jugea plus convenable de l'abolir.

Le conseil délibératif de l'Empereur existait dans son Conseil d'État, dont il présidait lui-même les séances, et qui lui fut d'un grand secours pendant le cours de son règne. Les fonctions de ce corps avaient un caractère d'anomalie, embrassant la législation politique ou les affaires judiciaires, selon l'ordre du jour ; c'était, en un mot, la ressource de Buonaparte

lorsqu'il avait besoin de s'aider de l'avis, de l'opinion ou des connaissances des autres; et il eut souvent recours au Conseil d'État pour former ces résolutions qu'il faisait ensuite exécuter par ses ministres. M. de Las-Cases, membre lui-même de ce conseil, vante avec complaisance la liberté que Buonaparte laissait aux débats, et la bonne humeur avec laquelle il souffrait les contradictions, alors même qu'elles étaient exprimées avec obstination ou vivacité. Il voudrait nous faire considérer le Conseil d'État comme une barrière importante accordée aux citoyens pour les défendre contre la volonté arbitraire du souverain. Toutefois, ce qu'il en a dit se réduit à nous apprendre que Buonaparte, désirant d'avoir l'avis de ses conseillers, tolérait la franchise de leurs discours et même de leurs remontrances[1]. Mahmoud et Amurat auraient pu faire de même dans leurs divans, et pourtant ils n'en seraient pas moins restés les maîtres absolus de la vie de ceux qui les entouraient. Nous ne doutons pas que Buonaparte, dans certaines occasions, ne permît

[1] On trouvera des révélations d'un grand intérêt sur les délibérations de Conseil d'État dans l'important ouvrage que publie M. le baron Locré (secrétaire général du Conseil) sous le titre de *Législation civile, commerciale et criminelle de la France.* (*Édit.*)

aux membres de son conseil de prendre de grandes libertés, et qu'il ne cédât quelquefois à leurs opinions sans être convaincu ; mais cela n'arrivait que dans les questions où ni ses passions ni ses propres intérêts n'étaient contrariés. [1]

Nous lisons plus loin que l'Empereur se servait, envers ceux qui s'opiniâtraient, d'expressions telles qu'elles leur faisaient clairement sentir qu'il ne souffrirait pas que leur contradiction excédât certaine limite. « Vous êtes bien en-

[1] M. de Ségur* nous cite l'exemple d'une circonstance où Buonaparte déféra à l'avis de son conseil contre sa propre opinion. Une femme d'Amsterdam, accusée d'un crime capital, avait été deux fois acquittée par les conrs impériales, lorsque la cour d'appel réclama le droit de la juger en troisième instance. Buonaparte seul soutint contre tout son conseil les droits de cette pauvre femme à son acquittement, que selon toute justice elle aurait dû obtenir en considérant combien de préventions avaient dû s'élever contre elle. Il se rendit, enfin, à la majorité, mais en protestant qu'il cédait et n'était pas convaincu. On doit remarquer ici, pour expliquer la complaisance que Buonaparte montra envers son conseil, qu'il n'était pas personnellement intéressé dans la décision de cette question, et que même si le sort de cette femme l'eût touché il pouvait lui faire grâce alors que la cour d'appel l'eût condamnée.

* Nous trouvons cette anecdote dans l'ouvrage de M. de Las-Cases. (*Édit.*)

têté », disait-il à un de ces disputeurs, « et si je l'étais autant que vous! Vous avez tort de mettre la puissance à l'épreuve; vous ne devriez pas méconnaître les infirmités humaines. »

Il disait à un autre, après une scène de violente argumentation : « Ayez donc l'attention de ménager un peu mon humeur; dernièrement vous avez été bien loin : vous m'avez réduit à me gratter la tempe; c'est un grand signe chez moi; dorénavant évitez de me pousser jusque-là ! »

De telles limites à la liberté des débats dans le Conseil d'État impérial rappellent celles qu'avait posées le grand Frédéric dans ses fêtes de Sans-Souci, où il prétendait tolérer et encourager toute espèce de railleries familières; mais lorsqu'un convive facétieux allait jusqu'à des personnalités, Frédéric avait coutume de dire qu'il entendait le roi marcher dans la galerie; il y avait de même des occasions où Napoléon, non content de rappeler l'attention au bruit lointain du tonnerre impérial, lançait sa foudre au milieu de ses conseillers tremblans. L'affaire de Portalis fut une scène de ce genre. Cet homme d'État, plein de talens et de vertus, s'était rendu éminemment utile dans la négociation du Concordat, et avait été, en récompense de ce service, nommé ministre des cultes et

conseiller d'État. Dans les disputes qui éclatèrent entre le Pape et Buonaparte, un parent du ministre fut accusé d'avoir fait circuler les bulles ou admonitions spirituelles du Saint-Père, et Portalis avait négligé d'en rendre compte à l'Empereur; sur quoi Napoléon, en plein conseil, attaqua Portalis dans les termes les plus sévères, et l'accusant d'avoir manqué à son serment comme ministre et comme conseiller d'État, le priva de ses emplois et le chassa du conseil pour avoir trahi son souverain[1]. Si quelqu'un des membres du Conseil d'État eût hasardé, lorsque cette sentence frappa son oreille, de s'interposer entre le dragon et sa colère pour dire qu'une accusation précipitée ne devait pas être suivie d'une censure et d'une punition immédiate; qu'il était possible que M. Portalis eût été trompé par de fausses informations, ou entraîné par le désir naturel de cacher l'offense de son parent; enfin que sa conduite pouvait avoir été influencée par des motifs religieux, qui, s'ils étaient erronés, étaient du moins sincères et consciencieux; alors nous pourrions

[1] L'auteur a confondu ici le comte Portalis, ministre des cultes, avec monsieur son fils, aujourd'hui pair de France. Ce fut ce dernier qui éprouva la disgrâce de l'Empereur; il n'avait été appelé au Conseil d'État qu'après la mort de son père. (*Édit.*)

croire que le Conseil d'État de Buonaparte formait véritablement un corps dans lequel un citoyen accusé trouvait quelque protection contre le despotisme du gouvernement : mais à quelle époque et dans quel pays les libertés publiques pourraient-elles jamais être confiées à la garde des conseillers immédiats du trône ? Elles ne sauraient trouver un vrai refuge que dans un corps dont l'autorité émane directement de la nation, et qui reçoit de cette même nation le soutien et la protection nécessaire à l'existence de son droit de remontrance et d'opposition.

Les délibérations du Conseil d'État ou les résolutions que Buonaparte adoptait sans les lui communiquer (car on peut aisément supposer que les membres de ce conseil n'étaient pas admis à la discussion de ses secrets politiques), étaient, comme chez les autres nations, fixées et exécutées par le ministère ostensible.

L'une des parties de l'organisation du gouvernement impérial dont Buonaparte se glorifiait le plus, fut l'établissement des préfectures, qui lui donnèrent certainement la facilité de former l'agence de despotisme la plus efficace qui eût jamais existé. On ne saurait se méprendre sur l'objet et la tendance de cette organisation, puisque Buonaparte et ses plus

grands adversaires, dans le portrait qu'ils en font, la citent également, l'un à l'admiration du monde entier, les autres à sa censure. Chaque préfet devait être gouverneur suprême d'un département, ce qui répondait aux anciennes charges de lieutenant du Roi, de gouverneurs de province; ils représentaient la personne impériale dans toute l'étendue de leurs préfectures : on avait bien soin de choisir les individus destinés à ces fonctions parmi ceux qu'on voulait gagner ou récompenser; ils recevaient des salaires considérables et quelquefois même exorbitans, quelques uns montant jusqu'à quinze, vingt, et même trente mille francs. Napoléon prétendait que cette dépense était la conséquence de la corruption qui le forçait de s'attacher les hommes par leurs intérêts plutôt que par leurs devoirs. Ses ennemis disaient que cette profusion était l'un des principaux mobiles d'un gouvernement qui traitait le bien public de chimère, et qui consacrait l'intérêt personnel en établissant comme règle première que l'État devait être servi par des fonctionnaires capables. Les préfets étaient généralement choisis parmi les hommes qui, par leur naissance et leur condition, n'avaient aucun rapport direct avec le département qu'ils allaient administrer; car un motif principal de

la politique de Napoléon était de les *dépayser*. Ils dépendaient entièrement de l'Empereur, qui pouvait à sa volonté les déplacer ou les casser : l'administration des départemens était confiée à ces importans fonctionnaires.

« Les préfets, dit Napoléon, avec toute l'autorité et les ressources locales dont ils se trouvaient investis, étaient eux-mêmes des *empereurs au petit pied ;* et comme ils n'avaient de force que par l'impulsion première dont ils n'étaient que les organes ; que toute leur influence ne dérivait que de leur emploi du moment ; qu'ils n'en avaient point de personnelle ; qu'ils ne tenaient nullement au sol qu'ils régissaient, ils avaient tous les avantages des anciens grands agens absolus, sans aucun de leurs inconvéniens. [1] » C'était au moyen des préfets, que le mouvement donné par le centre du gouvernement, se communiquait rapidement aux extrémités de l'empire, et que l'influence de la couronne et l'exécution de ses commandemens étaient transmises, comme par magie, à quarante millions d'habitans. Il paraît que Napoléon, en décrivant avec complaisance pour lui-même ce terrible instrument d'un pouvoir illimité, sentait qu'il pourrait bien ne

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, etc., tome VII.

pas être en harmonie avec les opinions des partisans des institutions libérales, dont aux portes de la tombe il crut devoir rechercher l'approbation. « Il avait bien fallu créer toute cette puissance, disait-il; je me trouvais dictateur. La force des circonstances le voulait ainsi; il fallait donc que tous les filamens issus de moi fussent en harmonie avec la cause première, sous peine de manquer le résultat. Le réseau gouvernant dont je couvris le sol requérait une furieuse tension, une prodigieuse force d'élasticité si l'on voulait faire rebondir au loin les terribles coups qu'on nous ajustait sans cesse. [1] » Sa défense se réduit à ceci : « Les hommes de mon temps aimaient avec extravagance le pouvoir, et étaient excessivement attachés aux emplois et à la richesse. Je dus les gagner à force de places et de pensions, pour qu'ils devinssent mes agens; mais j'élevais la génération suivante de façon qu'elle eût été guidée par des motifs plus honorables. Mon fils eût été entouré de jeunes gens sensibles à l'influence de la justice, de l'honneur, de la vertu; et ceux qui eussent été appelés à remplir un devoir public eussent considéré une telle confiance comme la récompense de leur conduite. »

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène*, etc., tome VII.

La liberté de la France fut donc ajournée jusqu'au retour de l'âge d'or, où les honneurs personnels et la richesse devaient cesser d'avoir aucune influence sur l'humanité régénérée. En attendant, la France eut la dictature et les préfets.

L'impulsion, suivant l'expression de Napoléon, que la couronne donnait à ses agens subordonnés, et qui les faisait agir dans leurs départemens, avait souvent lieu au moyen d'une lettre circulaire ou d'une proclamation qui les instruisait de la mesure particulière que le gouvernement voulait imposer. Ces lettres étaient signées par le ministre au département duquel appartenait l'affaire, et elles se terminaient par une injonction au préfet de montrer, par son activité, son zèle pour l'Empereur et pour les intérêts de la couronne. Ainsi invoqué, le préfet transmettait l'ordre aux sous-préfets et aux maires des communes de son département, qui, stimulés par les mêmes motifs qui avaient agi sur leur supérieur, s'efforçaient à l'envi de se distinguer par une active condescendance à la volonté de l'Empereur, et de mériter un rapport favorable en se montrant les agens empressés et soumis de ses moindres désirs.

Outre cela, le devoir des préfets était de

s'assurer si les honneurs étaient exactement rendus au chef de l'État dans les cérémonies publiques, et de rappeler aux autorités municipales la nécessité de faire, dans certaines occasions, des adresses au gouvernement dans lesquelles ils déclaraient leur admiration pour les talens de l'Empereur, et leur dévoûment à sa personne. Ces effusions étaient soigneusement consignées dans *le Moniteur,* qui, si on voulait les y chercher, nous offrirait les modèles les plus extraordinaires de rédaction que les annales de la flatterie puissent jamais produire. Il suffit de dire qu'un maire, que nous croyons être celui d'Amiens, affirma, dans son extase de loyale admiration, que la Divinité, après avoir créé Buonaparte, avait dû se reposer comme après la création de l'univers [1]. De tels efforts d'imagination et de rhétorique peuvent paraître à la fois impies et ridicules, et l'on aurait pu penser qu'une personne de sens et de goût comme Napoléon les aurait contenus et même réprimés. Mais il savait bien de quelle influence était sur l'esprit public le son de ces louanges que l'exagération seule

[1] Ce ne fut pas seulement un maire mais un préfet et un prélat qui trouvèrent cette excellente flagornerie. (*Édit.*)

pouvait varier, puisqu'elles portaient toutes sur un même sujet. Les mêmes idées, présentées sous tant de formes diverses, produisent à la longue de l'effet sur une nation, surtout si aucune contradiction ne peut les atténuer. Un uniforme qui paraîtrait ridicule, s'il n'était porté que par un individu seul, peut avoir un aspect imposant lorsque tout un régiment en est revêtu; et l'empirique dont les *avis* extravagans sont un sujet de moquerie lorsque nous les lisons pour la première fois, nous persuade souvent, à force de répéter ses propres louanges, d'essayer de sa médecine. Ceux à qui la calomnie est familière savent, suivant l'expression vulgaire, que, si vous jetez assez de boue sur quelqu'un, il en restera toujours un peu; et agissant d'après le même principe, mais dans un but différent, Buonaparte était bien persuadé que la répétition de ses louanges dans ces adresses adulatrices finirait par faire impression sur la nation, et que l'on y ajouterait foi comme à l'expression de l'opinion publique.

Faber, écrivain trop passionné pour qu'on puisse lui accorder une confiance illimitée, a donné plusieurs exemples de l'ignorance des préfets, dont plusieurs, étant de vieux militaires, n'avaient pas les connaissances nécessaires pour remplir un emploi civil, et qui,

transportés tous dès le principe dans une sphère d'action dont les circonstances locales leur étaient totalement étrangères, étaient par cela même exposés à se tromper. Mais on peut ajouter une foi entière à cet auteur, lorsqu'il dit qu'on ne saurait accuser les préfets de déprédation ou de rapine, et que ceux qui augmentèrent leur fortune pendant la durée de leurs fonctions, le firent en économisant sur le traitement qui leur était légitimement alloué.

Tels sont quelques uns des traits de l'administration provinciale de Buonaparte, dont tous les agens accomplissaient, sur tous les points de la France, les volontés du chef, sans rencontrer d'hésitation ou de contrôle. Toute cette machine administrative a été conservée, en grande partie, par le gouvernement royal, qui la trouva sûrement préférable aux changemens violens que la tentative de rétablir l'ancien ordre de choses ou de créer une nouvelle organisation aurait nécessairement occasionnés.

Un changement beaucoup plus important, et qui fut introduit par l'Empereur, quoiqu'il n'eût pas pris sa source dans son gouvernement, fut l'entier renouvellement des lois du royaume de France, par le code célèbre auquel Napo-

léon donna son nom, et dont ses admirateurs ont considéré l'exécution comme assurant à son auteur le droit d'être justement appelé le bienfaiteur du pays qu'il a gouverné. Bacon nous apprend, à la vérité, que lorsque l'on a entassé lois sur lois avec tant de confusion qu'il devient nécessaire de les réviser, et de recueillir leur esprit dans un système nouveau et intelligible, ceux qui accomplissent cette œuvre sont nommés, à bon droit, les législateurs et les bienfaiteurs du genre humain. On reprochait, avec raison, à la France, avant la révolution (et ce fut en effet un des grands vices qui contribuèrent à produire cet immense et violent changement), que les différentes provinces, les villes et les cantons inférieurs du royaume ayant été réunis, à différentes périodes, au corps de l'État, avaient conservé leurs lois et leurs usages particuliers : c'était un continuel sujet d'étonnement et d'ennui des voyageurs, en traversant la France, de trouver, dans plusieurs cas importans, que le système et le caractère des lois auxquelles ils devaient s'assujettir changeaient aussi souvent qu'ils changeaient eux-mêmes de chevaux de poste. Cette bizarre incohérence des lois et cette subdivision des juridictions étaient une source d'inconvéniens pour les sujets plus spécialement lorsque

les cantons étant peu étendus, les autorités locales n'avaient ni expérience ni caractère suffisant pour exercer les fonctions qui leur étaient confiées.

On avait long-temps senti les maux qui résultaient d'un tel état de choses, et, à différentes époques avant la révolution, on avait plusieurs fois proposé d'établir un système uniforme de législation pour tout le royaume. Mais tant d'intérêts divers se trouvaient compromis, et en outre, les administrations successives de Louis XVI et de son grand-père avaient été occupées d'affaires si pressantes que ce projet n'avait jamais été sérieusement adopté ni même délibéré. Cependant, lorsque le système entier des provinces, des districts et de la grande et petite juridiction féodale tombèrent à la voix de l'abbé Sieyès, comme un palais enchanté quand le charme est rompu, et que toutes leurs diverses lois, écrites ou coutumières, furent ensevelies dans les ruines, la France, réunie en une seule nation, était disposée à recevoir le code législatif que l'Assemblée Nationale aurait voulu dicter. Mais l'esprit révolutionnaire, plus propre à détruire qu'à édifier, était plus occupé de poursuivre ses vues politiques que de procurer à la nation la protection de lois justes et équitables. Sous le Direc-

toire, le Conseil des Cinq-Cents fit deux ou trois essais pour la classification des lois ; mais ces essais se bornèrent à un rapport général et préliminaire. Cambacérès, excellent jurisconsulte et homme d'État éclairé, fut un des premiers à éveiller l'attention du gouvernement sur ce grand et indispensable devoir. Les diverses autorités qui s'étaient succédé s'étaient contentées de promulguer les lois qui convenaient aux besoins du jour, et qui (comme celle qui autorisait le divorce) se ressentaient de l'extravagance qui les avait fait naître. Le projet de Cambacérès embrassait, au contraire, une classification générale de la jurisprudence dans toutes ses branches, quoique ce travail fût encore trop empreint, dit-on, des opinions révolutionnaires pour servir de base lorsque Buonaparte, après son élévation, voulut remplacer les formes du gouvernement républicain par celles de la monarchie.

Après la révolution du 18 brumaire, Napoléon ne vit pas de moyen plus certain pour rendre cet événement populaire, et pour allier sa propre autorité aux intérêts de la France, que de reprendre une tâche que ses prédécesseurs avaient trouvée trop au-dessus de leurs forces ; c'était montrer ainsi tout à coup une noble confiance dans la stabilité de son pouvoir, et

le désir louable de l'exercer pour assurer à la nation des avantages permanens. Un ordre des Consuls, daté du 24 thermidor an VIII, chargea le ministre de la justice d'examiner, dans un comité formé de plusieurs savans jurisconsultes, quatre projets rédigés sur la manière dont on devait rassembler les lois nationales pour en former un Code civil : ce comité avait mission d'indiquer le plan le plus désirable pour parvenir à ce but, et de discuter les bases sur lesquelles devait reposer la législation en fait de matières civiles.

Le discours préliminaire du premier projet de Code civil est remarquable par la manière dont les rapporteurs considèrent et réfutent les vues générales et illusoires admises par la partie la moins éclairée du public, sur la nature de la tâche que la commission avait à remplir. C'est l'idée commune et vulgaire qu'un système de législation doit être simplifié autant que possible, et réduit à quelques maximes générales d'équité, suffisantes pour guider un juge éclairé et intègre, et lui faire résoudre toutes les questions qui peuvent s'élever entre deux individus. Le corollaire de cette proposition est que les nombreuses multiplications d'autorités, d'exceptions, de cas particuliers, d'actes spéciaux, qui ont été introduites chez les nations

civilisées par l'adresse des légistes, sont autant d'expédiens propres à embarrasser le cours simple de la justice par des modifications et des raffinemens arbitraires. On s'imagine qu'il ne s'agit que de procurer des richesses et de l'importance à ceux à qui l'étude des lois permet de s'en rendre les interprètes, et qui deviennent ainsi des guides nécessaires pour conduire les plaideurs dans le dédale obscur créé par eux et leurs prédécesseurs.

Telles furent les idées que le Parlement des (*Louez-Dieu*) Barebones [1] avait des lois et de ceux qui les exécutent, lorsqu'il proposa à

[1] Cromwell avait licencié le Parlement; mais voulant conserver les formes républicaines, il convoqua par ses *propres lumières* cent quarante membres des Communes, choisis parmi les fanatiques les plus ignorans de l'époque. Parmi eux était un nommé Barebone (*os décharné*), marchand de pelleteries ou de cuir, qui, selon le mode mystique des dévots républicains, avait pris le prénom de *Praise-God*, *Louez-Dieu*, comme son frère s'était donné celui de *si Dieu n'était mort pour l'homme*, *l'homme serait damné*. Le peuple trouva plaisant de surnommer le Parlement de 1635, *le Parlement des Os décharnés* (*Barebone Parliament*); et le surnom est resté historique: il faut convenir avec Hume qu'un poète satirique n'eût pas mieux inventé pour parodier les cent quarante. De même abrégeant la périphrase du frère de *Louez-Dieu*, et n'en conservant que le dernier mot, les *anti-ministériels* du temps appelaient le second *Barebone*, *damné* Barebone. (*Édit.*)

Cromwell d'abroger le code civil de l'Angleterre, et de renvoyer les hommes de loi comme des bourdons qui ne faisaient qu'embarrasser la ruche nationale; telle était aussi en France l'opinion de plusieurs hommes d'État, qui, jugeant aussi témérairement la jurisprudence que la politique, s'imaginaient qu'un système de maximes, modifié sur le plan des Douze Tables des anciens Romains, pouvait tenir lieu d'un Code civil pour la France moderne. Ceux qui pensaient ainsi avaient entièrement oublié que ces Douze Tables furent bientôt insuffisantes pour Rome elle-même; que, dans le changement graduel des mœurs, il y eut des lois qui tombèrent en désuétude, d'autres qui devinrent inapplicables; enfin qu'il fut nécessaire de pourvoir aux cas imprévus, successivement par les décrets du sénat, les ordonnances du peuple, les édits des consuls, les réglemens des préteurs, les décisions et les opinions de savans juristes, et finalement par les rescrits, les édits et les ordonnances des empereurs, jusqu'à ce qu'on eût accumulé une telle quantité de matières législatives que tous les efforts des Théodose ou des Justinien ne purent que difficilement les mettre en ordre ou les réduire en principes; mais cette complication même était le véritable sujet duquel on se plaignait. La simplicité des

lois anciennes avait été, dira-t-on, peu à peu corrompue, et ce sont les personnes intéressées, plutôt que les progrès naturels de la société, qui ont amené le système compliqué contre lequel on se récrie.

La réponse est facile : tant que la société reste dans son état de simplicité primitive les hommes n'ont besoin que de lois simples et en petit nombre ; mais lorsque la société commence à connaître la subdivision des rangs, lorsque de nouveaux devoirs lui sont imposés, qu'elle contracte des obligations d'une nature inconnue à une période plus reculée et comparativement plus ignorante, ces rangs, ces devoirs et ces obligations nouvelles doivent être déterminés par de nouvelles règles et de nouvelles ordonnances qui s'introduisent au fur et à mesure qu'elles deviennent nécessaires et qui prennent force de lois, soit que l'habitude les consacre, soit que la législation les établisse. Nul doute qu'il n'existe une sorte de société pour laquelle la législation peut être très simplifiée ; c'est celle où l'exécution des lois du pays, et le droit de leur donner plus de force, résident dans la personne du monarque ou du magistrat qui doit rendre la justice : tel est le système de la Turquie, où le cadi n'est lié ni par aucune loi ni par aucun précédent, excepté ce que sa conscience

peut trouver dans la lecture du Coran; mais l'homme est si disposé à abuser du pouvoir et à en dépasser les limites; la nature humaine est en effet si peu propre à posséder ce pouvoir, que dans tous les pays où le juge jouit d'une juridiction si arbitraire, on le trouve accessible à la séduction ou susceptible d'être intimidé par des menaces : manquant d'indication directe et précise, n'ayant point de boussole qui le guide, il ne consulte pour se diriger que son propre intérêt.

Les membres de la commission législative française jugèrent sagement qu'il leur fallait rédiger le nouveau code dans un système qui accordât, autant que possible, une égale protection aux diverses espèces de droits avoués et reconnus dans l'état actuel de la société : ils ne pouvaient pas faire moins; et, selon notre opinion, leur code n'atteint encore qu'incomplétement cet objet principal. Par le contrat social, un individu abandonne à la société le droit de se protéger et de se venger lui-même, sous la réserve et la condition expresse que la loi le défendra et punira ceux de qui il a reçu quelque outrage. La vengeance a été appelée par Bacon une sorte de justice sauvage; un individu qui demande justice ne fait donc qu'exercer une poursuite modifiée et légitime

de sa vengeance, qui doit, à la vérité, être tempérée par les sentimens moraux et religieux de la partie intéressée, mais que la loi est destinée à faciliter en compensation du frein qu'elle impose aux passions humaines. Par conséquent, la manie de plaider ne saurait être arrêtée; on peut seulement la diminuer en établissant d'avance autant de règles qu'il en est besoin pour embrasser le plus grand nombre des cas qui peuvent se présenter, et en se confiant à l'autorité de juges pénétrés de l'esprit de la loi pour la solution de ceux qui ne pourraient pas être décidés conformément à la lettre.

On procéda à l'organisation de cette grande œuvre nationale avec la prudence et la délibération que l'importance du sujet exigeait. Divisant les sujets de législation selon les distinctions admises par les jurisconsultes, les membres du Conseil commencèrent par la publication et l'application des lois en général; ils passèrent de ce sujet préliminaire à la considération des droits individuels envisagés sous leurs différens rapports, aux droits concernant la propriété, et enfin à ces formes légales de procédure par lesquelles les droits des citoyens, soit dans les circonstances qui n'intéressent que leurs personnes, soit dans celles où la propriété est com-

promise, doivent être expliqués, prouvés et confirmés; ainsi, en adoptant la division et en quelque sorte les formes des Institutes de Justinien, la commission, suivant ce même modèle, considéra chaque subdivision de l'arrangement général, et adopta en les classant les maximes ou élémens destinés à servir de bases à la nouvelle jurisprudence française. Les principes généraux étant réunis et fixés avec soin, les membres de la commission s'occupèrent à en déduire des corollaires et des préceptes secondaires en assez grand nombre pour prévoir et résoudre, autant que l'esprit humain pouvait y suffire, les nombreuses questions que l'application pratique des principes généraux aux transactions variées et embrouillées de la vie humaine devait nécessairement faire naître : on peut bien présumer qu'une tâche si difficile donna lieu à une vive discussion parmi les membres de la commission; et comme leur rapport, après avoir été pesé attentivement dans le comité, devait être soumis au Conseil d'État avant que d'être présenté au Corps Législatif, on doit reconnaître que tous les moyens imaginables avaient été employés pour considérer mûrement et réviser ce corps de lois nationales, qui enfin, sous le nom de Code Napoléon, fut adopté par la France, et continue,

sous le nom de Code Civil, à régler les droits des Français.

Ce serait faire une grande injustice à Napoléon que de passer sous silence le vif intérêt et la part qu'il prit aux débats de cette commission, malgré ses nombreux travaux; il suivit assidûment les séances du comité, ainsi que celles du Conseil d'État, qui fut chargé de la révision des lois; et quoiqu'on doive croire qu'il ignorait complétement la science compliquée du droit public, cependant telle était la vivacité de son esprit calculateur, et sa facilité d'argumentation; tel était son talent pour généraliser et embrasser un sujet dans son ensemble par l'inspiration du génie et du bon sens, qu'il fut à même de trancher plus d'une subtilité dont les jurisconsultes de profession sont souvent embarrassés, et de briser, comme des toiles d'araignées, des difficultés techniques ou métaphysiques qui, pour les hommes de loi, avaient une apparence de sérieuses entraves. [1]

Quelquefois aussi Napoléon, n'envisageant que le côté vulgaire et superficiel d'une ques-

[1] Nous avons déjà eu occasion de citer l'important ouvrage que publie M. le baron Locré, sous le titre de *Législation civile, commerciale et criminelle de la France.* On y trouve de précieux renseignemens historiques sur les discussions des Codes français au Conseil d'État, dont

tion, se laissait aller à proposer des altérations qui eussent été fatales à l'administration de la justice et au développement, ainsi qu'à l'amélioration de la loi municipale : son idée était que les avocats et les avoués ne devaient être payés que lorsque la cause de leur client aurait triomphé ; cette mesure, si elle eût été adoptée, aurait suffi pour faire fermer les portes de la justice ; car quel praticien aurait voulu abandonner ainsi une grande partie de ses moyens d'existence, et consentir que l'autre partie dépendît de l'incertitude d'une transaction hasardeuse. Un homme de loi n'est pas plus responsable de la perte d'une cause qu'un jockey ne l'est de ne pas remporter le prix de la course ; ni l'un ni l'autre ne sauraient prévoir avec certitude l'issue de l'événement, et ils ne peuvent être rendus responsables si leur habileté et leur adresse n'ont pas un plein succès. Napoléon ignorait, sans doute, que ce n'est pas en empêchant les procès d'être appelés devant les cours de justice qu'on peut les prévenir, mais bien par un système sage de discuter et de

l'auteur a été le secrétaire général. Le cadre dramatique de cet ouvrage en augmente encore l'intérêt. La postérité y assistera en quelque sorte à la discussion vivante du Code Civil, que Napoléon réclamait comme un des plus beaux monumens de son règne. (*Édit.*)

juger un point important entre deux plaideurs : une fois décidée, une question ne pourra, en effet, sous les mêmes formes ou dans les mêmes circonstances, être un sujet de dispute pour d'autres.

Le Code Civil de Napoléon est suivi d'un Code de Procédure pour les affaires civiles et d'un Code de Commerce qui peut être regardé comme supplémentaire de la loi municipale ; il s'y trouve en outre un Code Pénal et un Code concernant la Procédure criminelle : le tout forme un système entier de jurisprudence, rédigé par les hommes les plus éclairés du siècle, et qui avaient à leur libre disposition tous les matériaux que les temps anciens et modernes pouvaient leur fournir sur ce sujet ; il n'est pas surprenant qu'un tel Code ait été reçu comme une grande faveur par une nation qui était en quelque sorte, depuis sa révolution, sans lois municipales fixes et certaines.

Mais tout en admirant le mérite du Code français, nous sommes dans la nécessité de faire observer que cette concision symétrique et théorique qui, à la première vue, forme sa principale excellence, le rend moins propre aux besoins actuels de la législature, lorsqu'on le considère plus attentivement, qu'un système de lois nationales qui, n'ayant jamais été scindées

et abrégées comme celles de la France, sont répandues dans une grande quantité de volumes, et fournissent une immense collection de précédens, bien que, aux yeux de l'inexpérience, elles puissent paraître, en comparaison de la forme compacte et régulière du Code français, un labyrinthe où l'on cherche en vain le fil d'Ariane. Il est d'autant plus important de donner quelque attention à ce sujet, qu'il est devenu dernièrement de mode d'établir des comparaisons entre la jurisprudence anglaise et celle de la France, et même de chercher à démontrer la nécessité de réformer la première sur le plan concis et systématique du Code français. [1]

En discutant ce point, nous supposerons qu'il est reconnu que le Code le plus parfait est celui qui pourvoit le plus efficacement à tous les cas difficiles chaque fois qu'ils se présentent, et qui prévient, autant que possible, les doutes

[1] L'auteur fait ici allusion à quelques ouvrages modernes de jurisprudence publiés en Angleterre; et surtout à quelques articles qui ont paru dans la *Revue d'Édimbourg*. Le lecteur qui voudra se mettre au courant de la question peut consulter les estimables ouvrages de M. le conseiller Cottu; de M. Rey, de Grenoble; de M. Taillandier; de M. Duvergier de Hauranne; de M. V. Fouché, etc., etc., etc. (*Édit.*)

et nécessairement les contestations judiciaires, en donnant à la règle générale une interprétation exacte et précise, afin qu'elle convienne à tous les cas prévus ou imprévus auxquels on doit l'appliquer. Or, sur ce point, qui comprend la véritable essence et le but de toute jurisprudence, c'est-à-dire la protection de tous les droits individuels, la loi anglaise est incomparablement préférable à la loi française; car chaque principe de la loi anglaise a été rendu plus évident et plus clair par l'application que des juges sages et instruits en ont fait dans des procès défendus par les hommes les plus ingénieux et lès plus habiles des siècles passés : cette suite non interrompue de jugemens judiciaires, qui ont traversé des siècles entiers, a résolu, au fur et à mesure, toutes les difficultés et tous les doutes provenant de l'application de principes généraux à des circonstances particulières: chaque cas individuel ainsi jugé résout un point jusqu'alors litigieux, et devenant une règle pour toute question semblable, tend à retrécir le terrain sur lequel combattent le doute et l'argumentation dont la loi est entourée, terrain que l'on explore comme un pays inconnu lorsqu'il est découvert pour la première fois et partiellement.

Ce n'est pas la faute des jurisconsultes fran-

çais s'ils ne possèdent pas cette masse d'autorités légales léguées par une longue succession de juges compétens, dont les décisions se fondent non pas sur des cas hypothétiques proposés par eux-mêmes et soumis à l'unique investigation de l'esprit, mais bien sur des causes réelles qui furent soigneusement examinées et discutées. Les jurisconsultes français n'eurent pas l'avantage de pouvoir s'en référer à cette suite de décisions, dont chacune a établi quelque nouveau point de droit, ou réglé et confirmé les cas douteux. Les anciennes cours françaises ayant été détruites par la révolution avec leurs archives; les jugemens qu'elles avaient rendus n'étaient plus consignés que dans l'histoire ou conservés par la tradition, et ne pouvaient être cités pour appuyer ou expliquer un code composé après leur destruction : ainsi que nous l'avons vu, la commission chargée d'examiner les lois françaises chercha à obvier à cet inconvénient, en déduisant des règles générales un assez grand nombre de conséquences pour que leur application pût convenir à des cas particuliers et spéciaux; mais des règles fondées sur des cas imaginaires ne peuvent jamais avoir la même force que des précédens fournis par la pratique; car alors les débats antérieurs ont jeté les plus vives lu-

mières sur l'affaire : le juge vient pour décider, non pas comme un théoricien dont l'opinion n'a de rapport qu'à sa propre hypothèse, mais comme un arbitre solennel de la justice entre deux parties, après avoir étudié toutes les particularités de l'affaire et profité du choc des opinions opposées, en ne se rendant qu'à celles qui lui paraissent les plus propres à éclaircir la question. Le mérite d'une telle discussion est justement apprécié de tous ceux qui ont l'expérience des cours de justice, où il n'est pas surprenant d'entendre le juge le plus instruit avouer que les débats lui ont donné de l'affaire une tout autre idée que celle qu'il en avait avant d'avoir prêté à l'audition des faits une attention scrupuleuse; mais c'est là un avantage qu'on ne peut obtenir que dans la discussion d'un cas réel, et c'est pour cela que l'opinion d'un juge, donnée *totá re cognitá*, sera toujours un précédent beaucoup plus important que l'opinion que le même jurisconsulte pourrait former sur une question abstraite et hypothétique.

On doit considérer, en outre, que le talent le plus fertile qu'on puisse supposer à un législateur est toutefois retenu dans certaines limites, et qu'après avoir mis son esprit à la torture pour pourvoir à tous les cas que son imagination inventive peut lui suggérer, il n'aura pas prévu

la centième partie des causes appelées devant les tribunaux. Pour faire une application pratique de ce que nous établissons à l'égard de la jurisprudence de la France et de celle de l'Angleterre, nous ferons remarquer que le titre V du premier Livre du Code Civil, relativement au mariage, contient seulement cent soixante-une propositions concernant les droits des parties dans les différentes circonstances qui peuvent naître de ce contrat, le plus important de tous ceux que reconnaissent les nations civilisées. Si nous en retranchons les règles qui ne portent pas sur le fond de la question, et n'ont de rapport qu'aux formes de la procédure, le nombre de ces propositions sera de beaucoup réduit. La loi anglaise, au contraire, est appuyée, ainsi qu'on le voit dans l'index de Roper, de l'autorité de mille causes jugées qui, servant chacune de précédent, fournissent des règles sûres pour toutes les difficultés qui s'offrent avec les mêmes circonstances. Sous ce point de vue, la certitude de la loi anglaise, comparée à celle de France, est dans le rapport de dix à un.

C'est donc par une erreur vulgaire, quoique naturelle et commode, que l'on préfère la simplicité d'un code ingénieux et philosophique à un recueil de lois qui s'est formé avec la nation,

s'est augmenté avec ses besoins, a suivi les progrès de la civilisation, et n'est devenu si compliqué et si volumineux que parce que l'état de la société à laquelle s'applique la législation a lui-même produit une complication de situations relatives auxquelles les lois ont dû nécessairement se conformer. Sous ce point de vue, le Code français peut être comparé à un magasin construit avec toutes les proportions des règles de l'architecture, séduisant par son apparence extérieure et la simplicité du plan, mais trop étroit pour la quantité de marchandises nécessaires aux besoins publics : la loi anglaise ressemble aux voûtes élevées d'un monument gothique, obscur à la vérité et contre les règles, mais contenant un immense approvisionnement de toutes les choses nécessaires à la vie, et où ceux qui en connaissent bien les plus secrets détours trouvent tout ce qu'ils y cherchent. La pratique ou les cas décidés forment comme un ouvrage avancé [1], destiné à protéger le boulevard de la loi établie; et quoiqu'elles ne puissent être coordonnées régulièrement, chaque décision indépendante s'appuyant des décisions analogues, résiste aux empiétemens des innovations, et

[1] Nous traduisons ainsi le mot *breakwater*, qui désigne plutôt un vieux vaisseau qu'on fait échouer pour rompre la force du courant. (*Édit.*)

protége la loi dans la proportion de son importance relative.

La certitude de la jurisprudence anglaise (car, en dépit de l'opinion contraire, cette jurisprudence a acquis un degré comparatif de certitude) est appuyée sur la multitude de ses décisions. La manière de voir de chaque individu sur ses propres droits placés sous la prévoyance générale de la loi, est communément modifiée par quelques décisions antérieures sur un cas semblable : en se référant à ces précédens, un homme habile peut souvent éviter les frais et les embarras d'un procès qui est étouffé ainsi à sa naissance. Si nous sommes bien informé du nombre d'actions jugées annuellement selon notre droit coutumier [1], on n'en compte pas plus de vingt-cinq à trente, selon le calcul fait dans chaque comté; nombre très limité si l'on considère la richesse du royaume aussi-bien que les transactions diverses et compliquées qu'amène l'état avancé et factice de la société dans laquelle nous vivons.

Nous estimons la multiplicité des précédens dans la loi anglaise comme éminemment favorable, non seulement à la certitude de la loi, mais à la liberté individuelle, et plus particulièrement comme un frein pour le juge qui

[1] *Common law.* (*Édit.*)

pourrait être tenté d'innover sur les droits et sur les libertés des sujets. Si des maximes générales et théoriques servent de règle à un juge peu consciencienx ou partial, qui l'empêchera, en usant des ressources de son esprit, de donner une fausse couleur à la cause la plus juste? mais, retenu par les décisions de ses sages et savans prédécesseurs, ce juge serait en vérité bien téméraire s'il hasardait de s'engager dans une route différente de celle que lui signalent les traces respectées de leurs pas, et surtout quand il sait bien que les personnes de sa profession dont il est entouré, et qui pourraient être éblouies par l'éclat de ses talens dans une argumentation purement théorique, sont en état de remarquer et de condamner toute déviation des *précédens*[1]. Il n'ignore donc pas qu'enchaîné comme il l'est par des décisions antérieures, la loi lui est confiée pour qu'il l'applique sans doute, mais non pour qu'il l'altère et l'interprète à son gré; et que, lorsqu'un témoignage est lu dans la cour, il y a et il doit y avoir plusieurs des assistans qui

[1] Le lecteur intelligent s'apercevra aisément que nous ne prétendons pas dire ici que chaque décision antérieure dicte le jugement des juges. Les lois tombent souvent en désuétude et avec elles nécessairement les décisions qui leur donnaient de la force.

savent aussi bien que lui-même ce que sera, conformément aux précédens, son verdict ou sa décision. Ces considérations ne sauraient jamais lier un juge qui est seulement appelé à donner sa propre explication sur des principes généraux exprimés brièvement dans un Code trop court, et par conséquent susceptible de diverses interprétations, parmi lesquelles il peut choisir à son gré celles qui peuvent être les plus favorables à ses desseins, à sa partialité et à sa mauvaise conscience.

Plusieurs prévisions d'une grande utilité pour l'exercice de la justice doivent nécessairement avoir été négligées dans le Code français; c'est un autre vice qui résulte du petit nombre de lois que contient un code qui n'a pas été formé par le laps des temps, mais suggéré par des théoriciens sans expérience, et qui, relativement à son importance, fut exécuté avec précipitation: par exemple, toute la *loi d'évidence* [1], cette véritable clef de la voûte dans l'édifice de nos lois, a été étrangement négligée dans la jurisprudence française. Il est clair qu'un procès

[1] *The law of evidence*, loi des preuves judiciaires, loi de témoignage. C'est ainsi qu'on appelle les dépositions écrites ou verbales qui mettent un juge ou un tribunal à même de décider un fait douteux ou en contestation entre deux parties. (*Édit.*)

peut n'avoir aucun terme, à moins de quelque rapprochement préalable (nommé en termes de loi une *issue*[1]) entre les parties, en présence du juge, tendant à constater leur témoignage en point de fait, comme aussi l'importance de ce même témoignage pour la décision de la cause. En Angleterre, et principalement pendant le cours du dernier siècle, la *loi d'évidence* est parvenue à un degré de perfection qui a servi, peut-être plus qu'aucune autre cause, à prévenir et à abréger les procès. Si de la procédure civile de la France nous passons à son Code Pénal, le jurisconsulte anglais est encore plus choqué du cours qu'y suit la justice, qui, selon sa manière de voir, semble renverser totalement et confondre toutes ses idées sur la loi d'*évidence*. Nos lois, on ne l'ignore pas, ne se montrent en aucun cas aussi scrupuleuses que vis-à-vis du prisonnier qui pourrait avoir la moindre disposition à porter témoignage contre lui-même[2]. La loi, dans un tel cas, sympathise avec les faiblesses de l'humanité; et, appré-

[1] Lorsque dans le cours d'une plaidoirie une des deux parties affirme une chose que l'autre nie, on dit qu'elles sont *à issue*. (*Édit.*)

[2] Aucun témoin n'est tenu à répondre à une question qui tendrait à le dégrader ou à le faire paraître infâme. (*Édit.*)

ciant combien les enquêtes judiciaires peuvent avoir de fâcheuse influence sur l'esprit des hommes timides et ignorans, elle ne pousse jamais l'interrogatoire d'un prévenu plus loin qu'il ne doit le désirer lui-même, dans l'espoir très naturel que ce qu'il répond lui fera recouvrer sa liberté.

En France, au contraire, tout le procès dégénère en de continuels interrogatoires et contre-interrogatoires du prisonnier, qui n'est pas seulement dans la nécessité d'exposer de nouveau les premières dépositions sur lesquelles il fonde sa défense, mais qui doit encore être confronté plusieurs fois avec les témoins, et autant de fois être requis de faire concorder ses propres aveux avec le leur. Quant au caractère de l'*évidence,* le même vice existe dans la pratique. Aucune distinction ne paraît avoir été faite entre les ouï-dires et ce qui est direct, entre ce qui est avoué spontanément ou ce qui est obtenu ou suggéré par des questions insidieuses. Tout ceci est contraire à ce que nous sommes accoutumés à considérer comme l'essence de la justice. L'usage de la torture n'est plus admis pour arracher des aveux; mais le mode d'interrogatoire judiciaire nous paraît être une espèce de torture morale au moyen de laquelle un innocent, ignorant et timide, se voit entraîné dans

des contradictions et dans une confusion telles qu'il peut être réduit à sacrifier sa vie pour n'avoir pas su comment composer sa défense.

Nous n'étendrons pas plus loin ces remarques sur le Code Napoléon, d'autant plus que nous devons avouer franchement que les mœurs et les usages d'un pays apportent de grandes différences dans ses lois, et que tel système qui peut produire de bons effets en France et suffire aux besoins de la jurisprudence nationale, se trouverait imparfait en Angleterre. L'institution généreuse qui accorde un défenseur à l'accusé, offre un privilége que la loi anglaise ne donne pas, et qui peut contre-balancer quelques uns des inconvéniens auxquels l'accusé est assujetti en France. Il paraît probable aussi que les défectuosités du Code, qui proviennent de sa récente origine et de sa forme précise, seront graduellement réformées, comme en Angleterre, par le cours des décisions prononcées par des juges intelligens et instruits, et que ce que nous signalons comme une objection à ce système de jurisprudence disparaîtra peu à peu avec l'aide du temps.

Considéré comme une production de la science humaine et comme un manuel de sagacité législative, le Code excite l'admiration générale par la manière claire et sage dont les axiomes y sont

rédigés et exprimés. Il n'y a qu'un petit nombre de particularités qui établissent une différence entre ses principes et ceux de la loi romaine, qui, dans la plupart des contrats, a mérité d'être considérée comme la source de toute règle judiciaire. La plus remarquable de ces différences est peut-être dans les articles qui règlent ce qu'on appelle le conseil de famille, sujet qui ne semble pas être d'une assez grande importance pour réclamer l'attention.

Le Code Civil étant ainsi fixé, on pourvut à ce qu'il fût régulièrement exécuté par des cours convenables; et afin que les juges ne dépendissent pas des présens du plaideur pour leurs honoraires, comme avant la révolution, leurs émolumens furent payés aux frais de l'État. Comme la France ne peut avoir cette classe d'individus qu'on appelle en Angleterre la magistrature non salariée, les juges de paix [1] en France reçoivent depuis huit cents jusqu'à dix-huit cents francs. Dans un rang supérieur à celui des juges de paix sont les juges de première instance, dont le traitement s'élève à trois mille francs au plus. Les juges des tribunaux suprêmes jouissent de quatre à cinq mille

[1] Les *justices of peace* en Angleterre exercent gratuitement leurs fonctions. (*Édit.*)

francs, et ceux de la haute Cour de Cassation n'ont pas plus de dix mille francs, ce qui les met à peine à même de soutenir leur rang dans la capitale; mais, quoique aussi mal payés, la situation des juges français fut honorable aux yeux de leurs concitoyens, et ils ont conservé ce caractère par leur activité et leur impartialité dans l'exercice de leurs fonctions.[1]

Le système du jury avait été introduit dans la justice criminelle aux acclamations de l'Assemblée Nationale. Buonaparte trouva les jurés trop scrupuleux et d'une opiniâtreté importune. Il peut y avoir quelque vérité dans le reproche que les jurés étaient difficilement convaincus lorsqu'il y avait le moindre prétexte pour acquitter le coupable, et que plusieurs crimes crians restaient impunis, à cause de la minutieuse réserve que les jurés apportaient dans leurs fonctions; mais ce fut par d'autres motifs que ceux du bien public que Napoléon eut bientôt fait usage de son pouvoir pour instituer des tribunaux investis d'un caractère à demi militaire, et chargés de condamner, sans le suffrage d'un jury, les crimes

[1] On remarquera avec plaisir cet hommage rendu à la magistrature française, au moment où elle joue un rôle si généreux dans l'histoire de nos libertés publiques. (*Édit.*)

qui avaient une couleur politique. Nous avons déjà fait allusion à cette violation des droits les plus précieux des sujets, lorsque nous avons rapporté le procès de trahison intenté à Georges, à Pichegru et à Moreau. Un jury n'eût jamais prononcé de *verdict* contre ce dernier, dont le seul crime était d'avoir communiqué avec Pichegru : c'était là un motif de soupçons, mais non une preuve de culpabilité positive. Les causes politiques étant mises en dehors, la procédure par jury fut conservée dans le Code français pour toutes les questions criminelles exclusivement, et l'administration générale de la justice paraît avoir été bien entendue pour protéger l'innocent et punir le coupable.

Les opérations fiscales de Buonaparte furent celles dont ses sujets se plaignirent le plus; et ce sont, en effet, les griefs que le peuple ressent le plus vivement dans tous les pays. De fortes taxes furent imposées au peuple français; ces taxes étaient devenues nécessaires par les dépenses du gouvernement de plus en plus considérables à cause de tous ses accessoires; et quoique Buonaparte fît tout ce qui était en son pouvoir pour rejeter les charges de ses éternelles guerres sur les pays qu'il conquérait ou traversait, cependant les ravages

dépassent tellement la valeur de tout ce qu'on enlève à main armée, il y a si peu de proportion entre le gain des vainqueurs et les pertes des vaincus, qu'après toutes les contributions levées sur les pays étrangers, les campagnes continuelles de l'Empereur n'aboutirent qu'à l'épuisement de l'industrie française. Mais le sol de la France est si riche, ses ressources sont si vastes, ses habitans sont si patiens et si actifs, que, si elle ne saurait produire instantanément les capitaux réels que l'Angleterre peut lever au moyen de son crédit national, elle peut toutefois supporter de lourds impôts annuels pendant plus long-temps et avec moins d'inconvéniens pratiques. L'agriculture française s'était beaucoup améliorée depuis la division des grandes propriétés et l'abolition des charges féodales qui pesaient sur les cultivateurs : on pouvait donc considérer la France dans un état florissant, en dépit des taxes de guerre, et, ce qui était pire, en dépit de la conscription. Sous un gouvernement stable, quoique sévère et despotique, la propriété était protégée, et l'agriculture recevait le plus utile des encouragemens, la sécurité donnée au cultivateur de récolter quand il avait semé.

Il n'en était pas de même pour le commerce,

ruiné par une guerre maritime si prolongée, et qu'accompagnaient tant de prohibitions rigoureuses; mais l'entière destruction en fut en quelque sorte consommée par l'obstination avec laquelle Buonaparte tint à son système continental. Par ce système, il espérait ruiner à la longue le commerce de la puissance rivale; mais tout le poids en retomba d'abord sur la France, dont les ports ne contenaient plus d'autres bâtimens que ceux du cabotage des côtes et des bateaux de pêcheurs; enfin le commerce de Marseille, de Bordeaux et de Nantes avait, en grande partie, cessé d'exister. Le gouvernement de l'Empereur était devenu impopulaire dans ces villes en proportion de leurs pertes; et quoique on y fût réduit au silence, parce qu'on y était environné des espions d'un despotisme vigilant et jaloux, le mécontentement ne pouvait être complétement dissimulé.

D'un autre côté, ces capitalistes qui avaient de l'argent dans les fonds publics, ou qui étaient intéressés dans les fournitures des nombreuses armées de Napoléon, et le grand nombre de personnes influentes qui étaient chargées de la perception ou de la dépense des revenus du trésor, étaient nécessairement dévouées à un gouvernement sous lequel, malgré la vigilance de

l'Empereur, ils faisaient des profits considérables, même quand ils avaient rendu aux ministres, et peut-être aux généraux qui les protégeaient, une partie de ce pillage. Napoléon, quoique économe et calculateur parfait, n'en était pas moins incapable, si toutefois il le voulut sincèrement, de mettre un terme aux déprédations de ceux auxquels il confiait le pouvoir. Dans ses conversations à Sainte-Hélène, il fait de fréquentes allusions à la vénalité et à la corruption de ceux qu'il employait dans les postes les plus éminens, sans trouver dans leur avidité une objection suffisante pour se priver de leurs services. Fouché, Talleyrand, et plusieurs autres, sont ainsi stygmatisés; et comme nous savons combien de temps et en combien d'occasions différentes il employa ces hommes d'État, nous devons supposer que, quelle qu'ait pu être sa façon de penser, quant aux individus, il était parfaitement disposé à passer sur leurs dilapidations pour profiter de leurs talens, même quand des pratiques de ce genre étaient trop criantes pour qu'on n'y fît point attention: la manière dont Napoléon avait coutume de les censurer et de les réprimer n'était pas telle qu'on pût y reconnaître un sentiment moral ou aucun désir d'user d'une rigueur extraordinaire pour en prévenir le re-

tour. Cette conclusion est fondée sur l'anecdote suivante qu'il racontait à Las-Cases :

Parlant des généraux et louant le désintéressement de quelques uns d'entre eux, il ajoute : Masséna, Augereau et Brune étaient des déprédateurs intrépides. Il y eut une occasion dans laquelle la rapacité du premier avait excédé la patience de l'Empereur : la manière dont il le punit fut singulière. Il ne le destitua pas du commandement dont il s'était rendu indigne par un vice si contraire au véritable esprit militaire ; il ne dépouilla pas le déprédateur par une sentence judiciaire de son gain mal acquis, et ne le fit point restituer à ceux qui avaient été pillés ; mais, pour faire sentir au général qu'il avait été beaucoup trop loin, Buonaparte tira une lettre de change de deux ou trois millions de francs sur le banquier du délinquant, et fit porter cette somme au débet de Masséna et au crédit du tireur. L'embarras du banquier fut extrême : il n'osa pas se refuser aux ordres de l'Empereur ; il observa humblement, et en hésitant, qu'il ne pouvait faire honneur à la lettre de change sans l'autorisation de son commettant. « Payez, dit l'Empereur, et laissez Masséna refuser, à ses risques et périls, de vous donner cette autorisa-

tion.[1] » L'argent fut compté et porté au compte du général sans qu'il hasardât de faire la moindre objection. Ce n'était point là punir un péculat, mais bien en partager le profit. Cette transaction ressemble beaucoup à ce que nous dit Lesage d'un ministre espagnol, qui insistait pour avoir sa part de l'argent employé à corrompre son secrétaire.

Junot donna le même scandale, lorsqu'à son retour du Portugal il étala publiquement les diamans et les richesses qu'il avait acquis par l'oppression de ce pays; il reçut de Buonaparte un avis amical d'être plus prudent dans les apparences; mais sa rapacité bien connue ne l'empêcha pas d'obtenir bientôt après le gouvernement de l'Illyrie.

Nous apprenons, dans une autre conversation de l'Empereur, que son Conseil d'État était d'une admirable utilité pour les enquêtes sévères qu'il voulait faire sur les comptes publics. La procédure de cette *chambre étoilée* [2] et la crainte d'être traduits devant le grand-juge

[1] Cette anecdote se trouve dans le tome III du *Mémorial*, page 321 de la réimpression. (*Édit.*)

[2] *The star chamber*, était en Angleterre un tribunal extra-légal qui s'emparait de toutes les causes qui échappaient au ressort des tribunaux ordinaires, etc., etc. (*Édit.*)

amenaient ordinairement les prévenus à quelque composition; et quand on leur avait fait regorger un, deux ou trois millions, le gouvernement s'était enrichi, ou, selon les idées de Buonaparte, on avait satisfait à la loi [1]. La vérité paraît être que Buonaparte, quoiqu'il méprisât personnellement ce vice, était persuadé que l'avarice qui, après tout, n'est qu'une espèce d'ambition secondaire et sordide, est pour les esprits vulgaires le plus puissant des mobiles, et il prodiguait volontiers l'or à ceux qui en étaient avides, aussi long-temps que leurs services lui rendaient facile la possession et la conservation du pouvoir illimité auquel il avait atteint. Dans un pays où les malheurs et les désastres de toute espèce, publics et privés, avaient mis un grand nombre d'individus à portée d'acquérir de grandes fortunes par l'agiotage, l'amour de l'argent était promptement excité [2], et l'espoir de le satisfaire était fondé sur l'ambition gigantesque d'un souverain qui ourdissait sans cesse de nouveaux plans de conquête, et dont les talens incomparables semblaient avoir trouvé l'art de couronner par le succès les plus difficiles entreprises.

[1] *Las-Cases*. Tome 1, deuxième partie, page 270.

[2] Nulle part peut-être cet amour de l'argent n'est aussi vif qu'en Angleterre. (*Edit.*)

On pourrait croire que l'intérêt manufacturier avait dû périr en France par les mêmes causes si défavorables au commerce de ce pays. La cessation des importations avait dû naturellement produire une diminution proportionnelle des demandes de marchandises à exporter, que ces dernières fussent le produit du sol ou celui de l'industrie française. En conséquence, ce résultat avait eu lieu en grande partie, et il y avait une décroissance considérable dans la quantité de marchandises que les Français étaient accoutumés d'exporter en échange de celles qui leur étaient fournies par le commerce anglais. Mais quoique ce stimulant réel et légitime des manufactures eût ainsi cessé, Napoléon en avait substitué un autre tout artificiel, qui, du moins jusqu'à un certain point, avait suppléé au commerce naturel. Nous devons remarquer que Napoléon, frugal pour sa personne et dans ses habitudes, était entièrement étranger à la science de l'économie politique. Il n'agit jamais d'après l'idée qu'un système libéral de commerce est d'autant plus profitable, qu'il distribue en plus grande abondance les productions qui sont communément les objets d'échange, et cela en fournissant à chaque pays la plus grande part possible des bienfaits de la nature ou des produits de l'in-

dustrie au taux le plus facile à atteindre. Au contraire, il s'était conduit, à l'égard du commerce de l'Angleterre, comme un militaire qui, assiégeant une ville, cherche à détourner les eaux qui l'alimentent. Il s'efforça de nuire au commerce anglais, et même de l'anéantir en le privant de ses débouchés; et pour y mieux réussir il fit remplacer, par des productions du sol français, les objets que fournissait l'Angleterre. De là cet encouragement factice donné aux manufactures françaises, fondé non sur les demandes naturelles du pays, mais sur les prohibitions et les libéralités qui seules les soutenaient. De là les efforts multipliés que l'on fit pour obtenir de diverses substances, et principalement de la betterave, une espèce de sucre. Buonaparte attachait tant d'importance à la réussite de cet essai peu naturel et nullement économique [1], que le premier résultat de cette nouvelle composition, dont après de nombreux essais on était parvenu à former un pain de sucre ordinaire, fut placé sur une des cheminées du palais impérial et recouvert d'un étui de cristal; on envoya aussi aux cours étrangères un pain d'une à deux livres de sucre de betteraves

[1] La fabrication de sucre de betteraves n'est cependant pas abandonnée depuis 1814. (*Édit.*)

parfaitement raffiné, afin de montrer par quels moyens Napoléon consolait ses sujets des maux qui résultaient pour eux du système continental. C'était un sûr moyen de flatter davantage l'Empereur que de paraître empressé de seconder ses vues sur cet objet : on dit qu'un de ses généraux, qui n'était plus dans ses bonnes grâces, sut les regagner en faisant planter en betteraves une terre considérable. Dans cette occasion, ainsi que dans quelques autres semblables, Napoléon désirant avec ardeur obtenir le produit qui devait remplacer une denrée coloniale, n'avait plus égard à ces considérations auxquelles un manufacturier s'attache d'abord avant de commencer ses opérations, savoir, la dépense que nécessitera la confection de l'objet projeté, le prix auquel on pourra le livrer, et sa convenance pour le marché auquel il doit être porté. Les divers encouragemens donnés aux manufactures de coton, et à quelques autres à l'aide desquelles on se proposait de suppléer aux marchandises anglaises, provenaient d'un système également anti-libéral et impolitique. Toutefois les confiscations et les ventes forcées des produits anglais, la protection du gouvernement et l'argent qu'il prodiguait aux manufacturiers leur permettaient de continuer à fabriquer, et de faire travailler

un certain nombre d'individus qui étaient naturellement reconnaissans envers l'Empereur de l'existence qu'il leur procurait. Un jet d'eau, quelque dépense que l'on fasse pour le lancer à de grandes distances, ne peut rafraîchir un site aussi-bien que la douce et générale influence d'une pluie naturelle ; cependant ce jet d'eau peut nourrir et faire croître les végétaux placés à sa portée. C'était ainsi que bien que les efforts de Napoléon pour encourager les arts et les manufactures fussent l'effet de principes erronés, ils produisirent dans le commencement des résultats heureux en apparence.

Nous avons déjà eu l'occasion de faire observer combien de monumens publics furent érigés sous le gouvernement de Buonaparte. Les temples, les ponts, les aquéducs sont à la vérité la monnaie avec laquelle les princes arbitraires ont payé dans tous les siècles la liberté dont ils dépouillaient les peuples : de tels monumens rendent le monarque populaire, parce que tous les citoyens en jouissent également, et que cette dépense plus qu'aucune autre sert à faire passer à la postérité la mémoire de la grandeur du siècle. Buonaparte n'était et ne pouvait être insensible à l'un et à l'autre de ces motifs. Son esprit était trop étendu pour chercher quelque jouissance dans des objets

purement personnels, et celui qui avait fait assez pour s'élever pendant sa vie au-dessus des autres hommes, devait naturellement désirer que des monumens publics servissent à perpétuer son nom d'âge en âge. En conséquence, il entreprit et fit exécuter quelques uns des plus beaux travaux des siècles modernes : la route du Simplon et les bassins d'Anvers sont de gigantesques monumens de son esprit public.

D'un autre côté, ainsi que nous l'avons déjà montré, Napoléon visait à produire un effet immédiat par des propositions et des plans adoptés précipitamment, décrétés de même et transcrits en entier dans le journal du gouvernement, mais qui étaient abandonnés aussitôt que commencés, ou peut-être qui n'allaient jamais plus loin que l'insertion qu'on en faisait dans *le Moniteur*. Les habitudes actives de Buonaparte, sa facilité pour décider d'un coup d'œil les affaires militaires ou administratives, excitaient au plus haut degré l'étonnement et l'admiration de ses sujets. Pendant les courts intervalles de paix qui eurent lieu sous son règne, il cherchait à tromper l'impatience que lui causait cette inaction en visitant avec une grande rapidité, et superficiellement, les départemens de la France. Voyageant avec une célérité in-

croyable, quoiqu'il fût ordinairement accompagné de l'impératrice Joséphine, dès qu'il était arrivé dans une ville un peu importante il montait à cheval, et accompagné d'un aide-de-camp et de son mameluck Roustan, qui avaient peine à le suivre, il prenait comme au vol un aperçu du pays, de ses ressources, de son commerce, de son industrie, de sa population ou des inconvéniens inhérens aux lieux mêmes. Après avoir ainsi obtenu cette connaissance des localités, il donnait audience aux autorités municipales, et entrant souvent dans les détails les plus minutieux, il accablait ces officiers municipaux en leur prouvant qu'il connaissait mieux qu'eux ces lieux autour desquels il venait de galoper pour la première fois, et où ils avaient passé leur vie. L'étonnement était donc universel sur la facilité d'observation de l'Empereur, et *le Moniteur* en recueillait le récit pour l'admiration de la France. Quelques travaux publics, sollicités par les autorités municipales, ou dont l'idée était suggérée par la bienveillance du souverain, étaient alors projetés, mais ils restaient souvent, ou presque toujours, sans exécution; les fonds du trésor impérial ne pouvant dans toutes les circonstances suffire à cette splendeur des entreprises de Napoléon, ou, ce qui arrivait le plus souvent,

une nouvelle guerre, de nouveaux projets ambitieux absorbant ces fonds, faisaient ajourner tout autre objet de dépense.

Si même quelques uns des plus magnifiques monumens de la splendeur nationale avaient été complétement exécutés, on a lieu de douter que le pouvoir de Buonaparte en eût retiré quelque avantage proportionné à l'influence que leur grandeur eût produit nécessairement sur l'imagination. Nous voyons avec étonnement et admiration les magnifiques chantiers de l'Escaut; mais eussent-ils été achevés, de quoi pouvaient servir des vaisseaux de premier rang lorsque la France n'aurait pu qu'avec peine leur fournir des équipages, qui même une fois équipés n'auraient pu s'aventurer hors de l'Escaut, ou qui, s'ils eussent hasardé d'entrer dans la mer, auraient été certainement capturés par les premiers vaisseaux de guerre anglais qu'ils auraient rencontrés [1]. Presque toute cette profusion de dépense n'eut pour résultat qu'une vaine

[1] Cette *infaillibilité* de victoire nous semble un peu hasardée; la France a eu ses amiraux et ses victoires navales, et le temps seul a manqué aux projets de Napoléon. Il est juste de renvoyer le lecteur aux paroles recueillies par M. de Las-Cases sur les travaux de Cherbourg et d'Anvers, et sur ce que l'Empereur appelait sa bataille d'Actium. (*Édit.*)

gloire, car Buonaparte aurait fait bien plus de mal au commerce anglais, qu'il savait bien être le point vulnérable de la Grande-Bretagne, avec six corsaires de Dunkerque qu'avec tous les vaisseaux de ligne qu'il pouvait faire construire dans les nouveaux et coûteux bassins d'Anvers, avec ceux de Brest et de Toulon par-dessus le marché.

Dans toutes ces choses, Napoléon fit précisément ce qu'il reprochait ironiquement au Directoire de n'avoir pas su faire : il agit sur l'imagination de la nation française, qui, à la vérité, avait été tellement éblouie par tout ce qu'il avait fait d'extraordinaire, que lui eût-il promis de plus grands miracles encore qu'on n'en apercevait dans les magnifiques travaux qu'il ordonnait d'entreprendre, les Français auraient pu être justifiés de compter sur l'entière exécution de ses prédictions. On doit convenir, en contemplant la ville de Paris et en traversant les provinces de la France, que Buonaparte sut imprimer à ses monumens pacifiques un sceau de magnificence qui n'est point indigne de ce génie à la fois élevé et profond, qui accomplit de si grands prodiges dans la guerre.

La vie intérieure et domestique de Napoléon était habilement adaptée à son rang éminent.

S'il aima les plaisirs, s'il eut des passions, elles furent soigneusement cachées et restèrent inconnues, ou du moins elles ne se manifestèrent par aucune de ces faiblesses qui auraient pu abaisser l'Empereur au niveau des autres hommes. Sa conduite envers l'impératrice Joséphine était régulière et exemplaire. Depuis leur avénement au trône jusqu'à leur fatal divorce, ainsi que Napoléon l'a nommé lui-même, ils eurent le même appartement, et pendant plusieurs années le même lit. On dit que Joséphine causa, par sa jalousie, quelques déplaisirs à son mari, sur lequel elle avait en effet beaucoup de droits, mais qu'il les supporta patiemment, et qu'il échappa au reproche fait à tant de héros et d'hommes de génie, invulnérables d'ailleurs, de n'avoir pas su l'être contre les séductions des femmes. Ses amours furent passagères; excepté Joséphine et Marie-Louise, qui exercèrent sur lui un légitime ascendant, on ne cite aucune femme à laquelle il ait laissé prendre quelque pouvoir sur son esprit.

La dignité du trône était maintenue avec magnificence; mais les dépenses limitées par cet amour de l'ordre qu'inspirait à Buonaparte son habitude des calculs mathématiques, qui contribuaient en quelque sorte à cette régularité extérieure et à ce décorum qu'il con-

serva toujours. En parlant une fois de son goût particulier, Buonaparte dit que son livre favori était un recueil de logarithmes, et que son amusement était de résoudre des problèmes. La personne à laquelle l'Empereur fit cet aveu singulier ne put s'empêcher d'en parler à un officier du palais impérial, qui l'assura que non seulement Buonaparte s'amusait de calculs arithmétiques, mais qu'il poussait son goût pour les chiffres jusqu'à comparer, dans les dépenses de sa maison, le prix auquel on lui comptait certains objets avec le taux primitif du marché; et ce prix, pour des raisons inutiles à déduire ici, il le trouvait presque toujours porté beaucoup plus haut qu'il ne devait l'être. Nous voyons dans le *Mémorial de M. de Las-Cases* qu'il découvrit ainsi une surcharge considérable dans le prix des franges d'or qui ornaient l'un de ses salons de réception. On rapporte encore une anecdote assez curieuse; il avait commandé au plus habile horloger de Paris de lui faire une montre qui fût digne par le travail et la richesse d'être offerte en présent par l'empereur des Français à son frère le roi d'Espagne. La montre était encore dans les mains de l'ouvrier, lorsque Napoléon reçut la nouvelle de la bataille de Vittoria. « Tout est fini maintenant avec Joseph », tels furent les premiers mots

qu'il prononça : « Faites contre-mander la montre », ajouta-t-il. [1]

Cette anecdote n'indique d'ailleurs aucune indifférence pour le sort de son frère, ni l'envie d'épargner une petite somme; elle prouve le calcul rigoureux d'un arithméticien accoutumé à balancer une perte par une économie, quelque mince qu'elle puisse être. Toutefois, quoique l'Empereur descendît à ces petits détails, nous ne supposons pas qu'il s'y trouvât dans sa sphère naturelle; au contraire, dès la première année de son consulat, il découvrit, dans le compte rendu des revenus de l'État, une erreur de deux millions de francs, et la fit rectifier; une autre fois, par cette habileté que lui avait donnée son goût particulier pour les chiffres, et qu'une constante pratique avait portée au plus haut degré, il s'aperçut qu'on avait fait une surcharge de plus de soixante mille francs dans les comptes de la garnison de Paris. Cette découverte faite par le premier magistrat de deux erreurs semblables dut garantir pour l'avenir plus de régularité dans les comptes des diverses administrations.

En réfléchissant sur cette singularité remar-

[1] Cette montre à demi achevée resta pour le compte de l'artiste, et elle appartient maintenant au duc de Wellington.

quable, on voit qu'elle jette un grand jour sur le caractère de Buonaparte. Ce fut par ses rapides et puissantes combinaisons qu'il réussit comme général, et l'on retrouve le même esprit de calcul dans presque toutes les circonstances de sa vie publique ou privée.

Les dépenses du palais et les dépenses particulières à l'Empereur étaient toutes réglées attentivement d'après les propres calculs de Sa Majesté impériale. Il se vantait d'avoir tellement simplifié les dépenses des anciens rois de France, que sa vénerie, quoique maintenue dans la plus grande magnificence, coûtait beaucoup moins que celle des Bourbons [1]; mais on doit se souvenir d'abord que Napoléon était dégagé de l'obligation dans laquelle se trouvaient les Bourbons de donner de très hauts appointemens à toutes les personnes de leur maison; secondement, que, sous le gouvernement impérial, il n'existait plus de fauconnerie, genre de chasse qui, dans l'opinion de plusieurs personnes, est bien plus intéressant et bien plus pittoresque que tout autre, et qui, entraînant des dépenses excessives et royales, convient particulièrement aux princes souverains.

[1] La chasse absorbait plus d'un tiers de la somme consacrée aujourd'hui à la liste civile. (*Édit.*)

La cour impériale se distinguait non seulement par une étiquette très sévère, mais par le luxe que les grands-officiers de la couronne étaient obligés de déployer dans leurs costumes et leurs équipages les jours de cérémonie publique. C'était aussi pour eux un grand sujet de plaintes; car bien que, à beaucoup d'égards, Buonaparte veillât à leurs intérêts, qu'il leur facilitât les moyens d'acquérir des richesses, qu'il leur donnât de superbes dotations et des revenus considérables, et que, fréquemment, il employât une influence à laquelle on pouvait difficilement résister pour leur procurer des mariages avantageux, cependant les énormes dépenses auxquelles ils étaient forcés pour paraître à la cour de l'Empereur les empêchaient de réaliser aucune fortune pour entretenir leur famille. Buonaparte aimait à représenter cette dépense comme une taxe levée sur ses courtisans pour soutenir les manufactures françaises; toutefois, ces dépenses étaient poussées si loin, qu'il était facile de voir que, bien qu'il voulût que sa noblesse servît à embellir sa cour par son éclat, il était bien éloigné de lui permettre d'acquérir aucun pouvoir réel, et de former, par l'influence de ses richesses, une barrière entre le trône et le peuple. On doit tirer la même conclusion

de la loi française sur les successions, qui, dans les cas ordinaires, divise les propriétés territoriales entre chacun des enfans du défunt. Cette circonstance prévient toute influence héréditaire; et quoique pour soutenir les titres donnés par la couronne, et dans quelques autres cas, on puisse établir la substitution d'une portion d'un domaine pour former un majorat, toutefois ce que la loi accorde ainsi est proportionnellement trop faible pour donner une grande importance à ceux qui sont l'objet de cette exception. [1]

La composition de la cour de Buonaparte était singulière. Parmi ses ducs et ses maréchaux de l'empire on voyait des descendans des anciens nobles qui avaient été rayés de la liste des émigrés; c'était d'eux que Buonaparte disait avec une amère ironie : « Je leur ai ouvert les rangs de mon armée, ils ont refusé d'y entrer; je leur ai ouvert mes antichambres, ils s'y sont précipités en foule. »

En cela l'Empereur ne rendait pas justice

[1] Les Anglais, élevés dans des idées exclusivement aristocratiques, ne peuvent comprendre que la loi de l'égalité des partages est fondée sur les mœurs de la France moderne, telle que la révolution l'a faite, autant que sur la morale et les vrais intérêts de l'État. (*Édit.*)

à l'ancienne noblesse française. Plusieurs nobles reprirent dans l'armée le rang qui convenait à leur position, et un plus grand nombre refusa de plier le genou devant celui qu'ils considéraient comme un heureux usurpateur.

Le cérémonial des Tuileries était d'une grande pompe, les fêtes publiques splendides, et l'étiquette sévère jusqu'à la minutie. Buonaparte y attachait de l'importance; selon lui, toutes ces cérémonies caractérisaient la force et la dignité de son gouvernement; il s'était accoutumé lui-même à respecter ces formes extérieures qui entourent la royauté, comme si elles avaient été pendant toute sa vie l'objet spécial de son attention. On en trouve un exemple curieux cité par M. de Las-Cases. Buonaparte, dans un moment de bonne humeur, et plaisantant avec ce dernier, lui donnait les noms de «Votre Altesse, Votre Seigneurie», et quelques autres semblables. Par distraction il lui arriva de dire «Votre Majesté»; aussitôt que ce nom sacré pour son oreille lui eut échappé, sa bonne humeur cessa; il reprit un ton sérieux comme quelqu'un qui sent que ses plaisanteries ont abordé un sujet qu'elles ne doivent point atteindre.

Plusieurs des amis et des partisans de Buonaparte, élevés comme lui sous l'influence de la

révolution, doutaient qu'il fît bien d'imiter le cérémonial des anciennes cours de l'Europe, et de se montrer empressé de rivaliser avec elles sur les seuls points qui devaient être nécessairement à son désavantage; en effet, l'étiquette ne frappe l'imagination que par son antiquité et une longue habitude : or, c'est ce que ne pouvait faire le cérémonial d'une cour qui ne datait que d'hier. Ils auraient voulu que la dignité de la cour de leur maître résidât dans son importance et sa supériorité réelle; et, quoique les principes républicains eussent été abandonnés, ils auraient désiré que la mâle simplicité des mœurs républicaines eût continué à caractériser un trône dont la base s'appuyait sur la révolution. Les courtisans qui pensaient ainsi pouvaient trouver quelque consolation dans le costume et les habitudes de l'Empereur. Au milieu de ce brillant appareil de broderies, d'ordres, de décorations, et de tout ce qu'exige l'étiquette la plus recherchée, l'Empereur se distinguait par l'extrême simplicité de ses vêtemens et de ses manières. Un simple uniforme, avec un chapeau qui n'était orné que de la cocarde tricolore, était toute la parure de celui qui accordait aux autres toutes ces magnifiques décorations, et

en l'honneur de qui tous ces riches costumes avaient été faits ; peut-être Napoléon avait-il pensé que la somptuosité des habits siérait mal à un homme de moyenne taille et devenu un peu gros dans ses derniers jours, ou peut-être voulait-il persuader que, quoiqu'il exigeât des autres que l'on se conformât strictement à l'étiquette, la dignité impériale le mettait lui-même au-dessus d'une obligation réciproque à leur égard.

Peut-être aussi en bornant ses dépenses personnelles et en évitant celles d'une garde-robe royale splendide, Buonaparte satisfaisait ce goût pour les calculs et l'ordre que nous avons indiqué comme un des traits principaux de son caractère ; mais il eut beau faire, il ne put parvenir à inspirer ce même esprit d'économie aux femmes de sa famille ; et ce pourra être une consolation pour les personnes d'une moindre importance, de savoir que l'Empereur de la moitié du monde avait aussi peu de crédit sur cet article qu'ils peuvent en avoir eux-mêmes dans leur ménage. Joséphine, avec toutes ses aimables qualités, était prodigue comme le sont généralement toutes les créoles, et Pauline Borghèse ne l'était pas moins. Les efforts de Napoléon, pour limiter leurs dépenses,

firent naître quelquefois de singuliers incidens. Dans une certaine occasion, Napoléon trouva chez Joséphine une marchande de modes d'une grande réputation, avec laquelle il avait bien défendu à sa femme d'avoir affaire, à cause de ses prix exorbitans. Irrité de cette désobéissance à ses ordres, il fit conduire la marchande de modes à Bicêtre; mais le grand nombre d'équipages des dames de la cour qui allaient consulter cette modiste dans sa captivité, le convainquit que la popularité de cet oracle des modes était plus puissante que l'autorité impériale; aussi il termina bientôt une lutte qui semblait amuser le public, et l'artiste fut mise en liberté pour charmer et rançonner, à son gré, les élégantes de Paris.

Dans une autre occasion, le penchant irrésistible de Joséphine pour la dépense amena un incident qui ressemble à une anecdote de l'histoire de quelque sultan. Un créancier de l'impératrice, désespéré de n'obtenir que de continuels délais, arrêta la calèche de l'Empereur un jour qu'il allait à Saint-Cloud avec l'impératrice, et présenta son mémoire en demandant à être soldé. Buonaparte agit comme eût fait Saladin en pareille circonstance; il pardonna la hardiesse de cet homme en considération de la justice de son droit, et ordonna que la dette

fût payée immédiatement. Dans le fait, tout en blâmant les dépenses et le peu d'ordre qui occasionnaient de semblables requêtes, un sentiment d'équité et l'affection qu'il avait pour sa femme le portèrent également à satisfaire ce créancier.

Cet amour de l'ordre étant une règle principale du gouvernement impérial, Buonaparte fut un censeur sévère de tout ce qui portait publiquement atteinte aux convenances sociales. La morale est en elle-même l'accomplissement et le but de toutes les lois ; elle constitue seule un code national : en conséquence, les mœurs de la cour impériale étaient réglées de manière à ne point causer de scandale, si toutefois elles n'étaient point à l'abri du soupçon[1]. Le jeu, ce vice naturel et favori d'une cour, ne fut point toléré à celle de Buonaparte, qui s'y opposa de tout son pouvoir ; mais il souffrit que le ministre de la police l'autorisât d'une manière effrayante : nous ne pouvons ajouter foi à ses paroles lorsqu'il affirme que ces maisons de jeu, qui payaient des sommes énormes à Fouché, exis-

[1] Nous répétons encore que nous ne croyons aucunement les infamies imputées à Napoléon, quoique les *Mémoires de Fouché* en fassent mention. Ni les inclinations de Buonaparte ni ses fautes ne furent celles d'un voluptueux.

taient sans qu'il en eût connaissance. Cette assertion de Napoléon ne peut nous persuader qu'il ignorait la principale source du revenu qui entretenait la police. Dans cette occasion, comme dans plusieurs autres, il fut obligé de composer avec sa moralité, en considération des avantages pécuniaires qui pouvaient en résulter pour l'État.

Buonaparte prenait un vif intérêt à ces amusemens publics qui plaisent généralement; il allait souvent au spectacle, et presque toujours incognito. Son goût particulier, aussi-bien que les circonstances politiques, le portèrent à encourager le théâtre. Le célèbre Talma, que ses talens supérieurs avaient placé à la tête des comédiens français, reçut la preuve, tant par l'accueil que lui faisait l'Empereur que par le témoignage plus matériel d'une pension, que la bienveillance qu'il avait montrée jadis au jeune élève corse n'avait point été oubliée. On prenait toutes les précautions pour que les pièces jouées sur les divers théâtres ne pussent éveiller des sentimens ou des souvenirs défavorables au gouvernement impérial. Lorsque l'esprit subtil des Parisiens trouvait dans quelque scène une expression ou un incident qui pouvaient faire allusion aux affaires publiques, non seu-

lement on les faisait disparaître de la pièce, on cherchait même à empêcher que le bruit n'en circulât dans le public. Un tel secret, à l'égard de choses qui s'étaient passées devant un grand nombre de spectateurs, ne pourrait être obtenu dans un pays libre; mais il était facilement gardé dans celui où les papiers publics, ces véritables organes de l'opinion, étaient sous la continuelle surveillance du gouvernement.

En certaines circonstances, Buonaparte, afin d'obtenir l'approbation et l'amitié de ceux qui réclamaient le titre exclusif d'amis de la liberté, avait voulu lui-même passer pour partisan des idées libérales, et s'était exprimé en faveur de la liberté de la presse et des autres moyens de contrôle que l'on peut opposer à l'autorité exécutive. Concilier ses opinions d'alors (ou plutôt ce qu'il avait dit être les siennes) avec une pratique diamétralement opposée n'était pas chose facile; cependant il l'essaya quelquefois. Remarquant, dans une de ces occasions, quelques personnes qui, par leur silence et leur surprise, témoignaient évidemment leur incrédulité, il entreprit lui-même sa défense: «Je suis naturellement, leur dit-il, pour un gouvernement limité; vous semblez ne pas me croire,

parce que vous voyez que mes opinions et ma manière d'agir se contredisent; mais vous ne considérez pas ici la nécessité que font naître les personnes et les choses. Si je relâchais les rênes un seul instant, vous verriez une confusion générale. Ni vous, ni moi probablement, nous ne passerions une autre nuit aux Tuileries. »

De telles déclarations sont souvent sorties de la bouche de ceux qui s'étaient emparés d'une autorité illégale pour dominer leurs semblables. Cromwell fut forcé de dissoudre le Parlement, quoiqu'il eût supplié le Seigneur de le tuer plutôt que de le laisser en venir à cette extrémité. Le salut de l'État est l'excuse ordinaire des tyrans qui veulent en imposer ainsi à eux-mêmes et aux autres; en recourant à une telle apologie, ils paient un tribut à la vérité, quoique leur conduite soit entièrement opposée à leur langage. S'il y a des individus auxquels une telle excuse puisse paraître valable, quelle sera donc leur opinion sur la révolution française, qui, au lieu de conduire la nation à la liberté, à l'égalité et au bien-être, réduisit le pays à une condition telle qu'un soldat victorieux fut obligé, contre la conviction de sa propre conscience, de s'arroger un pouvoir

despotique et de soumettre toute la population aux mêmes règles arbitraires qui gouvernaient ses soldats.

A aucune époque, et dans aucun pays civilisé, la presse ne fut jamais si complétement enchaînée qu'elle l'était alors en France. Les journaux ne pouvaient insérer aucune nouvelle politique qu'elle n'eût d'abord paru dans *le Moniteur*, organe du gouvernement, et ce journal officiel était, dans les occasions importantes, revu par Buonaparte lui-même. Les feuilles quotidiennes n'avaient pas la permission d'annoncer un ouvrage d'une manière critique ou seulement explicative, si elles ne se conformaient pas exactement à l'opinion du journal dirigeant. Elles pouvaient louer un livre avec plus de grâce ou le critiquer avec plus d'amertume dans le sens du paragraphe officiel; mais la saisie et la confiscation du journal, l'emprisonnement, et quelquefois l'exil, étaient la récompense de la moindre tentative faite, soit pour rétablir un fait altéré, soit pour combattre un faux raisonnement des critiques privilégiés. *Le Moniteur*, par conséquent, était le seul guide de l'opinion publique. On voit, par l'attention soutenue que Napoléon apportait à sa rédaction, qu'il comp-

tait autant sur son influence pour diriger l'esprit des Français, que sur le pouvoir de ses armes, sur sa réputation militaire et ses ressources étendues pour dominer les autres nations européennes.

---

de la vie. [1] » Son puissant génie était assurément bien capable d'embrasser toutes les diverses situations de la vie humaine, mais c'était avec la guerre et ses ravages qu'il était le plus familiarisé, et, en conséquence, tout son gouvernement prit un aspect décidément militaire.

Sous la République on s'était occupé de plusieurs projets concernant l'instruction de la jeunesse française, ce qui était alors d'autant plus nécessaire que la révolution ayant détruit tous les colléges et les établissemens destinés à l'instruction, dont la plupart dépendaient plus ou moins de l'Église, avait laissé la nation sans aucun moyen d'éducation publique. Ces projets, comme cela devait être, se ressentaient des sophismes singuliers de cette époque. Les uns ne purent être mis à exécution faute d'encouragement, les autres faute de fonds. Toutefois, bien qu'aucun projet fixe d'éducation n'eût été adopté, et que l'ignorance et les vices de la génération nouvelle allassent toujours en augmentant, il existait en France deux ou trois classes d'écoles consacrées à différentes étu-

[1] *The earthquake voice of victory*
Was to him the breath of life. (*Édit.*)

des; car on ne saurait supposer qu'une nation si grande et si civilisée, pût, quelles que fussent les circonstances, tolérer le manque absolu de moyens pour instruire la jeunesse.

D'après ces plans d'éducation, chaque commune devait avoir une école et un magister, afin de donner aux enfans les premiers et les plus indispensables principes de l'éducation. Ce projet n'avait pu avoir une entière réussite, vu la pauvreté des communes aux frais desquelles cette dépense devait être faite. Cependant quelques unes trouvèrent les fonds nécessaires, d'autres firent supporter aux élèves qui profitaient de ces utiles établissemens la moitié des dépenses; de cette façon les écoles primaires furent instituées dans plusieurs communes, quoique certainement ces écoles fussent dans un état précaire et languissant.

Les écoles secondaires furent celles que des personnes instruites, ou qui prétendaient l'être, établirent par spéculation, ou à l'aide de quelque contribution particulière, pour enseigner les langues anciennes et modernes, la géographie et les mathématiques.

Aussitôt que le clergé catholique eut recouvré par le Concordat une partie de son rang et de son influence, il fit voir qu'il prétendait se remettre à la tête de l'instruction publique,

qui, avant la révolution, était entièrement entre ses mains. Soutenus par les libéralités des particuliers, et sous l'inspection de l'évêque, les séminaires étaient principalement destinés à élever les jeunes gens qui devaient prendre les ordres, et ils avaient obtenu le titre d'écoles ecclésiastiques.

Les choses en étaient là lorsque Buonaparte mit à exécution son grand projet d'une Université nationale, composée d'un grand-maître, d'un chancelier, d'un trésorier, de dix conseillers à vie, de vingt conseillers ordinaires et de trente inspecteurs-généraux, qui formaient une sorte de conseil impérial, dont les décisions devaient être absolues dans les questions concernant l'éducation. Tous les colléges et tous les maîtres étaient soumis à l'autorité suprême de l'université nationale; aucune école ne pouvait être ouverte sans un brevet ou diplôme du grand-maître, et sans payer une taxe considérable. La politique du gouvernement était de diminuer autant que possible le nombre des écoles secondaires et ecclésiastiques, afin que l'éducation publique eût lieu dans les lycées ou académies.

Dans ces lycées, la discipline était en partie militaire et en partie monastique; les proviseurs, les censeurs, les maîtres, devaient garder le célibat; les professeurs qui se mariaient ne

pouvaient résider dans l'intérieur de l'établissement. Les jeunes gens étaient entièrement séparés de leur famille; ils ne pouvaient correspondre qu'avec leurs parens, et seulement alors par l'entremise des censeurs et sous leur surveillance. Toute l'éducation était soumise à la constante et stricte investigation de l'Université. Le grand-maître pouvait renvoyer toute personne qui lui déplaisait, et une semblable sentence rendait inhabile à occuper un emploi civil.

Généralement on doit éloigner des yeux de la jeunesse, dans les lieux consacrés à l'étude, cette pompe et cet appareil de guerre qui peuvent, à cet âge, distraire l'attention des études sérieuses. Les lycées de Buonaparte furent établis sur un principe contraire : tout s'y faisait au bruit du tambour; tout arrangement intérieur était sur un pied militaire. A une époque où la profession de soldat ouvrait à l'ambition un avenir brillant, il n'est pas surprenant que les jeunes gens apprissent de bonne heure à regarder cette profession comme la seule digne d'un homme de cœur. Le dévoûment de ces jeunes élèves pour l'Empereur, dévoûment que leurs instituteurs prenaient le plus grand soin de leur inspirer, était encore excité par ce souvenir que c'était à lui qu'ils étaient redeva-

bles du bienfait de leur éducation ; ainsi tout ce qui les entourait ne tendait qu'à leur apprendre que l'objet de toute leur vie devait être de se dévouer au service de l'Empereur, et que ce service exigeait d'eux qu'ils suivissent la carrière des armes.

Il y avait dans chaque lycée cent cinquante bourses [1], dont vingt fournissaient à toutes les dépenses de l'élève ; les autres bourses n'entraient dans ces dépenses que pour les trois-quarts et même pour la moitié ; les parens devaient alors suppléer à ce qui manquait au fonds de ces demi-bourses ou trois-quarts de bourse. Il sortait tous les ans de ces lycées deux cent cinquante élèves, choisis parmi les plus avancés, pour entrer dans les écoles militaires ; les élèves mettaient toute leur ambition à être compris dans ce choix. Ainsi, tout portait les jeunes gens élevés dans les lycées à considérer la vie militaire comme la carrière la plus désirable et la plus naturelle qu'ils eussent à suivre ; et Buonaparte accomplit ainsi sur la génération actuelle ce changement qu'il avait en quelque sorte prédit lorsqu'il avait dit : « Les prêtres regardent ce monde comme une diligence qui doit

[1] Que l'auteur appelle en anglais *exhibitions* ou *scholarships*. (*Édit.*)

nous conduire dans l'autre ; je prétends remplir cette voiture publique de bonnes recrues pour mon armée. »

De tous les établissemens nécessaires à l'éducation, les écoles centrales ou les lycées étaient les seuls qui fussent soutenus par le gouvernement, et les cours y étaient bornés généralement au latin et aux mathématiques : connaissances ordinaires d'une académie militaire [1]. Sans doute que Napoléon se souvenait de Brienne ; peut-être aussi pensait-il que les Français n'avaient pas besoin d'études plus complètes que celles qui avaient fait parvenir leur souverain au gouvernement suprême. Mais il y avait une raison plus forte dans une telle restriction. Si l'on eût admis un autre système d'éducation, quelques hommes auraient pu acquérir ce degré de science qui influe sur l'esprit public ou sur les destinées de l'État par d'autres moyens que ceux de la violence ; tandis que, par le mode d'éducation admis dans les lycées, un jeune homme doux, paisible et studieux était formé, comme toute la génération, au métier de la guerre, auquel il pouvait être bientôt appelé par la conscription [2]. Si un père préférait de

[1] Le dessin, la musique, les langues vivantes et la danse même faisaient partie des leçons des lycées. (*Édit.*)

[2] La foule d'hommes remarquables en tout genre sortis

placer son fils dans une des écoles secondaires où l'instruction était plus variée, il courait encore le risque de voir son fils passer dans un lycée, si les directeurs le jugeaient nécessaire pour l'encouragement des écoles qui appartenaient plus particulièrement au gouvernement.

Il paraît que Napoléon ne voyait pas toute l'erreur d'un tel système, ou plutôt qu'il en était enchanté comme tendant à favoriser ses vues despotiques. « Mon Université, dit-il jusqu'au dernier moment, était un chef-d'œuvre de combinaison, et aurait produit un effet réel sur l'esprit public. » Il ajoutait que si ses plans avaient été mal exécutés, il fallait en accuser M. de Fontanes, grand-maître de l'Université, qui se fit un mérite auprès des Bourbons d'avoir dénaturé cette conception dans quelques uns de ses plus importans détails.

On doit ajouter que Buonaparte, à une époque plus rapprochée, résolut de couronner son édifice d'éducation nationale par une espèce de chapiteau corinthien. Il projeta l'établissement d'une institution à Meudon, où l'on devait enseigner à son fils, le roi de Rome, les arts

de l'École Normale, de l'École Polytechnique, ou même directement des lycées, prouve que l'auteur exagère ici l'influence de l'*éducation impériale* sur la génération actuelle. (*Édit.*)

qui conviennent à un souverain, et où l'on eût élevé avec lui les jeunes princes de la famille impériale ou les enfans des alliés de Napoléon. C'eût été renverser le plan suivi à l'égard de Cyrus et de Henri IV, qui furent élevés avec les enfans des paysans, de peur que la pensée de leur grandeur future ne vînt trop tôt altérer les vues de la nature et leur caractère d'homme. Mais il est inutile d'examiner un système qui ne devait jamais être essayé; seulement nous pouvons présumer qu'on eût inspiré au jeune Napoléon plus de respect pour le droit de propriété des jeunes princes ses compagnons, sur leurs joujoux, que son père n'en montrait pour les couronnes et les sceptres des rois, ses alliés ou non.

CHAPITRE IV.

Détails militaires. — Conscription; — sa nature et ses effets; — son inexorable rigueur; — son influence sur la composition des troupes françaises. — Nouveau mode d'hostilités. — Constitution des armées françaises. — Marches forcées. — La Maraude; — sa nature; — ses effets, tant sur le pays ennemi que sur le soldat français lui-même. — Politique de Napoléon à l'égard de ses officiers et de ses soldats. — Le caractère du soldat français change pendant et après la révolution. — Causes de ce changement.

Nous avons fait voir que le système d'éducation adopté en France était dirigé de manière à tourner les pensées et les espérances de la jeunesse vers la vie militaire, et à la préparer à obéir aux appels de la conscription. Ce moyen de recruter la force militaire, le plus formidable qui ait été établi chez une nation civilisée, avait été originairement proposé au Conseil des Cinq-Cents, en 1798. Une série de listes contenait les noms de tous les jeunes gens de l'empire, de l'âge de vingt à vingt-cinq ans, et le gouvernement était autorisé à les appeler successivement au nombre exigé par les besoins de l'État. Il y avait cinq classes: la première comprenait ceux qui avaient atteint vingt ans avant le commencement de l'année

pour laquelle la conscription était demandée, et la même règle était appliquée aux quatre autres classes de ceux qui avaient atteint vingt-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq ans; cependant, par le fait, la seconde classe des conscrits n'était point appelée jusqu'à ce que la première fût sous les drapeaux, et il n'était pas d'usage d'appeler plus d'une classe dans le cours d'une année. Comme la première classe produisait soixante ou quatre-vingt mille conscrits, une levée forcée et générale donnait au gouvernement d'immenses facilités, et c'était un impôt exorbitant pour le peuple.

Cette loi, sans doute, est fondée sur le principe du devoir qu'a chaque individu de servir son pays. Rien n'est plus vrai que tout homme en état de porter les armes est sujet à être employé pour la défense de l'État; et rien n'est plus politique que d'imposer d'abord cette obligation commune à la jeunesse, que la force et l'âge rendent plus propre au service militaire, et dont l'absence est d'un moindre inconvénient pour les affaires ordinaires du pays; mais il est évident qu'une telle mesure ne saurait être excusée que dans une guerre défensive. Buonaparte, en appliquant ce système à des guerres éloignées, offensives, et qu'il ne trouvait né-

cessaires que parce qu'elles satisfaisaient son ambition, a mérité d'être accusé d'avoir épuisé jusque dans la source le sang du peuple confié à ses soins, et cela non pour la défense de la patrie, mais bien pour étendre les ravages de la guerre sur des contrées lointaines et inoffensives.

La conscription française devenait surtout plus cruelle par l'extrême rigueur de ses conditions [1]; aucune distinction n'était faite entre l'homme marié dont l'absence pouvait causer la ruine de sa famille, et celui qui, n'étant pas marié et faisant partie d'une famille très nombreuse, pouvait facilement servir. Le fils de la veuve [2], celui qui soutenait un père infirme et sans ressources, n'avaient droit à aucune exemption. Trois fils pouvaient être successivement enlevés à leurs parens désolés; on ne permettait pas même de s'assurer d'un remplaçant avant le tirage de la conscription. Ceux qui étaient hors d'état de servir payaient une sorte d'amende proportionnée à la quote-part des taxes qu'eux ou leurs parens payaient à

[1] Tout l'odieux de la loi était là; car le principe était de toute justice, et incomparablement plus légitime, par exemple, que la presse anglaise. (*Édit.*)

[2] Dans l'origine cette exception était reconnue par la loi. (*Édit.*)

l'État, et qui variait depuis cinquante francs jusqu'à douze cents francs. On pouvait fournir un remplaçant, mais il était à la fois difficile et ruineux de s'en procurer, car la loi exigeait que ces remplaçans eussent non seulement les qualités requises pour le service militaire, mais qu'ils fussent domiciliés dans le même arrondissement [1] que ceux qu'ils devaient remplacer, et qu'ils eussent déjà subi le sort. Ceux qui pouvaient remplir toutes les formalités voulues par la loi connaissaient leur prix, et ne se décidaient à servir que pour des sommes considérables; souvent aussi ces remplaçans désertaient en chemin, et volaient ainsi ceux qui les avaient achetés, car ils en étaient responsables jusqu'à ce qu'ils eussent rejoint leur corps; enfin la difficulté de s'exempter du service par un remplaçant était si grande qu'un nombre considérable de jeunes gens bien élevés, appartenant à des familles respectables, étaient arrachés à toutes les espérances d'une position heureuse, pour vivre et mourir soldats.

Rien dans le gouvernement de Napoléon n'était exécuté avec plus de rigueur que la

[1] Il y a ici quelque inexactitude : il fallait tout au plus que le remplaçant appartînt à la même division militaire. (*Édit.*)

levée des conscriptions. Le maire, que ses fonctions appelaient à veiller à ce que tous les individus que leur âge mettait à la disposition de la loi comparussent devant lui pour tirer au sort, était forcé, sous les peines les plus sévères; d'éviter de montrer la plus légère indulgence. La marque, le pilori ou les galères menaçaient le magistrat lui-même, si l'on s'apercevait qu'il eût favorisé un individu que la conscription réclamait. Cette même loi punissait d'une manière terrible les conscrits réfractaires, et les fonctionnaires publics étaient partout à leur poursuite. Lorsqu'ils étaient arrêtés, on les traitait comme convaincus d'un crime infâme. Revêtus des vêtemens du déshonneur, chargés de chaînes, et traînant le boulet, ils étaient condamnés comme des esclaves à travailler aux fortifications : s'ils s'évadaient, leurs parens restaient responsables, et souvent étaient mis à l'amende ou punis plus sévèrement.

Ce qu'il y avait peut-être de plus horrible dans le sort du conscrit, c'est qu'il était fixé pour toute sa vie. Deux ou trois, et même quatre ou cinq ans passés au service eussent été un impôt sur la vie humaine beaucoup plus supportable, quoique assurément encore très dur par toutes ses chances; mais la conscrip-

tion changeait d'une manière effective et pour toujours le caractère de ses victimes. Le jeune homme, lorsqu'il quittait le foyer paternel, était presque sûr qu'il lui disait un éternel adieu ; et ses parens, qui le voyaient partir jeune, vertueux et ingénu, peut-être même disposé à mettre à profit les avantages de son éducation, ne pouvaient s'attendre à le revoir (si jamais un tel espoir devait se réaliser) qu'avec les habitudes, les idées, les manières et les mœurs d'un soldat.

Mais, quelque terrible que fût pour la France le fléau de ce recrutement forcé, c'était l'instrument le plus propre à servir les projets de Buonaparte. Il hérita, parmi tant d'autres dépouilles de la révolution, du pouvoir que la conscription avait donné au gouvernement, et il en usa de la manière la plus illimitée. [1]

La conscription comprenait nécessairement des recrues de toutes sortes, bonnes, mauvaises ou médiocres; mais choisies comme elles l'étaient dans toute la masse de la population, sans aucune distinction, elles étaient, en définitive, bien supérieures à celles qu'ordinaire-

[1] C'est-à-dire que la conscription, loi de salut et de force dans un État libre, n'était plus qu'un abus dès qu'elle tournait au profit d'un pouvoir absolu. (*Édit.*)

ment, dans les autres armées, on obtient par des engagemens volontaires : celles-ci n'étant formées pour la plupart que de gens sans ressources et sans aveu, de débauchés, et enfin de tous ceux que leurs habitudes vicieuses rendent incapables de vivre paisiblement. Le nombre de jeunes gens bien élevés qui étaient appelés à servir donna à l'armée française un ton et des sentimens supérieurs à ceux des autres troupes; c'est ce qui explique comment de simples soldats souvent montraient une intelligence et une pénétration au-dessus de leur état. Les habitudes de la nation étant ainsi presque exclusivement dirigées vers la guerre, les Français formèrent, sous tous les rapports, les meilleures troupes réglées, les mieux disciplinées, les plus obéissantes et les plus aisées à commander qui soient jamais entrées en campagne en aucun temps et en aucun pays. Dans la longue lutte de l'Europe, leur fier courage put quelquefois s'épuiser avant celui de nos Anglais déterminés; mais sous les rapports de la science, de la pratique et des usages de la guerre, on convient généralement que les Français ont surpassé leurs rivaux, plus opiniâtres, mais moins intelligens. Ils excellaient surtout dans l'art de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins, et c'était aussi l'art dans

lequel le genre de guerre que faisait Napoléon exigeait qu'ils fussent le plus adroits.

La révolution française introduisit pour la première fois en Europe une manière de conduire les hostilités qui rejetait tous les fardeaux de la guerre sur les pays qui avaient le malheur de devenir le théâtre de ses opérations; et le vainqueur au lieu de s'épuiser y trouvait ainsi de nouvelles ressources. C'est ce que nous allons chercher à expliquer.

Au début de la campagne rien ne pouvait être plus complet que l'ordre d'une armée française. Elle était partagée en divisions considérables, appelées corps d'armée, chacun desquels était commandé par un roi, un vice-roi, un maréchal ou un officier-général, dont les titres se fondaient sur d'anciens services. Chaque corps d'armée était composé de six à dix divisions, chacune sous les ordres d'un général de division. Les divisions étaient subdivisées en brigades; chacune desquelles, commandée par un général de brigade, comprenait deux ou trois régimens, chacun de deux ou trois bataillons. La force d'un corps d'armée pouvait varier de cinquante à quatre-vingt mille hommes, et même au-delà : le commandant en chef d'un corps d'armée exerçait pleinement l'autorité militaire, et n'était soumis à aucun autre con-

trôle qu'à celui de l'Empereur lui-même. Il était fort rare que l'Empereur subordonnât les officiers qui étaient capables d'exercer ces grands emplois au commandement de l'un d'entre eux; et même il y en eut si peu d'exemples, qu'on peut douter que s'il avait fait une telle disposition, elle eût été exécutée. Ce système de diviser ses forces en armées séparées, et presque indépendantes, dont chacun des généraux était chargé, sous sa responsabilité, de l'exécution d'une partie d'un plan vaste et compliqué, donnait une grande célérité aux mouvemens des Français, sous la direction du génie supérieur qui avait conçu le plan de campagne; ce système contribua souvent aux plus brillans résultats. Mais toutes les fois qu'il était nécessaire de combiner deux corps d'armée pour une même opération, il ne fallait pas moins que la présence de l'Empereur lui-même.

Ainsi organisée, l'armée française était précipitée par des marches forcées dans les pays étrangers, sans qu'on eût formé d'avance aucun approvisionnement ou aucun magasin pour fournir à son entretien, et avec l'intention de l'entretenir aux dépens des habitans. Buonaparte était habile dans ce système; et la combinaison des grandes masses par le moyen de ces

marches forcées était un des premiers principes de sa tactique. Ce genre de guerre se faisait avec le moins de dépenses possibles aux frais du trésor; mais c'était au prix d'un impôt énorme sur la vie des hommes, et d'un accroissement incalculable de misère. Le but habituel de Napoléon était de surprendre l'ennemi par la rapidité de ses marches, et après l'avoir défait dans une grande bataille, de s'emparer de sa capitale, de lever des contributions, de faire la paix la plus avantageuse possible, et finalement de retourner à Paris.

Dans ces brillantes campagnes, l'armée commençait ordinairement sa marche avec des provisions, c'est-à-dire que chaque soldat portait du pain et du biscuit pour quelques jours. On emmenait aussi des bestiaux que l'on abattait au fur et à mesure des besoins. Ces provisions étaient communément tirées des grandes villes et des cantons populeux où les troupes avaient été stationnées. Les chevaux de la cavalerie étaient de même chargés du fourrage nécessaire pour deux ou trois jours. Ainsi pourvue, l'armée se portait en avant pour atteindre à marches forcées le but de l'expédition. Bientôt le soldat, impatient d'être surchargé, se débarrassait du fardeau, soit en consommant trop promptement ses vivres, soit en les jetant. Alors les officiers

qui craignaient que le soldat ne souffrît par le manque de subsistance, avant qu'on pût lui en faire une nouvelle distribution régulière, l'autorisaient à s'en procurer par la maraude, c'est-à-dire par le pillage. Pour s'assurer que ces approvisionnemens forcés seraient recueillis et distribués régulièrement, on détachait de chaque compagnie un certain nombre de soldats pour aller chercher des vivres dans les villages et les fermes à portée de la route ou du terrain sur lequel l'armée était campée. Les soldats étaient autorisés à forcer les habitans de leur livrer leurs provisions sans en retirer ni paiement ni reçu; et puisque jusque-là ils remplissaient un devoir régulier, on peut bien supposer qu'ils ne se bornaient point aux provisions, mais qu'ils exigeaient de l'argent ou des objets de valeur, et qu'ils commettaient d'autres excès.

Il faut avouer que le caractère intellectuel des Français, et la bonne humeur qui est le fond de leur caractère national, rendirent leur conduite plus supportable qu'on ne pouvait l'attendre des vices d'un tel système, pourvu toutefois que les provisions fussent abondantes et le pays populeux. Une sorte d'ordre était observé même dans ce désordre de la maraude, et l'on avait soin que les provisions ainsi irré-

gulièrement obtenues, fussent régulièrement distribuées. La disposition ordinaire des militaires, lorsqu'ils ne sont pas provoqués par la résistance, ne les porte point à la cruauté; leur bonne discipline, l'éducation que la plupart des soldats de France avaient reçue, jointes à l'habitude d'obéir que tous avaient contractée, les empêchaient de former des bandes de véritables brigands, et de se détruire eux-mêmes par leurs propres excès.

Nulle autre troupe que les troupes françaises n'auraient pu subsister de cette manière, car aucune autre armée n'est assez soumise au commandement de ses officiers.

Mais les traits les plus hideux de ce système de maraude se faisaient apercevoir lorsque l'armée marchait dans un pays pauvre et peu peuplé, ou bien lorsque le caractère national ou des facilités locales encourageaient les habitans à résister; alors les soldats s'animaient et s'irritaient, soit par le manque de vivres, soit par le danger qu'il y avait à s'en procurer. A mesure que leurs fatigues augmentaient, ils s'opiniâtraient et devenaient cruels; ils se laissaient aller à toutes sortes de violences, et ils ajoutaient encore à leur propre détresse en détruisant tout ce qu'ils ne pouvaient pas consommer. La famine et les maladies ne tardaient

guère à s'introduire dans une armée qui traversait à marches forcées un pays épuisé. Ce cortége redoutable accompagnait partout les colonnes françaises. Sans hôpitaux et sans magasins, les traînards qui ne pouvaient regagner leurs rangs tombaient victimes de la faim, de l'intempérie de la saison ou de la vengeance des paysans irrités. En un mot, l'armée française avait à supporter des maux qui, jusqu'à ces guerres terribles, n'avaient jamais été le partage des troupes d'une nation civilisée. Toutefois, le but que se proposait Buonaparte était atteint par ces sacrifices; développant soudain ses masses devant un ennemi surpris et frappé de terreur, il recevait le prix de sa célérité par une victoire décisive, et fournissait au *Moniteur* de nouveaux sujets de triomphe. Il comptait tellement sur la promptitude des mouvemens, que si un officier lui demandait quelque temps pour exécuter ses ordres, sa réponse remarquable était presque toujours : « Demandez-moi toute autre chose que du temps. » Cette célérité était nécessaire avec un système de marches forcées, toujours sans aucun magasin établi; et nous avons dit combien un tel système coûtait d'hommes à Napoléon. Mais après la bataille les morts ne pouvaient se plaindre; ceux qui survivaient étaient victorieux, ils oubliaient

bientôt leurs souffrances et la perte des soldats ; que les fatigues ou le fer avaient moissonnés pendant la campagne, était réparée par la conscription, qui renouvelait sans cesse les rangs de l'armée française.

Buonaparte observait, à l'égard de son armée, une politique très adroite. Ses maréchaux, ses généraux, ses officiers supérieurs, recevaient des preuves de son estime et de sa libéralité ; mais il ne les traitait jamais avec familiarité. En toute occasion les formes de l'étiquette étaient strictement observées. Peut-être pensait-il que l'égalité qui avait autrefois existé entre eux aurait été trop vivement rappelée par une intimité plus grande. A l'égard des soldats, qui ne pouvaient ni mal interpréter une telle familiarité, ni s'en prévaloir, Buonaparte tenait une conduite toute différente. Il leur permettait de s'adresser à lui dans toutes les occasions convenables, et accordait une grande attention à leurs pétitions, à leurs plaintes, et même à leurs remontrances. Il s'informait si leurs demandes ou leurs griefs étaient fondés, et s'ils l'étaient, ils obtenaient aussitôt satisfaction. Après une bataille il avait l'habitude de consulter les régimens qui s'étaient distingués, pour savoir quels étaient les individus qui méritaient soit la croix d'honneur, soit toute autre distinc-

tion militaire. Dans ces momens, dont on sentait toute l'importance, les maux soufferts pendant la campagne étaient oubliés; Napoléon ne semblait plus, aux soldats qui l'entouraient, l'homme ambitieux qui les avait arrachés à leurs foyers pour exercer leur valeur sur une terre lointaine, et qui avait acheté la victoire en les soumettant aux plus dures privations, mais c'était un père dont tous les soldats étaient les enfans, et à qui l'honneur du dernier d'entre eux était aussi cher que le sien.

Une justice sévère réglait les droits des soldats et leur avancement; cependant, malgré tous ces encouragemens, selon la remarque de Buonaparte lui-même, l'armée ne produisit pas sous l'empire des militaires aussi distingués que Pichegru, Kléber, Moreau, Masséna, Hoche, et Buonaparte lui-même, le premier de tous, qui, sortis d'un rang obscur, comme des rivaux pour le prix de la course, avaient étonné l'univers par leurs hauts faits. Ces hommes du plus grand génie avaient été produits, pensait Buonaparte, par l'enthousiasme de la révolution; et comme tout rentrait peu à peu dans les limites ordinaires de la société civilisée, des hommes aussi remarquables cessaient de se montrer. Il y a toutefois quelque chose à redire à ce juge-

ment. Ce ne sont pas les temps de révolutions qui créent de grands hommes, mais ces révolutions arrivent ordinairement lorsque la société est parvenue à cette période où de grands principes ont été mis en discussion, et où les idées des jeunes gens et celles des vieillards sont dirigées par l'esprit du temps vers des objets d'une haute et sérieuse importance, qui élèvent le caractère et font naître l'ambition. Le choc violent des partis, l'explosion de la révolution elle-même, ne peut *créer* et ne *crée*, en effet, des talens en aucun genre; mais c'est dans son cours que la révolution met en évidence (et détruit elle-même presque généralement) les talens que la discussion générale des affaires publiques avait déjà fait naître; et lorsque ces talens ont disparu, ils ne peuvent être reproduits par une génération élevée au milieu des fureurs d'une guerre civile. On ne retrouva plus sous la république d'Angleterre les hommes du Long-Parlement, et il en fut de même de la Convention nationale et de l'empire qui lui succéda. Les révolutions ressemblent à l'incendie qui jette une lumière momentanée sur les ornemens et l'architecture d'un édifice, mais qui finit par tout détruire.

On a dit aussi, mais probablement avec moins

de certitude, qu'alors même qu'il était entouré de cette garde impériale dont la discipline avait été si perfectionnée, Napoléon regrettait quelquefois les vieux soldats de la révolution, dont le cri de guerre, « Vive la République ! » identifiait chaque individu avec la cause qu'il soutenait; cependant, dans tout ce qui avait rapport à son pouvoir militaire, Napoléon n'avait rien à regretter. Ce pouvoir n'était déjà que trop grand et avait détruit l'équilibre du gouvernement de la France en donnant à l'état militaire une supériorité reconnue sur toute autre profession, tandis que Buonaparte, par les habitudes et les argumens d'un général despotique, avait usurpé une autorité presque illimitée sur la plus belle partie de l'Europe. La renommée militaire de la France apparaissait aux autres nations comme une comète qui, inspirant à la fois la terreur et la méfiance, les forçait à se préparer à une résistance énergique; il semblait que la paix eût quitté le monde pour toujours, et que ses destinées ne dussent plus dépendre que de la loi du plus fort.

CHAPITRE V.

Effets de la paix de Tilsit. — Idées de Napoléon d'un état de paix : — opposées à celles de l'Angleterre. — Système continental ; — sa nature et ses effets. — Décrets datés de Berlin et de Milan. — Ordres du Conseil anglais. — Espagne. — Quelles avaient été ses relations avec la France depuis la révolution. — Godoy ; — son influence ; — son caractère et ses vues politiques. — Ferdinand, prince des Asturies, réclame le secours de Napoléon. — Affaires du Portugal. — Traité de Fontainebleau. — Départ du prince régent pour le Brésil. — Junot entre à Lisbonne ; — son insatiable rapacité. — Troubles à Madrid. — Le complot formé par Ferdinand contre son père est découvert ; Ferdinand est mis en prison. — Le roi Charles a recours à Napoléon. — Politique artificieuse de ce dernier. — L'armée française entre en Espagne.

TEL avait été le caractère de la paix de Tilsit, que, tout en réglant les points en litige entre deux monarchies rivales qui s'étaient si violemment entre-choquées dans la lutte à laquelle cette paix mit un terme, l'une et l'autre était restée maîtresse d'en agir, à l'égard des nations le plus immédiatement sous son influence, avec aussi peu de discrétion qu'elle voudrait. Toute l'idée que se faisait Napoléon d'une pacification se bornait à ceci : « Je ferai prévaloir mon bon plaisir dans les pays sur lesquels mon

pouvoir ne me donne d'autres droits que ceux de la force et de l'autorité ; et vous, mes alliés, en retour, vous ferez tout ce qui vous convient sur le territoire des États qui vous environnent, et sur lesquels je ne puis avoir la même influence. »

Ce fut le sens qu'il donna au traité d'Amiens, et ce fut ce genre de paix qu'il regretta, longtemps après, de ne pas avoir conclu avec l'Angleterre. Il s'exprima sur ce point d'une manière très intelligible, à une époque plus rapprochée de nous. En parlant de la France et de l'Angleterre, Napoléon dit : « Nous nous sommes fait beaucoup de mal ; nous aurions pu nous rendre de grands services si nous nous fussions bien entendus. Si la politique de Fox eût prévalu, nous eussions été d'accord : il n'y aurait eu en Europe qu'une flotte et qu'une armée ; nous aurions gouverné le monde entier ; nous aurions fixé la paix et la prospérité partout, soit par la force, soit par la persuasion : oui, je le répète, autant nous pouvions nous faire de bien, autant nous nous sommes fait de mal. »

Or, le principe fondamental de cette pacification que Buonaparte, dans les dernières années de sa vie, semble avoir considéré comme la base de l'intérêt commun, était tel qu'aucun

ministre anglais, tant que l'Angleterre eût possédé un Parlement libre, n'aurait pu, n'aurait dû, ou même n'aurait osé l'adopter. Le principe de pacification pour l'Angleterre devait être celui qui assurait l'indépendance des autres puissances, et non celui qui eût autorisé ses propres agressions et celles de la France. Sa richesse, sa force et sa prospérité consistent et doivent toujours consister dans l'indépendance nationale des Etats du continent; elle ne pouvait ni en conscience ni en sûreté faire la paix avec un conquérant usurpateur, à la condition qu'elle serait à son tour devenue usurpatrice; l'Angleterre n'a aucun désir ni aucun intérêt d'effacer les autres nations de la carte de l'Europe, afin qu'il n'y reste que les noms de France et d'Angleterre : il n'y aurait pour elle aucun intérêt à priver les autres États de leurs flottes et de leurs armées.

Ses hommes d'État doivent repousser l'idée de gouverner le monde ou une moitié du monde, et de se charger de rendre les autres nations heureuses ou malheureuses, par la force des armes. La conduite de l'Angleterre en 1814 et en 1815 montre assez cette honnête et honorable politique, puisque, en cédant beaucoup aux autres, on n'a pu l'accuser d'être elle-même influencée par aucun désir d'étendre ses

propres possessions[1] dans cette confusion générale que produisit la chute du pouvoir extérieur de la France; mais nous traiterons ce sujet en un autre lieu.

La France, qui, de concert avec la Russie, avait préparé le traité de pacification sur des bases bien différentes, était maintenant occupée à recueillir tous les avantages qu'elle espérait en retirer. Il paraît que le principal objet de Buonaparte, dans cette manière d'agir, était de consolider et de donner plus de vigueur à ce qu'il appelait son système continental, pour rompre et détruire plus tard les faibles restes des communications que l'Angleterre continuait d'entretenir par son commerce extérieur avec les nations du continent.

Le traité de Tilsit et ses conséquences donnaient à Napoléon de grandes facilités pour parvenir à ce but. La France était à lui; la Hollande était de nom sous la domination de son frère Louis, mais en grande partie à sa disposition; son frère Jérôme était roi de Westphalie; et, suivant la politique habituelle de Napoléon, il allait contracter une alliance digne de ce nouveau rang. Nous avons déjà dit que

[1] Le cap de Bonne-Espérance, Ceylan, l'île de France, Malte, etc., etc. (*Édit.*)

Jérôme avait été contraint, par les ordres de son frère, d'abandonner Élisabeth Paterson, fille d'un respectable habitant de Baltimore, qu'il avait épousée en 1803. Il fut, à l'époque dont nous parlons, marié, dans le château des Tuileries, à Frédérique-Catherine, fille du roi de Wurtemberg.

La Prusse et tous les ports libres des villes anséatiques furent fermés au commerce anglais, autant qu'un pouvoir militaire et absolu pouvait faire exécuter une telle défense. La Russie ne se montra pas aussi traitable sur cet objet important que les clauses du traité de Tilsit et les secrets engagemens de Napoléon avec le Czar pouvaient le lui faire espérer; mais Alexandre était trop puissant pour qu'on mesurât rigoureusement le degré d'appui qu'il devait prêter à ce système anti-commercial, et peut-être aussi que la position particulière de la Russie aurait pu rendre périlleux pour le Czar de donner au système continental toute l'extension que Napoléon eût désirée. Les incommodes, lourdes et massives productions de la Russie, telles que le fer, le chanvre, les bois de charpente, la cire, les résines, et tout ce qui est nécessaire à la construction des vaisseaux et à leur approvisionnement, forment le principal revenu des Boyards de l'empire, et

ne pourraient trouver d'acheteur si on augmentait leur prix en les transportant par terre. L'Angleterre ayant entièrement et exclusivement la possession des mers, était la seule qui désirât et qui pût acheter ces denrées ; ainsi, à l'aide de divers prétextes, l'Angleterre continua à échanger les produits de ses manufactures contre les productions russes, en dépit des décrets de l'empereur de France, et malgré les ukases du Czar lui-même. Buonaparte était obligé de fermer les yeux sur un ordre de choses que son allié ne pouvait ou ne voulait pas faire cesser.

On vit alors la lutte la plus étrange dont les nations civilisées eussent jamais été témoins ; d'une part étaient l'Angleterre et les pays qui trouvaient les marchandises anglaises non seulement des objets agréables de consommation, mais encore d'une nécessité réelle; et de l'autre la France, dont le chef voulait impérieusement que la Grande-Bretagne n'eût aucune communication avec le continent, et ne pût jouir des avantages d'un commerce libre.

Les décrets de Berlin furent renforcés par d'autres encore plus positifs et plus vexatoires. Par un décret daté de Hambourg le 11 décembre, et un autre promulgué à Milan le 27 dé-

cembre 1807, Napoléon déclara l'Angleterre en état de blocus. Il fut défendu à toutes les nations non seulement de trafiquer avec elle, mais de recevoir chez elles, n'importe comment, aucun produit des manufactures anglaises. Buonaparte eut des agens dans tous les ports de mer et dans les villes de commerce. Il rendit un décret portant qu'aucun bâtiment ne serait admis dans les ports du continent sans un certificat d'origine, attestant que ces bâtimens n'avaient à bord aucune marchandise anglaise : à ces réglemens, l'Angleterre en opposa d'autres nommés les Ordres du Conseil. Il était permis aux pavillons neutres de commercer avec les pays en paix avec la Grande-Bretagne, pourvu qu'ils touchassent à un port anglais et payassent certains droits. Les neutres étaient ainsi placés, entre les deux grandes nations belligérantes, dans une alternative fort désagréable. S'ils négligeaient d'avoir un ordre du conseil, ils étaient capturés par les corsaires anglais dont la mer était couverte; s'ils avaient payé les droits dans les ports anglais, et qu'on en fût informé, ils étaient confisqués lorsqu'ils arrivaient dans les ports soumis à l'influence de la France. De là toutes sortes de déceptions et de fraudes pour déguiser la véritable nature du commerce fait par les neutres. On mul-

tipliait partout faux papiers, fausses entrées, faux registres, et tels étaient les profits de ce commerce que les agens de Buonaparte, ceux même en qui il avait le plus de confiance et qui occupaient de hauts emplois dans l'empire, favorisèrent la contrebande et gagnèrent ainsi de fortes sommes. Cette lutte fut maintenue opiniâtrément sur toutes les côtes maritimes de l'Europe, entre l'homme le plus puissant que le monde eût jamais vu, et les besoins et les désirs de la société qu'il maîtrisait, besoins et désirs qui n'en étaient pas moins vifs pour être ceux du luxe.

C'était principalement avec la péninsule espagnole, qui était restée nominalement sous la domination de ses anciens princes naturels, que l'Angleterre faisait un commerce fort étendu. Buonaparte, à la vérité, recueillait une portion considérable des profits, puisque le Portugal particulièrement lui payait de grosses sommes pour faire tolérer son commerce avec l'Angleterre; mais à la fin la faiblesse du Portugal et la désunion totale de la famille royale en Espagne suggérèrent à Napoléon l'idée d'usurper pour sa famille, ou plutôt pour lui-même, cette belle portion du continent européen : de là s'éleva cette longue querelle de laquelle il dit de-

puis avec amertume : « Cette malheureuse guerre m'a perdu ; elle a divisé mes forces, multiplié mes efforts, attaqué ma moralité »[1]. Mais pouvait-il espérer de plus heureux résultats d'une usurpation signalée par une trahison sans exemple dans les annales de l'Europe? Avant d'entrer dans cette ère nouvelle et importante de l'histoire de Napoléon, il est nécessaire que nous rappelions ici quelques unes des relations qui avaient eu lieu entre la France et la péninsule depuis la révolution.

Manuel de Godoy, favori de Charles IV, et l'amant de son épouse sans mœurs, était alors le ministre absolu de l'Espagne. Il avait reçu le titre de Prince de la Paix ou de Paix, par abréviation, pour avoir coopéré à la pacification de Bâle, qui mit fin à la guerre que la France révolutionnaire soutenait contre l'Espagne. Par le traité suivant de Saint-Ildephonse, il avait formé une alliance offensive et défensive entre les deux puissances ; et depuis lors l'Espagne avait suivi, sans hésitation, la marche que la politique intéressée de Buonaparte recomman-

[1] *Mémorial de Las-Cases*, page 306, vol. III ; où Napoléon ajoute, « Et pourtant on ne pouvait laisser la péninsule aux machinations des Anglais, aux intrigues », etc. (*Édit.*)

dait. Mais bien qu'il secondât les désirs du dominateur français, il paraît que Godoy nourrissait en secret l'espoir de se soustraire au joug de la France; car, sans aucune nécessité apparente, et lorsque la guerre éclata entre cette puissance et la Prusse, il convoqua les troupes, leur fit prendre les armes, et leur adressa une proclamation à la fois présomptueuse et équivoque, dans laquelle il disait que la patrie était en danger, et qu'elle attendait un grand effort des armes espagnoles pour la sauver. Buonaparte reçut cette proclamation sur le champ de bataille d'Iéna, et l'on dit qu'il jura de se venger de l'Espagne. La nouvelle de cette grande victoire changea bientôt l'attitude martiale de Godoy, et le ministre espagnol ne put trouver de meilleure excuse que de prétendre qu'il avait eu l'intention de se défendre d'une invasion projetée par les Maures. Napoléon consentit à fermer les yeux sur cette explication maladroite qui lui fit connaître quels étaient les sentimens particuliers de Godoy à son égard et envers la France, si toutefois il en avait douté jusqu'alors; et quoiqu'il gardât le silence, il est certain que l'armement précipité de 1806 ne s'effaça pas de sa mémoire.

Dans l'état d'abaissement où étaient tombés

le gouvernement et la famille royale, l'espoir et les affections des Espagnols se dirigèrent naturellement vers l'héritier présomptif, dont ils regardaient l'avénement au trône comme le gage d'un meilleur ordre de choses, puisque ce prince était opposé au tout-puissant Godoy. Le prince des Asturies, cependant, semble avoir été privé de cette antique fierté et de cet amour de l'indépendance qui auraient dû caractériser le futur roi d'Espagne. Il n'était pas révolté de voir quel empire Buonaparte avait sur l'Europe, et particulièrement sur l'Espagne; loin de souhaiter d'être délivré de l'influence de la France, il s'efforça de s'attirer la faveur de Buonaparte pour qu'il secondât ses vues particulières, et il lui offrit d'unir ses propres intérêts aux siens et à ceux de sa dynastie par des nœuds indissolubles. Secondé par quelques grands d'Espagne, de ceux qui étaient le plus fatigués de Godoy et de son administration, le prince des Asturies écrivit en secret une lettre à Buonaparte pour lui témoigner la haute estime qu'il avait conçue pour lui; il lui parlait de la fâcheuse condition à laquelle était réduit le royaume jadis si florissant de l'Espagne, par suite de la trop grande bonté de Charles IV, qui s'était laissé diriger par de coupables conseillers; il demandait les avis et l'appui de l'empe-

reur Napoléon pour déjouer les projets de ces hommes perfides; et suppliait, comme un gage de la protection paternelle qu'il sollicitait, que l'Empereur lui fît l'honneur de l'allier à sa famille.

Ainsi, l'héritier présomptif du trône d'Espagne se jeta dans les bras, ou pour mieux dire, aux pieds de Napoléon; mais il ne reçut pas l'accueil qu'il espérait. Buonaparte était à cette époque en négociation avec Charles IV, et avec ce même Godoy, que le prince voulait écarter ou renverser. Charles et Godoy pouvaient seconder les vues de l'empereur des Français, en mettant à sa disposition ce que l'Espagne possédait encore de forces, tandis que Ferdinand n'avait aucun pouvoir réel; le père et son favori parurent donc pour le moment des alliés préférables au fils. L'offre que le prince avait faite pouvant être utile dans une autre occasion, ne fut ni acceptée ni refusée; Napoléon garda le silence. Le sort de la famille royale se trouva ainsi dans les mains d'un étranger, et probablement ce sort était déjà fixé. Toutefois, avant d'expulser les Bourbons de l'Espagne, Napoléon crut devoir, dans sa politique, employer ses forces à soumettre le Portugal.

L'élite de l'armée espagnole, qui consistait en

seize mille hommes sous le marquis de la Romana, avait été envoyée dans le nord de l'Europe comme auxiliaire de la France. Un autre détachement commandé par O'Faril servait en Toscane. L'Espagne étant ainsi affaiblie par l'absence de ses meilleures troupes, la conquête du Portugal devint un prétexte pour introduire l'armée française dans la Péninsule et lui dicter des lois.

Le Portugal était alors sous un gouvernement extrêmement faible; son armée était désorganisée, sa noblesse avait perdu toute énergie: le seul espoir qui lui restât pour continuer à exister sous le nom de royaume indépendant, était d'acheter la clémence de la France; il croyait aussi que l'Espagne ne permettrait pas que son territoire fût violé pour le plaisir de voir anéantir un voisin inoffensif et un ancien allié.

Peu après le traité de Tilsit, le prince régent de Portugal fut requis par la France et l'Espagne conjointement, de fermer ses ports à l'Angleterre, de confisquer les propriétés anglaises et de faire arrêter les Anglais partout où l'on pourrait les trouver dans ses États. Le prince accéda à contre-cœur au premier article de cette demande; il refusa positivement d'obtempérer aux autres comme violant la foi des

traités et les droits de l'hospitalité. Les négocians anglais furent prévenus qu'il serait prudent à eux de cesser toute affaire commerciale, et de quitter un pays qui n'avait plus les moyens de les protéger.

Pendant ce temps on signait à Fontainebleau un singulier traité pour le partage de l'ancien royaume de Portugal. Un plan régulier fut arrêté pour envahir ce royaume par des armées espagnoles et françaises, en faire la conquête, et le diviser en trois parties. Les provinces du nord devaient former une petite principauté pour le roi d'Étrurie (qui céderait ses domaines d'Italie à Napoléon); une autre partie devait être donnée en toute souveraineté à Godoy avec le titre de roi des Algarves; la troisième part devait rester en séquestre jusqu'à la fin de la guerre. Par le traité de Fontainebleau, Napoléon obtenait deux avantages très importans; le premier, que le Portugal serait conquis; le second, que le plus grand nombre des soldats espagnols seraient employés dans cette expédition, et priveraient ainsi l'Espagne de leur secours. Il est impossible de croire qu'il pensât jamais que Godoy et le roi d'Étrurie gagnassent rien aux stipulations qu'il faisait en leur faveur.

Junot, l'un des plus avides, des plus extra-

vagans et des plus dissolus des généraux français, un homme que Buonaparte lui-même a stigmatisé comme un monstre de rapacité[1], eut ordre de marcher sur Lisbonne, et fut chargé du soin de réconcilier au joug des envahisseurs une nation qui n'avait ni provoqué la guerre, ni tenté de faire aucune résistance.

Deux corps d'armée formés de troupes espagnoles et françaises appuyèrent l'attaque de Junot. Une armée française, forte de quarante mille hommes, se formait à Bayonne, aux termes du traité de Fontainebleau, destinée, à ce qu'on prétendait, à agir comme armée de réserve dans le cas où l'Angleterre enverrait des troupes en Portugal; mais elle ne devait entrer en Espagne qu'à moins d'une crise qui nécessitât sa présence. On verra bientôt quel était le véritable but de cette armée de réserve, et dans quelles circonstances elle devait réellement entrer sur le territoire espagnol.

Pendant ce temps Junot s'avançait sur Lisbonne, avec une telle rapidité, que son armée fut épuisée et désorganisée par les marches forcées. Mais c'était là une considération peu importante; le prince régent, sachant bien qu'il ne

[1] L'auteur veut parler ici de quelques pages du *Mémorial de Sainte-Hélène*. (*Édit.*)

pourrait opposer une résistance effective, était décidé à n'en faire aucune, pour ne laisser aux Français aucun prétexte de traiter le Portugal en pays conquis; il se décida à se soumettre aux dures conditions dictées par la France et par l'Espagne, en mettant le séquestre sur les propriétés anglaises, et en traitant comme prisonniers les sujets de l'Angleterre; mais il avait à dessein ajourné cette mesure jusqu'au moment où elle atteindrait peu d'individus. La factorerie anglaise, depuis si long-temps établie à Lisbonne, avait quitté les eaux du Tage le 18 octobre, au regret de tous les Portugais. Le résident anglais lord Strangford, quoique touché de la pénible contrainte où se trouvait le prince régent d'en agir ainsi, fut néanmoins dans la nécessité de considérer ces mesures hostiles, comme une déclaration de guerre. Après avoir fait enlever les armes de la Grande-Bretagne de son hôtel, il quitta Lisbonne, et se rendit à bord de l'escadre de sir Sidney Smith, qui était alors stationnée près du Tage. Le marquis de Marialva fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire près des cours de France et d'Espagne, pour leur représenter que le prince régent avait acquiescé à toutes leurs demandes, et solliciter la retraite des troupes qui marchaient sur Lisbonne.

Junot et son armée avaient déjà franchi les

frontières du Portugal; ses soldats, à ce qu'il disait, étaient les amis, les alliés et les protecteurs des Portugais: il venait préserver Lisbonne du sort de Copenhague, et soustraire ses habitans au joug des tyrans maritimes de l'Europe. Il promettait que la plus sévère discipline serait observée, et cependant au pillage continuel, et aux exactions, les Français ajoutaient des actes de débauche, de sacrilége et de mépris, qui étaient d'autant plus révoltans qu'ils atteignaient un peuple religieux. Rien ne retarda la célérité de la marche de Junot; car il savait bien que le plus ardent désir de son maître était de s'emparer de la famille royale de Portugal, et principalement de la personne du prince régent.

Mais, bien que le caractère naturel de ce prince fût doux et conciliant, il montra, dans cette occasion, des sentimens dignes de l'héritier de la maison de Bragance. Il était bien résolu à ne pas baiser la poussière des pieds du vainqueur, et à ne pas suivre en captif la pompe de son triomphe. Le royaume de Portugal possédait au-delà de l'Atlantique de vastes territoires sur lesquels la famille royale pouvait aller chercher un refuge. L'ambassadeur anglais offrait toutes les facilités que l'escadre fournissait, et, circonstance aujourd'hui bien connue, il garantissait

quel'Angleterre ne reconnaîtrait aucun gouvernement que les envahisseurs pourraient établir en Portugal au préjudice de la maison de Bragance. Le prince régent et toute la famille royale s'embarquèrent à bord des vaisseaux de ligne portugais, frétés à la hâte, et assez mal préparés pour aller en mer. Ainsi l'Europe moderne vit pour la première fois une de ces émigrations si fréquentes dans les temps anciens, alors que les rois et les princes, chassés de leurs royaumes par le bras de fer de la violence, allaient fonder de nouveaux établissemens sur des terres lointaines. La famille royale s'embarqua au milieu des larmes, des cris et des bénédictions du peuple, et au même endroit où Vasco de Gama[1] déploya ses voiles pour aller découvrir vers l'Orient de nouveaux royaumes pour le Portugal. Le temps était triste comme tous ceux qui étaient acteurs et spectateurs dans cette scène affligeante; et la fermeté du prince régent fut généralement approuvée par la nation dont il s'éloignait; car elle savait bien qu'en restant davantage il s'exposait à l'insulte, et ne pouvait en aucune manière améliorer le sort de ses sujets.

Junot n'était qu'à un jour de marche de Lisbonne, lorsqu'il apprit cette nouvelle qui le

[1] 28 novembre 1607.

rendit furieux. Il savait combien la fuite du prince, et la résolution qu'il avait prise, diminueraient aux yeux de Buonaparte l'éclat des succès qu'il avait obtenus jusque-là. Une fois maître du prince régent, Buonaparte pouvait espérer que le monarque lui céderait la possession du Brésil, et les acquisitions outre-mer avaient pour lui un attrait de nouveauté; mais l'empire de la maison de Bragance dans le Nouveau-Monde était maintenant au-delà de sa portée, et Junot ayant aussi mal réussi devait avoir quelque raison de redouter le désappointement et la colère de son maître.

Fatiguée par des marches forcées, mal équipée, et dans le plus mauvais état possible, l'avant-garde française s'approcha le 1er décembre de la ville, d'où Junot put encore apercevoir les vaisseaux qui lui enlevaient une si belle proie. Toutefois ce général reprit bientôt confiance en son propre mérite. Il avait toujours été lié avec Buonaparte, dont il avait suivi fidèlement la fortune. Un tel appui, et son mariage avec une dame nommée Comnène, qui se disait issue des empereurs grecs de ce nom, lui paraissaient suffisans pour qu'il pût espérer de recevoir des mains de son maître le trône vacant de Lisbonne; et il agit comme s'il eût été déjà revêtu du pouvoir suprême. Il prit possession de la maison qui appar-

tenait au plus riche négociant de la ville, et bien qu'il reçût douze cents crusades par mois pour sa table, il força son hôte de faire tous les frais de son établissement qui fut d'un luxe extravagant. Ses officiers l'imitèrent, et les soldats ne tardèrent pas à suivre un tel exemple. Les exactions et la rapacité de l'armée française dépassèrent tous les excès qu'elle avait commis jusqu'alors. Il en résulta des querelles entre les Français et les habitans de Lisbonne; le sang fut répandu, des exécutions publiques eurent lieu, et les envahisseurs, en cherchant tous les moyens de dissoudre l'armée portugaise, manifestaient l'intention positive de retenir exclusivement le royaume sous leur autorité.

Enfin, ce dessein fut rendu public par une proclamation que fit Junot conformément aux ordres de Buonaparte. Cette proclamation disait qu'en abandonnant le royaume, le prince du Brésil avait de fait abdiqué la souveraineté, et que le Portugal étant devenu une propriété de Napoléon, serait gouverné au nom de l'Empereur par le général en chef français: en conséquence, le drapeau français remplaça partout les armes du Portugal; les propriétés du prince régent et celles des personnes qui l'avaient suivi furent séquestrées; on fit une réserve en faveur de ceux qui rentreraient avant le 15 février,

et la proclamation était du 1er du même mois. On frappa ensuite ce malheureux pays d'une contribution de quarante millions de crusades (quatre millions et demi de livres sterling)[1], répartie sur une population qui ne s'élevait pas à trois millions d'individus. Cette somme faisait un peu plus de trente schellings[2] par tête; et comme un très grand nombre de Portugais étaient dans l'impossibilité de rien payer, leur quote-part retomba sur la haute classe et la classe moyenne, auxquelles il était resté encore quelque chose. On ne trouva pas assez d'espèces pour satisfaire à cette demande: l'argenterie, des objets de valeur, des marchandises anglaises, des denrées coloniales, furent reçus en place d'argent. Plusieurs officiers français firent le trafic et envoyèrent ces marchandises à Paris où elles furent vendues avantageusement; d'autres firent l'escompte à gros intérêts, tant la profession des armes perd son caractère de désintéressement et de politesse lorsque les chefs s'accoutument à n'être plus que des déprédateurs.

La proclamation du 2 février qui nommait le général Junot gouverneur du Portugal, comme le représentant de l'empire français,

[1] Cent douze millions cinq cent mille francs. (*Édit.*)

[2] Le shelling vaut vingt-cinq sous. (*Édit.*)

semblait abroger entièrement le traité de Fontainebleau, et elle l'annulait réellement par le fait, sauf les articles qui étaient en faveur de Napoléon, et qu'il lui plairait de conserver. Quant à cette principauté imaginaire dont Godoy devait être investi, il n'en fut plus question; et il n'était pas dans une position à faire valoir son droit quelque formelle que fût la stipulation.

Pendant que les Français prenaient possession du Portugal, la famille royale de Madrid donna l'exemple d'une de ces scènes scandaleuses qui précèdent souvent la chute d'un trône ébranlé.

Nous avons déjà mentionné la mésintelligence qui existait entre le prince des Asturies et son père, ou plutôt le ministre de son père. Nous avons dit qu'il avait désiré de s'allier à la famille de Buonaparte afin de s'assurer la protection de l'Empereur, mais que ce dernier n'avait donné aucun encouragement à sa demande. Toutefois comptant sur la popularité de Ferdinand, un parti considérable, à la tête duquel était le duc de l'Infantado, et le chanoine Escoiquiz qui avait été précepteur du prince, semble avoir tramé quelque complot dont l'objet était probablement la déposition du vieux roi, et le renvoi de Godoy. Ce complot fut découvert; on s'assura de la personne du prince,

et Charles IV adressa un bruyant appel à la justice de Napoléon et à l'opinion du monde entier. Il prétendit que les conspirateurs en voulaient à sa vie et à celle de son fidèle ministre ; et produisit, pour appuyer cette accusation peu naturelle, deux lettres de Ferdinand, dans lesquelles ce prince reconnaît (en termes généraux) qu'il a manqué à son devoir envers son père et son souverain, et dit, « qu'il a dénoncé ses conseillers, qu'il est repentant et demande son pardon. » Il serait difficile d'éclaircir cette affaire. Il est plus que probable qu'il y eut une conspiration ; mais quant à l'accusation de parricide, ce fut sûrement une circonstance aggravante que les artifices de la reine et de son amant persuadèrent aisément à un homme aussi faible que Charles IV.

Les affaires en étaient venues à un tel point dans cette famille divisée, que le père et le fils en appelèrent à Buonaparte, comme l'auguste ami et allié de l'Espagne, et l'arbitre naturel des querelles de la famille royale. Mais Napoléon nourrissait de secrets projets qui ne permettaient pas qu'il donnât à l'un des deux partis un avantage décidé sur l'autre. Beauharnais, son ambassadeur près de la cour d'Espagne, intercéda en faveur du prince des Asturies. Charles IV et son ministre furent alarmés de

voir l'intérêt, que l'allié puissant de l'Espagne portait à un fils désobéissant; et, faisant allusion à la lettre secrète que le prince des Asturies avait envoyée à Napoléon, ils exprimèrent l'espoir qu'ils avaient que le grand Empereur ne permettrait pas à un fils rebelle de se mettre à couvert en s'alliant à la famille impériale. En touchant cette corde, ils faisaient ce que désirait Buonaparte. Ce fut pour lui un prétexte pour prendre à l'égard du Roi un ton fier et froid; il se montra offensé qu'il eût osé le soupçonner de mauvaise foi et qu'il eût parlé avec moins d'égards qu'il ne le devait d'une princesse de la maison impériale.

Godoy fut effrayé lorsqu'il apprit comment l'arbitre suprême des destinées de son maître et des siennes avait interprété les remontrances qu'ils avaient faites. Izquierdo, ambassadeur d'Espagne, reçut, à ce sujet, des instructions de sa cour; on lui disait de déclarer à l'Empereur que le roi d'Espagne se trouverait très honoré d'une alliance avec sa famille. Charles IV écrivit de sa propre main une lettre dans ce sens. Mais la politique de Napoléon voulait qu'il parût fier, indifférent, froid et offensé, afin de faire éprouver à ces deux compétiteurs, qui le regardaient comme leur juge, le pénible sentiment de l'attente et du doute. Pendant ce temps la conscription mettait à sa disposition

une nouvelle armée, et quarante mille hommes se rendirent à Bayonne pour ajouter plus de poids à sa médiation dans les affaires de l'Espagne.

A peu près à la même époque, il n'hésita point à avouer aux plus habiles de ses conseillers, Talleyrand et Fouché, qu'il avait décidé que la branche espagnole de la maison de Bourbon cesserait de régner. Ces hommes d'État, pleins de sagacité, s'opposèrent à ce projet; et l'on dit que la contradiction de Talleyrand fut surtout opiniâtre: depuis, Napoléon a trouvé plus avantageux de faire peser sur Talleyrand l'accusation d'avoir été son conseiller dans la guerre d'Espagne, aussi-bien que dans la fin tragique du duc d'Enghien. On trouve dans les Mémoires de Fouché un récit intéressant de la conversation qu'il eut à ce sujet avec l'Empereur, et nous croyons qu'on peut en garantir l'authenticité. Cette conversation place devant nous, et sous un point de vue frappant, les argumens employés pour et contre cette mesure extraordinaire et décisive : « Que le Portugal subisse son sort », dit Fouché; « il n'est guère, dans le fait, qu'une colonie anglaise; mais le roi d'Espagne ne vous a donné aucun sujet de vous plaindre de lui; il a été le plus humble de vos préfets : de plus, prenez garde que

vous ne vous soyez mépris sur le caractère des Espagnols : vous avez un parti parmi eux maintenant, parce qu'ils vous considèrent comme un grand monarque, un puissant allié; mais vous devriez faire attention que le peuple espagnol n'a rien du flegme des Allemands. Ce peuple est attaché à ses lois, à son gouvernement, à ses anciennes coutumes : ce serait une erreur de juger son caractère national par celui des classes élevées, qui là, comme partout ailleurs, sont corrompues et indifférentes sur le sort de leur pays : encore une fois, prenez garde de ne pas transformer, par une telle agression, un royaume soumis, utile et tributaire, en une seconde Vendée. »

Buonaparte répondit à ces remarques prophétiques par des observations sur le caractère méprisable du gouvernement espagnol, sur l'imbécillité du Roi et l'incapacité du ministre; quant au bas peuple que l'influence des moines pourrait faire soulever contre lui, une seule décharge d'artillerie suffirait pour le disperser. « L'enjeu de la partie que je joue est considérable; je continuerai dans ma propre dynastie le système de famille des Bourbons, et j'unirai pour toujours l'Espagne aux destinées de la France. Souvenez-vous que le soleil ne

se couche jamais dans l'empire immense de Charles-Quint. »

Fouché émit un autre doute : « Si l'opposition prenait en Espagne un caractère violent, dit-il, il se pourrait que la Russie fût encouragée à renouer ses liaisons avec l'Angleterre, et que l'empire se trouvât ainsi placé entre deux feux. » Buonaparte se moqua de ce soupçon, digne, selon lui, d'un ministre de la police, que son genre de travail avait accoutumé à douter que la sincérité pût réellement exister. « L'empereur de Russie, dit-il, est complétement gagné et m'est sincèrement attaché. » Ainsi Napoléon persista dans son projet, quoiqu'on lui eût fait voir quels dangers pouvaient en résulter.

Toutefois, avant de saisir cette proie qui le tentait si fort, Napoléon se rendit en Italie. Ce voyage précipité eut plusieurs motifs; il voulait d'abord rompre toute communication avec la famille royale d'Espagne, afin de ne pas être pressé de s'expliquer sur la nature précise de ses prétentions avant d'être préparé à les soutenir par la force ; il pensait aussi à s'assurer le plus grand avantage possible du traité de Fontainebleau avant de déchirer ce traité comme un papier inutile, ainsi que c'était son intention à l'égard des stipulations faites en fa-

veur de tout autre que de lui. Sous prétexte de ce traité, il expulsa la reine veuve de la Toscane ou Étrurie, ainsi qu'on la nommait alors. Cette princesse apprit, pour la première fois, que, par un accord fait sans sa participation, elle était dépossédée de ses propres domaines, aussi-bien que de ceux que Buonaparte lui avait garantis, et qu'elle en recevrait un dédommagement en Portugal : cette dernière clause accrut son affliction; elle ne désirait pas, dit-elle, partager les dépouilles de qui que ce fût, et moins encore celles d'un ami. En arrivant en Espagne, et réclamant auprès du roi, son parent, pour qu'on lui rendît justice, elle apprit que le traité de Fontainebleau était reconnu valide en tout ce qui la privait de ses territoires, mais qu'il ne devait avoir aucun effet pour ce qui concernait l'indemnité qui lui avait été promise. A une autre époque ou dans tout autre pays, c'eût été là un acte inique de l'emploi de la force et de la violence contre la faiblesse, mais les affaires, bien plus importantes, de l'Espagne, laissèrent dans l'ombre celles de l'Étrurie.

Après avoir tout préparé derrière la scène, Buonaparte résolut de faire commencer le premier acte du grand drame dont l'Espagne était menacée : il écrivit d'Italie à Charles IV, qu'il

consentait à la proposition qu'il lui avait faite d'unir le prince des Asturies à l'une de ses parentes, conservant ainsi jusqu'au dernier moment les apparences de l'amitié, et il donna l'ordre à l'armée française qui était à Bayonne d'entrer en Espagne sur plusieurs points, et de s'emparer des places fortes qui protégent les frontières de ce royaume.

CHAPITRE VI.

Les Français s'emparent par supercherie de Pampelune, Barcelonne, Mont-Jouy et Saint-Sébastien.—Le roi Charles se propose de partir pour l'Amérique du Sud. —Insurrection d'Aranjuez provoquée par cette mesure. — Charles abdique la couronne en faveur de Ferdinand. — Murat entre à Madrid. — Charles rétracte son abdication. — Le général Savary arrive à Madrid. — Lettre de Napoléon à Murat relativement à l'invasion de l'Espagne. — On suggère à Ferdinand d'aller au-devant de Napoléon. — Il s'arrête à Vittoria, et apprend trop tard les desseins de Napoléon contre lui.— Il rejoint Buonaparte à Bayonne. — Napoléon fait part de ses projets à Escoiquiz et à Cevallos qu'il trouve également intraitables. — Il fait venir à Bayonne, Charles, la Reine et Godoy. — Scène odieuse dans laquelle on fait abdiquer Ferdinand en faveur de son père, qui, dès le lendemain, cède sa couronne à Napoléon. — Ferdinand confirme à regret ce transfert. — Ferdinand et ses frères sont prisonniers à Valençay. — Joseph Buonaparte est nommé roi d'Espagne et rejoint Napoléon à Bayonne. — Une assemblée de notables est convoquée.

On ne prononça point un seul mot, on ne fit pas un seul mouvement, pour s'opposer à l'entrée de cette nombreuse armée française sur le territoire d'une puissance amie. Ni le Roi, ni Godoy, ni personne n'osa se plaindre de cette infraction au traité de Fontainebleau qui, en stipulant la formation d'une armée de réserve

à Bayonne, avait dit positivement qu'elle ne passerait pas la frontière sans le consentement du gouvernement espagnol. Reçus dans les villes comme des amis et des alliés, le premier objet des Français fut de s'emparer, par un mélange de force et de ruse, des villes et des citadelles qui, situées sur la frontière française sont les clefs de l'Espagne. Les détails de ce début sont curieux.

A Pampelune, des soldats qui s'amusaient, en apparence, à se jeter réciproquement des boules de neige sur l'esplanade de la citadelle, continuèrent ce jeu jusqu'à ce qu'ils trouvassent un moment opportun pour se précipiter sur le pont-levis, s'emparer de la porte, et faire entrer un détachement qui se tenait prêt pour cela.

Duhesme, qui commandait les Français envoyés à Barcelonne, avait obtenu du gouverneur espagnol que la garde fût montée par des soldats des deux nations. Prétendant que ses troupes allaient se remettre en marche, il les fit ranger en ligne devant la citadelle; un général français galopa autour d'elles sous prétexte de les passer en revue, et alla ensuite vers la porte du fort comme pour parler aux Français qui montaient la garde. Un corps de troupes légères italiennes se précipita sur les

pas du général et de sa suite, et la citadelle de Barcelonne fut au pouvoir des Français. Le Mont-Jouy, que l'on peut appeler véritablement la citadelle de Barcelonne, eut le même sort.

Saint-Sébastien fut enlevé par un corps de soldats qui avaient été admis dans l'hôpital comme malades.

Ainsi, les premiers résultats de l'invasion française furent la possession sans coup-férir de quatre forteresses dont chacune d'elles aurait pu retenir une armée sous ses murs pendant des années entières.

Rien ne saurait surpasser la consternation de la nation espagnole lorsqu'elle vit ses frontières envahies, et quatre des plus imprenables forteresses du monde si facilement perdues pour l'Espagne. L'indignation et la douleur se peignaient sur chaque visage; et si Charles et son fils eussent fait un appel, quelque tardif qu'il fût, au courage de leur peuple, ce n'eût pas été en vain. Mais Godoy, cet objet de la haine publique, savait bien qu'il deviendrait à l'instant même la victime de tout mouvement patriotique général; il prit soin de ne recommander que les mesures de sûreté dans lesquelles il pouvait avoir une part personnelle. Il avait compris que l'intention de Napoléon était de

s'emparer de l'Espagne, et ne voyait rien de mieux pour la famille royale que de suivre l'exemple donné par le Portugal, lors de l'invasion de ce royaume par les Espagnols eux-mêmes, et d'aller, comme la maison de Bragance, chercher un asile dans les provinces de l'Amérique méridionale. Mais ce qui pour le prince de Brésil, entouré de forces supérieures, était un acte excusable et magnanime même pour éviter la captivité, aurait été pour le roi d'Espagne la désertion pusillanime d'un poste qu'il avait encore tant de moyens de défendre.

Néanmoins, d'après les avis de Godoy, le départ pour l'Amérique fut résolu, et des troupes furent rassemblées en toute hâte pour assurer la retraite de la famille royale jusqu'à Cadix, où elle devait s'embarquer. La terreur et l'anxiété qu'éprouvait le Roi, s'accrurent encore par une lettre écrite à dessein par Napoléon, et qui exprimait un profond ressentiment de la froideur que Charles avait montrée au sujet de l'alliance projetée entre leurs deux familles. Charles, intimidé, répondit qu'il ne désirait rien plus ardemment que la prochaine conclusion de ce mariage, et en même temps il pressait les apprêts de son départ. C'était probablement là l'effet que Napoléon avait voulu produire. Si le Roi partait pour l'Amé-

rique on pouvait se servir de son nom pour contenir le parti du prince des Asturies; et Napoléon avait encore plus de chances d'étendre son influence sur ces contrées, qui produisent les métaux précieux, lorsqu'elles seraient gouvernées par le faible Charles et le dissolu Godoy.

La résolution que le Roi avait prise de quitter sa résidence royale d'Aranjuez pour se rendre à Cadix, et de là s'embarquer pour la Nouvelle-Espagne, commença à être connue parmi les hautes classes et le peuple. Le conseil de Castille fit des remontrances contre les intentions de son souverain. Le prince des Asturies et son frère protestèrent contre cette mesure. La populace, partageant les sentimens de l'héritier présomptif et ceux du conseil, considéra le départ du Roi comme l'effet des insinuations de l'odieux Godoy, et menaça d'employer la force pour l'empêcher. Ce monarque, indécis et malheureux, changeait d'opinion ou du moins de langage avec chaque nouveau conseiller, et à chaque nouvelle alarme.

Le 17 mars on afficha sur les murs du palais une proclamation du Roi dans laquelle il manifestait son intention de rester en Espagne, et de partager le sort de ses sujets. Le peuple, joyeux, se réunit en foule sous le balcon où la famille

royale vint recevoir les remercîmens de la multitude pour la résolution qu'elle avait prise de rester en Espagne. Mais, dans la soirée, le mouvement qu'on aperçut parmi les gardes, le grand nombre de voitures et les bagages semblèrent indiquer l'intention de partir pendant la nuit. Tandis que l'esprit des spectateurs était agité par ces apparences en contradiction avec la proclamation royale, une querelle s'étant élevée entre un des gardes-du-corps du Roi et un simple spectateur, le garde tira un coup de pistolet. Le bruit de cette arme suffit pour faire éclater l'irritation de la foule, aussi rapidement que la flamme aurait causé l'explosion d'un magasin à poudre. Le petit nombre de troupes de la maison du Roi ne put contenir la multitude; on fit venir un régiment commandé par le frère de Godoy, mais les soldats firent leur officier prisonnier, et se joignirent au peuple. Dans cette violente émeute, le cri général était : *A bas Godoy!* quelques uns, a-t-on ajouté, demandèrent l'abdication ou la déposition du Roi. La maison de Godoy fut pillée dans la nuit, et on outragea tous ceux que l'on croyait ses amis ou ses conseillers.

Le tumulte s'apaisa le matin, parce qu'on apprit que le Roi avait renvoyé son ministre. Le peuple, qui continuait toujours à le chercher,

le découvrit à la fin. Il fut battu, blessé, et ce ne fut pas sans difficulté que Ferdinand lui sauva la vie, en promettant qu'il se réservait de le faire condamner juridiquement. Le peuple était ravi de ce premier succès, lorsque, le 20 mars, pour compléter sa satisfaction, le Roi, vieux, faible et impopulaire, abdiqua en faveur de Ferdinand, le favori de ses sujets, en déclarant que c'était de lui-même, et sans contrainte, qu'il désirait abandonner les rênes du gouvernement pour passer ses jours au fond d'une province éloignée. Cette résolution précipitée fut, sans aucun doute, l'effet de l'insurrection d'Aranjuez; et la conduite d'un fils qui s'empare ainsi du trône chancelant de son père n'a rien de bien honorable; cependant il est probable que Charles, en abdiquant, exécutait un projet qu'il avait long-temps médité, et qu'il n'avait pu réaliser par suite des conseils de la reine et de Godoy, qui voyaient, dans la continuation de son règne, les seuls moyens de conserver leur pouvoir. L'abdication fut formellement signifiée à Napoléon, par une lettre que lui écrivit Charles lui-même.

Pendant que les membres de la famille royale étaient ainsi divisés entre eux, l'armée française s'approchait de Madrid en toute hâte, commandée par Joachim Murat, beau-frère de

Buonaparte. Il était à Aranda de Duero le jour même de l'insurrection d'Aranjuez, et sa marche sur Madrid rendait indispensable que le gouvernement espagnol adoptât enfin quelques mesures décisives. Ferdinand avait formé un ministère, de ces hommes d'État que la voix publique désignait comme les meilleurs patriotes, et, ce qu'on croyait être synonyme, comme les plus ardens adversaires de Godoy. Il ne restait pas assez de temps au conseil du nouveau Roi, quand il en aurait eu le courage, pour arrêter les progrès de Murat : c'était un hôte qui aurait trop bien su comment obtenir par la force ce qu'on ne lui aurait pas accordé de bon gré. On apprit bientôt que cette visite alarmante devait être suivie d'une autre plus redoutable encore. Napoléon, qui était revenu d'Italie en toute hâte à Paris, se disposait à se rendre à Bayonne pour venir à Madrid être témoin lui-même des événemens de la péninsule espagnole.

Afin de rendre l'approche de l'empereur des Français encore plus effrayante pour le jeune Roi et son nouveau gouvernement, Beauharnais, l'ambassadeur de France, ne reconnut pas l'autorité de Ferdinand, et observa un silence mystérieux et de mauvais présage, alors que tous les représentans des autres puissances adressèrent au nouveau Roi des félicitations de

la part de leurs maîtres. Murat parut bientôt avec toute la pompe militaire. Dix mille hommes le suivirent dans Madrid, où ils furent reçus avec l'antique hospitalité, et plus de trois fois ce nombre cantonna dans les environs. Ce général montrait aussi un front sombre et soucieux : quoiqu'il témoignât de l'amitié pour Ferdinand et de la bonne volonté pour sa cause, il refusa de reconnaître définitivement son titre comme roi.

Il occupa le palais de Godoy ; Ferdinand fournissait à ses dépenses avec une libéralité royale, épiant ses moindres désirs, afin de les satisfaire ; mais en vain on interrogeait Murat, il s'en référait toujours à la détermination de Napoléon, détermination qu'il conseillait à Ferdinand d'attendre, et par laquelle il devait se laisser guider. Dans l'espoir trompeur, et suggéré par les conseils français, que des complimens suffiraient pour apaiser ou le sultan ou le satrape, l'épée de François Ier, que l'on conservait en mémoire de sa captivité après la bataille de Pavie, fut présentée à Murat en grande cérémonie, dans une riche cassette, afin d'être remise par ses mains glorieuses dans celles de l'Empereur. Espérer que les sévères décisions de Buonaparte seraient adoucies par un tel acte d'adulation, c'était

égaler la folie de celui qui croirait refroidir un fer rouge avec une goutte de parfum liquide.

Mais quoique Murat et Beauharnais prissent le plus grand soin de ne rien dire qui pût compromettre leur secret, ils donnèrent particulièrement leur avis à Ferdinand, comme étant ses meilleurs amis, et lui commandèrent d'envoyer son frère, l'infant don Carlos, pour complimenter Napoléon à son entrée en Espagne, autant pour lui témoigner son respect que pour se ménager sa faveur. Ferdinand y consentit comme à une chose qu'il n'osait pas refuser: mais lorsqu'on en vint à lui demander de quitter lui-même sa capitale pour aller trouver Buonaparte dans le nord de l'Espagne déjà complétement occupé par les troupes françaises, il différa de répondre, et, d'après l'avis de Cevallos, l'un de ses plus sages conseillers, il refusa de faire ce qu'on lui demandait, du moins jusqu'à ce qu'il fût expressément informé que Napoléon avait dépassé la frontière. Aller au-devant de l'empereur de France, alors qu'il serait entré en Espagne, pouvait être une politesse, mais aller le chercher jusque sur le territoire français, était une lâcheté autant qu'une imprudence.

Pendant ce temps, Murat, sous prétexte d'entendre tous les partis dans cette querelle de

famille, ouvrit, à l'insu de Ferdinand, une correspondance avec son père et sa mère. La reine, qui avait pour son favori un amour égal à sa haine dénaturée pour son fils, comme ennemi de Godoy, ne respirait que la vengeance contre Ferdinand et ses conseillers. Le Roi avoua que son abdication n'était pas volontaire, mais qu'elle lui avait été arrachée par la violence et comme une conséquence de l'insurrection d'Aranjuez. Munis de tels documens, les agens de Buonaparte l'informèrent que si Ferdinand se montrait intraitable on pourrait ne tenir aucun compte de son titre, et négocier avec Charles, comme étant encore le légitime possesseur du trône d'Espagne.

Un nouvel acteur parut bientôt sur ce théâtre où les incidens se compliquaient; c'était Savary, auquel Buonaparte avait souvent confié les plus délicates négociations. Sa mission ostensible était de s'informer particulièrement des motifs de l'insurrection d'Aranjuez et de l'abdication du Roi. Il affecta de ne pas croire que les explications données à ce sujet par Ferdinand fussent aussi satisfaisantes pour son souverain, qu'elles l'étaient pour lui-même; il s'insinua dans le cœur du jeune Roi en paraissant approuver sa conduite, et s'intéresser à sa cause; et prenant le langage de l'amitié, il conseilla à

Ferdinand et le supplia même d'aller au-devant de Buonaparte, qui était en route pour se rendre à Madrid; le jeune souverain, environné de tant de difficultés, ne vit d'autre ressource que de se soumettre. Une armée de quarante mille étrangers entourait la capitale. Les communications de Murat avec la France étaient assurées par plus de trente mille hommes de troupes; tandis que, privée de ses soldats que la France avait envoyés servir comme auxiliaires dans des pays éloignés, l'Espagne voyait le reste de ses forces, qui peut-être n'excédait pas trente mille hommes, dispersé sur tout son territoire et presque partout observé et contenu par ses prétendus alliés. Par conséquent, si Ferdinand restait à Madrid il n'y était pas moins au pouvoir des Français, qu'en s'avançant vers le Nord pour rejoindre Buonaparte; tandis que quitter sa capitale, et lever son étendard contre la France dans une province éloignée, semblait une résolution que le désespoir seul pouvait suggérer.

Il semble que Murat, dont l'ambition personnelle était intéressée à l'entier accomplissement de la soumission de l'Espagne, ne voyait aucun obstacle dès que la résistance militaire était hors de la question. La pénétration de l'Empereur alla beaucoup plus loin ; et à en juger par une

lettre qu'il écrivit à Murat le 29 mars, il paraît qu'il lui persuada d'attendre jusqu'à ce qu'il eût bien considéré toutes les chances qui pouvaient résulter de l'exécution de son projet. L'abdication de Charles, lui observait-il, avait compliqué extrêmement les affaires, et le mettait dans une grande perplexité. « Ne croyez pas que vous attaquerez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. La révolution du 20 mars[1] prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage et il a l'enthousiasme que l'on rencontre chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne : s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourraient éterniser la guerre. J'ai des partisans; mais si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus aucun.

« Le prince de la Paix est détesté parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France. Voilà le grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand. Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une na-

[1] Jour de l'abdication du Roi. (*Édit.*)

tion ; cela n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en fasse un héros. Je ne veux pas qu'on use de violence envers les personnes âgées de cette famille ; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. »

Napoléon, dans ce document remarquable, parle des chances d'une guerre populaire en Espagne, et des dangers qui naîtraient de l'intervention de l'Angleterre ; il continue ensuite à examiner quelle marche convient à sa politique. « Irai-je à Madrid? y exercerai-je l'acte d'un grand protectorat, en prononçant entre le père et le fils? il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement dépopularisés qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France. Une alliance de famille serait un faible moyen d'union entre les deux États.

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris votre altesse impériale de s'emparer si précipitamment de Madrid. Il fallait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous ne pouviez avoir l'assurance que le peuple et la magistrature allaient reconnaître Ferdinand sans contestations ;

le prince de la Paix doit avoir dans les emplois publics des partisans; il y a d'ailleurs un attachement d'habitude au vieux Roi qui pourrait produire des résultats fâcheux : votre entrée à Madrid, en inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Ferdinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès du nouveau Roi, voir ce qui se passe. Il se concertera avec votre altesse impériale; j'aviserai ultérieurement au parti qui sera à prendre; en attendant, voici ce que je juge convenable de vous prescrire : Vous ne m'engagerez à une entrevue en Espagne avec Ferdinand que si vous jugez la situation des choses telle que je doive le reconnaître comme roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés envers le Roi, la Reine, et le prince Godoy; vous exigerez de nouveau, et vous leur rendrez les mêmes honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que je prendrai; cela ne vous sera pas difficile, je n'en sais rien moi-même. » Napoléon recommande ensuite de faire entendre à toutes les classes, par d'adroites insinuations, qu'elles devaient espérer les plus grands avantages d'une union plus intime avec la France. Il exhorte Murat à confier ses propres intérêts à ses soins; il lui dit que le Portugal restera à sa disposition, et

recommande la plus sévère discipline dans l'armée. Enfin, il enjoint à Murat d'éviter toute explication avec les généraux espagnols, et les occasions de se rencontrer avec leurs troupes. « Il ne doit pas y avoir, dit-il, une seule amorce de brûlée », et, dans un autre endroit, il emploie cette expression presque prophétique : *Si la guerre s'allumait tout serait perdu.*

Cette lettre est d'un haut intérêt, en ce qu'elle démontre qu'aucune des circonstances que pouvait amener l'insurrection espagnole n'échappa à la prévoyance de Napoléon, quoique son avide ambition l'ait précipité dans les périls que sa prudence avait aperçus et indiqués. Un objet d'une aussi grande importance que la possession de l'Espagne ajoutée à l'empire français lui parut digne de sa politique, même au risque d'exciter la vaillante population espagnole à prendre les armes, et de provoquer ainsi une guerre nationale qu'il prévoyait lui-même devoir être éternelle.

Afin de seconder les intrigues de Murat, on prépara une *sous-intrigue* [1] dont le but était de déguiser les intentions de Napoléon, et de faire

[1] *An under-plot*, expression empruntée au théâtre anglais, où il est presque de règle de mêler deux intrigues dans une pièce : l'intrigue principale et l'intrigue secondaire, *under-plot*. (*Édit.*)

croire aux conseillers de Ferdinand que l'Empereur n'avait nulle envie d'user de son pouvoir sur l'Espagne, si ce n'était pour obtenir de légers avantages qui ne nuiraient en rien à l'autorité royale ni à l'indépendance du pays. Quelques ouvertures furent faites à ce dessein, par Duroc, à l'ambassadeur d'Espagne, Isquierdo, qui en informa promptement le conseil de Ferdinand. Isquierdo donnait à entendre que Napoléon se contenterait d'obtenir de l'Espagne la cession de la Navarre, et une portion de territoire vers le nord, en échange du Portugal, que l'Empereur n'était pas éloigné de céder à l'Espagne. Un tel échange, injuste sous le rapport de la politique et de la morale, aurait pu être regardé comme une rançon peut-être avantageuse dans l'état désastreux de l'Espagne, et d'après le caractère de celui qui avait tendu autour de ce royaume sans défense tous les piéges de son pouvoir.

Dominé tour à tour par la crainte et l'espoir, par l'instinct de sa faiblesse et par sa terreur de Napoléon, Ferdinand se détermina à annoncer à son conseil d'État que son projet était d'aller jusqu'à Burgos pour rencontrer son fidèle ami et puissant allié l'empereur des Français. Son absence, disait-il, serait de peu de jours; et il créait son oncle don Antonio, président

du grand-conseil du gouvernement, en son absence. Avant son départ, Ferdinand chercha à se rapprocher de son père; mais on lui dit pour toute réponse que le Roi reposait, et qu'on ne pouvait le troubler.

Le 11 avril, jour fatal et heure funeste, pour nous servir du langage des chroniqueurs espagnols, Ferdinand se mit en route accompagné de Savary, qui sollicita avec instance cet honneur, en l'assurant qu'ils rencontreraient Buonaparte à Burgos. Mais à Burgos on n'avait aucune nouvelle de l'empereur des Français; et ce ne fut que lorsque Ferdinand eut poursuivi sa marche jusqu'à Vittoria, qu'il apprit que Napoléon venait seulement d'arriver à Bordeaux, et se dirigeait sur Bayonne. Ferdinand s'arrêta à Vittoria, où Savary le quitta pour se rendre en France auprès de son maître, et pour lui faire connaître jusqu'à quel point sa mission avait réussi.

Craignant également de s'avancer et de rétrograder, et sentant pourtant le ridicule de sa position, Ferdinand passait à Vittoria de tristes momens, que les nouvelles de don Mariano Urquijo rendirent bientôt encore plus tristes; c'était un noble espagnol d'un talent remarquable qui avait pénétré les desseins de Napoléon, et qui venait informer le jeune Roi et ses

conseillers, que l'intention de l'Empereur était de s'emparer de sa personne royale, de déposer les Bourbons de l'Espagne, et de nommer un membre de sa famille pour régner en leur place.

Un autre Espagnol, don Joseph Hervas, beau-frère du général Duroc, et l'ami intime de Savary, avait conçu de si violens soupçons de ce complot, que son avis fortifia celui d'Urquijo. Étonnés et embarrassés, Ferdinand et ses conseillers ne pouvaient alléguer autre chose sinon qu'il n'était pas vraisemblable qu'un héros tel que Napoléon pût méditer une semblable trahison. « Les hommes doués de talens extraordinaires, répliqua Urquijo, commettent de grands crimes pour obtenir de grands résultats, et n'en sont pas moins nommés des héros. » Il offrit d'aller à Bayonne, en qualité d'ambassadeur de Ferdinand, à qui il conseilla de ne point perdre de temps et de se retirer dans quelque partie de son royaume, où, libre enfin sinon puissant, il pourrait traiter avec Napoléon sur des bases plus égales.

Ferdinand pensa qu'il était trop tard pour suivre ce sage conseil; et au lieu de tenter de s'évader, il écrivit à Napoléon en lui rappelant tout ce qu'il avait fait pour se montrer l'ami dévoué de la France, et se rendre l'Empereur favorable. La réponse fut prompte,

mais alarmante et de mauvais augure. L'Empereur y traitait Ferdinand comme prince des Asturies et non comme roi d'Espagne : il le réprimandait de lui avoir écrit à l'insu de son père ; et, ce qui paraissait être une jalouse inquiétude sur les droits des souverains, il le blâmait de s'être servi du bras du peuple pour ébranler le trône de Charles IV. Il lui signifiait qu'il avait pris le prince de la Paix sous sa protection ; et lui donnait à entendre qu'il ne devait pas relever les imprudences de sa mère, car alors il ne saurait empêcher, en mettant ses fautes au grand jour, les soupçons offensans qui mettraient en doute sa propre légitimité. Toutefois, il assurait Ferdinand de sa constante amitié, et se disait empressé d'avoir une entrevue avec lui au sujet de la révolution d'Aranjuez, en ajoutant que si l'abdication de Charles était volontaire il n'aurait plus de scrupule à reconnaître Ferdinand pour roi d'Espagne.

Cevallos, que nous avons déjà nommé l'un des plus sages conseillers de Ferdinand, désirait ardemment obtenir de son maître qu'il quittât Vittoria et rebroussât chemin, après avoir reçu cette lettre, dont le sens était si équivoque. Les habitans de Vittoria cherchèrent à empêcher le voyage imprudent que Ferdinand voulait continuer, et ils allèrent

jusqu'à couper les traits des mules. Ferdinand continua cependant sa route, entra en France, et vint à Bayonne, se mettant ainsi entièrement dans la dépendance et sous le bon plaisir de l'autocrate français : c'était une position qui n'aurait pu se réaliser en aucun lieu d'Espagne, comme Napoléon l'avait bien dit à Murat. Ferdinand était maintenant au moins un otage, peut-être un prisonnier.

Buonaparte reçut ce prince, inquiet sur son sort, avec une flatteuse distinction, l'invita à dîner, et le traita avec ces égards que les souverains échangent ordinairement entre eux lorsqu'ils sont ensemble; mais il lui envoya le soir même Savary, dont les insinuations avaient déterminé Ferdinand à entreprendre ce voyage, pour l'informer que la dynastie des Bourbons devait cesser de régner en Espagne, et que le prince devait se préparer à abandonner à Napoléon tous ses droits sur les territoires de ses ancêtres.

Buonaparte s'expliqua clairement avec le chanoine Escoiquiz, comme étant la personne qui pouvait le plus aisément réconcilier Ferdinand à un sort que l'Empereur était décidé à rendre inévitable. Les Bourbons, disait-il, étaient les ennemis mortels de sa famille et de lui-même; sa politique ne lui permettait pas de

les laisser régner en Espagne. Ils étaient incapables de gouverner sagement, et il avait résolu que l'Espagne serait mieux gouvernée à l'avenir, que ses griefs seraient redressés, et son alliance avec la France fixée d'une manière inaltérable. « Le roi Charles, disait-il, est prêt à coopérer à cette révolution, en me transférant ses propres droits. Que Ferdinand suive le sage exemple de son père, et il aura la couronne d'Étrurie avec ma nièce en mariage ; autrement je traiterai exclusivement avec le roi Charles, et tout ce que Ferdinand peut espérer, c'est la permission de retourner en Espagne quand les hostilités éclateront entre nous. » Escoiquiz justifia l'insurrection d'Aranjuez, et plaida la cause de son ancien élève. « En protégeant Ferdinand, disait-il, Napoléon gagnerait l'estime et l'affection de l'Espagne; mais en cherchant à soumettre la nation à un joug étranger, il perdrait à jamais son amitié. » Buonaparte repoussa de tels argumens. « Les nobles et les classes élevées, dit-il, se soumettront pour assurer leurs propriétés ; quelques sévères châtimens tiendront la populace en repos. » Il déclara qu'il était déterminé à exécuter son plan, dût-il en coûter la vie à deux cent mille hommes. « La nouvelle dynastie, répliqua Escoiquiz, sera, dans ce cas, placée sur un volcan : une armée

de deux cent mille hommes sera indispensable pour contenir une population d'esclaves mécontens. » Buonaparte interrompit le chanoine, en lui faisant observer qu'ils ne pourraient jamais être d'accord sur ces principes, et ajouta que le lendemain il ferait connaître son irrévocable volonté.

Il faut rendre justice à Napoléon : dans toute cette extraordinaire discussion, il ne chercha pas une seule fois à colorer sa politique intéressée. « Je désire, dit-il, que les Bourbons cessent de régner, et que ma famille les remplace sur le trône d'Espagne. » Il déclara que cet arrangement était le meilleur pour l'avantage des deux pays, et que surtout il avait le pouvoir aussi-bien que la volonté d'accomplir son dessein. Il n'y eut jamais de spoliation violente et arbitraire qui fût moins palliée que celle-ci. Buonaparte continua à argumenter avec Escoiquiz de la meilleure humeur possible; et lui tirant familièrement l'oreille, il lui dit : « Ainsi, chanoine, vous ne voulez pas entrer dans mes vues? — Bien au contraire, répliqua Escoiquiz, je voudrais pouvoir persuader à Votre Majesté d'adopter les miennes, fût-ce même aux dépens de mes oreilles. » En effet, dans ce moment-là Buonaparte les tirait assez rudement.

Avec Cevallos la discussion fut violente; car Buonaparte était aussi emporté par tempérament qu'il était calme et modéré par réflexion et par politique. Entendant Cevallos, dans une explication que celui-ci avait avec Champagny, ministre français, appuyer d'un ton un peu haut sur le caractère des Espagnols et sur les sentimens que ferait naître en eux la manière dont Ferdinand avait été reçu, Buonaparte se livra à toute la violence de son caractère; il accusa Cevallos d'être un traître puisque ayant servi le vieux Roi, il était maintenant un des conseillers de son fils, et finit par cette déclaration caractéristique : « J'ai un système de politique à moi. Vous devriez adopter des idées plus libérales; être moins susceptible sur le point d'honneur, et vous apercevoir enfin que vous sacrifiez les intérêts de l'Espagne à une fidélité illusoire pour les Bourbons. »

Cevallos s'étant montré aussi intraitable qu'Escoiquiz, le soin de conduire cette négociation, si toutefois on peut l'appeler ainsi du côté de Ferdinand, fut confié à don Pedro de Labrador. Celui-ci, comme préliminaire indispensable, insista pour qu'on lui fît connaître si le roi Ferdinand était libre, et s'il l'était, pourquoi on ne le rendait pas à son peuple. Champagny répondit qu'un tel retour ne serait guère

permis avant que l'Empereur et Ferdinand se fussent entendus ensemble. Cevallos, de son côté, présenta une note qui rappelait les circonstances qui avaient amené Ferdinand auprès de l'Empereur, et déclarait l'intention de son maître de partir immédiatement. La réponse réelle à cette note fut de doubler la garde du Roi et de son frère, qu'on commença à observer de près. Un gendarme se permit même de s'opposer à la sortie d'un des infans. Cet homme fut puni; mais le ressentiment et le désespoir que témoignèrent les Espagnols de la suite du Roi auraient pu convaincre Buonaparte qu'ils unissaient dans leur pensée l'honneur de leur pays avec le respect dû à la famille royale.

Toutes ces épreuves ne servirent qu'à prouver à Buonaparte que Ferdinand et ses conseillers étaient bien moins traitables qu'il ne l'avait espéré, et qu'il serait nécessaire, quelque impopulaires que fussent le roi Charles, sa femme et son ministre, de les faire paraître encore une fois sur ce singulier théâtre. En conséquence, il envoya l'ordre à Murat de faire venir sans délai à Bayonne le vieux Roi, la Reine et Godoy. L'arrivée de Charles excita un vif intérêt parmi les Français réunis à Bayonne; la foule l'entoura: on cherchait à retrouver dans

sa personne et dans ses manières un descendant de Louis XIV. Rien ne manquait à ses qualités extérieures; son port était majestueux, ses manières avaient toute la noblesse de celles de ses ancêtres; et bien qu'il s'exprimât en français avec difficulté, le monarque expatrié montra, dans son entrevue avec Buonaparte, la dignité d'un prince accoutumé à commander à tout ce qui l'entoure; mais il manquait entièrement d'énergie et d'intelligence. Le Roi, la Reine et leur ministre furent entre les mains de Napoléon des instrumens dociles de sa politique; car Godoy voyait dans Ferdinand son ennemi personnel; la reine le haïssait comme toute femme coupable hait les enfans dont elle sait avoir perdu l'estime; le Roi, conservant un vif ressentiment de l'insurrection d'Aranjuez, était exaspéré et tout prêt à se porter contre son fils à un accès de rage.

Dès son arrivée à Bayonne, Charles protesta hautement que son abdication du 20 mars n'avait été que l'effet de la force, et demanda que son fils lui rendît la couronne qu'il lui avait enlevée par la violence.

Ferdinand allégua dans sa réponse que l'abdication de son père avait été volontaire, et il cita les nombreuses déclarations du vieux Roi à ce sujet. Mais il protesta que s'il leur était

permis à tous deux de retourner à Madrid et de convoquer les Cortès, il était prêt à faire, en leur présence, une renonciation de tous les droits que l'abdication de son père lui avait donnés.

Dans sa réponse, Charles déclara qu'il n'était pas venu dans le camp de son puissant allié comme un roi entouré de l'éclat du diadème, mais comme un vieillard malheureux, auquel on avait ravi le trône, et dont la vie même avait été menacée par la criminelle ambition de son propre fils. Il traita avec mépris la convocation des Cortès. « Les souverains, disait-il, doivent faire tout pour le peuple, mais ils ne doivent pas souffrir que le peuple règle son sort à son gré. » Enfin, il assurait à son fils que l'empereur de France pouvait seul être le sauveur de l'Espagne, et que Napoléon était déterminé à ne jamais laisser Ferdinand jouir de cette couronne. Dans plusieurs parties de cette paternelle admonition, Charles accusait son fils du crime que les circonstances présentes rendaient le plus dangereux, celui d'être opposé aux intérêts de la France.

Ferdinand répliqua à ce manifeste d'un ton ferme et respectueux, et il en appelait, avec trop de raison, à la situation dans laquelle il se trouvait, comme une preuve que sa confiance

envers la France avait été sans bornes. Il concluait en disant que puisque les conditions auxquelles il avait offert de rendre la couronne à son père avaient déplu, il abdiquerait sans aucune condition; seulement il voulait stipuler qu'il leur fût permis de retourner en Espagne, et de quitter un lieu où tout ce que son père ou lui pourraient signer ne serait pas considéré comme l'acte de leur libre volonté.

Le lendemain du jour où cette lettre fut écrite, l'infortuné Ferdinand fut obligé de se rendre auprès de ses parens; Napoléon était avec eux. Le *conclave* le reçut assis, et pendant que le Roi l'accablait des reproches les plus outrageans, la reine (et ceci paraît à peine croyable), dans l'excès de sa fureur, perdant toute pudeur et toute honte, s'oublia jusqu'à dire en présence de son mari qu'il était le fils d'un autre homme. Buonaparte a exprimé combien il avait été scandalisé de cette scène, et a comparé le langage et la manière d'agir de cette reine à celle d'une furie sur le théâtre grec. La situation du prince l'émut de pitié, mais cette émotion ne fut pas assez forte pour intervenir en sa faveur. Confus d'une scène à la fois si horrible et si dégoûtante, Ferdinand signa à la fin cette renonciation qu'on lui avait demandée dans des termes si honteux. Ceci se passait le 6 mai 1808;

mais le maître qui dirigeait ce drame n'avait pas attendu jusqu'à ce moment pour commencer ses opérations.

Deux jours avant l'abdication de Ferdinand, c'est-à-dire le 4, Charles, jouant encore le rôle de Roi, qu'il avait cependant quitté à Aranjuez, avait nommé Joachim Murat, lieutenant-général du royaume et président du gouvernement. Il parut en même temps une proclamation dans laquelle on recommandait expressément aux Espagnols de ne pas prêter l'oreille aux conseils des traîtres, tous agens de l'Angleterre, qui voudraient les soulever contre la France; on disait enfin que l'Espagne n'avait d'espoir bien fondé de salut que dans l'amitié du grand Empereur.

Le même jour, et sans attendre que la renonciation de son fils eût ajouté à ses droits, Charles renonça à toutes ses prétentions sur l'Espagne et ses territoires d'outre-mer, en faveur de son ami et fidèle allié l'empereur des Français. Pour conserver quelque apparence de respect pour les formes extérieures, on stipula que la cession n'aurait lieu que sous la condition expresse que l'intégrité et l'indépendance du royaume seraient conservées, et que la religion catholique serait la seule que l'on professerait en Espagne : enfin, toutes les confiscations qui

avaient eu lieu, toutes les peines qui avaient été infligées par suite de l'insurrection d'Aranjuez étaient déclarées nulles et sans effet. Charles, ayant ainsi assuré par ces stipulations la prospérité, l'intégrité, et l'indépendance de son royaume, régla, par sept autres articles, tout ce qui était nécessaire et convenable pour son état de maison, pour la reine, le prince de la Paix et quelques uns de ses partisans. Des titres, des revenus et des apanages considérables leur furent prodigués, car le riche don du Roi exigeait une récompense proportionnée.

Cependant l'abdication de Ferdinand en faveur de Napoléon était nécessaire pour lui donner un droit, en apparence plus légitime, que celui qui résulterait de l'aliénation que Charles faisait d'une couronne déjà abdiquée. Des instances réitérées avaient d'abord peu réussi auprès de Ferdinand, qui refusa quelque temps avec fermeté; mais il se trouvait entièrement au pouvoir de Napoléon, et la fin tragique du duc d'Enghien pouvait lui apprendre que l'Empereur en agissait sans cérémonie avec ceux qu'il rencontrait comme obstacles sur sa route. Ses conseillers aussi lui assurèrent que les actes qu'il signerait pendant cet état de captivité n'imposeraient aucune obligation, ni à lui, ni à la nation. Cédant, enfin, aux circonstances dans

lesquelles il était placé, Ferdinand fit aussi un traité pour la renonciation de ses droits; mais il n'obtint ni le royaume d'Étrurie, ni la nièce de Buonaparte en mariage, ni aucun des autres avantages dont on avait parlé au commencement de la négociation : son hésitation à obliger l'Empereur lui avait fait tout perdre.

Ainsi en échange du puissant royaume d'Espagne sur lequel Ferdinand abandonnait les droits que lui donnait sa naissance, ce prince n'obtint qu'une pension *honorable* et une retraite agréable et sûre qui ne devait pas être absolument une prison. Les Infans ses frères, en adhérant au même traité qui dépouillait Ferdinand de son héritage, furent récompensés de la même manière par des pensions qui leur permettaient de mener le genre de vie auquel cette abdication les condamnait. Le palais de Navarre et ses dépendances avait été assigné à Ferdinand pour le lieu de sa résidence; mais ce prince et ses frères furent conduits à celui de Valençay, propriété superbe qui appartenait au célèbre Talleyrand; celui-ci fut ainsi puni, disait-on, d'avoir différé d'opinion avec son maître sur la manière dont il devait agir à l'égard de l'Espagne. Les princes captifs observèrent les règles de conduite qui leur étaient imposées, sans songer ni à s'échapper, ni à opposer

la moindre résistance à la volonté du vainqueur. Pendant plus de quatre ans que la guerre continua en Espagne, sous le nom de Ferdinand, le monarque déchu ne fournit jamais à Napoléon le moindre prétexte de resserrer ses liens ou de concevoir aucun soupçon à son égard.

La famille royale d'Espagne subissant ainsi avec résignation le sort auquel elle était condamnée, il ne restait plus qu'à placer sur le trône vacant une nouvelle dynastie, ainsi que Napoléon la nommait; quoique, dans le fait, il pensât à n'y appeler qu'un homme qui lui fût allié de près, et tout-à-fait dépendant de ses volontés, à peu près de la même manière qu'un intéressé subalterne, dans une maison de commerce, obéit aux ordres du chef de la maison. A cet effet, il avait jeté les yeux sur Lucien, qui, après Napoléon, était le plus capable, et dont la présence d'esprit avait été si utile à son frère, le jour de l'expulsion du conseil des Cinq-Cents, à Saint-Cloud, dans un moment où, d'après tous les témoins oculaires, Napoléon avait paru chanceler.

Nous avons déjà dit que Lucien avait offensé son frère en contractant un mariage d'inclination; on suppose que, de son côté, il voyait avec chagrin sacrifier toutes les institutions et

les libertés de sa patrie à la grandeur d'un seul homme, quoique cet homme fût son frère. On l'avait entendu dire de Napoléon que « chacune de ses paroles et chacune de ses actions était dictée par son système politique, et que le caractère de cette politique n'était que l'égoïsme. » L'offre même du royaume d'Espagne ne put tenter Lucien, et lui faire abandonner les jouissances de la vie privée; il employait un revenu considérable à former une collection de tableaux et d'autres objets d'art, et il charmait ses loisirs par des compositions littéraires. Ainsi refusé par Lucien, Buonaparte résolut d'enlever son frère aîné Joseph au trône de Naples, où, comme Italien, accoutumé au langage, aux usages et aux manières du pays, il avait acquis quelque popularité, et de lui donner un autre royaume bien plus difficile à maîtriser et à gouverner. Joachim Murat, grand-duc de Berg, ainsi qu'on l'appelait, et qui, dans ce moment, commandait l'armée d'occupation à Madrid, fut destiné à occuper le trône que Joseph laissait vacant. On dit que l'un et l'autre fut également mécontent du rôle qui lui était assigné dans cette mascarade [1] de souverains.

[1] Cette expression de madame de Staël a fait fortune en Angleterre, l'auteur aime à la répéter. (*Édit.*)

Murat pensait que ses talens militaires lui méritaient bien le trône d'Espagne; et Joseph, moins ambitieux, préférant le repos à une plus grande étendue de territoire, se serait volontiers contenté de la royauté moins importante de Naples. Mais Napoléon ne permettait pas que la volonté des autres intervînt dans les dispositions qu'il avait arrêtées d'avance. Joseph fut sommé de se rendre auprès de son frère à Bayonne; et il dut se préparer, d'après les instructions qui lui furent remises pendant le voyage, à remplir son rôle sans aucune remontrance, dans cette représentation théâtrale. Les projets de Napoléon furent alors publiquement annoncés. Une assemblée de notables des diverses contrées de l'Espagne fut convoquée pour reconnaître le nouveau Roi, et fixer la constitution d'après laquelle l'Espagne serait à l'avenir gouvernée.

La réunion de ces notables fut indiquée à Bayonne pour le 15 juin, et l'objet proposé à leur examen fut la régénération de l'Espagne sous les auspices de Napoléon.

Mais il s'était déjà passé dans ce royaume des événemens qui pouvaient faire pressentir que la proie dont Buonaparte disposait si librement n'était pas, et peut-être ne devait jamais être en sa possession. Il avait, à la vérité, obtenu,

par la plus audacieuse tromperie, les mêmes avantages qui, naguère après le succès plus honorable de ses grandes batailles, avaient mis à ses pieds des nations puissantes. Il s'était assuré de la capitale en la faisant occuper par une armée de quarante mille hommes. Les places frontières étaient en sa possession, et le mettaient à même de maintenir ses communications avec Madrid. Les troupes de la monarchie espagnole servaient sous les drapeaux français dans les régions éloignées, ou étaient dispersées en corps peu nombreux dans toute l'Espagne; ces mêmes avantages, Napoléon les avait obtenus sur l'Autriche, après la bataille d'Austerlitz, et sur la Prusse après la bataille d'Iéna; car à ces deux époques ces monarchies s'étaient trouvées à la discrétion du vainqueur. Mais, dans aucune de ces circonstances, il n'eut, comme à Bayonne, les personnes de la famille royale à sa disposition, et il ne les avait pas réduites à la nécessité de lui servir d'organe pour annoncer au peuple les volontés du conquérant. Ainsi, dans cette importante affaire, les avantages de Napoléon sur l'Espagne étaient plus grands que ceux qu'il avait jamais obtenus sur aucun autre pays; toutefois, l'Espagne renfermait en elle-même des élémens d'opposition qui, nulle part, n'existaient avec la même énergie.

CHAPITRE VI.

État des mœurs et des coutumes en Espagne. — La noblesse. — Les classes moyennes. — Basses classes. — L'indignation du peuple est violemment excitée contre les Français. — Insurrection de Madrid, le 2 mai, dans laquelle un grand nombre de soldats français sont tués. — Murat proclame une amnistie malgré laquelle plus de deux cents prisonniers espagnols sont mis à mort. — La nomination de Murat, par le roi Charles, comme lieutenant-général du royaume et l'abdication de Ferdinand sont annoncées à la nation. — Murat expose au Conseil de Castille le nouveau plan de gouvernement. — Des adresses de soumission sont envoyées à Buonaparte. — Les Notables sont convoqués à Bayonne pour le 15 juin. — L'esprit d'opposition devient général en Espagne.

Usé par le despotisme, et tombé aux mains d'une famille dont les facultés intellectuelles étaient des plus médiocres, le gouvernement espagnol était un des plus mauvais de l'Europe; la noblesse, en général (car il y eut d'honorables exceptions), ne semblait pas moins dégradée. Cette coutume incestueuse de contracter des mariages entre proches parens avait long-temps existé accompagnée de ses funestes conséquences, la dégénération de l'espèce et celle de l'intelligence. L'éducation des nobles était confiée aux prêtres, qui prenaient soin de ne pas

leur donner d'autres lumières que celles de la superstition catholique [1]. Les coutumes espagnoles leur facilitaient des jouissances prématurées, et ils cessaient d'être enfans, sans arriver ni à la force ni à l'intelligence de la jeunesse.

Les classes moyennes, composées des habitans des villes et de ceux qui exerçaient les professions savantes, n'avaient pas été soumis si généralement à la flétrissante influence de la superstition et de la mollesse. Plusieurs Espagnols de ces classes avaient reçu une bonne éducation, et étaient supérieurs à la bigoterie que les ecclésiastiques s'efforçaient de leur inspirer; mais, confondant l'excès avec la chose elle-même, plusieurs d'entre eux s'étaient jetés dans un scepticisme absolu. Renonçant à toute idée de religion qu'une instruction mieux dirigée leur eût appris à distinguer de la superstition, ils avaient adopté la plupart de ces doctrines extravagantes si populaires en France au commencement de la révolution.

Les basses classes, et principalement les habitans des villages, avaient conservé le même caractère que leurs ancêtres montrèrent sous Charles-Quint. Ils s'occupaient peu des imperfections du gouvernement, dont le système,

[1] *Catholic bigotry.* (*Édit.*)

quelque odieux qu'il fût, n'affectait pas immédiatement leur bien-être domestique. Ils étaient placés trop bas pour que l'oppression les atteignît; et comme c'était le produit des provinces américaines qui fournissait aux dépenses de l'État, les paysans espagnols ne connaissaient guère les exactions des percepteurs d'impôts. Nés dans un climat délicieux, où le sol n'exige qu'un léger travail pour donner au laboureur bien au-delà de ce qui lui est nécessaire, l'extrême pauvreté était parmi eux aussi rare qu'une vie très laborieuse. La sobriété et la modération de l'Espagnol étaient encore alors ses traits caractéristiques; il préférait sa tranquillité personnelle à tout ce qui aurait pu étendre la sphère de ses plaisirs, et il aimait mieux vivre de pain sec et d'ognons dans l'oisiveté, que de se procurer une meilleure chère par un travail assidu. Cette indolence, il est vrai, faisait souvent place à une grande activité; et quoique l'Espagnol se montrât lent et paresseux lorsqu'il s'agissait des travaux de la campagne, il était infatigable lorsqu'il voyageait à travers ses plaines et ses sierras: à la fin d'une journée de marche pénible, il paraissait souvent plus disposé à oublier sa fatigue par la danse qu'à se délasser par le repos. Il y avait plusieurs classes de paysans: les bergers, les muletiers et les marchands ambu-

lans qui, par profession, menaient une vie errante, étaient dans l'habitude de porter des armes à cause du peu de sûreté qu'offraient les routes; mais les habitudes même des cultivateurs du sol les faisaient participer aux avantages de la société civilisée, avec plus de facilité que les paysans des contrées chez lesquelles l'état primitif a subi plus d'altérations qu'en Espagne. Les droits de l'Espagnol, simples et en petit nombre, étaient sous la protection de l'alcade ou juge du village, à la nomination duquel chaque paysan contribuait généralement par son vote, et dont les décisions étaient presque toujours satisfaisantes; cependant si un individu se trouvait opprimé, il prenait son manteau, son épée, son fusil, et, soit avant, soit après la vengeance d'une injure réelle ou imaginaire, il s'enfonçait dans les déserts qui occupent une partie de la péninsule, et se joignait à quelque bande errante de contrebandiers et de proscrits hors de la loi [1], sans en éprouver, ni dans ses sentimens ni dans sa manière de vivre, aucun changement violent.

Si déjà par ses habitudes l'Espagnol était soldat, son caractère et ses sentimens le rendaient également disposé à l'être quand il le

[1] *Outlaws. (Édit.)*

devenait réellement. Il avait conservé, parmi d'autres traits de ses ancêtres, cet orgueil castillan mêlé aux vertus comme aux vices de sa nation : il passait ses loisirs à se rappeler la gloire de ses pères; il connaissait parfaitement leurs luttes contre les Maures, leurs brillantes conquêtes dans le Nouveau-Monde, et les longues guerres qu'ils avaient soutenues contre la France; et lorsque le Castillan moderne comparait les temps présens avec ceux qui s'étaient écoulés, il sentait au fond de son cœur que, si l'Espagne avait perdu son antique prééminence sur l'Europe, ce n'était pas la faute du peuple espagnol. La crise présente fut un nouveau stimulant pour son courage naturel et son patriotisme; car le joug dont il était menacé était celui de la France, auquel le caractère national espagnol est tellement opposé qu'il excite, parmi les deux peuples, une haine et un mépris mutuel. [1]

En effet, rien n'est moins semblable à l'Espagnol, superbe, grave et romanesque, avec son indolence et la rectitude sévère de son esprit, que le Français, né vif, remuant, malin,

[1] La haine, c'est possible; mais le mépris en aucune manière. C'est contre l'Angleterre que l'antipathie de l'Espagne est certes plus prononcée. (*Édit.*)

persévérant dans ce qu'il a entrepris, et souvent occupé des moyens d'arriver à son but plutôt par l'adresse que par l'intégrité. La bigoterie des Espagnols ne contrastait pas moins avec le scepticisme railleur et en même temps avec le prosélytisme sceptique qui, pendant long-temps, avaient été un trait du caractère de la France moderne.

Pour conclure, enfin, les Espagnols, poussés facilement à la colère par l'invasion de leur territoire, et plus particulièrement offensés qu'une telle agression vînt d'une nation rivale, étaient d'autant plus excités à résister et à se venger de la manière insidieuse et perfide dont ils avaient vu leur patrie privée de ses défenseurs et de ses places frontières, leur capitale occupée, la famille royale amenée dans un guet-à-pens, et cela par un allié qui n'avait pas même l'ombre d'un prétexte à alléguer pour justifier une telle violence.

D'après le caractère des Espagnols et la provocation qu'ils avaient reçue, il était impossible de supposer que leur indignation tardât à se manifester. Les citoyens de Madrid avaient observé, avec une sombre inquiétude, les événemens publics qui avaient eu lieu depuis l'imprudent voyage de Ferdinand à Bayonne. Par degrés, toute la famille

royale avait été attirée dans cette ville, et Godoy, que le peuple souhaitait ardemment de voir punir comme un grand criminel envers la patrie, avait été aussi transféré dans le même lieu. L'intérêt qu'inspirait le sort des restes malheureux de la famille, car la reine d'Étrurie et ses enfans, l'infant Antonio, frère du vieux Roi, et don Francisco, le plus jeune frère de Ferdinand, étaient encore à Madrid; cet intérêt, disons-nous, était de jour en jour plus vivement senti par le peuple.

Vers les derniers jours d'avril, Murat montra à don Antonio, qui conservait encore nominalement l'autorité de régent, l'ordre par lequel la reine d'Étrurie et ses enfans devaient se rendre à Bayonne. Il y eut quelque discussion à ce sujet, et le bruit s'en étant répandu dans la ville, les habitans parurent généralement déterminés à ne pas souffrir que les débris de la famille royale allassent en France; car la route qui y conduisait, semblable à celle de l'antre du lion dans la fable, n'offrait aucune trace qui indiquât qu'on en pût revenir. Les nouvelles qu'on recevait de Bayonne devenaient de jour en jour moins favorables aux partisans de Ferdinand; le courrier, qui arrivait ordinairement toutes les nuits, fut attendu le 30 avril avec la plus vive anxiété, comme

devant faire connaître les dernières intentions de Napoléon à l'égard de son hôte royal. Le courrier n'arriva pas, et le peuple se retira, en témoignant un sombre mécontentement. Le jour suivant (1er mai), on vit se réunir à la porte du Soleil, et aux environs de la poste, une foule d'hommes dont les regards menaçans annonçaient de sinistres desseins, et qui cachaient, dit-on, des armes sous leurs manteaux. La garnison française fut rassemblée; mais cette journée se passa sans qu'il y eût du sang répandu.

Le 2 mai les rues offraient un spectacle non moins menaçant. La foule qui les remplissait était agitée par le bruit répandu du départ des derniers membres de la famille royale. En effet, la reine d'Étrurie et ses enfans montèrent en voiture avec don Francisco, frère de Ferdinand, jeune homme de quinze ans, et qui paraissait sentir tout son malheur, car il pleurait amèrement. A cette vue, la fureur générale éclata; au même moment, et sur tous les points, la populace de Madrid assaillit avec impétuosité les troupes françaises. Le nombre des Français qui périrent dans cette émeute fut considérable, car les Espagnols les attaquèrent avec de longs couteaux, leur arme ordinaire, dont ils se servent avec une rare dextérité.

Murat fit avancer des troupes pour arrêter les suites d'une explosion à laquelle on s'attendait depuis long-temps. Les rues furent balayées par la mitraille et par des charges de cavalerie; mais il fallut plus de trois heures de combat opiniâtre pour convaincre les habitans de Madrid qu'ils s'étaient engagés dans une lutte qui ne leur laissait aucun espoir. Vers le milieu du jour quelques membres du gouvernement espagnol se joignirent aux généraux français les plus humains, particulièrement au général Harispe, et l'on chercha à séparer les combattans; enfin ces étranges hostilités cessèrent après avoir été continuées si long-temps, et avec une telle fureur, par des hommes presque sans armes contre l'élite de l'armée française.

Une amnistie fut proclamée, et cependant Murat fit exécuter un grand nombre d'Espagnols faits prisonniers pendant la mêlée. Ils furent fusillés par pelotons de quarante ou cinquante à la fois; et comme les habitans furent forcés d'illuminer leurs maisons pendant cette nuit horrible, on voyait le terrain jonché de morts et de mourans comme si c'eût été en plein midi. Ces exécutions militaires furent renouvelées les deux ou trois jours suivans, probablement avec plus d'attention dans le choix des

victimes, car les insurgés furent alors condamnés par une commission militaire française. Le nombre des citoyens ainsi mis à mort s'éleva, dit-on, au moins à deux ou trois cents. Le 5 mai, Murat fit une proclamation dans laquelle il montrait moins de sévérité.

Cette crise avait été extrêmement violente, et elle le parut d'autant plus aux Français qu'ils ne s'étaient jamais trouvés dans une pareille situation; mais l'attaque des Espagnols avait été repoussée avec une telle célérité, elle avait été réprimée avec une telle rigueur, que Murat put penser que la sévérité était suffisante pour prévenir le retour de semblables scènes. Les habitans de Madrid, il est vrai, parurent renoncer à une opposition inutile; et, semblables au taureau que le premier coup de hache a frappé de stupeur, ils souffrirent que les conquérans poursuivissent leur fatal projet sans résister comme sans se soumettre.

Les nouvelles arrivèrent alors assez rapidement pour forcer à l'obéissance ceux qui avaient des titres et des honneurs à conserver. Don Antonio était parti pour Bayonne : la déclaration du vieux Roi qui nommait Murat lieutenant-général du royaume fut connue ostensiblement à Madrid le 7 mai. L'abdication de Ferdinand, bien moins attendue et plus morti-

fiante, fut ensuite rendue publique, ainsi qu'une proclamation faite en son nom et en celui des infans don Carlos et don Antonio, et qui recommandait d'écarter toute idée de résistance et d'obéir implicitement au pouvoir irrésistible de la France.

Le plan de gouvernement destiné à l'Espagne fut développé par Murat au conseil de Castille, qui, d'abord dans une adresse adulatrice, et ensuite par une députation choisie dans son sein, et qui se rendit à Bayonne, parla de la résurrection de la monarchie espagnole comme certaine et infaillible, puisqu'un frère de Napoléon-le-Grand allait en occuper le trône. On obtint des autres corps de l'Etat qu'ils envoyassent de semblables adresses. Madrid, dont les rues étaient encore souillées du sang de ses citoyens, exprima par l'organe de ses officiers municipaux sa joie d'un tel événement. Les sommations de Murat comme lieutenant-général du roi Charles, et ensuite l'ordre de Buonaparte lorsqu'il fut investi du pouvoir souverain par l'abdication de ce faible monarque, convoquèrent à Bayonne une assemblée des notables pour le 15 juin. Les villes qui étaient le plus sous l'influence des armées françaises furent celles dont les notables partirent les premiers, afin de se trouver à cette convocation.

La nouvelle de l'insurrection de Madrid, qui avait eu lieu le 2 mai, s'était communiquée avec une rapidité électrique dans les provinces les plus reculées du royaume ; et partout, comme un signal d'alarme, elle avait inspiré le plus violent esprit d'opposition contre les envahisseurs. De toutes les parties de l'Espagne il ne s'élevait qu'un cri de guerre et de vengeance ; ce mouvement était si universel, et tellement simultané, que la volonté générale paraissait assez forte pour surmonter ou dédaigner tous les obstacles qui pourraient naître d'un événement si inattendu, et de la surprise du pays, nullement préparé à se défendre.

L'occupation de Madrid aurait pu être d'une assez grande importance pour déconcerter et empêcher le mouvement insurrectionnel de la nation espagnole, si cette capitale avait eu exactement, avec le reste de l'Espagne, les mêmes relations et les mêmes rapports que les autres métropoles de l'Europe ont ordinairement avec les royaumes dont elles font partie, et Paris plus particulièrement avec le reste de la France. Mais l'Espagne se compose de plusieurs provinces séparées qui formaient autrefois autant de souverainetés, et qui, réunies en une seule monarchie, par la voie des héritages, des traités ou de la conquête, ont conservé chacune

leurs lois : les habitans de ces diverses provinces, semblables entre eux, quant aux traits généraux du caractère national, ont cependant des nuances qui les distinguent les uns des autres. La Biscaye, la Galice, la Catalogne, l'Andalousie, Valence et quelques autres parties de l'Espagne avaient chacune leur capitale, leur gouvernement intérieur, et les moyens de pourvoir à leur défense, quoique Madrid fût au pouvoir de l'ennemi. Le même patriotisme éclata simultanément dans toute l'Espagne, excepté dans les villes où les Français avaient de nombreuses garnisons, et là encore l'esprit du peuple se manifesta suffisamment. Ce furent les plus basses classes qui, presque partout, donnèrent l'exemple de la résistance. Chaque fois que leurs chefs naturels et leurs supérieurs se déclarèrent franchement pour la même cause, les insurgés se placèrent tranquillement dans les rangs que la subordination leur indiquait, et toutes les mesures que les événemens rendirent nécessaires furent adoptées avec vigueur et unanimité. Mais lorsque ceux dans les mains desquels était l'autorité s'opposaient au vœu populaire, ou donnaient lieu de douter, par leurs délais affectés et leurs tergiversations, qu'ils fussent sincèrement attachés à la cause nationale, la fureur du

peuple éclatait; il se livrait alors à son caractère vindicatif et aux plus sanglans excès. A Valence, particulièrement, avant que l'insurrection eût pu être organisée, un misérable prêtre appelé Calvo se mit à la tête de la populace et fit massacrer plus de deux cents Français résidans dans cette ville, qui n'étaient coupables d'aucun autre crime que d'être Français. Le gouverneur de Cadix, Solano, étant devenu suspect au peuple, fut mis à mort; et dans plusieurs parties de la Péninsule l'insurrection signala son début par de semblables actes de cruauté.

Toutefois, parmi ces explosions de la fureur populaire, on retrouva les preuves de la gravité et du bon sens qui caractérisent l'Espagne. La nation adopta avec sagesse toutes les dispositions faites pour organiser sa défense. Dans chaque province le pouvoir suprême fut confié à une junte nommée par le peuple, qui, généralement, fit des choix judicieux. Ces juntes étaient nécessairement indépendantes dans leurs gouvernemens respectifs; mais des relations amicales étaient activement entretenues parmi elles. Elles accordèrent d'un commun accord la suprématie à la junte de Séville, la plus grande et la plus riche ville de

l'Espagne après Madrid, et dont les gouverneurs, à cette époque, se trouvèrent presque tous des hommes intègres et habiles.

Ces juntes provisoires agirent avec vigueur. Les riches furent tenus de payer des contributions patriotiques ; le clergé dut envoyer les ornemens d'église pour être fondus ; les pauvres furent sommés d'entrer dans les rangs des défenseurs de la patrie, ou de travailler aux fortifications que la position de certains lieux rendait nécessaires. Tous obéirent avec joie. Les troupes réglées espagnoles, en quelque endroit qu'elles se trouvassent, se rangèrent invariablement du parti de leur pays ; et l'insurrection n'avait éclaté que depuis peu de jours que déjà la nation avait pris une attitude redoutable. Disons maintenant quelle était la conduite de Napoléon.

Cette crise, qu'il avait paru tant appréhender dans la lettre prophétique qu'il écrivit à Murat, au commencement de cette guerre qui devait durer si long-temps, avait eu lieu dans les rues de Madrid, le 2 mai ; et le massacre des habitans, ainsi que les exécutions ordonnées par Murat, avaient été le signal d'une fermentation qui s'accrut bientôt au point de faire prendre les armes à tout le peuple espagnol.



La nouvelle de l'insurrection de Madrid arriva à Bayonne le 5 mai, jour auquel le faible vieux Roi avait abandonné à Napoléon ses droits à la couronne d'Espagne ; le sang qui avait été répandu parut une raison de plus pour décider Ferdinand à donner son adhésion à l'acte de renonciation. Il était de la plus grande importance pour Napoléon d'obtenir, sans le moindre délai, un acte qui lui fournît un prétexte, et qui en apparence lui donnât le droit d'employer ses soldats disciplinés contre l'Espagne. Cevallos dit que, pour surmonter la répugnance de Ferdinand, Napoléon employa les expressions les plus violentes, et ordonna à son captif de choisir entre la mort ou la soumission à ses volontés. L'Empereur avait réussi sur ce point, ainsi que nous l'avons dit, et il continuait maintenant l'exécution de son projet sans daigner réfléchir que le peuple espagnol était intéressé dans ce changement de domination, et que dans toutes les provinces il avait pris les armes pour s'y opposer.

On représenta au public, en France, l'insurrection de Madrid comme n'étant qu'une simple explosion populaire, quoique, peut-être pour inspirer la terreur, on eût fait monter le nombre des deux ou trois cents Espagnols qui y périrent à plus de mille méprisables vauriens de la dernière classe de la capitale, et

dont la destruction avait été, disait-on, un sujet de joie pour tous les bons citoyens. Mais *le Moniteur* garda le plus profond silence sur l'insurrection, plus formidable, qui éclatait dans toute l'Espagne. Il semblait que les Français eussent été reçus par le peuple espagnol en libérateurs, comme si cette nation si fière, qui comptait tant de siècles de gloire, eût attendu avec l'obéissance passive des républiques humiliées de Venise ou de Gênes, que l'empereur de France prononçât sur son sort, selon son bon plaisir.

Buonaparte continuait toujours à dissimuler ce qui se passait en Espagne, et semblait lui-même ne pas faire attention à ces démonstrations d'une résistance générale qu'il prenait soin de cacher au public. Nous avons déjà fait mention de cette assemblée de notables qu'il affectait de considérer comme les représentans de la nation espagnole, quoiqu'ils eussent été convoqués par un prince étranger, qu'ils se fussent assemblés sur une terre étrangère, et qu'ils n'eussent aucun pouvoir légal ni aucun mandat qui leur permît de disposer des droits du moindre hameau de l'Espagne. Joseph, qui arriva à Bayonne le 5 juin, fut reconnu par ces personnages obséquieux; il reçut leur hommage, convint de garantir leur nouvelle constitution,

promit de faire le bonheur de l'Espagne, et ne parla des mécontentemens du royaume que pour témoigner son intention d'ignorer les particularités de ces troubles éphémères.

Enfin Napoléon, qui avait convoqué ce corps si complaisant, jugea convenable de lui donner une audience avant son retour en Espagne. On dit qu'il fut bientôt fatigué d'une comédie à laquelle peu de personnes étaient disposées à attacher de l'importance. Mesurant toute la différence qui existait entre sa véritable position et celle où il désirait faire croire qu'il était, il se montra tellement embarrassé qu'il perdit, dans cette occasion, sa présence d'esprit habituelle : sa contenance devint gauche ; il répétait de temps en temps des phrases qui n'avaient ni sens ni à-propos, et prit congé des députés étonnés de voir combien la conscience du mauvais rôle qu'il jouait l'avait privé de son assurance naturelle et de sa facilité générale d'élocution.

Napoléon partit enfin pour la capitale de son empire, récemment agrandi, et Joseph se prépara à accomplir les destinées que son frère lui avait préparées. Le voyage de Joseph ne fut ni long ni rapide, quoique *le Moniteur* ne parlât plus que de la joie générale que faisaient éclater les Espagnols, et des sérénades qu'ils donnaient

pendant toute la nuit sous les fenêtres de leur nouveau Roi. Les sons qui frappaient réellement son oreille étaient plus mâles et plus guerriers que ceux de la guitare. Le bruit d'une insurrection qu'on avait imparfaitement entendu, et auquel on n'avait voulu prêter l'oreille qu'à contre-cœur de l'autre côté des Pyrénées, allait grossissant, et retentissait avec force à mesure que le Roi intrus approchait du théâtre de son usurpation. Il était dans la même position qu'un chasseur qui, s'attendant à trouver le tigre pris dans les filets qu'il lui a tendus, a la cruelle surprise de le voir libre et furieux. On jugea prudent, comme Joseph n'avait aucun talent militaire, qu'il s'arrêtât à Vittoria jusqu'à ce que les mesures prises par les généraux de son frère lui eussent ouvert et assuré le chemin jusqu'à sa capitale. Il est assez singulier que la ville frontière qui vit son hésitation à commencer une telle entreprise, fut aussi témoin des revers qui la terminèrent, à sa honte, par la défaite qu'il y éprouva en 1813.

Aucun doute, aucune sinistre prévision ne suivit le retour de Napoléon à Paris. Les Français étaient trop éblouis par l'acquisition que le grand empire venait de faire, et qui paraissait assurée par les mesures prises à

Bayonne, pour qu'ils pussent examiner l'injustice et la violence sur laquelle se fondait cette transaction. L'union de la France et de l'Espagne, sous des monarques d'un même sang, avait jadis été admirée comme un chef-d'œuvre de la politique de Louis XIV, et les Français voyaient cette union prête à s'accomplir de nouveau sur le simple désir de l'homme étonnant qui avait élevé la France au rang de maîtresse du monde, et dont l'énergie, quand il concevait de nouveaux plans de grandeur, ne pouvait être égalée que par la célérité avec laquelle il les mettait à exécution.

Buonaparte s'était, en effet, servi avec succès de cet art de séduire l'imagination des Français et de la remuer à son gré, qu'il avait reproché au Directoire de ne pas connaître. Il avait exalté à un tel point les sentimens populaires qu'il en était devenu le maître, et savait les diriger sur tel objet qu'il lui plaisait. L'amour de la gloire nationale est sûrement digne de louange en lui-même, mais il devient un vice lorsqu'il repose sur des succès obtenus par des moyens inconciliables avec l'honneur et la morale. Buonaparte avait su laisser dans l'ombre les traits les plus défavorables du tableau, tandis qu'en peintre habile il avait jeté la plus vive lumière sur ceux qui semblaient

annoncer la grandeur et la prospérité croissante de la France. La nation écoutant avec complaisance ses propres louanges, se contentait de voir avec les yeux de son chef; et à aucune époque de sa vie, Buonaparte ne fut autant l'orgueil et l'admiration de la France qu'à son retour de Bayonne, lorsqu'en cherchant à s'emparer de la couronne d'Espagne, il venait de commettre un grand crime et une insigne folie. [1]

L'apparence d'un brillant succès produisit, toutefois, son effet ordinaire sur la multitude. En traversant Pau, Toulouse, Montauban, et les autres villes de la France méridionale, l'Empereur fut reçu avec les honneurs dus à un demi-dieu : les rues sombres et antiques du Midi étaient jonchées de fleurs, et des branches de laurier y formaient des dômes de verdure ; des tapisseries, de riches tentures ou de brillans tableaux ornaient l'extérieur des maisons : la population courait en foule au-devant de l'Empereur ; les préfets et les maires trouvaient à peine des expressions pour peindre l'admiration qu'inspirait alors Napoléon. Bordeaux fut

[1] On doit au contraire rendre cette justice au sens moral de la nation, que la guerre d'Espagne fut généralement désapprouvée. (*Édit.*)

la seule ville qui resta triste et silencieuse; mais Nantes et la Vendée, qui s'étaient montrées si fidèles à la cause des Bourbons, parurent partager la joie générale; tous les habitans accoururent pour féliciter celui qui, d'une main ferme et hardie, venait d'arracher la couronne à la dernière branche régnante de cette illustre maison. Les dieux, dit un poète païen, punissent souvent la folie des mortels, en leur accordant l'objet de leurs imprudens désirs. Ceux qui à cette époque se réjouissaient de voir l'apparente réunion de l'Espagne à l'empire français, étaient loin de prévoir qu'il en coûterait la vie à un million de Français; et l'homme qui recevait toutes ces félicitations ignorait qu'il venait de creuser sous ses pieds la mine qui devait enfin amener sa ruine.

CHAPITRE VIII.

Plans de défense des juntes espagnoles, — contrariés quelquefois par l'ardeur des armées insurrectionnelles. — Cruautés des troupes françaises; vengeances des Espagnols. —Succès de l'invasion.—Défaite de Rio-Secco.—Triomphe de Napoléon. — Joseph entre à Madrid; — sa réception. — Duhesme est forcé de se replier sur Barcelonne, et Moncey de quitter Valence. — Dupont défait à Baylen par Castanos : — son armée est faite prisonnière. — Effet de cette victoire, et capitulation. — Attente déraisonnable du public en Angleterre. — Joseph quitte Madrid et se retire à Vittoria. — Défense de Saragosse.

Quoique l'insurrection entourât les généraux français qui étaient entrés en Espagne, ils n'en concevaient aucune crainte; ils étaient persuadés que leur supériorité dans l'art de la guerre, et la bonne discipline de leurs troupes, ne tarderaient pas à faire sentir aux Espagnols toute la folie de leur inutile résistance. L'armée d'invasion n'était plus sous le commandement de Murat; il était revenu en France pour aller de là prendre possession du trône de Naples, rendu vacant par la promotion de Joseph, et que le nouveau Roi recevait en récompense de ses services, de la même manière que, dans un autre temps, il aurait pu

passer de grade en grade pour arriver à un haut rang militaire [1]. Savary, qui, ainsi que nous l'avons vu, avait puissamment contribué à décider Ferdinand au fatal voyage de Bayonne, resta commandant de Madrid, et s'efforça par toutes sortes de moyens vigoureux de mettre un terme à l'insurrection qui avait éclaté partout où les Français n'avaient pas une force armée suffisante pour dominer l'opposition. Nous ne pouvons qu'indiquer légèrement ici le caractère que prit cette guerre dès son début, et quels furent ses incidens les plus remarquables.

Les juntes espagnoles avaient sagement recommandé à leurs compatriotes d'éviter toute action générale; de tirer avantage des difficultés que la nature du pays offre à une armée d'invasion; de diriger leurs opérations sur les flancs ou les derrières de l'armée française, et ses communications; enfin d'engager l'ennemi dans une guerre d'avant-postes. En effet, le courage et l'instinct naturel d'un peuple accoutumé dès l'enfance à se servir d'armes à feu, lui donnent sur les soldats de profession plus d'avantages que les tacticiens ne veulent en convenir. Mais quoiqu'un tel plan de défense fût habilement

[1] C'est à cette époque qu'il faut rapporter le mot si vrai du langage militaire : *Il a passé roi.* (*Édit.*)

tracé, et qu'il réussît presque toujours là où on le suivit, cependant il fut impossible aux chefs espagnols d'éviter toujours de combattre l'ennemi en bataille rangée, et alors ils furent battus. Le caractère de ces armées insurrectionnelles, ou plutôt de ces masses de citoyens armés, fut la cause de plus d'une faute fatale du même genre. Confians en leur nombre et en leur courage, ils ignoraient quelle supériorité la discipline des troupes françaises, leur cavalerie, leur artillerie et la combinaison de tous leurs mouvemens, devaient leur donner sur des armées irrégulières. Ils étaient impatiens de la détresse à laquelle un tel système de guerre défensive réduisait nécessairement le pays, et des privations continuelles qu'il leur fallait endurer. Dans quelques occasions, lorsque leurs officiers refusaient de les conduire à l'ennemi, et de mettre ainsi d'un seul coup, croyaient-ils, un terme à la guerre, ils attribuaient une telle opposition à la lâcheté ou à la trahison, et l'un ou l'autre de ces soupçons devenait pour ce chef une sentence de mort.

Quelquefois aussi ces corps d'insurgés étaient engagés, malgré eux, dans une action générale, soit par le manque de provisions, dont ils n'étaient jamais bien pourvus, soit par les manœu-

vers supérieures d'un ennemi habile. Dans la plupart des actions qui eurent lieu, la discipline française triompha constamment du courage irréfléchi des patriotes et leur fit éprouver de grandes pertes.

Alors, la cruauté des vainqueurs souillait fréquemment leur victoire, et faisait un véritable tort à la cause pour laquelle ils combattaient. On affectait de considérer les Espagnols qui s'armaient contre un joug étranger, et contre un Roi intrus, comme des rebelles pris les armes à la main ; les prisonniers qui tombaient au pouvoir des vainqueurs étaient exécutés militairement, et les villages qui avaient résisté étaient abandonnés à la fureur licencieuse des soldats, qui n'épargnaient ni le sexe ni l'âge. Les Français se souvenaient peut-être que de tels exemples de sévérité avaient forcé, au commencement des campagnes d'Italie, les insurgés de Lombardie à déposer les armes, et consolidé ainsi les avantages que Napoléon avait obtenus par la défaite des troupes autrichiennes. Mais en Espagne le résultat fut bien différent. Chaque nouvelle atrocité de ce genre était une injure à venger, et elle était considérée comme telle par tout une nation qui ne se fit jamais remarquer par un prompt oubli des injures. Les malades, les blessés, tous les traînards de l'armée

française, lorsqu'ils tombaient aux mains des Espagnols, ce qui arrivait fréquemment, étaient traités avec la plus horrible barbarie; la vengeance endurcissant le cœur, et exaltant les passions des deux partis qui souffraient chacun à leur tour. La guerre prit un caractère sauvage, sanguinaire et atroce, et elle ne parut plus avoir pour objet de soumettre, mais d'exterminer le vaincu.

La nature du pays était très défavorable au mode adopté par les Français pour la subsistance de leurs troupes, ce qui ajouta encore à la haine des Espagnols. Quelques parties de l'Espagne sont assurément très fertiles; mais on y rencontre des plaines immenses tout-à-fait stériles, et des montagnes incultes où les habitans eux-mêmes ne trouvent qu'avec peine leur subsistance : dans ces lieux, il est impossible de satisfaire aux besoins d'une armée. Il fallait alors que les maraudeurs, pour se procurer des provisions, s'éloignassent beaucoup de la ligne de marche; et rien n'était plus dangereux, car, bien que les grandes routes en Espagne soient excellentes, cependant les chemins de traverse, et toutes les communications pour aller rejoindre les villages, sont les plus mauvais qu'on puisse imaginer, très facilement rompus ou défendus par des

postes et des embuscades. Il y a long-temps que Henri IV avait dit que si un général pénétrait en Espagne avec une petite armée, il serait défait; si c'était avec une grande, il mourrait de faim: ainsi, il était impossible que l'entreprise gigantesque de Buonaparte n'échouât pas, soit par l'une soit par l'autre de ces raisons.

Au premier mouvement des colonnes françaises dans les provinces insurgées, la victoire sembla suivre partout leurs pas. Lefebvre-Desnouettes défit les Espagnols dans l'Aragon, le 9 juin; le même mois le général Bessières battit les insurgés dans plusieurs rencontres, maintint la Navarre et la Biscaye sous la domination française, et réprima la révolte dans la Vieille-Castille. Ces succès, il est vrai, étaient faibles en comparaison de ceux que Bessières remporta dans une bataille rangée sur les deux armées espagnoles réunies, et qui étaient composées des forces de Castille et de Léon jointes à celles de la Galice.

La première de ces armées était commandée par Cuesta, que Southey nous représente comme un vieillard brave, énergique, opiniâtre, chez lequel on trouvait au plus haut degré ces élémens qui composent le caractère résolu, intraitable et ferme des Espagnols. Son armée était pleine de zèle, mais dans un tel état d'in-

subordination, qu'elle avait récemment massacré un de ses officiers-généraux, soupçonné injustement de trahison. L'armée galicienne était aussi mal disciplinée, et avait publiquement mis en pièces son général, Filangieri, sans autre motif apparent que de l'avoir cru occupé de se mettre plutôt sur la défensive que de prendre l'offensive. Blake, brave soldat, et qui jouissait de la confiance de l'armée, mais dont les talens militaires n'étaient pas du premier ordre, succéda à Filangieri dans ce dangereux commandement, et ayant conduit ses levées galiciennes pour opérer leur jonction avec Cuesta, les deux armées marchèrent sur Burgos. Les deux généraux différaient essentiellement d'opinion : Cuesta, quoiqu'il eût déjà essuyé une défaite près de Cabezon, voulait qu'on hasardât le sort d'une bataille, tant il lui paraissait difficile de maintenir des troupes insubordonnées ; tandis que Blake, redoutant la supériorité de la tactique des Français, demandait avec instance qu'on ne courût pas le risque d'une action générale. Bessières ne leur permit pas de choisir ; il s'avança sur eux, tandis qu'ils étaient postés près de Medina-del-Rio-Secco, et, le 14 juillet, les armées combinées de Galice et de Castille essuyèrent la plus sanglante défaite que les Espagnols eussent jamais éprouvée. Les pa-

triotes combattirent avec la plus grande bravoure, et on dit que plus de vingt mille hommes furent ensevelis sur le champ de bataille.

Napoléon tressaillit de joie lorsqu'il reçut la nouvelle de cette victoire. « C'est, dit-il, la bataille de Villa-Viciosa. Bessières vient de placer la couronne sur la tête de Joseph. Les Espagnols, ajouta-t-il, n'ont pas maintenant plus de quinze mille hommes, avec quelques imbéciles à leur tête : la résistance de la Péninsule est terminée. » Dans le fait, la victoire de Medina-del-Rio-Secco ouvrit le chemin à Joseph, qui put s'avancer sans obstacle de Villevia jusqu'à Madrid. Il entra dans la capitale en grande pompe ; mais il ne reçut aucune félicitation publique, excepté celle que les autorités furent forcées de lui présenter. L'argent qu'on jeta à la populace ne fut ramassé que par les Français, et il n'y eut qu'eux seuls qui remplirent les théâtres où l'on donna un spectacle gratis en l'honneur du nouveau Roi.

Toutefois, les avantages que Bessières avait obtenus dans la Castille ne tardèrent pas à être contre-balancés par les pertes que les Français essuyèrent dans les autres provinces. Duhesme, dont les troupes s'étaient emparées si perfidement de Barcelonne et de Figuières, crut que non seulement il était en force pour se main-

tenir en Catalogne, mais qu'il pouvait même envoyer une partie de ses troupes pour aider à soumettre Valence et l'Aragon. Les Catalans sont et ont toujours été un peuple guerrier, accoutumés à se servir du fusil, et aussi bons tireurs que les Tyroliens; ils ne furent pas effrayés de quelques pertes partielles; ils défendirent courageusement le col de Bruch et d'autres défilés : après plusieurs combats, ils forcèrent le général français d'effectuer sa retraite sur Barcelonne quand il eut perdu une partie de ses troupes et de sa réputation.

L'attaque de Valence, par le maréchal Moncey, fut encore plus funeste aux Français. Ce maréchal avait remporté quelques succès sur les insurgés qui défendaient les approches de la ville; mais lorsqu'il s'avança, dans l'espoir d'emporter la place, il fut reçu avec toute l'énergie qu'une population entière peut opposer. Les citoyens se précipitèrent sur les murs de la ville pour les défendre; les moines, tenant une épée d'une main et un crucifix de l'autre, encouragèrent, au nom de Dieu et du Roi, le peuple à combattre; les femmes même, bravant le danger, apportaient des munitions et des rafraîchissemens aux assiégés. Tout effort pour pénétrer dans la ville fut vain; et Moncey ne recevant pas le renfort que Duhesme devait lui

envoyer de Barcelonne, fut contraint d'abandonner son entreprise et d'opérer sa retraite, non sans être vivement harcelé, jusqu'au corps d'armée français qui occupait les deux Castilles.

Il n'était pas ordinaire, dans les guerres de Napoléon, que ses troupes et ses généraux fussent ainsi déconcertés et obligés de renoncer à leurs plans de campagne. Mais un destin plus sévère que tout ce que venaient d'éprouver Duhesme et Moncey menaçait la division Dupont.

Lors de la première occupation de Madrid par Murat, il avait envoyé Dupont, officier d'une grande réputation, vers Cadix, dont il le nomma gouverneur. Quoiqu'il fût assurément très utile de s'assurer de cette ville importante et de protéger la flotte française qui était dans son port, Napoléon jugea que cette tentative était prématurée, probablement parce qu'il désirait laisser le passage ouvert à Charles IV, dans le cas où il se déciderait à fuir dans l'Amérique du Sud. La marche de Dupont fut donc contremandée, et il s'arrêta à Tolède jusqu'à ce que, les habitans de l'Andalousie et ceux de la ville de Cadix se montrant entièrement opposés aux Français, il reçut encore une fois l'ordre d'avancer à tout risque, afin de s'assurer

de cette place maritime, et de protéger l'escadre française qui y était. En conséquence, Dupont poussa sa marche à travers cette chaîne de montagnes appelée la Sierra-Morena, que le roman de Cervantes a rendue classique; il força le passage du Guadalquivir, au pont d'Arcolea, s'avança sur l'antique Cordoue et la soumit.

Ce général était ainsi parvenu aux frontières de l'Andalousie; mais le sort de Cadix était déjà décidé. Cette riche cité commerçante avait embrassé la cause nationale, et l'escadre française était au pouvoir des Espagnols. Séville était en pleine insurrection; sa junte, la plus active de toutes, organisait des forces considérables et les envoyait au fur et à mesure au général Castanos, qui, à la tête d'un corps régulier de dix mille hommes, avait occupé le camp de Saint-Roch près de Gibraltar.

Si, dans un tel état de choses, Dupont se fût aventuré à pousser plus loin sa marche, assurément la partie n'eût pas été égale; d'un autre côté, sa situation à Cordoue et dans les environs était très précaire. Il était séparé du gros de l'armée française par la Sierra-Morena, dont les défilés étaient presque tous occupés par les montagnards insurgés; et il était exposé à être attaqué par l'armée d'Andalousie, aussitôt que le général espagnol le jugerait à propos.

Dupont sollicita des renforts du Portugal, ainsi que de l'armée française qui occupait les deux Castilles. Ces renforts, sa position les rendait absolument nécessaires, non plus pour s'avancer dans l'Andalousie, mais pour se maintenir où il était, et même pour effectuer sa retraite. Junot, qui commandait en Portugal, occupé tout à la fois et de l'insurrection des Portugais et de la descente dont il était menacé par les Anglais, n'était pas en état, ainsi que nous le verrons bientôt, d'accorder à Dupont les secours que celui-ci lui demandait. Deux brigades, commandées par les généraux Védel et Gobert, furent détachées de l'armée de Castille pour aller rejoindre Dupont; les paysans armés de la Sierra-Morena tuèrent avec impunité un assez grand nombre de ces troupes, qui ne pouvaient ni se défendre ni se venger à cause de la nature des lieux.

Ces renforts portèrent la division de Dupont à vingt mille hommes; il jugea qu'il avait alors des forces suffisantes pour frapper un coup décisif dans l'Andalousie, pourvu qu'il pût amener le vieux Castanos à accepter le combat. Dupont se mit en marche : il occupa Baylen et la Caroline, et prit d'assaut l'ancienne ville maure de Jaen. Pendant ce temps, l'habile général espagnol avait organisé ses nouvelles levées :

dès que les Français se furent emparés de Jaen, ils furent tout étonnés de se voir attaqués avec la plus grande vigueur, et par des forces supérieures, qui les contraignirent, après une vive résistance, à évacuer la place et à se retirer sur Baylen. Dupont envoya aussitôt des dépêches à Savary, alors à Madrid, pour lui faire connaître les difficultés de sa position. Ses troupes, disait-il, n'avaient plus d'autre pain que celui qu'elles préparaient en arrachant des épis, en les broyant et les faisant cuire elles-mêmes; les paysans avaient tous abandonné les travaux des champs pour prendre les armes; les insurgés devenaient de jour en jour plus audacieux; ils prenaient maintenant l'offensive, et il était urgent qu'on lui envoyât des renforts considérables, soit pour conserver sa position, soit pour tenter quelque chose d'important contre l'ennemi. Ces dépêches tombèrent dans les mains de Castanos, qui agit en conséquence.

Le 16 juillet deux fortes divisions espagnoles attaquèrent les Français sur des points différens, les délogèrent de Baylen et les repoussèrent sur Menjibar, tandis que Castanos, à la tête d'un très grand nombre de troupes, occupa tellement Dupont qu'il ne put aller au secours de ses généraux de brigade, dont l'un d'eux, Gobert, fut tué pendant l'action. Dans la nuit du 18 le

combat s'engagea de nouveau par la tentative que firent les Français pour reprendre Baylen. Des deux côtés les soldats combattirent en désespérés; les Espagnols, sachant bien qu'il leur arrivait du secours, tinrent bon et gardèrent le village. L'action dura une grande partie de la journée, et Dupont, après un honorable effort pour ressaisir la victoire par une charge vigoureuse, fut défait sur tous les points, et si bien entouré par les forces supérieures des Espagnols, que sa retraite devint impossible; il ne lui resta plus d'autre ressource que de capituler. Il fut forcé de se rendre, lui et ses soldats, comme prisonniers de guerre. On stipula pour la brigade de Védel, qui n'était pas sous le commandement immédiat de Dupont, et qui était moins enveloppée que les autres, qu'elle serait reconduite en France sur des vaisseaux espagnols : cette partie de la convention de Baylen ne fut point observée, et toute la division de Dupont resta prisonnière. Les Espagnols furent portés à cet acte de mauvaise foi, en partie par l'opinion qu'ils avaient que les généraux français avaient agi de ruse envers Castanos pour en obtenir une semblable condition, et aussi par cette fausse idée que la perfidie des Français, à l'égard de l'Espagne, les dispensait de l'obligation d'observer leur parole. Cette viola-

tion fut surtout l'effet des instigations de Morla, le successeur de l'infortuné Solano, et qui ne se faisait aucun scrupule de recommander à ses compatriotes de sacrifier l'honneur à l'intérêt, sacrifice qui lui coûta peu à lui-même, lorsque, dans la suite, il abandonna la cause de la patrie pour celle du Roi intrus.

La bataille et la capitulation de Baylen, par leurs conséquences surtout, furent le plus grand désastre qu'eussent jamais éprouvé les armes françaises depuis que l'étoile de Napoléon régnait à l'horizon; c'était, comme il le disait lui-même, les fourches caudines de son histoire militaire. Plus de trois mille Français avaient péri sur le champ de bataille, dix-sept mille s'étaient rendus prisonniers; la plus fertile province de l'Espagne, l'Andalousie, était délivrée des armées françaises; et les riches cités de Séville et de Cadix pouvaient maintenant employer, pour soutenir la cause nationale, toutes les ressources que leur donnaient leurs trésors, et une population nombreuse et disciplinée. C'est pourquoi, lorsque la nouvelle de ce revers parvint à Buonaparte, qui était dans ce moment à Bordeaux, il fut rempli d'une agitation semblable à celle d'Auguste, quand il demandait à Varus ce qu'il avait fait de ses légions; mais les regrets et l'inquiétude de Buonaparte étaient

bien plus fondés que ceux de l'empereur romain. Auguste n'avait perdu que des soldats, et cette perte n'était pas irréparable, tandis que la bataille de Baylen détruisait l'idée d'invincibilité jusqu'alors attachée à Napoléon et à sa fortune; cette idée, semblable à un talisman, avait souvent paralysé les résolutions et les efforts de ses ennemis, qui, en combattant contre lui, se considéraient en quelque sorte comme des victimes luttant contre la volonté du destin. Tout ce mystère, toute cette obscurité dont Buonaparte avait enveloppé les affaires d'Espagne, et qui servait à cacher quelle espèce d'intérêt il prenait à ce royaume, et son plan gigantesque de le réunir à son empire, fut tout à coup éclaircie. La nouvelle de la défaite de Dupont agit comme un tourbillon de vent sur les nuages d'un épais brouillard, et montra à toute l'Europe ce que Napoléon désirait le plus de tenir caché : on vit que, pour satisfaire uniquement une ambition criminelle, il s'était engagé, avec la nation espagnole, dans une querelle dont l'issue était si douteuse qu'elle avait commencé par une très grande perte du côté de la France; il était dès-lors évident que ses armées seraient forcées de se rendre. L'Espagne recueillit tout son courage pour persister dans une entreprise dont les débuts donnaient tant

d'espoir; et les nations qui étaient sous la domination française observèrent avec intérêt une lutte qui leur permettait à elles-mêmes d'espérer. Le charme funeste qui les avait forcées de se soumettre à leur sort était détruit, et le moment approchait où elles pourraient se montrer les dignes émules du peuple espagnol.

Toutefois ces heureuses conséquences de la victoire de Castanos eurent quelques inconvéniens pour les Espagnols eux-mêmes, et les autres nations. Elles nourrirent parmi ces premiers cet excès de présomption et de confiance en leur propre valeur, qui est le défaut national de ce peuple; cet excès n'est utile peut-être qu'au moment du combat, parce qu'il double alors l'ardeur du soldat; mais il est très préjudiciable lorsqu'il détourne l'attention des précautions nécessaires pour assurer la victoire et qui sont si souvent négligées dans les armées espagnoles. Enfin, pendant que le succès de la bataille de Baylen portait les Espagnols à rejeter les avis de l'expérience et du talent, comme si en les suivant on eût prouvé que l'on concevait quelque crainte pour les destinées de l'Espagne, ce succès encouragea aussi des espérances déraisonnables en Europe, et principalement dans la Grande-Bretagne, tant les désirs des hommes dans une cause chérie se changent

aisément en espoir. Sans se rendre compte du concours de circonstances qui avait contribué à la victoire de Baylen, on considéra cet événement comme devant se renouveler très facilement chaque fois que les Espagnols pourraient déployer la même énergie; et comme les patriotes étaient venus à bout d'une entreprise difficile, on attendit d'eux à l'avenir des résultats non moins importans, et quelquefois même impossibles. Lorsqu'il fut prouvé combien cette attente était déraisonnable, les politiques qui y avaient ajouté foi en conçurent un tel dépit, que se précipitant dans l'extrême opposé, ils doutèrent que les Espagnols fussent véritablement zélés pour la cause qu'ils défendaient ou qu'ils eussent les moyens de résister long-temps. C'est ainsi, pour nous servir de l'expression de l'Écriture, que « l'amour de plusieurs se refroidit », et que les hommes dont le courage était abattu, commencèrent à souhaiter que l'Angleterre, cessant de prendre part à une lutte qu'ils croyaient désespérée, n'accordât plus les subsides qui servaient en grande partie à la prolonger.

La bataille de Baylen ne fut connue à Madrid qu'au bout de huit ou dix jours; Joseph Buonaparte vit clairement que la capitale n'était plus une résidence sûre pour lui, et se pré-

para à la quitter. Ayant permis généreusement aux personnes qui formaient le nouveau gouvernement de suivre sa fortune ou de se ranger du côté de la nation si elles le préféraient, il se retira à Vittoria, où, protégé par la garnison française, et à peu de distance de la frontière, il pouvait en sûreté attendre l'issue des événemens.

Un autre fait mémorable de cette guerre, et qui mieux encore que la victoire de Baylen servit à montrer quel était le caractère de la résistance des Espagnols, fut l'immortelle défense de Saragosse, capitale de l'Aragon. Cette ancienne cité n'est entourée que d'un mur de dix pieds de haut, bâti par les Goths, les Romains ou les Maures; ce n'est dans toute son étendue qu'une enceinte qui n'est flanquée par aucune pièce de fortification. Saragosse n'avait guère pour toute garnison que ses citoyens; son gouverneur, jeune seigneur appelé don Joseph Palafox, et qui ne fut choisi pour capitaine-général que parce que le hasard le fit trouver là, ne s'était fait remarquer jusqu'alors que par la part qu'il avait eue aux amusemens frivoles de la cour. Saragosse ne présentait donc aucun moyen de défense, et le général français Lefebvre-Desnouettes, ayant défait tous les insurgens qui s'étaient montrés en rase cam-

pagne, pensa qu'il n'avait qu'à s'avancer pour s'emparer de la capitale de la province. Mais jamais on ne vit le courage et le patriotisme opposer une telle défense, et déjouer si longtemps tous les efforts d'un ennemi qui possédait tous les avantages militaires dont les assiégés étaient totalement dépourvus.

Le 15 juin les Français essayèrent d'enlever la place par un coup de main, et furent repoussés avec perte. Le 27 ils vinrent en plus grand nombre, et, secondés plus régulièrement par l'artillerie, ils réussirent à prendre possession d'un faubourg appelé le Terrero ; alors ils investirent la place plus étroitement, firent tomber une pluie de bombes sur ses édifices, que les habitans sacrifièrent généreusement à la cause nationale, et au milieu de l'incendie que ces projectiles avaient allumé, ils cherchèrent à forcer les portes de la ville sur plusieurs points à la fois. Tous les citoyens coururent aux endroits menacés ; le rang, l'âge, le sexe, ne firent aucune différence : les moines combattirent avec les laïques, et plusieurs femmes montrèrent un courage digne des hommes les plus intrépides.

Lefebvre, furieux de voir qu'une place intenable, selon toutes les règles ordinaires, osât se défendre, oublia à son tour les règles de la

guerre, et sacrifia ses troupes en leur ordonnant d'emporter la place à la pointe de la bayonnette, ce qu'elles essayèrent plus d'une fois. Les munitions commençaient à manquer dans Saragosse; mais les habitans parvinrent à fabriquer de la poudre à canon en très grande quantité · la famine arriva; on se soumit à ce cruel fléau : les maladies éclaircirent les rangs des défenseurs de la patrie; ceux qui survécurent remplirent volontiers les devoirs de ceux qui avaient succombé. Ce fut en vain que, le grand couvent de Santa-Engracia tombant au pouvoir des assiégeans, ils purent avancer leurs postes jusque dans la ville. Le général français annonça son succès d'une manière laconique; il dit : « Santa-Engracia, capitulation. » Les habitans répondirent avec le même laconisme : « Saragosse, guerre au couteau. » Cette menace fut exécutée. Les citoyens combattirent de rue en rue, de maison en maison, de chambre en chambre. Les deux partis occupèrent souvent différens appartemens d'une même maison, et ne furent séparés que par des monceaux de cadavres. Cette lutte sanglante durait depuis plusieurs semaines, lorsque la défense héroïque de Saragosse excita l'admiration et le courage de ceux qui partageaient les sentimens de ses intrépides citoyens, et un renfort consi-

dérable se jeta dans la place au commencement d'août. Dans tous les combats subséquens, les habitans regagnèrent du terrain sur leurs adversaires, et la reddition de Dupont étant enfin connue, Lefebvre jugea qu'il était prudent, le 8 août, d'évacuer le quartier de la ville où il s'était logé. Il fit sauter l'église de Santa-Engracia, mit le feu à plusieurs des maisons dont il s'était emparé, et abandonna une cité qui avait si vaillamment résisté à ses soldats.

Le courage indomptable dont les Espagnols firent preuve dans cette occasion n'a peut-être rien qui l'égale dans l'histoire, si ce n'est la défense de Numance par leurs ancêtres. Bien plus encore que la bataille de Baylen, ce siége servit à accroître l'espoir et la confiance dans la cause patriotique, et le pays qui avait produit des hommes tels que Palafox et les défenseurs de Saragosse, put, sans trop d'improbabilité, être proclamé trop brave pour être conquis.

Il est maintenant nécessaire d'indiquer les effets que cette importante révolution produisit en Angleterre et en Portugal.

CHAPITRE IX.

Zèle de la Grande-Bretagne pour la cause espagnole. — Elle se décide à envoyer une expédition en Portugal. — Événemens qui s'étaient passés dans ce royaume. — Assemblée des notables Portugais convoquée à Bayonne. — Audience singulière qu'ils reçoivent de Buonaparte. — Impression que les succès de l'Espagne produisent sur le Portugal. — — Sir Arthur Wellesley. — Son caractère comme général. — Il est mis à la tête de l'expédition anglaise envoyée en Portugal. — Il attaque et défait les Français à Rolissa. — L'insurrection s'étend et devient générale. — Bataille et victoire de Vimeira. — Sir Harry Burrard Neale prend le commandement, et frustre sir Arthur Wellesley des résultats qu'il espérait de la victoire. — Sir Harry Burrard est remplacé par sir Hew Dalrymple, et l'armée anglaise a trois généraux en vingt-quatre heures. — Convention de Cintra. — Son impopularité en Angleterre. — Cour d'enquête.

Rien n'est plus honorable pour la Grande-Bretagne, ou plutôt pour le caractère des Anglais, car ce sont les Anglais qui, à cet égard, donnent l'impulsion aux sentimens des deux autres nations du royaume-uni de la Grande-Bretagne; rien n'est plus honorable que la noble candeur avec laquelle, mettant de côté toute considération d'un petit intérêt, et tout esprit de faction, ils se sont, dans tous les temps, réunis d'opinion et de volonté, quand l'objet en

question est en lui-même un appel de générosité et d'honneur. A nulle époque, peut-être, il n'y eut cette unanimité de sentimens dans la Grande-Bretagne, qu'à celle où la nouvelle se répandit que les Espagnols, victimes d'une trahison inouïe jusqu'alors, étaient résolus de rompre les filets dont on les avait enlacés, et de racheter leur indépendance nationale aux dépens de leur vie. « La guerre », dit l'élégant historien[1] auquel nous sommes si redevable pour cette partie de notre ouvrage, « prit un caractère plus élevé et plus saint, et les hommes attendirent l'issue de cet événement avec foi et avec espérance. » Du moins ces deux sentimens éclatèrent d'autant plus qu'on avait douté généralement de l'esprit public de l'Espagne.

Il n'y eut plus qu'un seul désir dans toute l'Angleterre, ce fut de donner aux Espagnols toute l'assistance possible pour les soutenir dans cette lutte honorable. Shéridan déclara que l'instant était venu de frapper un coup décisif pour délivrer l'Europe; un autre mem-

[1] *Southey's History of the Peninsular War.* In-4. vol. 1er, p. 346. *

* Nous voyons par les revues anglaises elles-mêmes, que cet auteur ministériel, du plus grand mérite d'ailleurs, a souvent gâté ses plus belles pages sur la guerre d'Espagne, par d'inutiles injures contre le caractère français en général. (*Édit.*)

bre distingué de l'opposition, s'étant exprimé avec plus de réserve sur ce sujet, se trouva obligé d'expliquer qu'en parlant ainsi il n'avait pas eu la pensée qu'on abandonnât les héroïques Espagnols à leur sort; mais ce fut avec intérêt que tous les vrais patriotes écoutèrent la noble déclaration de M. Canning, dans laquelle, désavouant cette étroite et fausse politique qui faisait un objet spécial de ce qu'on appelait plus particulièrement les intérêts de l'Angleterre, il promettait formellement que lui et l'administration prendraient désormais toutes les mesures qui pourraient assurer le succès de la cause espagnole, parce que cette cause comprenait non seulement les intérêts de l'Angleterre, mais celle du monde entier. Fondée sur une base aussi large et aussi généreuse, la résolution de soutenir l'Espagne dans sa lutte contre la France fut approuvée par toute la nation anglaise.

Il restait seulement à décider dans quelle forme les secours de l'Angleterre seraient accordés afin qu'ils fussent le plus avantageux possible à la cause de l'indépendance de la péninsule. La plupart des Espagnols semblaient être du même avis que les députés de la junte des Asturies, qui, envoyés en toute hâte en Angleterre, refusaient l'assistance d'une ar-

mée auxiliaire « car pour des hommes, disaient-ils, l'Espagne en a déjà bien assez. » On envoya donc, avec une grande profusion, des armes, des munitions et des vêtemens ; des officiers expérimentés se rendirent partout où leurs talens et leurs services pouvaient être utiles aux insurgens. La guerre avec l'Espagne fut déclarée terminée, et les prisonniers espagnols, délivrés de leurs fers, habillés et bien traités aux frais de l'Angleterre, furent renvoyés presque en triomphe dans leur pays.

Le refus que firent les Espagnols de l'aide des troupes anglaises, peut être attribué en partie à cette présomptueuse confiance que nous avons déjà signalée comme le grand faible de cette nation, et ce refus peut aussi être justifié par la difficulté de combiner les opérations d'un corps d'insurgens avec des forces régulières composées d'étrangers professant une religion différente et parlant une autre langue [1]. Ces objections n'avaient pas la même force à l'égard du Portugal, qui, dominé par un vainqueur, ne pouvait permettre à l'orgueil national, quoiqu'il ne fût pas moindre de celui des Espagnols, de prendre un ton si haut ; d'ailleurs, une longue

[1] L'antipathie contre la nation anglaise a survécu en effet, à la victoire. (*Édit.*)

alliance avec les Anglais les faisait depuis longtemps regarder avec faveur, quoiqu'ils fussent étrangers et hérétiques. En conséquence, le cabinet anglais résolut d'envoyer un corps considérable de troupes en Portugal, pour concourir à l'émancipation de ce royaume, que les progrès de l'insurrection espagnole paraissaient devoir rendre plus facile à effectuer.

Nous avons laissé le Portugal sous le gouvernement provisoire de Junot, que Napoléon lui-même nous représente comme un homme dont la vanité ne pouvait être égalée que par sa rapacité, et qui se conduisit en tyran, à l'égard d'un peuple soumis, sur lequel il leva des contributions exorbitantes.

On ne peut guère savoir de quelle manière Napoléon voulait disposer de cet ancien royaume. Le traité de partage signé à Fontainebleau, et qui avait été le prétexte de l'occupation du Portugal, n'avait jamais été destiné à régler le sort de ce pays; cet acte fut négligé par les diverses parties contractantes comme s'il n'eût jamais existé. Il paraît que, plus tard, Buonaparte eut quelque envie de réorganiser le Portugal, puisqu'il convoqua à Bayonne une diète ou assemblée des notables du royaume, afin de donner une apparence de régularité au changement qu'il allait introduire.

Les notables se rendirent au lieu indiqué, et quoique leurs conférences n'eussent aucun résultat matériel, cependant, ce qu'en dit l'abbé de Pradt, qui y était présent, donne une idée trop curieuse de l'esprit et des manières de Buonaparte, pour ne pas trouver place ici. Ayant écouté avec indifférence un discours prononcé par le comte de Lima, d'une ancienne famille noble du Portugal, et président de la députation, Napoléon ouvrit la discussion d'un ton léger, et dit : « Je ne sais trop ce que je puis faire de vous, messieurs; cela dépendra des événemens de l'Espagne; et alors seriez-vous en état de vous constituer en peuple séparé? êtes-vous de taille à cela? Votre prince s'est laissé emmener au Brésil par les Anglais; il a commis là une grande faute, et ne tardera pas à s'en repentir. Un prince, dit-il, en se tournant gaîment vers l'abbé de Pradt, est comme un évêque; il doit résider. » Et continuant de parler au comte de Lima, il demanda à combien s'élevait la population du Portugal, puis, répondant en même temps à sa propre question, il lui dit : « A deux millions, n'est-ce pas?

— Plus de trois, sire, » répliqua le comte.

« Ah! je ne savais pas cela. Et Lisbonne? y a-t-il cent cinquante mille habitans?

— Plus du double, sire.

— Ah! je ne m'en serais pas douté. »

Continuant à faire plusieurs questions sur des objets dont il paraissait assez mal informé, il revint enfin au sujet de cette conférence. « Que désirez-vous être, vous autres Portugais? voulez-vous devenir Espagnols? » Cette question, même de la part de Napoléon, réveilla l'orgueil des Portugais; car on sait quelle est leur haine jalouse pour l'autre nation de la péninsule, contre laquelle ils ont si long-temps défendu leur indépendance. Le comte de Lima se redressa vivement, porta la main à son épée, et répondit à cette insultante question par un NON fortement articulé, et qui retentit dans toute la salle. Buonaparte n'en fut point offensé, et il parut même que ce trait de fierté nationale l'avait diverti. Il congédia l'assemblée des notables, sans pousser plus loin l'affaire pour laquelle il les avait convoqués, et dit ensuite aux personnes qui l'entouraient, que le comte de Lima l'avait traité avec un NON superbe. Il témoigna même quelque bienveillance à ce fier gentilhomme, mais il rompit toute conférence avec les députés portugais. Cette scène est très curieuse, car elle sert à prouver combien l'esprit de Napoléon s'était familiarisé avec ces transferts d'allégeance et ces aliénations de sou-

verainetés, puisque, dans une circonstance où il s'agissait d'un royaume dont l'ancienne renommée méritait du moins quelques égards, il pensait à fixer les destinées d'un peuple dont il n'avait qu'une connaissance imparfaite, et traitait cette question avec tant de légèreté. Les royaumes étaient devenus pour lui des cartes qu'il battait et mêlait avec l'indifférence d'un joueur exercé. Il n'eut bientôt plus besoin de cette assemblée des notables du Portugal, et les députés furent tous envoyés à Bordeaux, où ils restèrent dans l'oubli et dans l'indigence, jusqu'au moment de la paix générale, qui leur permit de retourner chez eux.

On aurait pu croire, d'après ce que Buonaparte faisait entendre à Murat, dans la lettre que nous avons déjà citée, qu'il lui destinait la couronne de la maison de Bragance, mais il lui donna celle de Naples; et le sort du Portugal restait toujours indécis, lorsque les conséquences de la révolution espagnole semblèrent devoir le soustraire à l'influence de Buonaparte.

Un mouvement aussi général que la révolution qui s'opéra dans toutes les provinces de l'Espagne, ne pouvait manquer d'agir d'une manière sympathique sur le Portugal, qui touche à l'Espagne de si près, et où le joug français

s'apesantissait avec tant de rigueur, non seulement en blessant l'orgueil national et en détruisant l'indépendance du pays, mais en le privant de toutes ses ressources, et en maltraitant ses habitans. Le sentiment qui animait les Espagnols se montra bientôt parmi les Portugais. Oporto, la seconde ville du royaume, avait déjà fait un premier effort pour se mettre en insurrection; mais les Français, aidés des autorités locales que la crainte rendait timides, avaient réussi à contenir le peuple : une seconde tentative fut plus heureuse; les Portugais chassèrent les Français de la ville d'Oporto et des pays voisins, et se placèrent sous l'autorité d'une junte provisoire, à la tête de laquelle était l'évêque d'Oporto. L'incendie de l'insurrection se communiqua rapidement en tous sens; et partout où les Français n'avaient pas une force armée capable de contenir les Portugais, ceux-ci se soulevèrent. Il y eut beaucoup de sang répandu. Les Français, commandés par le général Loison, sortirent de la place frontière d'Almeida, afin de réprimer l'insurrection d'Oporto; mais leur marche fut vivement harcelée par le général Silveyra, noble portugais, qui s'était mis à la tête de la population armée. Loison fut obligé de renoncer à son projet et de revenir à Almeida, quoiqu'il

eût avec lui quatre mille hommes de troupes. A Beja, à Leiria, à Evora, et dans d'autres lieux, la discipline des Français triompha de l'opposition des citoyens et des paysans; et pour mieux répandre la terreur parmi eux, la main sanglante de l'exécution militaire s'étendit sur les villes et les autres cantons qui s'étaient soulevés. Mais l'inhumanité des vainqueurs ne servit qu'à accroître le nombre et la férocité de leurs ennemis : ceux qui avaient vu brûler leurs maisons, arracher leurs vignes et violer leurs femmes, n'étaient plus attachés à la vie que dans l'espoir d'obtenir de terribles représailles; et lorsque le nombre, la position ou tout autre avantage leur en donnait l'occasion, ils se vengeaient avec la plus impitoyable cruauté.

Il est probable que si Junot avait pu faire agir toutes ses troupes contre les insurgens, cette malheureuse guerre, dans un pays aussi peu étendu, aurait pu être terminée par la force et le despotisme irrésistible de ses armes. Mais le général français avait d'autres inquiétudes, qui l'obligeaient à concentrer sur un seul point une partie considérable de son armée, qui, sans ce motif, eût été employée à l'entière soumission du Portugal. Exclue depuis longtemps du continent, l'Angleterre avait à son égard l'attitude de ce héros grec qui, mena-

çant son ennemi de sa lance, le regarde des pieds à la tête, dans l'espoir de découvrir quelque défaut à son armure éprouvée. Junot pensait avec raison que la condition de la péninsule, et plus particulièrement celle du Portugal, devait exciter l'Angleterre à y faire une descente. Effectivement, une expédition forte de six mille hommes avait déjà mis à la voile de Cork, et, ce qui était d'une plus grande importance que si le nombre de ces troupes eût été triplé, elles étaient sous le commandement de sir Arthur Wellesley, second fils du comte de Mornington, et l'un de ces hommes favorisés du ciel, sur qui le destin du monde semble tourner comme une porte roule sur ses gonds, ou comme le vaisseau est conduit par son gouvernail.

Dans l'Inde, sir Arthur Wellesley avait vu et fait la guerre sur une grande échelle. Supérieur par là à tous les officiers-généraux de l'armée européenne d'Angleterre, qui n'avaient pas son talent, ou du moins son expérience, il avait une parfaite connaissance des moyens d'entretenir une armée en campagne. Familiarisé avec la combinaison et l'ensemble des grands mouvemens de troupes dans de vastes régions, son génie naturel le rendait capable d'appliquer les règles de l'art de la guerre, qu'il avait faite dans l'Inde, à d'autres contrées, et contre

un ennemi différent; redoutable par ses plans de bataille, heureux dans l'action même, il fut plus distingué encore par cette activité et cette sagacité qui, n'étant jamais satisfaites d'une victoire inutile, poussaient jusqu'au bout les avantages qu'il avait obtenus par ses savantes dispositions et la valeur de ses troupes. Son esprit n'était jamais absorbé par l'événement actuel, quelle que fût son importance. Le passé et l'avenir ne l'occupaient pas moins; le résultat de ses idées sur l'ensemble d'une opération étant toujours simple et vrai, semblait plutôt une décision instinctive que l'effet de la réflexion: dans le fait, l'esprit de cet homme unique et distingué semblait être inaccessible aux erreurs et aux fausses vues qui égarent les penseurs ordinaires; la force de son jugement les repoussait, comme un sol heureux ne saurait produire ni nourrir des herbes parasites; et l'on peut dire de lui, que l'opinion qu'il se formait de l'objet sur lequel il fixait son attention, approchait peut-être de la perfection de la raison humaine autant que peut le permettre la faiblesse de notre nature.

A cette prescience du génie, qualité si rare, sir Arthur Wellesley joignait une décision si ferme, que lorsqu'une fois son parti était pris, il envisageait de sang-froid l'issue de l'événe-

ment, et restait étranger à ces doutes et à ces vacillations que les hommes les plus résolus ont souvent montrées dans les circonstances difficiles, mais qui diminuent l'énergie des chefs, et épuisent le courage des soldats. Un tempérament qui lui permettait d'endurer toute espèce de fatigues et de privations, la faculté de suppléer au besoin d'un repos régulier par de courts instans de sommeil, goûtés quand l'occasion s'en présentait, et une vue perçante au plus haut degré, servaient à compléter les qualités qu'avait sir Arthur Wellesley pour le rôle extraordinaire auquel la Providence l'avait destiné. On peut ajouter que, sous le rapport de la précision de la pensée, de la sagacité, du jugement, de la promptitude des décisions et de la fermeté, il y avait beaucoup de ressemblance entre Napoléon et le général anglais, qui devait être son grand rival; ces deux caractères nous prouvent que ce ne sont pas les hommes doués d'un talent rare et extraordinaire[1] qui

[1] C'est justement ici que l'auteur risque de nuire à ce portrait soigné du héros, par une comparaison dangereuse avec l'homme le plus extraordinaire, selon lui, des temps modernes. Napoléon disait que « Wellington n'a jamais eu qu'un talent spécial; il y excelle peut-être, mais il n'a pas de création : la fortune a plus fait pour lui qu'il n'a fait pour elle. » (*Édit.*)

exécutent les plus grandes entreprises, mais plutôt ceux qui sont doués au plus haut degré de perfection du jugement, de la fermeté, de la prévision et de la rapidité d'exécution que les hommes *ordinaires* ne possèdent qu'à un degré *ordinaire*.

Les talens de sir Arthur Wellesley étaient bien connus dans l'Inde, où, pendant la brillante campagne d'Assaye, il battit complétement les Mahrattes, et mit fin victorieusement à une longue guerre dont l'issue avait paru douteuse. Les lignes suivantes, écrites lors de son départ de l'Inde, sont extraites de la lettre familière d'un habile appréciateur du caractère des hommes, et qui, vivant encore, du moins nous l'espérons, doit éprouver un juste orgueil de voir sa prophétie réalisée: «Vous semblez, écrivait-il à son correspondant européen, manquer de généraux en Angleterre; il vous en revient un maintenant de l'Inde qui, si vous pouviez écarter toute objection sur l'ancienneté de service, pour le mettre tout d'un coup à la tête de l'armée anglaise, serait capable de sauver, sinon toute l'Europe, du moins l'Angleterre, des dangers qui s'amoncellent autour de vous.» Très heureusement pour l'Angleterre et pour l'Europe, les objections qui auraient pu empêcher la nomination de tout

autre officier dans les mêmes circonstances, ne purent avoir la même force contre sir Arthur Wellesley. Son frère, le marquis de Wellesley, si remarquable par les talens qu'il avait déployés en gouvernant et en étendant nos possessions dans les Indes, avait déjà une grande influence dans le cabinet britannique, où, peu de mois après, il occupa une place éminente.

Le marquis de Wellesley fut choisi, dans ce moment de crise, pour être ambassadeur plénipotentiaire en Espagne, comme l'homme dont la prudence et l'expérience méritaient une confiance entière. Il connaissait nécessairement les talens de sir Arthur; et, convaincu qu'en appuyant les titres de son frère à un emploi militaire élevé, il préparait aux armes de la Grande-Bretagne des chances de succès brillans, il demanda que ce fût sir Arthur dont le bras exécutât les ordres qui devaient, en grande partie, émaner de lui comme chef de l'entreprise.

L'armée et la nation anglaise avaient eu des preuves des talens de sir Arthur Wellesley pendant la courte campagne de Copenhague; son nom déjà inspirait la confiance et l'espoir; et lorsque le frère du marquis de Wellesley reçut le commandement de l'expédition destinée pour la péninsule, personne ne se plaignit qu'il y eût

une injuste partialité dans ce choix. Les événemens apprirent bientôt à la nation que non seulement la confiance que l'on avait mise en sir Arthur était parfaitement juste, mais qu'elle aurait dû être plus absolue.

Ce fut sous de tels auspices que l'expédition mit à la voile pour la péninsule; elle toucha à la Corogne, et les nouvelles que sir Arthur Wellesley y apprit le déterminèrent à choisir le Portugal pour théâtre de ses opérations, comme le point sur lequel ses succès devaient avoir le plus d'influence sur la cause générale. Ayant ouvert des communications avec Oporto, il fut bientôt informé que Dupont avait été défait, et que le Roi intrus avait quitté Madrid. Ces nouvelles étaient de la plus grande importance; car les conséquences de la défaite de Dupont devaient vraisemblablement donner de l'occupation à l'armée victorieuse de Bessières, qui, si elle eût été moins nécessaire en Espagne, aurait pu entrer en Portugal et agir de concert avec Junot. Un corps de troupes anglaises qui avait été destiné à soutenir Castanos, s'étant trouvé libre par la capitulation de Baylen, s'embarqua, et vint rejoindre sir Arthur Wellesley. On apprit peu de temps après que l'armée anglaise allait recevoir immédiatement un renfort de quinze mille hommes, et

que sir Hew Dalrymple commanderait en chef. Cet officier était gouverneur de Gibraltar, et avait montré beaucoup de sagesse et d'énergie en encourageant les patriotes espagnols, et en les aidant de ses conseils et de son appui. Mais ce n'est pas lui faire injure de dire qu'il paraît ne pas avoir possédé cette réunion, peu commune, de talens militaires et politiques qu'exigeait impérieusement, dans la crise présente, la situation de commandant en chef de l'armée de Portugal.

Sir Arthur Wellesley fit débarquer son armée dans la baie de Mondego, et s'avança sur Leiria en suivant la côte, afin de pouvoir communiquer avec la flotte, qui avait à bord toutes les provisions. Les généraux français Laborde et Thomières furent détachés de Lisbonne pour arrêter les progrès des ennemis, et Loison ayant quitté l'Alentejo était en marche pour opérer sa jonction avec ses compatriotes. Pendant ce temps, un corps d'insurgés portugais en désordre, et commandé par le général Freire, homme capricieux et d'une faible raison (qui perdit la vie pour avoir été soupçonné de trahir la cause patriotique), gêna d'abord le général anglais par ses prétentions extravagantes, et refusa finalement de coopérer avec lui. Un général d'un caractère ordinaire aurait

pu, non sans raison, être tellement choqué de la conduite de ceux qu'il était venu secourir, que son zèle se serait refroidi pour une cause qui paraissait presque indifférente à ses défenseurs naturels; mais sir Arthur Wellesley, aussi distingué par sa connaissance des hommes que par ses talens militaires, sut apprécier à leur juste valeur le caprice d'un individu appelé si soudainement à un commandement auquel sa vie précédente l'avait rendu peu propre, et la susceptibilité de l'esprit national chez une population insurgée. Il savait qu'il devait vaincre les Français pour obtenir la confiance des Portugais : et avec une activité qui prévint la jonction de Loison et de Laborde, il attaqua ce dernier, le 17 août, au moment où il attendait son collègue dans une forte position près la ville de Rolissa. Prenant les Français de front et en flanc, il les força de reculer. Cette première victoire fut le premier succès réel que l'armée anglaise obtint dans les nombreux événemens de la guerre de la péninsule. Laborde fit sa retraite sur Torres-Vedras, point vers lequel Loison s'était aussi dirigé.

L'insurrection portugaise s'étendit et devint générale. Junot vit peu de chances d'éteindre l'incendie, s'il ne parvenait à battre le

général anglais dans une bataille rangée. Dans ce dessein, il rappela les garnisons françaises, n'en laissant que dans les villes de Lisbonne, d'Elvas, d'Almeida et de Peniche; et, rassemblant toutes ses forces à Vimeira, près de Torres-Vedras, il résolut d'y tenter le sort d'une bataille.

Pendant ce temps, une partie des secours qui avaient été promis à sir Arthur Wellesley avaient débarqué sans difficulté sur cette côte dangereuse, et s'étaient joints au gros de l'armée à l'instant où elle marchait à l'ennemi. Ce ne fut pas une circonstance également heureuse que l'arrivée sur la côte de sir Harry Burrard Neale, officier d'un rang supérieur, et qui communiqua avec sir Arthur. Celui-ci lui expliqua le plan qu'il avait formé d'attaquer l'armée française et de la rejeter sur Lisbonne, tandis que les insurgés l'entameraient par ses derrières, et qu'ainsi le Portugal pourrait être délivré tout d'un coup. Mais bien que sir Harry Burrard fût un brave officier, il ne paraît pas qu'il ait eu dans les soldats anglais cette confiance qu'ils méritent si bien de la part de leurs chefs. Il fut d'avis de suivre un système de défensive jusqu'à l'arrivée du reste des secours qu'envoyait l'Angleterre, oubliant que dans la guerre tout dépend d'un effort soudain et

puissant, et ne considérant pas non plus que les Français sont de tous les hommes ceux qui savent le mieux employer à leur avantage le temps que leur laisse la timidité ou l'indécision de leurs ennemis.

Toutefois, à cette époque, les difficultés de la situation de Junot l'avaient décidé à hasarder une action générale, et les armées étant déjà très près l'une de l'autre, le seul changement que l'interposition du général anglais nouvellement arrivé occasionna dans le cours des événemens, fut que sir Arthur Wellesley, au lieu d'attaquer, ainsi qu'il se l'était proposé, fut attaqué lui-même par Junot, le mémorable jour du 21 août, près de la ville de Vimeira. L'armée anglaise était portée à seize mille hommes, dont plus de moitié ne prit aucune part au combat; les Français comptaient environ quatorze mille hommes qui furent tous engagés dans l'action. Ceux-ci attaquèrent avec deux divisions; celle de gauche, commandée par Laborde, et forte d'environ cinq mille hommes, et celle de droite, aux ordres de Loison, et beaucoup plus nombreuse. Le centre, ou réserve, commandé par Kellermann, occupait l'espace entre les deux divisions qui engageaient le combat, et servait à coordonner leurs mouvemens. Cette bataille fut d'un grand intérêt

pour les militaires, comme un exemple remarquable de cette tactique particulière qui avait si souvent réussi aux Français pour rompre et déconcerter les meilleures troupes du continent, et de la manière dont leur valeur impétueuse peut être arrêtée et rendue inutile par un ennemi ferme, résolu et actif.

Le mode favori d'attaque parmi les Français était, ainsi que nous l'avons dit, de se former en colonnes serrées, dont le centre et la queue ne permettant pas à la tête de s'arrêter, poussent en avant les premiers rangs et les précipitent sur la ligne moins compacte de l'ennemi, qui nécessairement est rompue, n'ayant pas assez de consistance pour soutenir l'effort de l'attaque.

Ce fut ainsi que le général Laborde, plein de confiance dans le succès [1], conduisit une colonne de plus de deux mille hommes, et fondit sur l'avant-garde anglaise, qui n'était composée que du cinquantième régiment, de quelques pièces d'artillerie, et d'une seule compagnie de tirailleurs. Ce régiment, d'environ quatre cents hommes, rangé en ligne sur le

[1] Il est à remarquer que ce général avait été blessé récemment dans une affaire (contre les Anglais) que l'auteur oublie de mentionner (*Édit.*)

sommet d'une montagne, présentait un si faible obstacle à la colonne qui s'avançait sur lui, qu'il semblait que le seul bruit de son approche suffirait pour le repousser du lieu qu'il occupait; mais le colonel Walker changea subitement sa ligne de bataille; il l'opposa obliquement au flanc de la colonne, au lieu de conserver la ligne parallèle, et commanda aussitôt un feu vif et soutenu; chaque balle qui pénétrait à travers les rangs serrés de l'ennemi, frappait plus d'une victime à la fois. A cette décharge meurtrière, accompagnée d'une mitraille plus fatale encore, succéda immédiatement une charge à la bayonnette, et la colonne ne pouvant ni se déployer ni se former en ligne, reçut sur son flanc que rien ne protégeait, et dans ses rangs déjà éclaircis, l'attaque d'une poignée d'hommes qu'elle avait cru pouvoir renverser dans sa course [1]. L'effet fut prompt et irrésistible. Les Français, qui jusqu'alors avaient conservé le plus grand ordre, rompirent leurs rangs et s'enfuirent laissant plus des trois quarts des leurs tués, blessés ou prison-

[1] Il fallait peut-être ajouter que cette poignée d'hommes, adossée à une forte position, était soutenue par des renforts et le reste des brigades anglaises. (*Édit.*

niers [1]. Le combat s'était engagé partout de la même manière. La brigade du général Fergusson fut attaquée sur la droite par le général Loison avec une impétuosité et une vigueur égale à celle de Laborde. Les troupes se chargèrent à la bayonnette; et là, comme à Maida, les Français s'avancèrent bravement, mais perdirent courage au moment de la fatale mêlée : à quelle autre cause pourrions-nous attribuer ce fait, qu'on ne saurait nier, quetout le premier rang, composé de plus de trois cents grenadiers, fut renversé presque en un seul instant. [2]

De tous côtés les Français étaient en pleine retraite. Ils avaient abandonné leur artillerie, ils fuyaient en désordre [3]; la bataille était gagnée, le vainqueur n'avait seulement qu'à étendre la main pour saisir les fruits de la

[1] Après la capitulation de Cintra, le général Loison demanda à être présenté au colonel Walker et le félicita sur la fermeté et le talent avec lesquels il avait rendu l'ordre défensif en ligne si décidément supérieur à la manœuvre favorite de l'Empereur, l'attaque en colonne.

[2] Ce premier rang fut mitraillé et mis hors de combat au nombre de deux cents hommes environ; mais sans perdre courage. (*Édit.*)

[3] L'auteur a copié ici les rapports anglais, qui devaient, par politique, exagérer ce succès inaccoutumé, quoique

victoire. Sir Arthur Wellesley avait résolu de porter une partie de son armée sur Torres-Vedras, afin de se placer entre les Français et le chemin le plus direct de Lisbonne, tandis qu'avec une autre division il eût poursuivi l'armée défaite, qui ne pouvait plus rentrer dans la ville que par une route longue et détournée, à travers un pays en pleine insurrection. Malheureusement, le temps du commandement de sir Arthur Wellesley était fini pour le moment. Sir Harry Burrard, qui était débarqué pendant l'action, avait, par procédé, refusé de prendre aucun commandement jusqu'à ce que la bataille parût être terminée; mais alors, résistant aux remontrances de sir Arthur, du général Fergusson et des autres officiers-généraux, il interposa son autorité pour empêcher qu'on ne poursuivît l'ennemi. Il trouvait cette mesure imprudente à cause de la nombreuse cavalerie des Français; peut-être aussi redoutait-il un peu trop leur supériorité dans la tactique militaire. Ainsi, le combat de Vimeira, dans ses conséquences directes, parut être seulement un nouvel exemple d'une victoire remportée

dû à un nombre supérieur d'un tiers, et à une artillerie plus forte : la retraite eut lieu en bon ordre; les généraux Kellermann et Margaron arrêtèrent la poursuite des troupes anglaises. (*Édit.*)

par les Anglais sans aucun résultat; et ce fut aussi une nouvelle preuve de ce qui arrive souvent, que les soldats gagnent la bataille par la confiance qu'ils ont en leur courage et la force de leurs armes, et que le général n'en sait pas profiter par une défiance également juste, peut-être, qui le fait douter de ses talens militaires.

Sir Hew Dalrymple était parti de Gibraltar, sur une frégate, et arriva sur ces entrefaites pour remplacer sir Harry Burrard, comme celui-ci avait remplacé sir Arthur Wellesley; ainsi, en vingt-quatre heures, l'armée anglaise eut successivement trois commandans en chef. Le moment de profiter de la victoire était passé avant que sir Hew Dalrymple débarquât; car les Français avaient eu le temps de gagner la position de Torres-Vedras, dont l'objet principal de sir Arthur avait été de les exclure. Ce général connaissait bien alors, ainsi qu'il le prouva plus tard, de quel avantage cette position pouvait être pour la défense de Lisbonne.

Mais Junot avait beaucoup trop souffert de la bataille de Vimeira [1], et était entouré de trop

[1] Junot y avait perdu mille hommes tués ou faits prisonniers; mais les Anglais avaient des forces doubles et

de difficultés pour songer à s'opiniâtrer dans la défense. L'armée anglaise victorieuse menaçait son front; les insurgés, encouragés par l'issue de la bataille, harcelaient ses flancs; la flotte anglaise pouvait opérer sur ses derrières, et la ville populeuse de Lisbonne ne pouvait être contenue sans une grande force militaire. Si les succès obtenus en Andalousie par les armées espagnoles étaient suivis des mêmes résultats, elles pouvaient entrer en Portugal et se concerter avec l'armée anglaise. Pressé par les circonstances, le général français proposa d'évacuer le Portugal, ses villes et ses forteresses; ce qui fut ensuite conclu par le traité de Cintra. D'après les articles de cette convention, les Français devaient être transportés dans leur pays avec leurs armes, leur artillerie, tout ce qui leur appartenait, et, à la faveur de cette dernière clause, ils emportèrent une grande partie du butin qu'ils avaient arraché aux Portugais. Une flotte russe commandée par l'amiral Siniavin, et qui était dans le Tage, fut livrée aux Anglais en dépôt seulement, ainsi qu'il fut déclaré, tant les Anglais évitaient d'employer

des pièces d'artillerie triples. Cependant, avec un chef plus habile que Junot, le résultat de la bataille de Vimeira eût pu être différent : Napoléon le disait et l'appuyait par des raisonnemens peut-être irrécusables. (*Édit.*)

envers la Russie, le langage ou les droits de la guerre, quoique les deux pays fussent dans un état avoué d'hostilités.

Sous le point de vue militaire, les généraux anglais approuvèrent tous d'un commun accord cette convention. Sir Arthur Wellesley, qui, ainsi qu'on peut le supposer, jugeait beaucoup mieux que les autres combien la guerre pourrait traîner en longueur, puisqu'on avait laissé passer le moment favorable de la victoire sans en tirer parti, considéra l'évacuation du Portugal, de ses côtes, de ses ports, de ses forteresses, enfin de la frontière orientale, qui offrait une communication directe avec l'Espagne, comme un avantage de la plus grande importance, et qui n'était pas trop payé par les articles du traité accordé à Junot.

Mais le peuple anglais envisagea, sous un tout autre aspect, la convention de Cintra. Il est dans son caractère de nourrir des espérances extravagantes, et le dépit qu'il ressent lorsqu'il les voit déçues est également exagéré. Jamais mesure n'avait excité une pareille désapprobation [1]; et, quoique le ressentiment du

[1] On aurait dû garder un peu de cette désapprobation pour les ordres contradictoires donnés à dessein par le ministère anglais à ses généraux de terre et de mer : c'était un moyen de se ménager le prétexte de violer les

peuple fût en grande partie fondé sur son ignorance et ses préjugés, cependant quelques unes des circonstances de cette transaction justifiaient en quelque façon l'indignation générale. Le remplacement successif des trois généraux fut comparé à ces coups du jeu de whist, où l'on met atout sur atout; et soit que ce fût un fait exprès ou un hasard, cet incident avait un air d'indécision qui était presque ridicule; enfin il était notoire que le plus jeune et le moins avancé en grade de nos trois officiers avait été empêché de poursuivre les avantages de la victoire qu'il avait remportée, et que c'était là ce qui avait rendu nécessaire cette convention de Cintra que l'Angleterre semblait déterminée à considérer comme injurieuse au Portugal, et déshonorante pour elle-même. Une cour d'enquête éclaircit cette affaire, et décida, avec justice, que les deux officiers supérieurs n'étaient coupables que d'un excès de prudence; mais le ressentiment du public s'exprima si haut et si fortement qu'il eut des conséquences fort impor-

conventions les plus solennelles. Le général Junot avait fait comprendre la flotte russe dans le traité préliminaire, mais l'amiral Cotton refusa de ratifier cet article. L'amiral russe ne voulut pas que cette difficulté en fût une, et déclara qu'il ferait son traité à part, ce qu'il fit, etc. (*Édit.*)

tantes, et quoiqu'il y ait eu quelques exceptions, il fut difficile et dangereux, depuis lors, de proposer pour chef d'une expédition un homme dont les talens ne méritaient pas la confiance du peuple.

CHAPITRE X.

Duplicité de Buonaparte à son retour à Paris. — Bulletins officiels du *Moniteur*, — Faibles et humilians. — Rapports de Champagny, ministre des affaires étrangères. — Contradictions entre ces rapports. — Le second demande une levée de quatre-vingt mille hommes. — Le Sénat l'accorde. — Examen des relations de la France avec les différentes puissances de l'Europe. — Esprit général de résistance qui se manifeste en Allemagne. — La Russie. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre à Erfurt, le 27 septembre; — ils se séparent amis en apparence, le 17 octobre. — Sentimens de ces autocrates. — Ils écrivent de concert au roi de la Grande-Bretagne, et proposent la paix générale sur le principe de l'*uti possidetis*. — Pourquoi cette proposition est rejetée. — Suites de l'affaire d'Espagne. — Catalogne. — La Romana revient en Espagne. — Armées de Blake, de Castanos, et de Palafox. — Expédition du général Moore. — Il désespère de la cause espagnole. — Ses plans. — Défaite de Blake et de Castanos. — Trahison de Morla. — Sir John Moore se retire à la Corogne. — Revers pendant sa retraite. — Bataille de la Corogne et mort de sir John Moore.

A aucune époque de son histoire, Buonaparte ne se montre sous un aspect plus méprisable qu'immédiatement après les premiers événemens de la révolution d'Espagne. Dans les plus funestes revers de sa vie, le courage avec lequel il lutta contre l'infortune donna à ses

efforts impuissans la dignité d'une grandeur qui tombe, mais dans cette occasion il paraissait aux yeux de la France et de l'Europe dans l'humiliante condition d'un homme que son égoïste avidité avait poussé à commettre un crime dont il avait recueilli une ample moisson d'ignominie, sans la moindre partie du profit qu'il en attendait. Au contraire, aveuglé par l'injuste ambition d'étendre son empire, il avait montré aussi peu de prévoyance sur les résultats, que d'indifférence sur le choix des moyens. Ici, comme en d'autres circonstances mémorables, l'iniquité avait entraîné avec elle toutes les conséquences de la folie.

Pendant quelque temps, après son retour triomphant à Paris, Buonaparte garda un silence absolu sur les affaires de la péninsule, sauf quelques assurances générales pour dire que tout allait bien, et que les mouvemens partiels, excités par les agens de l'Angleterre, avaient été partout réprimés par la sagesse du Grand-Conseil et l'appui empressé des bons citoyens, qui ne voyaient d'autre sûreté pour l'Espagne que dans l'ancien pacte de famille des Bourbons, renouvelé dans la dynastie plus fortunée de Napoléon. Pour accréditer cet état de choses, on fit circuler de fausses nouvelles dans les départemens les plus voisins de l'Espagne,

afin d'affaiblir l'énergie et les espérances des insurgés. M. de Champagny reçut l'ordre d'écrire au préfet du département de la Gironde que Georges III, roi d'Angleterre, était mort; que son successeur Georges IV avait entièrement changé le ministère, et qu'on devait s'attendre à une pacification prompte et générale : cet article, ainsi que quelques autres du même genre, furent insérés dans la gazette officielle de Madrid.

Mais un système de fictions et de mensonges ressemble à une épée mal trempée, qui, non seulement est sujette à se rompre au moment même où celui qui la tient en a le plus besoin, mais encore le blesse par les fragmens qui éclatent dans sa main. La vérité commença à devenir si évidente qu'on ne put plus la nier. Il était impossible de cacher que le Portugal avait recouvré son indépendance; que Junot et son armée avaient été chassés de Lisbonne; que Dupont avait mis bas les armes dans le sud de l'Espagne; que le roi Joseph avait dû quitter Madrid, et que presque tous les ports de la péninsule, qui, pendant tout le mois de mars, avaient été en quelque sorte hermétiquement fermés aux bâtimens et au commerce anglais, recevaient maintenant les sujets de la Grande-Bretagne comme des amis et des alliés. Il n'était

plus possible de dissimuler que ces revers qui ternissaient l'éclat des armes françaises n'avaient eu lieu que parce qu'une ambition déréglée, peu satisfaite de disposer à son gré des produits et de la puissance de l'Espagne, en se servant du nom de ses princes naturels, avait poussé Napoléon à exaspérer l'orgueil national en usurpant ouvertement le pouvoir suprême, transformant ainsi un allié soumis et complaisant en un ennemi furieux et inexorable. Ce n'était pas une chose facile, même pour l'audace et l'habileté de Napoléon, que de tenter de donner à la nation française un détail officiel de ces fautes et des conséquences qu'elles avaient entraînées, quelque palliées qu'elles fussent. Nous devons dire que la confession d'un coupable qui, forcé d'avouer son crime, cherche à déguiser quelques unes de ses plus atroces circonstances et à en atténuer d'autres, nous paraît moins humiliante que la déclaration trompeuse et contradictoire que Napoléon fut à la fin forcé de tracer faiblement dans son journal officiel, quand la vérité, ne pouvant plus être cachée, allait circuler de bouche en bouche, grossie encore par l'exagération.

Tout à coup, *le Moniteur* du 14 septembre, qui depuis quelque temps n'était rempli que de détails scientifiques, de poésie lyrique ou

de critiques dramatiques, donna un récit détaillé et adroitement arrangé de l'insurrection d'Espagne. On y appuyait sur la conduite sanguinaire des insurgés; les succès obtenus par les armées françaises y étaient représentés comme immenses; les pertes qu'elles avaient essuyées, comme très legères. Dupont avait agi comme un traître, ou comme un homme incapable. On y détaillait avec emphase les souffrances de Saragosse, mais le récit officiel se taisait sur les résultats du siége. On vantait beaucoup la victoire de Medina-del-Rio-Secco, et le départ du roi Joseph était attribué à l'air de Madrid qui nuisait à la santé du Roi. M. de Champagny, ministre des relations extérieures, adressait à l'Empereur deux rapports sur l'état des affaires de l'Espagne : le premier avait pour objet de justifier la tentative de Napoléon pour s'emparer de ce royaume; la date était de Bayonne, et remontait au 14 avril, époque à laquelle Buonaparte était bien peu disposé à entrer dans aucune discussion sur son droit, puisque, se croyant le pouvoir d'accomplir son projet, il ne doutait nullement que l'immense avantage et la gloire que la France retirerait de la soumission de l'Espagne, ne plaidassent suffisamment sa cause devant la Grande

Nation. Mais lorsque ses premiers efforts eurent échoué, et qu'il lui parut absolument nécessaire d'en tenter de plus grands, il devint important de rendre cette entreprise populaire, en montrant que les motifs qui l'avaient dirigée étaient fondés au moins sur la politique, sinon sur la justice.

A dire vrai, ce document ne traite que le premier point. On y donne à entendre que le gouvernement espagnol nourrissait des sentimens hostiles contre la France : le manifeste de Godoy, lors de la guerre de Prusse, y est aussi mentionné; mais le motif principal, celui que M. de Champagny avoue et appuie, est, sans contredit, un sophisme indécent et grossier. « Ce que la politique rend nécessaire», dit cet homme d'État, « la justice naturellement l'autorise. » Ainsi, l'intérêt était mis en opposition avec ce qui est honnête et honorable, ou, en d'autres termes, on justifiait l'immoralité de l'acte, par l'excès de la tentation. Ce principe est le même qui envoie le voleur sur les grands chemins, et fait commettre toute espèce de mauvaises actions, sauf ces forfaits rares qu'un coupable semble avoir accomplis sans aucun motif apparent. Pour appliquer ce raisonnement au cas actuel, Champagny faisait valoir les nombreux

avantages que la France devait retirer d'une union plus intime avec l'Espagne; les facilités que donnait une telle union pour renforcer le système continental contre la Grande-Bretagne; la nécessité de gouverner l'Espagne par un prince dans la fidélité duquel la France pût mettre une confiance sans bornes, et l'opportunité de suivre à cet égard la même politique que Louis XIV. Ayant ainsi démontré qu'il serait extrêmement avantageux pour la France qu'elle s'emparât de la couronne et des libertés de l'Espagne, le ministre croit sa tâche accomplie, et résume sa proposition en ces termes remarquables : « La politique demande de Votre Majesté une grande mesure; la justice l'autorise, les troubles de l'Espagne la rendent indispensable. »

Le second rapport de M. de Champagny était rédigé d'un ton bien différent et presque sinistre. Il était daté de Paris, le 1er septembre, et dénonçait l'or et les machinations des Anglais comme ayant fomenté des troubles en Espagne, pour s'opposer aux plans formés par Sa Majesté Impériale pour le bonheur de ce pays. Ensuite, du ton d'un prêtre qui s'adresse à la Divinité, l'auteur du rapport se plaignait, le plus respectueusement possible, que Napoléon permît que l'anarchie désolât une grande

partie de l'Espagne, et que l'Angleterre pût dire que son pavillon, repoussé des rives de la Baltique et du Levant, n'en flottait pas moins triomphant sur les côtes du royaume qui est le plus proche voisin de la France. Ayant ainsi indiqué, d'une manière indirecte, que l'Espagne était en insurrection, et que la flotte anglaise mouillait dans les ports de la péninsule, le ministre se repose avec une noble confiance sur le pouvoir et l'autorité qu'il invoque. « Non, jamais, Sire, il n'en sera ainsi. Deux millions de braves sont prêts, s'il est nécessaire, à traverser les Pyrénées, et chasser les Anglais de la péninsule : si les Français veulent combattre pour la liberté des mers, ils doivent commencer par soustraire l'Espagne à l'influence de l'Angleterre. »

Le reste du rapport révélait indirectement à la nation française, sans toutefois employer d'expressions précises, que les projets de l'Empereur sur l'Espagne avaient été déconcertés; qu'il avait rencontré une résistance énergique là où il espérait trouver la plus entière soumission, et qu'il était nécessaire que la France fît les plus grands sacrifices, afin que son chef pût accomplir l'entreprise qu'il avait si témérairement commencée. Outre ce qu'il disait sur l'état déplorable des affaires d'Espagne, Cham-

pagny donnait à entendre que celles d'Autriche exigeaient que la France augmentât ses armées, et se tînt sur ses gardes, parce que, depuis quelque temps, cette puissance s'était occupée avec le plus grand soin d'accroître sa force militaire. Ce dernier raisonnement amenait pour conclusion le besoin urgent d'anticiper une levée de quatre-vingt mille hommes sur la prochaine conscription.

Le Sénat, auquel ces rapports furent portés avec un message de l'Empereur, ne manqua pas d'autoriser cette nouvelle lettre de change tirée sur le sang et la vie de la population française. Les sénateurs, comme le juge de Shakspeare [1], mais sans regret et sans remontrance, appuyèrent la demande de l'inexorable créancier : « La cour l'accordait et la loi le donnait. » « La volonté de la France », dirent ces complaisans sénateurs, « est la même que celle de son Empereur. La guerre avec l'Espagne est politique, juste et nécessaire. »

Armé ainsi de tous les pouvoirs que son vaste empire était à même de lui fournir, Napoléon n'eut rien de plus à cœur que de réduire par la force l'insurrection espagnole, et de chasser de la péninsule les auxiliaires anglais. Mais, pen-

[1] Allusion au *Marchand de Venise*. (*Edit.*)

dant que l'on faisait d'immenses préparatifs pour une entreprise dont l'expérience lui avait démontré toute la difficulté, il était nécessaire pour lui, en premier lieu, qu'il s'assurât jusqu'à quel point ses relations avec le petit nombre de puissances européennes qui avaient encore quelque ombre d'indépendance, se trouvaient compromises par l'avortement de ses projets sur l'Espagne.

Depuis le traité de Presbourg, qui avait tant diminué le pouvoir de l'Autriche, cette puissance était restée comme un gladiateur renversé dans l'arène, et auquel manque, non la volonté, mais la force pour recommencer le combat. En 1806, son alliance avait paru importante à Napoléon alors engagé dans une guerre avec la Prusse et la Russie : la cession de Braunau, et quelques territoires vers l'embouchure du Cattaro fut accordée à l'Autriche par la France comme une récompense de sa neutralité. Mais, en 1807 et 1808, l'Autriche, plus humiliée d'avoir été forcée de perdre une partie de son propre territoire et de son influence, que reconnaissante de l'importance qu'on lui avait permis de conserver, montra une grande activité à réorganiser ses armées. On y réforma beaucoup d'abus; une discipline plus parfaite y fut introduite; de vieux soldats furent rappelés, et les nouvelles levées furent faites sur

une plus grande échelle , dans toutes les possessions autrichiennes. La landwehr et la garde nationale furent assujetties au service par une conscription comme la milice d'Angleterre. L'armée de ligne autrichienne fut aussi considérablement augmentée. La diète de Hongrie vota une levée de douze mille recrues pour 1807, et de dix-huit mille pour 1808 : cette nation guerrière comptait alors quatre-vingt mille soldats de troupes réglées, dont trente mille hommes de cavalerie. Tout semblait annoncer la guerre quoique les réponses du cabinet autrichien aux remontrances de la France respirassent l'amour de la paix.

Toutefois ce n'était pas seulement les préparatifs hostiles de l'Autriche qui troublaient l'Allemagne. Napoléon avait triomphé de ses efforts et vaincu ses armées, alors que cette puissance était bien plus imposante ; mais l'esprit national se réveillait en Allemagne, principalement dans les provinces septentrionales, et ne pouvait plus supporter la domination de la France, ni d'aucun pouvoir étranger.

La disparition de plusieurs petits États, qui avaient été entraînés dans la convulsion de l'usurpation française et le système général d'oppression qui pesait inégalement sur le pays, avaient éteint ces discordes qui divisaient entre elles les nations de l'Allemagne ; et comme on

voit les membres d'une même famille oublier dans un danger commun leur longue inimitié, ainsi la masse du peuple oublia qu'il y avait en Allemagne des Hanovriens, des Hessois, des Saxons, des Prussiens, pour se souvenir seulement qu'ils étaient tous Allemands, qu'ils avaient tous la même cause à défendre, la même injure à venger. Moins ardente que la nation espagnole, mais non moins accessible à des sentimens passionnés et profonds, la jeunesse allemande, et principalement celle qui s'adonnait à l'étude des sciences libérales, nourrissait avec une secrète prudence une haine implacable contre les Français, et une ferme résolution de saisir la première chance favorable pour recouvrer l'indépendance nationale.

En vain la vigilante activité de la police de Napoléon s'efforçait de faire supprimer les publications politiques, partout où elles pouvaient exercer de l'influence; il était impossible que les mille presses de l'Allemagne devinssent toutes muettes à la fois. Mais le sentiment qui dominait alors chez la jeunesse allemande n'avait pas besoin d'être soutenu par des exhortations et des raisonnemens rédigés d'une manière directe et en termes précis. Tant qu'il restait un seul livre, depuis les Saintes Écritures jusqu'au plus insignifiant roman; tant qu'on pouvait ré-

citer une seule ligne de poésie, depuis les ouvrages de Schiller ou de Goethe, jusqu'aux chansons les plus vulgaires, on en pouvait tirer des insinuations secrètes, qui serviraient de mots d'ordre et de cris de guerre. L'opinion dominante, qui se propageait de plus en plus, fit former des associations mystérieuses, dont l'objet était la délivrance de l'Allemagne. Celle qui fut le plus connue fut le *Tugend-Bund* (ou l'alliance de la vertu et de la justice). Les jeunes étudians entrèrent avec ardeur dans ces associations; ils y avaient été préparés par celle du *Burschenschafft*, et parce que les idées de conseils secrets, de tribunaux, de machinations (ce que savent ceux à qui l'histoire d'Allemagne est familière) plaisent extrêmement à un peuple dont le caractère est aisément séduit par ce qui lui paraît mystérieux et terrible. Les professeurs des universités, dans plusieurs circonstances, dirigèrent eux-mêmes ces sentimens patriotiques; et en enseignant à leurs élèves les sciences et les arts libéraux, ils ne manquaient pas d'inculquer dans leur esprit que leur premier devoir était de se dévouer à la délivrance de l'Allemagne, ou, comme on l'appelait alors, de la Teutonie.

Les Français, dont le génie est en opposition directe avec celui des Allemands, virent toutes

ces choses avec mépris, et les tournèrent en ridicule. Ils se moquèrent de ces scènes puériles dont on prétendait faire une sorte de franc-maçonnerie nationale, et ils donnèrent à ce dévoûment patriotique pour l'indépendance de l'Allemagne le nom d'idéologie; c'était le nom ironique que le dominateur de la France employait pour désigner toute espèce de théorie qui, ne reposant nullement sur la base pratique de l'intérêt personnel, ne pouvait toucher, à ce qu'il pensait, que de jeunes fous et des enthousiastes.

Toutefois Napoléon voyait et appréciait l'influence croissante de ces opinions populaires, avec beaucoup plus de justesse qu'on n'aurait pu le supposer d'après ses propres paroles. Il savait que la violence peut renverser un gouvernement, vaincre des armées, changer une administration ennemie, mais que le principe de résistance à l'oppression, s'il est fortement enraciné, ne fait que s'étendre davantage à mesure qu'on lui immole un plus grand nombre de martyrs. L'héritier de la révolution parlait là-dessus comme le roi le plus légitime; et il se récria contre l'association du *Tugend-Bund,* comme renfermant des principes capables de désorganiser tout le système social.

L'aspect menaçant de l'Autriche, et la pro-

pagation des principes anti-gallicans dans toute l'Allemagne, forcèrent Buonaparte de s'assurer l'amitié de l'empereur de Russie. Se fiant peu à ses ministres dans une occasion aussi importante, Napoléon désira avoir une communication directe avec l'empereur Alexandre, qui y consentit volontiers. Nous avons déjà fait remarquer pourquoi ces entrevues ou correspondances directes entre souverains tendent à dégrader leur caractère sans ajouter aucune sûreté à la foi des traités. Il ne convient point à leur rang de prendre sur eux-mêmes la peine d'avancer une chose et de la rétracter, d'y revenir, d'insister, et de chercher des moyens évasifs; ce qui nécessairement arrive plus ou moins dans toutes les négociations politiques. Il est vrai que les princes y trouvent l'idée flatteuse qu'ils sont capables d'agir personnellement et sans le contrôle de leurs ministres; et c'est là le charme qui les séduit.

Buonaparte et Alexandre se revirent à Erfurt le 27 septembre, avec la même apparence de cordialité que lorsqu'ils s'étaient séparés; leur amitié ne semblait point altérée par l'ombre même d'un soupçon. Les fêtes les plus brillantes signalèrent cette réunion; et les théâtres de Paris envoyèrent leurs premiers acteurs pour amuser les loisirs des soirées.

Au milieu de tous ces plaisirs, la politique ne fut pas oubliée; et Buonaparte trouva son puissant allié aussi traitable qu'à Tilsit. Non seulement Alexandre ratifia les transactions de l'Espagne, mais aussi l'acte subséquent par lequel Napoléon s'appropriait le royaume d'Étrurie, que suivant les premiers projets sur l'Espagne, indiqués à Tilsit par Buonaparte, Ferdinand devait recevoir en compensation de l'héritage qu'il perdait. De son côté, le Czar stipula que Buonaparte ne pourrait en aucune façon empêcher la Russie de s'agrandir aux dépens de la Turquie. Il promit aussi les secours de son alliance à Buonaparte, si l'Autriche se décidait à faire la guerre. Des traités antérieurs l'y obligeaient déjà, et il n'y avait alors aucun moyen pour lui de les annuler. Les conférences d'Erfurt finirent le 17 octobre, au milieu de fêtes somptueuses, ainsi qu'elles avaient commencé. L'une de ces fêtes eut lieu sur le terrain même où s'était donné la bataille d'Iéna, bataille qui frappa d'un si funeste coup la Prusse, cette alliée infortunée d'Alexandre.

Il est probable, malgré toute l'apparence de cordialité qui régnait entre les deux empereurs, qu'Alexandre n'avait pas besoin des souvenirs que ce champ de bataille lui rappelait pour exciter en lui quelque jalousie contre son re-

doutable allié. Il entrevoyait même déjà la possibilité qu'une querelle s'élevât entre eux, et il désirait ardemment que l'Autriche n'épuisât pas sa force nationale en se précipitant dans une lutte qu'il se verrait forcé, quoique à regret, de soutenir contre elle. Napoléon ne revint pas non plus d'Erfurt avec une confiance inaltérable. L'alliance déjà projetée d'une archiduchesse de Russie avec l'empereur des Français avait été proposée de nouveau, et éludée à cause de la différence de religion. On dit que les véritables causes qui empêchèrent cette alliance, furent les objections de l'impératrice-mère et de l'impératrice régnante, objections qui étaient fondées sur le caractère de Napoléon, et la nature de son droit au trône qu'il occupait. Une telle proposition n'avait pu être rejetée ou éludée sans blesser les sentimens personnels de Napoléon, quelque ménagement qu'on y eût mis; et comme il ne pouvait se dissimuler que le motif de religion qu'on avait allégué n'était pas le seul qui eût fait refuser ses offres, il devait se trouver piqué, si même il ne voyait un affront dans une telle conduite. Cependant si leur amitié était diminuée, les liens d'un intérêt mutuel qui existaient entre ces deux grands autocrates étaient suffisans pour que Buonaparte ne pût douter de l'assistance

actuelle de la Russie. Afin de consolider encore cette union, et de faire connaître à l'Europe entière l'amitié qui les liait en ce moment, les deux empereurs écrivirent une lettre au roi de la Grande-Bretagne pour lui proposer une paix générale, en lui disant qu'ils admettraient le principe d'*uti possidetis* qui laisserait toutes les puissances contractantes en possession de ce qu'elles avaient acquis pendant la guerre. Cette proposition, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, tomba d'elle-même lorsque l'Angleterre demanda que le gouvernement espagnol et le roi de Suède fussent admis à traiter.

Mais la lettre des deux empereurs avait réussi à prouver ce que voulait Napoléon, que les liens qui unissaient la France et la Russie étaient plus forts qu'on n'aurait pu le croire; et, se reposant sur l'opinion qu'il avait ainsi accréditée, l'empereur des Français se trouva libre d'employer les forces gigantesques qu'il avait fait préparer pour soumettre l'Espagne et chasser de la péninsule « les hideux léopards », ainsi qu'il se plaisait à nommer les bannières de l'Angleterre.[1]

[1] C'était une de ces puériles particularités de la haine de Buonaparte contre la Grande-Bretagne, de ne pouvoir souffrir qu'on appelât des *lions* ces emblêmes héraldiques qui, depuis cinq cents ans, figurent sur le pavillon anglais; il les appelait toujours des léopards. Cette ex-

Pendant ce temps les Espagnols n'avaient pas trahi la cause qu'ils avaient embrassée. La direction suprême des affaires de leur pays bouleversé avait été confiée à une junte centrale ou suprême. Cette junte, composée des délégués de toutes les juntes provinciales, avait fixé sa résidence dans la ville de Madrid, retombée au pouvoir des Espagnols, et n'oubliait rien pour organiser la défense du pays. Malheureusement deux grandes causes, qui provenaient toutes deux d'une même source, nuisaient à des efforts qui n'étaient en eux-mêmes ni intempestifs ni mal dirigés.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, la division de l'Espagne en plusieurs provinces, séparées et comme indépendantes les unes des autres, avait d'abord favorisé l'insurrection, puisque chaque province, sans s'inquiéter du sort des autres, ni même de celui de la capitale, avait préparé tous les moyens d'une résistance individuelle; mais cette même division empêcha chaque province d'obéir aux décrets qui émanaient de la junte suprême, lorsque la guerre

pression d'humeur et de haine ressemble assez au langage de ce pauvre homme, qui pensait se venger du comte d'Oxford en appelant une oie le cygne qui est dans les armes de ce seigneur.

s'étendit davantage. Le général Cuesta, dont le patriotisme sincère et dévoué était contre-balancé par la hauteur, la suffisance et l'insubordination de son caractère, fut le premier qui donna le funeste exemple de la désobéissance envers ceux auxquels avait été confiée l'autorité. Il fit emprisonner deux membres de la junte suprême, parce qu'il pensait que le choix qu'on avait fait d'eux était un affront à son autorité, comme capitaine-général de Castille et de Léon; c'était donner un dangereux exemple de désunion entre les patriotes; et, pour expier depuis ce tort réel, il ne lui fallut rien moins que tout son amour pour son pays et toute son énergie.

Indépendamment de ce mépris personnel pour les ordres de la junte, mépris dont on pourrait citer plus d'un exemple, il existait une erreur profonde et générale qui provenait de la même source. Chaque province, par suite de la haute opinion que ses habitans avaient d'eux-mêmes, croyait pouvoir suffire seule à la défense de son territoire, et ne reconnut pas, ou ne voulut pas reconnaître, la nécessité de fournir un contingent de forces pour la défense commune. Ceux qui avaient combattu avec courage, et souvent avec succès, pour leurs foyers et leurs autels, furent sourds à la voix qui les

appelait aux frontières, pour la sûreté commune du pays; malheureusement, ils n'avaient pas voulu voir toute la force du pouvoir immense qui prétendait les envahir, et ils ne comprirent pas assez que les diverses provinces ne pouvaient trouver de garantie que dans la réunion des troupes du royaume en un seul corps. Le caractère national ajoutait encore à ce mécompte, et Guillaume III d'Angleterre s'en était plaint amèrement, il y a plus d'un siècle, lorsqu'il commandait une armée alliée où l'Espagne avait fourni son contingent: « Les généraux espagnols », disait cet homme de guerre expérimenté, « étaient si fiers de la réputation de leurs soldats et de leur pays, qu'ils ne voulurent jamais convenir qu'ils manquaient d'hommes, de munitions, d'artillerie, et des autres nécessités de la guerre, si ce n'est au moment critique où ils se trouvèrent dépourvus de tout ce qu'ils prétendaient avoir au complet. »

Cet excès de confiance compromit singulièrement la cause espagnole à l'époque dont nous nous occupons; trop souvent, la décision prise pour la formation d'un corps d'armée, et les approvisionnemens qu'il exige, fut réputée l'exécution même du projet; c'eût été manquer de patriotisme que de révoquer en

doute l'existence d'un état de choses reconnu indispensable par le conseil national ou provincial. De cette manière, les Espagnols se méprirent eux-mêmes, et trompèrent les Anglais leurs alliés, sur l'état positif de leurs ressources; déçus par des rapports inexacts, les officiers anglais doutèrent naturellement du zèle de ceux qu'ils venaient protéger, et durent se tenir en garde contre leurs assertions ultérieures.

Malgré tout, cependant, les forces espagnoles réunies pour la défense du royaume, étaient assez considérables pour accomplir leur mission. Peut-être ne leur manquait-il qu'un général qui sût se faire respecter, et adopter, pour les opérations militaires, la tactique commandée par les circonstances et le caractère des troupes de l'armée d'invasion. Malheureusement, il ne parut alors en Espagne, ni de Robert Bruce, ni de Washington, et la défense du pays fut confiée à des hommes d'un courage et d'un patriotisme éprouvé, sans doute, mais d'un talent militaire assez borné. Quelques circonstances favorables, néanmoins, diminuaient la gravité de ces inconvéniens; le défaut d'unité et l'inexpérience des généraux furent compensés, pendant quelque temps, par la valeur des chefs espagnols, et l'énergie du peuple.

Belliqueux comme ceux du Tyrol, les habitans de la Catalogne sont naturellement adroits tireurs, et parcourent la campagne en corps irréguliers, sous le nom de *Somatens* [1] ou *Miquelets*. Presque toute la province courut aux armes. Soutenus par un faible corps de quatre mille hommes venus d'Andalousie, les Catalans parvinrent, sans magasins, sans caisse militaire, sans matériel d'aucune espèce, à faire lever le siége de Gironne, commandé par le général Duhesme. Tels furent même les avantages qu'ils obtinrent sur l'ennemi, qu'un corps auxiliaire d'Anglais, sous un général qui aurait eu l'audace et l'habileté du comte de Peterborough, eût probablement, à l'exemple de ce chef intrépide, enlevé Barcelonne et Mont-Jouy aux Français, et délivré complétement la province des troupes ennemies. Les approvisionnemens auraient pu être faits par la Sicile, où se trouvaient de nombreuses troupes britanniques; et il ne manquait pas d'officiers expérimentés en état de remplir les fonctions de général. Mais ce génie qui sait se placer au-dessus des règles communes de l'art, et peut ainsi apprécier le degré de confiance que mé-

[1] *Somatens* est le mot catalan, *Miquelet* le mot français. (*Édit.*)

ritent les corps auxiliaires d'insurgés; ce génie inventif qui multiplie ou crée ses ressources; ce génie, disons-nous, est une faveur dont la nature est avare; et il n'existe malheureusement pas de moyens de le reconnaître chez les officiers qui le possèdent, à moins que le hasard ne les place dans une situation qui mette leurs qualités au grand jour.

Une autre circonstance favorable à la cause espagnole fut le retour du général La Romana, qui venait concourir à la défense de son pays. Ce noble personnage, l'un des meilleurs capitaines de l'Espagne à cette époque, rempli, d'ailleurs, de patriotisme et de talens, commandait ce corps de dix mille hommes que Buonaparte avait décidé Godoy à joindre à l'armée française, dans le nord de l'Europe, parce que leur absence devait servir son ambition quand il mettrait à exécution ses projets d'invasion en Espagne. Ces dix mille hommes étaient en grande partie confinés dans l'île de Funen, dans la mer Baltique, pour y ignorer, autant que le demanderait l'intérêt de Napoléon, les événemens qui agitaient leur patrie; cependant un agent adroit et intrépide, nommé Robertson, prêtre catholique, d'extraction écossaise, aborda déguisé dans l'île, et réussit à établir des communications entre le général espagnol et l'amiral

Keates. Plus tard, et au moyen de combinaisons aussi hardies que bien dirigées, La Romana parvint à retirer le plus grand nombre de ses troupes de la situation précaire où elles étaient placées, et enfin de les embarquer pour l'Espagne. Cet habile officier voulait que cette petite force de neuf ou dix mille hommes devînt le noyau d'une armée régulière. Quoiqu'il ne pût réaliser ce projet, son corps de vétérans ranima l'espoir et la confiance des Espagnols.

Trois armées, qui devaient opérer simultanément, avaient été formées en Espagne. On en a porté le nombre à cent trente mille hommes; mais il se montait au plus à cent mille. Telle était l'organisation misérable de leur commissariat, que le manque d'approvisionnemens se fit sentir dans les camps, même avant l'ouverture de la campagne. Trois généraux commandaient ces armées avec des pouvoirs indépendans les uns des autres; c'était un vice de l'époque et particulier au pays. Sur la frontière de l'ouest, Blake étendait sa ligne de Burgos à Bilbao, disputant aux Français la possession de cette capitale de la Biscaye, où il finit par se maintenir. Le quartier-général de l'armée du centre, sous Castanos, était à Soria. Le corps de l'est, aux ordres de Palafox, occupait le

pays entre Saragosse et Sanguesa. Les deux armées latérales étant plus rapprochées de la frontière que celle du centre, la disposition générale formait un croissant, qui présentait son bord concave à l'ennemi. Retranchées dans leur position au nord de l'Espagne, les armées françaises, au nombre d'environ soixante mille hommes, attendaient, sous la protection des forteresses qu'elles occupaient, que Napoléon leur amenât des renforts qui leur permissent de reprendre l'offensive. La coopération d'une armée auxiliaire britannique devenait de la plus haute importance, et l'Angleterre, qui n'avait point encore pris une part directe aux affaires de l'Espagne, se montrait disposée à faire de grands efforts en sa faveur.

Dans l'entrevue des deux empereurs de France et de Russie, à Erfurt, il avait été résolu, ainsi que nous l'avons dit, d'offrir la paix au gouvernement britannique, soit par l'espérance que cette paix pourrait être favorable aux prétentions de Buonaparte à la monarchie universelle et aux projets d'Alexandre sur la Turquie, soit que ces deux monarques voulussent se donner l'honneur d'avoir montré des intentions pacifiques. Ils adressèrent donc collectivement, au roi d'Angleterre, une lettre où ils exprimaient leurs vœux pour la paix générale. En réponse à cette

communication, le gouvernement britannique déclara, par une note officielle, que le roi d'Angleterre voulait traiter conjointement avec ses alliés le roi de Suède, et l'autorité qui administrait en Espagne au nom de Ferdinand VII : l'admission des réclamations de ces puissances eût dérangé les plans de la France et de la Russie. Celle-ci convoitait la Finlande; celle-là voulait la paix avec l'Angleterre, surtout parce qu'elle eût gagné par là du temps pour anéantir toute résistance en Espagne; mais cette paix devenait inutile si l'indépendance de ce pays était stipulée dans le traité : c'est ce qui fit rompre la négociation, et l'Angleterre ne s'y prêta que pour montrer la ferme résolution où elle était de prendre fait et cause pour les patriotes espagnols.

Ses actes répondirent à ses paroles. Il avait été décidé, comme nous l'avons vu, de renforcer l'armée de Portugal de dix mille hommes. Le commandement en chef fut donné au général Moore, nom fameux dans les annales militaires de la Grande-Bretagne, et le seul officier (puisque le rang du vainqueur de Vimeira ne permettait pas qu'on le choisît) qui fixât la confiance publique pour une mission de cette importance; mais, en montrant la vigueur nécessaire, le gouvernement anglais ne

compрrit pas alors, faute d'expérience, la nécessité d'une action rapide et instantanée.

Ceux qui étaient le mieux à portée de connaître les projets du ministère britannique s'attendaient à voir arriver les troupes du général Moore dès le 21 août; mais sir John Moore et son armée ne s'ébranlèrent que dans le commencement d'octobre. Chaque jour donné à l'indécision était perdu pour la cause espagnole : il ne faut accuser de ces retards ni le général ni même l'administration; c'était la conséquence d'un manque d'activité dans les divers départemens, peu accoutumés à hâter une opération; c'était aussi le résultat d'une hésitation naturelle chez ceux qui hasardent, pour la première fois, une mesure importante et décisive. L'expédition était arrivée qu'il y avait encore incertitude et délai.

Sir John Moore lui-même, sous tous les rapports, d'ailleurs, officier du plus grand mérite, augurait mal de l'issue de la guerre dans la péninsule. Il voyait les vices du système espagnol, et ils étaient de nature à faire concevoir les plus graves appréhensions: généraux indépendans les uns des autres, troupes sans paie et mal nourries; une junte suprême qui ne pouvait se faire obéir; tout présageait la terminaison prompte et désastreuse d'une lutte où l'on

avait en tête les armées disciplinées de France, si bien connues du général Moore, et dont son expérience l'avait mis à même d'apprécier le mérite.

Néanmoins, et quoique ses craintes fussent plus fortes que ses espérances, sa volonté, comme son devoir, le portait à faire quelque démarche en faveur de la cause espagnole ; et il comptait s'y prendre de manière à pouvoir, au besoin, effectuer sa retraite, sans éprouver de perte considérable. Dans ce but, il eût désiré distribuer l'armée anglaise dans les environs de Cadix, afin de couvrir l'Andalousie, où la mer, en cas de désastre, aurait toujours été ouverte à ses troupes. Mais nos ministres avaient conçu un plan de campagne plus hardi, un plan qui eût décidé, peut-être, du sort de Napoléon, ou du moins de ses projets d'agrandissement dans la péninsule, si les Espagnols avaient montré l'habileté des vainqueurs de Baylen et l'énergie des défenseurs de Saragosse, ou bien si les troupes anglaises eussent pu entrer en communication avec les armées d'Espagne avant la défaite et la dispersion de ces dernières par l'empereur des Français. D'après ce plan, les forces britanniques devaient se diriger vers le nord de l'Espagne, où les plus grands coups allaient être nécessairement portés, afin de se mettre en

rapport avec le corps de Blake et les autres armées espagnoles qui couvraient la capitale, et devaient soutenir les premiers efforts de l'ennemi. On laissait au général la faculté de pénétrer en Espagne par terre, en franchissant la frontière du Portugal, ou de transporter ses troupes par mer à la Corogne, pour arriver, par la Galice, sur le théâtre des événemens.

Pour accomplir les intentions du gouvernement, sir John Moore crut devoir diviser ses forces. Il embarqua dix mille hommes pour la Corogne, sous le commandement de sir David Baird, et résolut de s'avancer vers le nord de l'Espagne, à la tête du reste de l'armée, c'est-à-dire environ seize mille hommes. La science de la guerre sur une vaste échelle paraît avoir été si peu comprise ou si peu pratiquée par les généraux anglais, à cette époque, qu'au lieu de faire soigneusement reconnaître le pays par des officiers intelligens, on s'en rapporta, pour la marche des troupes, aux renseignemens inexacts recueillis à la hâte de la bouche des gens de campagne. D'après leurs rapports, le général Moore jugea nécessaire de partager son armée en cinq divisions, qui manœuvrèrent toutes dans la direction de Salamanque et de Valladolid, où elles devaient rencontrer sir

David Baird, qui venait de la Corogne. Ce mouvement commença le 7 novembre. Malheureusement, avant l'arrivée de nos troupes sur le lieu de l'action, les armées espagnoles, qu'elles étaient destinées à soutenir, avaient été défaites, dispersées, et presque anéanties.

De la part de Napoléon, il n'y avait eu ni incertitude, ni hésitation, ni perte d'un temps précieux. Il traversait la terre comme une comète traverse le ciel, renouvelant tout sur son passage. La convention d'Erfurt avait eu lieu le 14 octobre; le 25 du même mois, il ouvrait en personne la session du Corps Législatif; le surlendemain, il partait pour les frontières d'Espagne. Là il avait réuni de nombreux élémens de conquête. En effet, s'il montrait ou affectait de montrer une grande confiance dans sa fortune et dans son étoile, il ne laissait cependant jamais rien au hasard, et se ménageait toujours des moyens d'exécution proportionnés à la grandeur de l'entreprise.

Près de cent mille hommes étaient venus successivement prendre position sur l'Èbre. Le quartier-général était à Vittoria. Honorée de la présence du Roi intrus, cette ville le fut bientôt davantage par celle de Buonaparte lui-même, qui arriva huit jours avant que les troupes anglaises eussent commencé leur

mouvement, soit du Portugal, soit de la Corogne.

Détruire l'armée de Blake, qui se trouvait opposée à l'aile droite des Français, avant que sir John Moore fût arrivé à son secours, était un point de la dernière importance pour Buonaparte. A la suite de quelques engagemens partiels, une division française, sous le maréchal Victor, engagea la bataille avec le général espagnol, à Espinosa. L'action dura trois heures dans l'après-midi, et recommença le lendemain; mais alors les Français tournèrent la position de l'ennemi, et Blake, vaincu, abandonna le champ de bataille dans le dessein de tenir ferme à Reynosa, où il avait ses magasins de toute espèce.

Pendant ce temps, l'actif Napoléon avait frappé des coups non moins funestes sur divers autres points de la ligne espagnole. Un corps de troupes, destiné à couvrir Burgos et à soutenir le flanc droit de l'armée de Blake, avait été réuni sous le commandement du comte de Belvidere, jeune homme brave, mais inexpérimenté. Ce corps se composait de quelques débris de l'ancienne armée, des gardes wallones, des gardes espagnoles, et d'un bataillon de volontaires formé d'étudians de Salamanque et de Léon. Là, encore, les Français eurent le

dessus. Ces jeunes gens, que l'amour de la patrie avait amenés sur le champ de bataille, ne le quittèrent point à la vue du danger; ils tombèrent dans les rangs, et leur mort jeta le deuil dans un grand nombre de respectables familles espagnoles.

La défaite du comte de Belvidere fut suivie de la prise de Burgos. Cet événement donna aussi, au duc de Dalmatie, le moyen de lier ses opérations à celles des généraux français qui manœuvraient contre l'infortuné Blake, dans le dessein de le chasser de Reynosa. Cerné de toutes parts, le général espagnol ne vit plus d'autre moyen de salut pour le reste de ses troupes, qu'une retraite sur Saint-Ander, mais elle se fit avec tant de précipitation et de désordre, que son armée pouvait être réputée dans un état complet de déroute et de désorganisation. Le malheur de Blake était d'autant plus déplorable qu'il achevait l'anéantissement de ce beau corps d'armée ramené de la Baltique par La Romana, et qui, imprudemment engagé en bataillons isolés, périt sans gloire dans les rochers d'Espinosa.

L'aile gauche de l'armée espagnole, qui, tout à l'heure encore, s'étendait de Bilbao jusqu'à Burgos, et au secours de laquelle s'avançaient les forces britanniques, était donc entièrement

anéantie; laissant ainsi à découvert le flanc gauche de l'armée du centre, aux ordres de Castanos, qui se trouvait par conséquent dans une position très critique. Ce vieux militaire aurait voulu se replier sur ses derrières, éviter une bataille, et conserver ses troupes pour une occasion plus favorable; mais il avait été joint par Palafox, qui commandait en chef l'armée d'Aragon; et la junte suprême, imitant alors l'ancienne Convention Nationale de France, avait envoyé un commissaire au camp de Castanos pour surveiller la conduite du général. Ce personnage officiel se réunit à Palafox et aux autres chefs militaires pour combattre les raisons de Castanos, et ils le forcèrent, en l'accusant de trahison et de lâcheté, à courir les chances d'un engagement.

L'action eut lieu à Tudela, le 22 novembre, avec tous les résultats que Castanos avait prévus. Un grand nombre d'Espagnols y périrent; l'artillerie fut prise aussi-bien que les bagages; et, pour la première fois, une multitude de prisonniers tombèrent aux mains des Français. Castanos se retira sur Calatayud, avec les débris de son armée; Palafox rentra dans l'héroïque Saragosse, dont les malheurs à venir devaient accroître la renommée. La route de Madrid était désormais ouverte à l'ennemi, à moins qu'il ne fût arrêté

dans les gorges de Samosierra par quelques détachemens postés sur ces montagnes, ou à l'entrée même de Madrid, par le désespoir des habitans. Une partie de la population comptait beaucoup sur ces défilés, ignorant combien il était facile à la tactique moderne de forcer ou de tourner ces passages. La plupart des citoyens prirent cet air sombre et farouche qui, chez les Espagnols, annonce ordinairement un accès de fureur. Plusieurs milliers de paysans arrivèrent des environs, pour contribuer, disaient-ils, à la défense de la capitale. Animés par l'exemple de leurs compatriotes de Saragosse, ils menaçaient les Français d'une guerre *au couteau*. Madrid comptait huit mille hommes de troupes de ligne; la résistance était possible, sans aucun doute, et le peuple y semblait résolu. Un ordre de la junte suprême appela les habitans aux armes. On commença des préparatifs avec un enthousiasme général. Le pavé des rues fut enlevé, et transformé en barricades. On se retrancha dans les maisons, qui furent crénelées pour la mousqueterie; la population tout entière travailla à élever des batteries, non seulement pendant le jour, mais pendant la nuit, à la lueur des flambeaux.

Si Palafox eût commandé dans Madrid, une tentative de résistance eût été faite à tous ris-

ques; mais il se trouva que le gouverneur était ce même Thomas Morla, qui avait remplacé Solano à Cadix. Sa conduite ultérieure semble prouver que, désespérant du salut de son pays, il pensait dès-lors à passer du côté de l'usurpateur. Toujours est-il que les habitans de Madrid, au moment où ils eurent recours à son expérience et à son autorité, ne reçurent de lui ni encouragemens, ni instructions, ni moyens de défense. Nous verrons bientôt comment les généreuses intentions du peuple furent déçues.

Au milieu de tous ces désastres, sir John Moore arrivait à Saragosse, et sir David Baird à Astorga, où il fit halte. La situation du général Moore était extrêmement embarrassante, et lui causait de profondes inquiétudes; connaissant la force et la valeur des armées françaises, il aurait craint d'accorder trop de confiance aux Espagnols, dont la sagesse, disait-il, n'était pas une sagesse d'action. D'un autre côté, il n'ignorait pas l'enthousiasme des Anglais pour la cause espagnole; il savait aussi que de grandes espérances étaient fondées sur ses propres talens, comme sur le courage de la plus belle armée qui fût jamais sortie d'Angleterre, et il sentait qu'il fallait tenter quelque entreprise digne de l'une et de l'autre. Officiers et soldats demandaient à

grands cris qu'on les menât à l'ennemi; mais la défaite de Castanos, à Tudela, parut anéantir le dernier espoir de sir John Moore, et il se détermina tout à coup à commencer sa retraite sur le Portugal.

Avant d'adopter définitivement cette mesure, il avait jugé convenable de consulter M. Frere[1], ministre anglais à Madrid, sur les avantages plus grands que pourrait offrir une manœuvre hardie sur la capitale. Il était naturel que la différence de caractère et d'habitudes, chez les deux individus, leur fît voir les choses sous un aspect contraire. Littérateur et poète distingué, plein d'ardeur pour la cause espagnole, M. Frere supposait volontiers dans les autres les éminentes qualités dont il était doué lui-même, et s'attendait à des miracles. Il pensa, comme aurait pu faire un Spartiate, que le général Moore devait tout risquer, et marcher au secours de Madrid. Chargé seul de la responsabilité, le général ne vit pas les choses du même œil; ses connaissances militaires, en effet, ne lui permettaient pas de compter beaucoup sur le succès d'une défense entreprise par des corps

[1] Collaborateur de M. Canning et de sir Walter Scott lui-même, dans la feuille de l'*Anti-jacobin*, et auteur anonyme d'un poëme héroï-comique : *les Moines et les Géans.* (*Édit.*)

irréguliers, contre les armées disciplinées de France. Néanmoins, pressé par ses propres désirs et l'importunité du gouvernement espagnol, il résolut de manœuvrer contre la partie nord-ouest de l'armée française, dans le double but de protéger La Romana, qui s'efforçait avec un zèle infatigable de rallier les débris de l'armée de Galice, dispersée à l'affaire de Cuesta, et d'empêcher l'ennemi de marcher vers le sud dans la vue d'achever la soumission de la péninsule.

Mais au moment où le général Moore se déterminait à cette manœuvre hardie, il comprit aussi qu'il allait attirer sur lui des forces de beaucoup supérieures, devant lesquelles sa retraite eût été difficile et périlleuse. Néanmoins, il donna ordre à sir David Baird, qui avait déjà commencé son mouvement rétrograde sur la Corogne, de rentrer dans Astorga; et fit connaître son intention de se porter en avant, quoi qu'il en dût résulter, ajoutant toutefois ces paroles de triste présage : « J'entends qu'on marche bride en main; car si le balon crève, si Madrid succombe, il nous faudra courir. »

Le sort de Madrid ne fut pas long-temps douteux; mais il ne se décida pas (c'est du moins l'opinion générale) sans une grande trahison de la part de ceux qui montraient le plus de zèle



pour sa défense. Les défilés de Guadarama et de Samosierra étaient tombés au pouvoir des Français ; ceux de Samosierra, particulièrement, où le peuple de Madrid voyait de nouvelles Thermopyles, une autre vallée de Roncevaux, avaient été emportés après une charge des lanciers polonais ! ces fâcheuses nouvelles, d'accord, d'ailleurs, avec les tristes préventions du général Moore, n'arrêtèrent point son mouvement sur la ligne de communication de l'armée française. Il comptait ainsi joindre ses opérations à celles de La Romana, ou bien, s'il se trouvait pressé par des forces supérieures, effectuer sa retraite, par la Galice, sur la Corogne, où des bâtimens de transport l'attendaient.

Sir John Moore quitta Salamanque le 7 décembre, se dirigeant sur Mayorga, où il opéra sa jonction, le 20, avec sir David Baird. Sur le chemin de Sahagun, cinq cents hommes du quinzième de hussards taillèrent en pièces ou dispersèrent un nombre presque double de cavaliers français [1]. Cet événement ranima la confiance des troupes; elles s'attendaient à livrer bataille

[1] Si l'auteur veut parler de l'affaire du général Durosnel (*Moniteur* du 8 janvier 1809, page 28, première colonne), le *Bulletin* est en contradiction avec lui pour le résultat du combat. (*Édit.*)

à Soult, qui s'était retranché derrière la rivière de Carrion; l'enthousiasme de l'armée anglaise était porté au plus haut degré, quand on apprit que Soult avait reçu des renforts considérables; que Buonaparte s'avançait de Madrid à la tête de dix mille hommes de sa garde; et que les troupes françaises qui se dirigeaient vers le sud de l'Espagne, avaient fait volte-face vers le nord-ouest, comme pour envelopper et détruire l'armée anglaise. C'était précisément le danger que Moore n'avait cessé d'appréhender, même en exécutant le mouvement qui l'y plaçait. Se retirer en Galice, traverser toute la province, telle était la seule voie de salut qui lui restât. Depuis plusieurs semaines, on s'occupait des moyens de se maintenir dans ce pays montagneux, ou du moins d'y effectuer une retraite en bon ordre. La division de sir David Baird l'avait traversé dans sa marche sur Astorga; mais l'état-major des armées anglaises était si incomplétement organisé à cette époque, qu'il ne paraît pas qu'on eût pris le moindre renseignement sur les routes, sur les positions fortes et les avantages qu'offre le pays pour une guerre défensive. Un autre vice, alors commun dans notre service militaire, était la défectuosité du commissariat des subsistances, inconvénient grave, signalé par sir Arthur Wellesley; mais

auquel on n'avait point encore porté remède. [1]

Au moyen d'efforts bien dirigés, on aurait pu faire venir des approvisionnemens de la Corogne, et réunir ceux que pouvait offrir la Galice; puisant ainsi dans leurs propres magasins, et se repliant de position en position, les troupes eussent échappé aux désastres et à la honte d'une retraite qui, sauf la terreur ordinaire en pareil cas, ressembla sous tous les rapports à une fuite.

Un autre malheur encore, et des plus déplorables, vint de l'aversion naturelle et pro-

[1] En excusant les personnes qui composaient le commissariat de l'expédition portugaise, sir Arthur Wellesley ajoute : « Le fait est que je désire attirer l'attention du gouvernement sur cette branche importante du service public, encore si négligée en Angleterre. Les maux dont je me plains tiennent probablement à notre situation politique *, qui nous empêche d'entreprendre de grandes opérations militaires, dans lesquelles la subsistance des troupes est à la fois un objet de haute importance et de grande difficulté. Ces maux consistent dans l'inexpérience de presque tous les employés, relativement au mode d'assurer, de transporter et de distribuer les approvisionnemens; il demandait qu'on prît note de ses observations. » *Histoire de la Guerre dans la Péninsule*, par Southey, in-4. vol. 1er, page 540.

* Probablement le général fait ici allusion en même temps, à la position géographique de l'Angleterre et à la situation du gouvernement, vis-à-vis des Chambres législatives. (*Édit.*)

fonde de nos armées, pour un mouvement rétrograde. Plein d'espoir et de confiance quand il se porte en avant, le soldat anglais ne possède pas cette flexibilité, et cette élasticité de caractère qui permettent aux Français de se faire remarquer, dans une retraite, par leur intelligence, leur discipline et leur adresse : la mutinerie et l'insubordination se mirent donc bientôt parmi des troupes chagrines et mécontentes. Irritées contre les Espagnols, qu'elles accusaient de les avoir trahies par la tiédeur de leur zèle, elles commirent, sur les habitans sans défense, des excès impardonnables, qui se multiplièrent malgré les efforts du commandant en chef pour apaiser leur fureur [1]. Il est consolant de penser, néanmoins, qu'en s'écartant de leur discipline accoutumée, elles sauvèrent leur réputation de courage. Les Français, qui avaient atteint l'arrière-garde anglaise, près de Bénevente, et fait passer la rivière à un gros corps de cavalerie impériale [2], furent repous-

[1] La défaite de l'arrière-garde anglaise augmenta surtout ce désordre; Villa-Franca fut saccagée, comme une ville prise d'assaut. Toutes les horreurs y furent commises, selon sir John Jones, témoin oculaire et historien de cette retraite. (*Édit.*)

[2] Le général Lefebvre-Desnouettes n'avait que trois escadrons de chasseurs à Bénevente, et il eut affaire à toute

sés et défaits le 29 décembre, laissant prisonnier leur général Lefebvre-Desnouettes ; depuis ce moment, ils se contentèrent d'observer les Anglais, dans leur retraite, sans les attaquer. [1]

Le 30 décembre, le commandant en chef joignit, dans Astorga, le général La Romana et cinq mille Espagnols, débris de l'armée de Galice. Ces troupes manquaient d'habits, d'armes, de munitions, de paie, de tout en un mot, excepté de ce courage, de ce dévoûment patriotique que le succès eût couronné si la fortune eût favorisé le bon droit.

Le général espagnol proposait néanmoins de tenir ferme dans cette position ; mais quels que fussent les talens de La Romana, et la valeur de ses soldats, ce renfort n'était pas de nature à décider sir John Moore à suspendre sa retraite ; qu'il avoua dès-lors vouloir effectuer sur la Corogne.

la cavalerie anglaise aux ordres de lord Paget et du général Stewart. (Voir les 21ᵉ et 22ᵉ *Bulletins*, *Moniteur* des 8 et 10 janvier.) (*Édit.*)

[1] Cependant la retraite des Anglais devint de plus en plus rapide : témoin l'ordre du jour du général Moore où il était dit : « Que l'armée anglaise devait rappeler toute sa constance pour effectuer la retraite, et que l'arrière-garde ne s'arrêtant pas, les soldats qui resteraient en arrière seraient massacrés ou faits prisonniers. » (*Édit.*)

La disette de vivres, l'ignorance complète du pays, sous le rapport militaire, nécessitaient des marches forcées; et le soldat ne fut que trop engagé par cette précipitation à ces mouvemens irréguliers, à quitter ses rangs et à piller la contrée; nos troupes traitèrent donc en pays conquis un pays allié, dont les habitans ne manquèrent pas en retour de leur faire subir de sévères représailles. Le temps était sombre et pluvieux, les routes obstruées par la neige à demi fondue, les gués impraticables; tout se réunissait pour ajouter aux embarras d'une retraite, semblable à celle d'une armée vaincue, dans un pays inconnu, à travers lequel les fuyards sont obligés de se frayer un chemin comme ils le peuvent. Les bagages et les munitions furent laissés et détruits, les malades et les blessés restèrent à la merci du plus fort; et le grand nombre de soldats qui, dans ce moment de désespoir, se livrèrent au vice national de l'ivrognerie, augmenta de beaucoup celui des hommes inutiles; la caisse militaire même fut abandonnée sur la route : jamais retraite ne fut plus désastreuse.

Une circonstance salutaire vint, pour la seconde fois, suspendre les excès des soldats; en effet, l'énergie, et même la discipline reparaissait dans l'armée au premier bruit d'une

bataille prochaine. Ce fut particulièrement le cas, au 6 janvier, lorsque les Français risquèrent une attaque sur notre arrière-garde, près Lugo; à peine l'armée anglaise pût espérer un engagement, que les traîneurs se hâtèrent de reprendre leurs rangs, et que le soldat mutiné redevint aussi docile qu'en un jour de parade. On ne saurait nier que l'approche du combat, bien loin de produire son effet naturel sur des troupes déjà désorganisées, et de les pousser à la fuite par la frayeur, ne fût, pour l'armée anglaise, un motif de rentrer dans l'ordre, de retrouver sa confiance et son courage.

Les Français ayant refusé la bataille qui leur était offerte [1], sir John Moore continua sa retraite, malgré les mêmes difficultés, et arriva enfin à la Corogne, où il avait, dès le principe, résolu d'aller chercher un abri. Il se préparait à faire monter ses troupes sur les bâtimens de transport préparés pour les recevoir, lorsque la présence de Soult, qui arrivait sur ses traces, lui prouva que l'opération ne pourrait

[1] Le 28e *Bulletin*, *Moniteur* du 21 janvier 1809, dit: « Le maréchal Soult avait fait ses dispositions pour le combat, mais pendant la nuit, l'armée anglaise décampa en allumant de grands feux pour faire croire qn'elle se préparait de son côté à combattre. » Comment croire que les Français eussent refusé le combat dans cette circonstance? (*Édit.*)

avoir lieu qu'au moyen d'une convention avec le général français, ou par suite d'une bataille qui mettrait celui-ci hors d'état de s'y opposer. Sir John Moore prit le dernier parti, le seul qui convînt à la noblesse de son caractère, et occupa une position assez peu favorable[1] en avant de la ville, pour protéger l'embarquement.

Le 16 janvier, les Français attaquèrent en colonnes serrées, et avec leur vivacité habituelle. Mais le choc fut soutenu et repoussé sur tous les points[2]. Le vaillant général reçut une blessure mortelle pendant l'action, à l'instant même où il exhortait les braves montagnards du quarante-deuxième régiment « à se souvenir de l'Égypte, et qu'à défaut de cartouches, ils avaient leurs bayonnettes. »

Ainsi périt sur le champ de victoire en expiation de ses premiers revers, l'un des plus braves et des meilleurs officiers de l'armée anglaise. Son corps fut enveloppé dans son man-

[1] La position était cependant bien fortifiée, et d'ailleurs Soult manquait de grosse artillerie. (*Édit.*)

[2] Le 30e *Bulletin* représente autrement le résultat de cette attaque. Nous croyons devoir nous tenir dans un juste milieu entre les deux versions, en disant, d'après un témoin oculaire, que les Anglais firent une belle défense et ne cédèrent leurs postes que pour s'embarquer. (*Édit.*)

teau militaire, au lieu des vêtemens ordinaires du cercueil, et déposé dans une tombe creusée à la hâte sur les remparts de la citadelle de la Corogne. Les troupes achevèrent de s'embarquer le lendemain, laissant leur général mort, « seul avec sa gloire. »[1]

Cette moisson de lauriers stériles, mêlés à tant de cyprès, termina une campagne entreprise par une si belle armée, sous un général si renommé. Sa présence tardive sur le champ de bataille fut une des principales causes de ses revers, et le brave chef ne doit pas en être responsable devant la postérité. Une armée

[1] *Left alone with his glory.* Ces mots, et quelques autres dans l'alinéa, sont empruntés à une élégie sur le général Moore, attribuée à lord Byron, et qui est de Charles Wolfe. Cette pièce, fort remarquable, intitulée *the Burial of sir John Moore* est citée dans le tome II, page 603, des *Living Poets of England*, récemment publié à Paris.

Not a Drum, was heard, not a funeral note
.... etc., etc.

Nous ajouterons que sir John Moore était né à Glascow, ville qui lui a érigé un monument sur la principale place publique. En sa qualité d'Écossais, sir Walter Scott se serait reproché de ne pas semer quelques lauriers sur sa tombe; plusieurs historiens anglais ont jugé plus sévèrement l'expédition anglaise qui se termina par la retraite de la Corogne. Plus de trente mille hommes étaient entrés en Espagne : il s'en rembarqua moins de vingt. (*Édit.*)

semblable, à Salamanque, lorsque les Français étaient inférieurs en nombre aux Espagnols, pouvait produire les plus grands résultats. Plus tard, après la défaite successive des troupes nationales, et avec l'opinion que sir John Moore s'était faite des Espagnols, nous ne pensons pas que ce général fût obligé d'exposer l'armée anglaise, auxiliaire, il faut bien le remarquer, et non pas armée principale dans la guerre, aux mêmes hasards que les Espagnols devaient nécessairement affronter. Quant aux désastres de la retraite, il faut les attribuer au peu de connaissance qu'on avait du pays, et à l'organisation vicieuse du commissariat, sur lequel le général en chef ne possédait pas alors une autorité suffisante. Disons, à l'honneur de sir John Moore, que le dernier acte de sa vie racheta amplement la réputation de l'armée à ses ordres.

CHAPITRE XI.

Le général Belliard occupe Madrid, le 4 décembre 1808. — Napoléon revient en France. — Conversation singulière à Valladolid, entre lui et l'abbé de Pradt. — Cause de son retour précipité.—Exposé des circonstances qui amenèrent une rupture avec l'Autriche. — Sentimens de la Russie à cet égard. — Démarches secrètes de Talleyrand, pour le maintien de la paix. — Immenses préparatifs de l'Autriche. — Distribution de ses armées. — Efforts contraires de Buonaparte. — L'armée autrichienne entre en Bavière, le 9 avril 1809. — Napoléon marche en toute hâte à sa rencontre. — Déroute complète des Autrichiens à Abensberg, le 20, et à Eckmühl, le 22. — Ils sont chassés de Ratisbonne, le 23. — L'archiduc Charles se retire en Bohême. — Napoléon presse sa marche sur Vienne, qui se rend aux Français, le 12 mai, après une courte résistance. — Coup d'œil sur les événemens militaires antérieurs, en Pologne, en Italie, dans le nord de l'Allemagne, et dans le Tyrol. — Entreprises de Schill, — du duc de Brunswick-Oels. — Mouvemens en Tyrol.—Caractère et mœurs des Tyroliens. — L'archiduc Jean se retire en Hongrie.

Après l'épisode de l'expédition britannique sous le commandement de sir John Moore, nous revenons aux succès de Napoléon, à qui les victoires de Ragusa, de Burgos et de Tudela, ouvraient une route triomphale jusqu'à Madrid. Le 1er décembre, son quartier-général était au village de Saint-Augustin, à peu de

distance de la capitale, d'où il entendait peut-être le tocsin, présage d'une insurrection générale et d'une résistance désespérée. L'enthousiasme des habitans de Madrid aurait pu sauver la ville s'il eût été soutenu et bien dirigé. Ils se saisirent de l'officier qui apportait la sommation, et ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté qu'on parvint à les empêcher de le mettre en pièces. Le 3, les Français attaquèrent le palais de Buen-Retiro, qui avait été fortifié à l'instar d'une citadelle. Mille Espagnols périrent à la défense de ce poste. Le 4, Morla ouvrit des pourparlers avec Buonaparte. Morla et Yriarte, autre noble d'Espagne, dont on avait conçu de meilleures espérances, vinrent s'excuser du parti téméraire adopté par eux. Ils convinrent que la ville ne pouvait résister, mais que les dernières classes du peuple et les volontaires étaient résolus à la défendre; qu'il serait donc convenable d'accorder un délai pour donner à leur fureur le temps de se refroidir, et à la crainte celui d'opérer sur eux son effet.

Buonaparte admit ces députés en sa présence; et, avec cette audace qui caractérisait quelquefois son langage, il leur reprocha leur mauvaise foi dans la violation du traité de Baylen; leur mauvaise foi, puisqu'ils avaient

souffert que des Français fussent assassinés; leur mauvaise foi puisqu'ils avaient saisi [1] sa flotte à Cadix. Ces griefs furent gravement articulés par celui-là même qui avait détenu la famille royale au moment où elle se plaçait humblement sous la protection de sa puissance; qui s'était emparé des forteresses où ses troupes avaient été reçues comme alliées, qui avait inondé les rues de Madrid du sang de sa population; enfin, qui avait arbitrairement disposé de la couronne d'Espagne sans autre droit que celui de sa force et de sa volonté. Si un Espagnol avait pu répliquer au maître de tant de légions, compter outrage pour outrage, duplicité pour duplicité, goutte de sang pour goutte de sang, quelle effrayante balance se fût trouvée contre Napoléon!

Cependant, le peuple de Madrid s'aperçut bientôt qu'il était abandonné par ceux qui auraient dû diriger ses efforts; et son ardeur fit place à la défiance et au désespoir. Une convention militaire fut enfin conclue, en vertu de laquelle le général Belliard prit possession de Madrid, le 4 décembre. Les termes en furent assez favorables pour prouver que Buo-

[1] Le 14e *Bulletin*, *Moniteur* du 16 décembre 1808, dit seulement *attaqué* la flotte. (*Édit.*)

naparte, tout en affectant de mépriser la résistance que le peuple aurait pu opposer, craignait néanmoins de pousser ce peuple à bout. Ce fut alors qu'il publia une proclamation où il exprimait son intention d'être le régénérateur de l'Espagne : « Mais », disait-il en terminant cette proclamation étrange, « si tous mes efforts sont inutiles, et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises, et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai alors la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchans; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles. »[1]

Deux opérations importantes appelèrent alors l'attention de Buonaparte : d'abord, il fallait disperser le reste des troupes échappées avec Castanos à la défaite de Tudela, et quelques autres corps armés qui occupaient le midi de l'Espagne. Sous ce rapport, la tâche des Français devenait facile; car les Espagnols, surpris et indignés de leurs désastres, assassinèrent eux-mêmes plusieurs de leurs généraux; et les généraux, de leur côté, avaient perdu toute confiance dans leurs soldats mu-

[1] *Moniteur* du 23 décembre 1808. (*Édit.*)

tinés. Mais avant de poursuivre ses succès dans le midi, Buonaparte voulait couper la retraite à sir John Moore, en dirigeant une partie de l'armée française sur Lisbonne, par la route de Talavera. Le mouvement du général anglais sur Salamanque, contraria ce projet. Napoléon ne crut pas avoir assez de forces disponibles pour marcher à la fois au-devant de sir John Moore, tourner l'armée anglaise, entrer en Portugal et occuper Lisbonne. Cette dernière partie du plan fut différée. Napoléon, comme nous l'avons vu, se mit à la tête de sa garde, se dirigea sur Valladolid, et observa la retraite de sir John Moore : il eut le plaisir de voir, de ses propres yeux, reculer en toute hâte devant lui, le peuple qui lui inspirait le plus de haine, mais non pas assurément le moins de crainte. On remarqua qu'il n'avait jamais paru si content et si gai que dans cette poursuite, appelée, par les officiers français, la *course de Bénevente ;* mais il eut aussi le spectacle moins agréable de l'escarmouche dans laquelle le général commandant la cavalerie impériale fut mis en déroute, et son favori le général Desnouettes fait prisonnier [1]. Il fit halte dans la ville d'As-

[1] *Voyez* les notes à ce sujet dans le Chapitre qui précède. (*Édit.*)

torga, laissa dix-huit mille hommes à Ney, pour soumettre le pays, et donna au maréchal Soult la glorieuse mission de poursuivre l'armée anglaise, et d'en achever la destruction. Nous avons vu jusqu'à quel point Soult remplit les intentions de son maître.

L'Empereur revint à Valladolid, d'où il partit précipitamment pour la France. Par un dernier acte, il déclara son frère Joseph généralissime des armées françaises en Espagne. Toutefois, et malgré ce témoignage de confiance, on peut croire que Buonaparte se repentait déjà d'avoir assigné à un autre, même à son frère, un si grand apanage, qui devait encore, probablement, coûter tant de trésors et de sang. C'est ce qu'on entrevoit dans sa proclamation de Madrid; et il s'expliqua plus clairement avec l'abbé de Pradt, qu'il rencontra à Valladolid, à son retour de Bénevente.

Ils étaient seuls; la nuit était orageuse. Buonaparte ouvrait de temps en temps la fenêtre, pour voir s'il était possible de se mettre en route, et ne la quittait que pour accabler M. de Pradt de questions sur l'état de la capitale, que celui-ci venait de quitter. L'abbé ne lui dissimula point la désaffection des habitans; Napoléon s'efforçait alors de prouver l'injustice de leurs plaintes, en insistant sur les bienfaits

que lui devait l'Espagne, tels que la diminution des dîmes, l'abolition des servitudes féodales, et la répression d'autres abus de l'ancien gouvernement. M. de Pradt répondait que les Espagnols ne tenaient aucun compte à Napoléon de les avoir affranchis de maux auxquels ils étaient insensibles; et que l'Espagne se trouvait dans la situation de la femme de Sganarelle, cherchant querelle à l'étranger qui voulait empêcher son mari de la battre. Buonaparte se mit à rire, et ajouta ces paroles remarquables : « Je ne connaissais pas l'Espagne; c'est un plus beau pays que je ne croyais, et j'ai fait à mon frère Joseph un plus beau présent que je ne me l'étais imaginé. Mais vous verrez que les Espagnols feront bientôt quelque folie qui remettra leur pays à ma disposition; alors, je le garderai pour moi-même, et je le partagerai en cinq grandes vice-royautés. »

Au moment où le favori de la fortune nourrissait de nouvelles idées de puissance et d'ambition, l'activité de son imagination parut se communiquer à son organisation physique. Aussitôt que le temps le permit, il monta à cheval, et fit, dit-on, sans s'arrêter, excepté le temps nécessaire pour changer de chevaux, le trajet de Valladolid à Burgos, c'est-à-dire trente-cinq lieues d'Espagne, ou environ

soixante-dix milles anglais, dans l'espace de cinq heures et demie.

L'incroyable rapidité que Napoléon mettait à revenir en France, même sans visiter Madrid ni attendre que le sort de l'armée anglaise fût décidé, surprit tous ceux qui l'entouraient. Quelques uns pensaient qu'une conspiration avait été découverte à Paris; d'autres qu'un plan d'assassinat était organisé contre lui en Espagne; d'autres encore alléguaient des causes différentes : mais on sut bientôt que cet empressement avait pour motif une rupture prochaine avec l'Autriche.

Il paraît certain que cette puissance fut la provocatrice, et qu'elle n'avait à faire valoir aucune de ces raisons que les gouvernemens emploient d'ordinaire pour justifier leurs dispositions hostiles. Elle n'allégua point d'agression récente de la France, ni sur son autorité ni sur ses domaines. A cette occasion, l'abbé de Pradt remarque, avec sa finesse accoutumée, que si Buonaparte n'était pas religieux observateur de la foi des traités, on ne saurait prétendre que les autres États en agissaient beaucoup plus scrupuleusement à son égard. Buonaparte lui-même a dit, ce qui était vrai dans un sens, que la plupart de ses guerres, quant à leur cause immédiate, avaient été

purement défensives de son côté; mais c'était une conséquence naturelle de sa politique. Tendant ouvertement à la domination universelle, il dut être regardé par toutes les nations comme un ennemi commun qu'elles étaient autorisées à attaquer toutes les fois qu'elles pouvaient le faire avec avantage, parce que lui-même ne laissait échapper aucune occasion de porter atteinte à l'indépendance de l'Europe.

Inaccessible aux armes de Napoléon, par sa position isolée, la Grande-Bretagne put agir franchement, d'après cette doctrine, et refuser de traiter avec lui, même à des termes favorables, à moins qu'il ne lui reconnût le droit de garantir l'indépendance de certains États, qu'elle pouvait protéger, même en continuant la guerre. C'est ainsi qu'elle refusa la paix qui lui était offerte, à condition que la France posséderait la Sicile; c'est encore ainsi qu'à l'époque dont nous nous occupons, elle venait de rejeter les propositions résultat de la conférence d'Erfurt, et qui comprenaient l'abandon de la cause espagnole.

Ce principe de guerre permanente avec Buonaparte, ou plutôt contre les progrès de son ambition, guida tous les États d'Europe qui pouvaient encore prétendre à l'indépendance. Leurs désastres militaires les empêchèrent sou-

vent, à la vérité, de déployer l'étendard de la résistance; mais les humiliations qu'ils étaient obligés de subir au moment de la défaite ne faisaient qu'irriter leurs sentimens de vengeance, et ils attendaient, avec plus d'impatience encore, le moment où leurs forces, ou bien la faiblesse de l'ennemi commun, leur permettraient de rentrer en campagne. Quand Napoléon signait la paix, il prétendait que l'autre partie contractante ne pouvait rien invoquer au-delà des articles qui la concernaient spécialement. Par exemple, aussi long-temps qu'il observa lui-même les conditions du traité de Presbourg, le dernier qu'il avait imposé à l'Autriche, cette puissance, selon l'idée qu'il s'était faite de la convention, n'avait plus aucun droit d'intervention ni de remontrance, et devait rester spectatrice indifférente de toutes les innovations qu'il aurait plu à l'empereur des Français d'opérer dans la situation générale de l'Europe. Nul doute que cette interprétation ne convînt à un homme qui, voulant arriver à la monarchie universelle, désirait rencontrer le moins d'obstacles possible dans l'exécution de ce plan gigantesque; mais elle était en opposition directe avec l'opinion de tous les publicistes; et quand les publicistes seraient d'un autre avis, elle resterait encore en contradiction manifeste avec

cette morale universelle qui préside également à la politique des États et à la conduite des individus. Toutes les actions de Buonaparte tendaient à la ruine des libertés d'Europe : il en résultait que les gouvernemens qui possédaient un reste d'indépendance devaient, sans avoir le motif d'une guerre plus particulièrement nationale, épier constamment l'occasion d'anéantir ou de restreindre son terrible pouvoir. Sous ce point de vue, l'Autriche n'avait pas à considérer la justice de la guerre, mais son opportunité; non pas si elle avait le droit, mais si elle possédait les moyens d'opposer une résistance efficace à l'ennemi commun. L'événement démontra que l'Autriche avait trop présumé de ses ressources.

A la vérité, l'occasion nouvelle paraissait bien séduisante. Buonaparte se trouvait en Espagne engagé dans de lointaines conquêtes : sans parler de l'impopularité de sa cause, il avait rencontré des obstacles jusque-là sans exemple dans son histoire, et une résistance assez grave pour compromettre sa réputation d'invincible. D'un autre côté, l'Autriche, au moyen de nouvelles lois organiques dans ses États, s'était ménagé la facilité d'appeler en masse, sous les drapeaux, son immense et belliqueuse population. Son erreur principale fut

de ne pas différer la lutte fatale jusqu'à ce que les nouvelles levées eussent acquis plus d'unité et de discipline. L'empereur de Russie ne s'y méprit pas ; ainsi que nous l'avons déjà remarqué, il voyait avec une vive appréhension que l'Autriche voulût se mesurer seule avec la France. En effet, quelle que fût alors l'intimité d'Alexandre et de Napoléon, il était impossible que le premier restât indifférent au danger que courait l'Europe, si la France anéantissait définitivement l'indépendance de l'Autriche. Une série d'intrigues d'une nature fort singulière eut donc lieu à Paris, dans le but de maintenir l'état de paix. Talleyrand, qui redoutait une autre guerre continentale, dans l'intérêt de Napoléon peut-être autant que dans celui de la France, s'efforça de trouver les moyens de la prévenir. C'était dans ce but que des conférences secrètes, et tout-à-fait ignorées de Buonaparte, avaient lieu le soir chez le prince de La Tour-et-Taxis, entre Talleyrand et les comtes de Metternich et Romanzow; tant il est vrai que les souverains les plus habiles et les plus absolus sont exposés, comme les princes ordinaires, à être trompés par leurs ministres; mais l'Autriche croyait pouvoir redemander à Napoléon, à l'heure de sa faiblesse, ce qu'elle avait été obligée de lui abandonner à l'heure de sa force ;

et, quelle que fût l'habileté de ces hommes d'État, ils ne réussirent point à concilier les intérêts de l'Autriche et ceux de Buonaparte, qui savait très bien que la moindre concession, arrachée par la contrainte, compromettrait cette haute réputation militaire qui faisait la base de sa puissance. En le voyant occupé d'une guerre encore douteuse en Espagne, on pouvait raisonnablement supposer qu'il serait bien aise d'ajourner une lutte nouvelle ; mais, avec Buonaparte, le son de la trompette ne résonnait jamais en vain: il répondit à cet appel, malgré tous les embarras qui se multipliaient autour de lui.

Dans cette grande circonstance, l'Autriche déploya des efforts gigantesques. Ses armées surpassaient en nombre toutes celles qu'elle avait jamais mis sur pied : en y comprenant l'armée de réserve, elles s'élevaient à cinq cent cinquante mille hommes, dont l'archiduc Charles fut encore nommé généralissime. On dit que ce vaillant prince approuvait peu cette guerre, ou du moins le moment choisi pour l'entreprendre, mais qu'il sacrifia, sans balancer, son opinion au désir d'assurer, par tous les moyens à sa disposition, les intérêts de son frère et de sa patrie. [1]

[1] « La lutte est juste, sans quoi, je ne serais pas au-

Six corps d'armée d'environ trente mille hommes chacun, sous le commandement immédiat de l'archiduc Charles, devaient soutenir le principal poids de la guerre en Allemagne. Un septième, sous l'archiduc Ferdinand, était stationné en Gallicie. On le jugeait suffisant contre les troupes que l'empereur Alexandre, en raison de ses engagemens avec Napoléon, aurait pu se croire obligé de diriger de ce côté. Deux autres divisions, sous l'archiduc Jean, étaient destinées à soulever le nord de l'Italie, où elles devaient pénétrer par les défilés de la Carinthie et de la Carniole.

Buonaparte n'avait point assez de troupes pour en opposer à chacune de ces masses formidables; mais il eut recours à sa vieille tactique, espérant suppléer à l'infériorité du nombre par une rapidité de mouvement telle, qu'il pût avoir la supériorité sur le point où se viderait la querelle. Il appela les contingens de la confédération du Rhin, ceux du roi de Saxe, et plusieurs divisions en route pour l'Espagne; par cette dernière mesure, il ajournait, ou plutôt il perdait l'occasion de soumettre ce pays. Il avait déjà, en Allemagne, les corps de Da-

jourd'hui à votre tête. » Extrait de la proclamation du prince Charles. (*Édit.*)

voust et du général Oudinot. Les garnisons françaises établies en Prusse et dans les environs, vinrent grossir les rangs de l'armée; mais, avec tous ces renforts, Napoléon était encore de beaucoup inférieur en nombre à l'archiduc Charles.

Ce prince passa l'Inn le 9 avril 1809. L'Autriche commençait donc cette nouvelle lutte avec la France, par l'invasion de la Bavière. Elle fondait quelque espérance sur le mécontentement universel des Allemands, surtout de ceux de la confédération du Rhin, et sur la haine que leur inspirait un système qui faisait d'eux, en toute occasion, les instrumens de la politique française. L'archiduc déclara, dans son manifeste, que la cause de son frère était celle de l'indépendance générale; que l'empereur d'Autriche n'était mu par aucun désir d'agrandissement personnel; et il s'adressait particulièrement à ceux de ses compatriotes qui se voyaient forcés de servir dans les rangs ennemis. Quel qu'ait pu être l'effet de cette proclamation, en supposant qu'elle ait eu le temps d'en produire un, le résultat en fut prévenu par cette promptitude qui assurait presque toujours le succès à Buonaparte.

Embarrassée d'un immense attirail militaire, l'armée autrichienne s'avançait pesamment, et

faisait des haltes fréquentes. Quant à Napoléon, le télégraphe ne lui eut pas plus tôt appris l'envahissement de la Bavière, qu'il partit à l'instant de Paris pour Francfort, sans garde, sans équipage, sans un seul compagnon, pour ainsi dire, excepté sa fidèle Joséphine, qui le suivit jusqu'à Strasbourg, où elle attendit quelque temps le résultat d'une campagne dont le succès devait être si fatal à son bonheur.

L'archiduc se proposait de prendre l'offensive. Ses talens étaient reconnus; son armée infiniment plus nombreuse que celle des Français; occupant des positions également favorables pour l'attaque ou pour la défense; et cependant, par une suite de combinaisons les plus belles, les plus étonnantes peut-être que le génie de Buonaparte eût jamais conçues, il parvint, dans le court espace de cinq jours, à mettre en déroute les masses formidables qu'il avait à combattre.

De plus, Napoléon trouva ses troupes dans une position désavantageuse. Elles s'étendaient sur une longue ligne entre Augsbourg et Ratisbonne, présentant, par la faute de Berthier, a-t-on dit, un intervalle immense au centre. En donnant sur ce point, l'ennemi pouvait séparer l'armée française en deux, et la menacer d'une attaque de flanc. Napoléon vit

l'erreur et les conséquences funestes qu'elle pouvait avoir. Il prit aussitôt l'audacieuse résolution de concentrer ses forces, au moyen d'une marche latérale et simultanée des deux ailes. Masséna reçut ordre de se porter, par un mouvement oblique, d'Augsbourg à Pfaffenhofen; Davoust, de se rapprocher du centre, par une manœuvre semblable, de Ratisbonne à Neustadt. Ces marches ne purent être que des marches forcées; Davoust ayant huit lieues à faire, Masséna douze à treize. Les instructions pour ce dernier partirent dans la nuit du 17. On lui demandait surtout intelligence et promptitude. Le temps jugé nécessaire pour l'exécution de ces mouvemens étant écoulé, Buonaparte, avec ses forces du centre, fondit impétueusement sur deux divisions autrichiennes commandées par l'archiduc Louis et le général Hiller. Telle avait été la précision des calculs de Napoléon, que Davoust parut à point nommé pour tenir en échec les autres corps autrichiens qui auraient pu soutenir les divisions attaquées; pendant que Masséna, plus terrible encore, arrivant sur les derrières de l'archiduc Louis, acheva la défaite de l'ennemi. Cette victoire d'Abensberg, remportée le 20 avril, rompit la ligne des Autrichiens et commença leurs désastres. L'Empereur les attaqua de nouveau le

lendemain à Landshut, où ils perdirent trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, beaucoup de munitions et de bagages.

Le 22 avril, après cet heureux début, Buonaparte dirigea toutes ses forces, habilement distribuées en plusieurs divisions, et s'avançant par des routes différentes, sur la principale armée autrichienne, que l'archiduc Charles, pendant ces premiers revers, avait concentrée à Eckmühl. Cette bataille passe pour une des plus admirables pages de l'histoire de l'art militaire. Plus de cent mille hommes furent chassés de toutes leurs positions, par suite des attaques savamment combinées d'un ennemi dont les troupes arrivaient successivement sur le champ de bataille, et occupaient la place qui leur était assignée, avec autant de régularité que les pièces d'un échiquier. Tous les blessés autrichiens, une grande partie de leur artillerie, quinze drapeaux et vingt mille prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. La retraite fut marquée par des pertes analogues; et l'Autriche, frustrée encore une fois dans ses espérances de ressaisir son influence en Allemagne, était de nouveau réduite à combattre pour son existence comme nation.

Le jour suivant, les Autrichiens essayèrent de protéger la retraite de leur armée, en défen-

dant Ratisbonne. Une brèche fut sans peine pratiquée dans ses anciens remparts; mais la mousqueterie des assiégés fut long-temps fatale aux Français qui voulurent monter à l'assaut. Il devenait difficile de trouver des hommes de bonne volonté pour renouveler l'attaque, lorsque l'impétueux Lannes saisit une échelle et courut la dresser contre la muraille : « Je vous ferai voir », cria-t-il à ses soldats, « que votre général est encore grenadier. » L'exemple les entraîna; la muraille fut emportée, et le combat continua dans les rues de la ville, qui fut bientôt en feu. Un corps français s'avançait au pas de charge contre un corps autrichien qui occupait encore une extrémité de rue la proie des flammes; il fut arrêté par quelques fourgons appartenant à l'ennemi : « Ce sont des caissons pleins de poudre », s'écria le commandant autrichien; « si le feu y prend, nous périssons tous ensemble. » Le combat cessa; les deux partis se réunirent, pour éviter un désastre commun, et parvinrent à sauver les munitions. Enfin, les Autrichiens furent chassés de Ratisbonne, laissant plusieurs pièces d'artillerie, des bagages et des prisonniers en grand nombre au pouvoir du vainqueur.

Pendant cette dernière mêlée, Buonaparte,

qui s'entretenait avec le maréchal du palais Duroc, et observait l'action de quelque distance, fut blessé d'une balle morte, qui lui fit une forte contusion: « Ce ne peut être qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si loin », dit froidement l'Empereur; « ces gens sont fort adroits. » Les personnes présentes lui représentèrent qu'il ne devait pas s'exposer ainsi: « Que voulez-vous que j'y fasse? » répondit-il; « il faut bien que je voie ce qui se passe. » A la nouvelle de sa blessure, les soldats alarmés se précipitèrent autour de lui; mais à peine voulut-il permettre qu'on le pansât, tant il brûlait de monter à cheval et de faire cesser l'inquiétude de l'armée en se montrant au milieu des rangs.

Ainsi, dans l'espace de cinq jours, terme pour ainsi dire que Buonaparte avait fixé pour terminer les affaires d'Allemagne, l'aspect primitif de la guerre était entièrement changé; et l'Autriche, qui s'y était engagée dans l'espoir flatteur de rétablir son ancienne prépondérance en Europe, se trouvait déjà réduite à continuer la lutte, dans la chance douteuse de conserver son existence politique. A aucune autre époque de sa carrière agitée, Napoléon ne déploya un génie plus fait pour triompher de tous les obstacles; jamais les talens d'un seul indi-

vidu n'exercèrent une influence plus positive sur les destinées du monde. Non seulement les forces qu'il avait sur le champ de bataille étaient de beaucoup moins nombreuses que celles de l'ennemi, mais elles se trouvaient d'abord, sous le point de vue militaire, dans des positions défavorables, et dans un état imparfait d'organisation. Napoléon arrive au milieu de tous ces désavantages, et, nous le répétons, sans autre secours, pour ainsi dire, que la force de son génie, il sort, au bout de cinq jours, complétement vainqueur d'une lutte qui s'annonçait sous un aspect si terrible. Il ne faut pas s'étonner que d'autres l'aient regardé, que lui-même se soit considéré comme un instrument choisi par la Providence, qui ne saurait être arrêté dans sa marche, et dont les armes sont invincibles.

Pendant que les débris de l'armée autrichienne se retiraient en hâte sur la Bohême, Napoléon employa les journées des 23 et 24 avril à passer la revue de ses troupes, et leur distribua libéralement des honneurs et des récompenses. C'était alors qu'il paraissait avec tous ses avantages; s'il tenait trop du soldat avec les souverains, personne, mieux que lui, ne savait être souverain avec les soldats. Ce fut à cette occasion qu'il dit à un soldat, en le frap-

pant familièrement sur la joue : « Je te fais chevalier » [1]; et il lui demanda son nom.

« Vous devez le savoir », répondit le soldat, « car je suis l'homme qui vous a secouru de sa gourde quand vous mouriez de soif dans les déserts de la Syrie. »

Napoléon se rappela aussitôt l'homme et la circonstance. « Je te fais chevalier », reprit-il, « avec une dotation de douze cents francs : que feras-tu de tant d'argent?

— Je boirai, avec mes camarades, à la santé de celui qui nous est si nécessaire. »

Les généraux eurent leur part dans les libéralités impériales, et particulièrement Davoust, qui exécuta d'une manière si brillante les manœuvres ordonnées par Napoléon, que le gain

[1] « Ce jour-là, Napoléon avait créé les premières chevaleries destinées aux sous-officiers et aux simples soldats, titres transmissibles à leurs enfans avec dotation. Ceux qui croyaient qu'on leur faisait un passe-droit dans cette distribution de rubans et de pensions, pouvaient, dit-on, plaider librement la cause de leurs blessures. Un soldat entre autres, s'adressant à Napoléon, voulait absolument être connu de lui personnellement comme le soldat de l'armée d'Égypte : il a raison, dit l'Empereur au major-général, je reconnais ces vieilles moustaches ; Berthier, voilà de mes gens ; écris son nom, je lui donne la croix d'honneur. » Cette anecdote est extraite de la campagne de 1809, par M. de Mortonval. (*Édit.*)

de la bataille lui fut spécialement attribué. Il fut créé prince d'Eckmühl. Il entrait dans la politique de Buonaparte de faire porter le nom du champ de bataille aux généraux qui avaient le plus contribué à la victoire; et d'allier le souvenir de leur valeur à celui du bienfait qui en était la récompense; de cette manière, chaque nouveau titre accordé au général anobli devenait un aiguillon de gloire pour tous les autres.

Après la fatale bataille d'Eckmühl, l'archiduc Charles effectua sa retraite en Bohême, pays montagneux, rempli de défilés favorables à la défense, où il aurait pu réorganiser son armée, recevoir des renforts de toute espèce, et prolonger sa résistance dans le cas où Buonaparte se fût mis à sa poursuite; mais les victoires de ces cinq jours mémorables avaient rendu Napoléon maître absolu de la rive droite du Danube, et de la grande route de Vienne, située sur cette même rive du fleuve. Fidèle à son principe de frapper directement au cœur de son adversaire, Napoléon résolut de marcher sur la capitale d'Autriche, au lieu de poursuivre l'archiduc en Bohême. S'il eût adopté ce dernier parti, la guerre aurait pu traîner en longueur, et c'est ce que l'empereur français avait toujours grand soin d'éviter; d'un autre

côté, alarmée de la prépondérance que la France allait acquérir, la Russie, qui s'avançait lentement, et pour ainsi dire malgré elle, comme alliée de Napoléon, aurait pu s'arroger un droit de médiation, qu'elle était assez forte pour prendre d'autorité, dans le cas où il lui eût été refusé [1]. Ajoutons que le général autrichien Hiller, défait à Landshut, et séparé de l'archiduc Charles, s'était mis à la tête d'une réserve considérable, et paraissait vouloir défendre la grande route de Vienne. Buonaparte avait donc en tête un ennemi redoutable, pendant que l'archiduc Charles aurait eu la facilité de couper les communications de l'armée française sur ses derrières. Une insurrection générale dans le Tyrol menaçait aussi, non seulement de chasser les Français et les Bavarois de ces montagnes, mais d'envahir la Bavière elle-même; des soulèvemens commençaient à éclater dans toute l'Allemagne; et il était évident que si la fortune se fût prononcée contre la France, presque tout le nord de cette contrée eût pris les armes contre elle. Mais l'aspect de ces dangers, qui eussent ébranlé un homme

[1] Cependant Buonaparte avait fait proposer à l'Autriche la garantie de la Russie, et ce fut l'Autriche qui refusa. Voir *le Moniteur* du 27 juin 1809, page 704, deuxième colonne. (*Édit.*)

moins déterminé que Buonaparte, ne fit que le confirmer dans sa résolution de forcer l'Autriche à la paix, en descendant le Danube, et en occupant une seconde fois la capitale de l'Autriche.

Toutes ses mesures furent bientôt prises à cet effet. Trop faible pour essayer de défendre l'Inn, le général Hiller s'était replié sur Ebersberg, village protégé par un château fort sur la Traun. Cette rivière offrait très peu d'endroits guéables, et coulait entre deux rives naturellement escarpées; un pont formait le seul point de communication avec le village; et la position, vue de face, paraissait imprenable; Hiller l'occupait avec plus de trente mille hommes et une formidable artillerie; il espérait pouvoir s'y maintenir assez long-temps pour rétablir ses communications avec l'archiduc Charles, et concourir avec ce prince au salut de Vienne, en défendant le cours du Danube.

Le 3 mai, la position d'Ebersberg fut attaquée par Masséna, et emportée malgré une résistance désespérée, qui coûta probablement autant de monde aux vainqueurs qu'aux vaincus. Quelques critiques militaires ont blâmé la hardiesse de cette résolution; ils ont prétendu qu'en bornant son attaque de front, à une simple démonstration, il n'en eût pas moins délogé le général

autrichien, et avec moins de perte, au moyen d'un mouvement de flanc prescrit au général Lannes, qui avait passé la Traun à Wels, dans ce dessein; mais, soit qu'il n'écoutât que son impétuosité naturelle, soit qu'il ait vu, dans les instructions de l'Empereur, un ordre positif de livrer l'assaut, soit enfin qu'il craignît que Lannes n'arrivât trop tard, les communications de l'archiduc et de Hiller pouvant être rétablies à chaque instant, Masséna conçut la résolution hasardeuse de déposter le général autrichien de vive force, et en vint à bout.

Le général Hiller se replia sur Saint-Polten, passa le Danube sur le pont de Muntern, qu'il détruisit ensuite, et continua son mouvement pour opérer sa jonction avec l'archiduc Charles, laissant ainsi toute la rive droite du Danube, et par conséquent la grande route de Vienne, ouverte aux Français. Napoléon marcha rapidement, mais en bon ordre, et sans précipitation, calculant ce qu'il lui fallait d'avance pour précéder l'archiduc a Vienne, et prenant d'ailleurs toutes les mesures nécessaires pour assurer ses communications.

La ville de Vienne, proprement dite, est entourée des anciennes fortifications qui soutinrent les assauts des Turcs en 1683. Ses immenses faubourgs sont faiblement protégés par quel-

ques ouvrages, dont une grande armée seule pourrait tirer parti. S'il eût été possible à l'archiduc Charles de se jeter dans Vienne, avant que Buonaparte se fût présenté sous ses murs, nul doute que l'empereur des Français n'eût éprouvé une résistance vigoureuse. Les habitans étaient pleins de patriotisme; ils firent feu des remparts sur les premières colonnes françaises, et refusèrent de se rendre à la sommation qu'on leur en fit. L'archiduc Maximilien était gouverneur de la place, où il avait fait venir dix bataillons de troupes de ligne, et dix bataillons de landwehr ou milice; une grêle de bombes[1], fondant sur la ville, vint commencer, pour les habitans, les désastres inévitables d'une défense. Le palais de l'empereur d'Autriche se trouvait directement exposé à ce feu terrible. Le souverain, avec la plus grande partie de sa famille, avait gagné Bude en Hongrie; un seul personnage, retenu par la maladie, était encore à Vienne; c'était la jeune archiduchesse Marie-Louise, destinée à devenir bientôt impératrice de France. On informa Buonaparte de cette circonstance; le palais fut respecté et les effroyables projectiles lancés sur d'autres quartiers. Le

[1] *Le Moniteur* du 21 mai 1809 dit : dix-huit cents obus. (*Édit.*)

projet de défendre Vienne ne tarda pas à être abandonné. L'archiduc Maximilien sortit de la ville avec les troupes de ligne; et le général Oreilly, qui ne commandait plus qu'à quelques bataillons de landwehr, signa, le 12, une capitulation.

Napoléon n'entra point à Vienne; il établit son quartier-général à Schœnbrunn, l'un des palais de l'empereur d'Autriche, dans le voisinage de la capitale.

Cependant l'archiduc Charles, qui n'avait pu empêcher la chute de Vienne, s'avançait pour la venger. Son armée s'était considérablement accrue en Bohême, et les événemens du nord de l'Allemagne et du Tyrol étaient tellement de nature à compromettre l'influence des Français, qu'il fallait toute la terreur inspirée par la bataille d'Eckmühl, pour contenir les vassaux du conquérant dans un état de soumission dont ils auraient voulu s'affranchir. Avant donc que de raconter les faits mémorables qui allaient avoir lieu sur le Danube, nous prierons le lecteur de jeter avec nous un coup d'œil sur les hostilités aux frontières de Pologne, en Italie, au nord de l'Allemagne, et dans le Tyrol; car, à cette époque mémorable, le théâtre de la guerre s'étendait sur une grande partie du monde civilisé.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand pénétra dans le grand-duché de Varsovie, autrefois Pologne prussienne. Il s'empara de la capitale elle-même; et telle fut la rapidité de ses mouvemens vers le nord, qu'il se trouvait dans le voisinage de Thorn, et en état de faire un appel à la Prusse, avant, pour ainsi dire, que le prince Poniatowski eût rassemblé un faible corps d'armée entre la Narew et la Vistule. Nul doute que la Prusse ne se fût levée à sa voix, si l'archiduc Charles eût obtenu le moindre succès au commencement de la campagne; toutes les places fortes de cette puissance étaient occupées par des garnisons françaises; et il eût été imprudent à elle, sinon impossible, de prendre le parti de la résistance, avant que l'Autriche eût acquis la prépondérance que ses armes ne devaient pas obtenir en cette occasion.

Néanmoins, les Prussiens éprouvaient un sentiment profond d'indignation contre le joug étranger. La doctrine du Tugend-Bund [1] avait été généralement reçue dans les moyennes et les hautes classes; quant au bas peuple, il ne prenait conseil que de son patriotisme et de son courage. La liberté de l'Europe, l'indé-

[1] *Tugend-bund*, amis de la vertu. (*Édit.*)

pendance de l'Allemagne, la délivrance de la Prusse, la conquête des droits les plus chers et les plus précieux de l'homme, déterminèrent Schill, major de hussards au service de Prusse, à entreprendre l'affranchissement de sa patrie, même sans les ordres du souverain.

Comme Blücher, Schill avait fait preuve, dans les derniers désastres de la Prusse, du plus grand dévoûment à son pays; il s'y était distingué, comme chef de partisans, par son courage et par son intelligence, dans un moment où l'intelligence et le courage semblaient sommeiller en Prusse. A l'époque actuelle, son ardeur pouvait être comparée à une fusée jetée en l'air, qui menace des plus affreux malheurs si elle vient à tomber sur un magasin à poudre, ou qui éclate dans l'espace sans laisser d'autre souvenir que celui de son feu passager. Ce dernier résultat fut celui de l'entreprise de Schill; mais ce nom doit être inscrit sur la liste des héros qui ont exposé leurs jours pour la patrie, et dont la valeur laisse souvent après elle des germes d'un nouvel héroïsme, et d'un dévoûment plus heureux.

Le mouvement projeté par ce soldat intrépide se liait à un plan d'insurrection générale; mais il fut découvert avant la maturité du com-

plot. Le colonel Doernberg, officier dans la garde westphalienne, faisait partie des conjurés, et s'était engagé à se saisir de Jérôme Buonaparte. On eut connaissance de son projet; il se trouva parmi ses papiers plusieurs pièces de nature à compromettre le major Schill; Jérôme se plaignit au roi de Prusse, qui n'était pas en position de se refuser à livrer l'accusé. Obligé de précipiter l'exécution de ses mesures, Schill se mit à la tête de son régiment, dont l'ardeur était égale à la sienne, sortit de Berlin, et proclama l'indépendance de la Prusse. Il fit preuve de beaucoup d'intelligence et d'activité dans ses manœuvres militaires, parvint à réunir un corps de cinq à six mille hommes, prit possession de plusieurs villes, et de la petite forteresse de Domitz.

Un autre conjuré nommé Katt, opéra un mouvement insurrectionnel dans Cassel. Un chef plus redoutable encore, également distingué par sa naissance, son courage et ses malheurs se mit aussi en campagne; c'était le duc de Brunswick-Oels, fils du prince mortellement blessé à Iéna. Depuis ce moment, le jeune duc avait toujours présent à l'esprit le souvenir de son père, à qui la haine de Buonaparte avait refusé une heure de relâche, pour mourir dans son palais. La nouvelle guerre semblait lui offrir

une perspective de vengeance; il s'obligea, envers l'Autriche, à lever un corps de troupes, que l'Angleterre lui fournit les moyens d'équiper et d'entretenir. Son nom, ses infortunes, sa réputation, le but qu'il se proposait, étaient autant de motifs pour que son corps fût bientôt organisé. L'uniforme seul indiquait la douleur et la rage. Il était noir, en signe de deuil pour la mort d'un père; les brandebourgs de la cavalerie formaient les côtes d'un squelette; les casques et les chapeaux portaient une tête de mort sur le devant.

Ce brave jeune homme se mit trop tard en campagne; s'il avait pu réunir ses forces à celles de Schill, de Doernberg, de Katt et des autres insurgés, il eût probablement soulevé tout le nord de l'Allemagne; mais la victoire d'Eckmühl et la prise de Vienne, avaient déjà ralenti l'ardeur des peuples germaniques; et de nouveaux revers allaient bientôt comprimer, au moins pour le moment, cet élan de résistance qui, sans doute, se fût manifesté sur tous les points. Ce fut vers le milieu de mai que le duc de Brunswick se dirigea, de la Bohême sur la Lusace. A cette époque déjà, les troupes de Schill et des autres insurgés n'existaient plus que comme des corps isolés de partisans, cernés et poursuivis par les adhérens de la France, à

qui les succès de Buonaparte avaient rendu le courage.

Le général Thielman, avec quelques détachemens saxons, vint à la rencontre du prince, et parvint à l'empêcher de pénétrer au cœur de l'Allemagne, où sa présence aurait pu avoir de grands résultats. Malgré tout, et quoique les plans des insurgés fussent en partie déconcertés, leurs forces restaient sur pied, et d'autant plus à craindre, que la disposition générale du pays leur était favorable.

Pendant que cette ardeur insurrectionnelle éclatait ou était comprimée sur différens points en Allemagne, un soulèvement général s'opérait dans les montagnes et les profondes vallées du Tyrol. Ces régions sauvages, l'un des plus anciens héritages de l'Autriche, lui avaient été enlevées par le traité de Presbourg et incorporées au nouveau royaume de Bavière [1]. L'inclination des habitans n'avait point été consultée pour ce changement. L'Autriche les avait constamment gouvernés avec douceur et beaucoup d'égards pour leurs usages. Elle s'était ainsi conciliée l'affection des Tyroliens, qui

[1] Le texte dit : *de Westphalie*, c'est évidemment une distraction de l'auteur ou une faute de typographie, comme le prouve l'alinéa suivant. (*Édit.*)

ne pouvaient comprendre qu'une obligation de fidélité qui tenait du respect filial, eût été transférée, sans leur consentement, à un souverain étranger, quand il n'existait entre eux et lui aucun lien de bienveillance réciproque. Ces sentimens étaient d'autant plus naturels chez les Tyroliens, que c'est un des peuples d'Europe dont les mœurs primitives ont éprouvé le moins d'altération. Les distinctions du rang et de la richesse sont inconnues dans ces contrées pastorales, où il n'existe, pour ainsi dire, qu'une seule classe de citoyens. Là, point de nobles, point de serfs, point de magistrats, point de subordonnés. C'est dans le Tyrol qu'on trouve l'égalité sociale autant qu'elle est compatible avec l'existence même de la société. Les habitans y sont gais, vifs, passionnés pour l'exercice et le mouvement, amis de la bouteille et de la danse, poètes dans l'occasion, et en général bons musiciens. Ils ont aussi l'intrépidité ordinaire aux peuples des montagnes. Chasseurs et bergers, ils exercent cette double occupation parmi les précipices et au péril de leur vie. Ils passent pour les plus adroits tireurs d'Europe, et l'empressement avec lequel ils obéirent aux différens appels de l'Autriche, dans les guerres précédentes, prouva que la vie rustique ne leur avait rien ôté de

leur antique amour des combats. Ceux que l'on peut considérer comme leurs magistrats pendant la paix, et leurs chefs pendant la guerre, ne sont distingués du reste de la nation que par leur plus grande intelligence; et comme cette qualité se trouvait particulièrement chez les aubergistes, dans un pays tel que le Tyrol, un grand nombre de gens de cette profession devinrent les chefs militaires dans la mémorable guerre de 1809. Ils ne savaient quelquefois ni lire ni écrire; et cependant ils déployèrent en général tant de présence d'esprit et de sagacité; ils surent si bien apprécier le caractère de leurs troupes, profiter si habilement de l'avantage des lieux, qu'ils se rendirent formidables aux meilleurs généraux, et aux soldats les mieux disciplinés.[1]

[1] Les Autrichiens ayant parlé avec quelque mépris de l'inexpérience militaire des Tyroliens, l'un de ces adroits tireurs fit, en faveur de ses compatriotes, une épigramme en vers, dont voici la traduction :

« *It is but chance, our learned tacticians say,*
Which without science gains the battle day;
Yet would I rather win the field by chance,
Than study tactics and be beat by France. »

Sans la tactique, ont dit nos grands maîtres de l'art,
Le hasard seul fait vaincre, et non pas la science ;
D'accord: mais j'aime autant triompher par hasard,
Qu'être expert en tactique, et battu par la France.

Ces intrépides guerriers coururent aux armes dans les premiers jours d'avril. Au bout de quatre jours il n'y avait plus un Français en Tyrol, et plus un seul Bavarois, à moins qu'ils ne fussent prisonniers ou enfermés dans la petite forteresse de Kufstein, toujours au pouvoir de l'ennemi. Cette guerre héroïque appartient à une autre page de cette histoire. Disons seulement que pour ainsi dire sans appui de la part de l'Autriche, assez occupée chez elle-même, les Tyroliens opposèrent à toutes les attaques la plus opiniâtre et la plus magnanime résistance. Vainement une armée française sous le commandement du général Lefebvre pénétra dans le pays, et s'empara d'Inspruck la capitale. Pour la seconde fois, les vaillans montagnards obligèrent les Français à se retirer avec une perte immense; et si l'Autriche avait pu soutenir la lutte de son côté, ses fidèles provinces du Tyrol et du Voralberg en fussent elles-mêmes sorties victorieuses.

Mais les revers de l'archiduc Charles neutralisèrent à la fois et les insurrections en Allemagne et les victoires des Tyroliens, et les succès remportés par l'archiduc Jean en Italie, au commencement de la campagne. L'armée principale, ainsi que nous l'avons déjà dit, ayant été jugée suffisante pour garantir le salut

et la gloire de l'Autriche, ce jeune prince avait été dirigé sur l'Italie, comme l'archiduc Ferdinand en Pologne, pour rétablir l'autorité de sa maison dans ses anciens domaines. Eugène, beau-fils de Buonaparte, et vice-roi d'Italie, avait été défait par l'archiduc Jean le 15 avril, et forcé de se replier dans la position de Caldiero sur l'Adige. Mais au moment où le prince autrichien aurait pu profiter de ses avantages, il reçut la nouvelle des désastres d'Eckmühl et du péril dont Vienne se trouvait menacée. Force lui fut alors de rétrograder et de gagner, s'il était possible, le royaume de Hongrie où la présence de son armée pouvait être de la plus grande nécessité. Il fut à son tour poursuivi par le prince Eugène, à qui la retraite de l'archiduc permit de se réunir aux troupes françaises en Dalmatie, dont il avait été séparé, et qui put ainsi reprendre l'offensive avec une augmentation de forces considérable.

Cette grande lutte se continuait donc avec des résultats divers depuis les bords de la Baltique jusqu'à ceux de l'Adriatique, et depuis les provinces orientales d'Allemagne jusqu'à celles de la Hongrie. Mais l'Europe, détournant ses regards des extrémités de la scène, les portait avec anxiété sur la campagne de Vienne,

où Buonaparte et l'archiduc Charles allaient se trouver en présence. Là pouvait se décider à jamais le sort, peut-être même l'existence de l'empire d'Autriche.

CHAPITRE XII.

Positions des armées française et autrichienne après la bataille d'Eckmühl. — Napoléon passe le Danube, le 20 mai. — Engagement sérieux à Aspern; les deux partis s'attribuent la victoire. — Les deux armées reçoivent de nombreux renforts. — Bataille de Wagram livrée le 6 juillet, et déroute complète des Autrichiens, avec perte de vingt mille prisonniers. — Armistice conclu à Znaim. — Fin des opérations de Schill et du duc de Brunswick-Oels. — Défense du Tyrol; — son résultat malheureux en définitive. — Un esprit de résistance se manifeste partout en Allemagne; — effet qu'il produit sur Buonaparte. — Singulier manifeste publié par Napoléon, dans *le Moniteur*. — Examen de ce document.

Nous avons laissé Napoléon concentrant son armée sous les murs de Vienne, et la disposant de manière à établir avec la France des communications difficiles à maintenir à cause des distances. Il était maître de Vienne et de la rive droite du Danube. L'archiduc Charles arrivait sur la rive opposée du fleuve, qui, grossi par les pluies et la fonte des neiges, semblait comme une barrière insurmontable entre les deux armées rivales. En 1805, lorsque Napoléon s'empara de Vienne pour la première fois, les ponts avaient été conservés, de sorte qu'il

avait pu marcher sans délai au-devant de Koutousoff et de l'armée russe. Cette fois, Buonaparte n'eut pas le même avantage. Il ne restait plus un seul pont au-dessus ni au-dessous de Vienne, sur lequel il pût passer le fleuve, et terminer la guerre par une nouvelle victoire sur l'archiduc autrichien. D'un autre côté, chaque instant qui s'écoulait dans l'indécision était préjudiciable à l'empereur français. Charles attendait ses frères; il était dans son pays, il pouvait faire subsister facilement son armée. Napoléon, au contraire, se trouvait en pays ennemi, ne devait pas espérer de renforts, et pouvait rencontrer des obstacles dans l'approvisionnement de ses troupes. Ajoutons que l'Allemagne conservait encore l'espoir, tant qu'une armée autrichienne tenait la campagne. La prudence détermina donc Buonaparte à faire tous ses efforts pour jeter un pont sur le Danube, et à passer le fleuve à la tête de son armée, dans le dessein de livrer bataille à l'archiduc Charles sur la rive gauche.

Ce fut à Nussdorf, à une demi-lieue au-dessus de Vienne, qu'il voulut d'abord tenter cette entreprise hardie : en cet endroit, le principal courant du fleuve roule dans un canal étroit et profond du côté de la rive droite, plus élevée que la rive opposée, et offrant ainsi les

moyens de protéger le passage. Mais un corps de cinq cents hommes qui l'avait traversé dans le but de réparer l'ancien pont qui existait à Nussdorf en 1805, ayant été taillé en pièces par les Autrichiens, le projet de passer sur ce point fut abandonné.

Vis-à-vis d'Ébersdorf, village situé sur la rive droite, le Danube est divisé en cinq bras séparés par plusieurs îles [1], dont l'une, fort grande, est appelée Lobau. Deux de ces bras sont très larges : les îles présentent une forme irrégulière, et paraissent formées de terres d'alluvion. Leur surface est inégale, en partie couverte de bois, de marais et d'eau. Ce fut là que Buonaparte résolut d'établir un pont. Il réunit à cet effet tous les bateaux, grands et petits, et tous les autres matériaux qu'il put rassembler. L'ingénieur Aubry montra beaucoup d'intelligence et d'activité en cette occasion.

Les Français furent obligés d'employer des caissons et des bateaux de pêcheurs remplis de boulets au lieu d'ancres [2], et d'avoir recours à d'autres matériaux de cette nature pour l'ac-

[1] Il faudrait lire, *trois* bras et *deux* îles, d'après le 10e *Bulletin*, *Moniteur* du 31 mai 1809. (*Édit.*)

[2] Le 10e *Bulletin* des opérations de l'armée parle cependant de *doubles ancres*. Le 14e *Bulletin* parle aussi des *ancres*. (*Édit.*)

complissement de leur projet. Ils travaillèrent sans interruption, car les Autrichiens, malgré quelques démonstrations sur Krems et Lintz, tendant à faire croire qu'ils voulaient passer le Danube au-dessus de Vienne, ne firent rien pour troubler les préparatifs de Napoléon, encore bien qu'ils eussent pu facilement jeter des troupes dans l'île de Lobau, soit pour en disputer la possession, soit pour inquiéter les travailleurs. Il est impossible de supposer que l'archiduc Charles ne connût pas les localités dans le voisinage de la capitale d'Autriche. Il faut donc penser que ce général voulut laisser à Napoléon les moyens de passer le fleuve pour se ménager la facilité de l'attaquer avec avantage au moment où une partie seulement de l'armée française se trouverait sur la rive gauche, et la forcer de cette manière à combattre en deçà du Danube. En cas de revers, cette armée ne pouvait repasser le fleuve que sur des barques fragiles, mal enchaînées les unes aux autres, et elle courait nécessairement les plus grands dangers. Cette supposition n'a rien d'injurieux pour l'archiduc Charles; et nous verrons tout à l'heure qu'il obtint en effet le résultat que nous venons de signaler. Si ce premier succès eût été vivement poursuivi, la ruine de Buonaparte et de l'armée française était certaine.

Les matériaux étant rassemblés, Napoléon visita l'île de Lobau le 19 mai, et donna des ordres pour que le pont fût achevé le plus promptement possible. Il fut si bien obéi que, dès le lendemain, les troupes commencèrent à passer, encore bien que le pont fût loin d'être terminé : elles rencontrèrent, sur la rive gauche, quelques tirailleurs autrichiens; mais, comme ils se replièrent sans beaucoup de résistance, il devint plus évident encore que l'archiduc n'avait point voulu s'opposer au passage, surtout puisqu'il n'avait pas voulu profiter, pour le faire, des avantages que lui offraient les localités.

En dépassant le dernier pont, car il y en avait un sur chaque bras du fleuve, les troupes françaises entrèrent dans une petite plaine, entre les deux villages d'Aspern et d'Essling. Aspern est sur la gauche, à environ mille toises de l'endroit où était le pont; Essling se trouve à l'autre extrémité de la plaine, à quinze cents toises environ du même point. Bâtis en pierre, garnis de jardins, de terrasses et de cours, ces deux villages formaient chacun une petite forteresse, dont le parvis de l'église d'Aspern, et un vaste magasin à Essling, pouvaient être regardés comme la place d'armes et la citadelle. Le profond fossé qui bordait la grande route

existant entre ces deux fortes positions les liait comme une courtine lie deux bastions.

Cette position, si elle eût été occupée, aurait pu être tournée des deux côtés; mais la nature du terrain aurait rendu cette opération difficile.

Encore plus sur la droite et plus près d'Aspern que d'Essling, est un autre village nommé Entzersdorf. Il y a mille toises d'Aspern à Essling, et un peu moins d'Essling à Entzersdorf. En avant de ces villages est un coteau à pente douce, qui s'étend entre les deux hameaux de Raschdorf et de Bisamberg, et termine l'horizon dans cette direction. Napoléon, après avoir fait passer environ trente mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie, fit élever une redoute pour couvrir l'extrémité du pont sur la gauche. En même temps les troupes occupèrent Aspern et Essling et la ligne qui les réunissait.

Pendant la nuit les rapports furent contradictoires, et ce que l'on pouvait observer à l'horizon ne donnait aux généraux aucune indication précise sur le nombre et les projets des Autrichiens. Quelques feux allumés sur les hauteurs éloignées de Bisamberg firent supposer à Lannes que l'ennemi s'y était concentré. Mais plus près des Français, et sur leur front, on distinguait à l'horizon une bande pâle d'environ une lieue de longueur, produite par le reflet

de feux nombreux que l'élévation du terrain empêchait les Français de voir.

Lannes en conclut qu'ils n'avaient devant eux qu'une forte arrière-garde. Masséna, plus judicieusement, assura que c'était l'armée entière. Napoléon, voulant décider la chose par lui-même, monta à cheval le 21 au point du jour; mais le terrain était tellement couvert par la cavalerie légère de l'ennemi, qu'il était impossible de reconnaître sa position. Tout d'un coup elle fut démasquée, et l'on vit les Autrichiens s'avancer sur cinq colonnes, commandés par leurs meilleurs généraux, du double plus nombreux que l'armée française et ayant deux cent vingt pièces de canon. Le combat commença par une attaque désespérée dirigée contre Aspèrn, qui fut pris et repris plusieurs fois. Le carnage fut horrible; toutefois l'opiniâtreté de l'attaque des Autrichiens ne put triompher de la résistance des Français. Essling fut également attaqué par les premiers, mais avec moins d'acharnement, et il y eut une grande perte de part et d'autre.

La bataille avait commencé vers quatre heures de l'après-midi; la nuit approchait et il n'y avait encore rien de décidé. L'archiduc fit avancer sa réserve et porta ses différens corps sur Aspern, où était le fort du combat. Il n'y avait pas

de jardin, de terrasse, de cour de ferme, qui ne fût le théâtre de la lutte la plus opiniâtre. Chariots, charrettes, herses, charrues, tout était transformé en barricades. Les succès étaient variés, et les deux partis confondus. Vers la fin du jour, Masséna resta maître d'une partie de la place, détruite par les bombes et encombrée de morts. Les Autrichiens, de leur côté, s'étant emparés de l'église et du cimetière, s'attribuèrent la victoire sur la gauche.

Pendant cette journée meurtrière, Essling fut l'objet de trois attaques générales, que les Français repoussèrent énergiquement. Lannes, qui le défendait, fut un moment tellement serré, qu'il n'aurait pu tenir, si Napoléon ne fût venu à son secours, et ne lui eût donné le temps de respirer, en faisant exécuter à propos, et avec beaucoup d'audace, une charge de cavalerie: la nuit sépara les combattans.

On ne pourrait dire, dans le sens ordinaire du mot, que les Français eussent été battus; mais il était extraordinaire de les voir combattre sous les yeux de Napoléon, sans remporter une victoire complète. Les Autrichiens ne pouvaient être regardés comme vainqueurs; mais la possession de la partie la plus importante d'Aspern prouvait que l'avantage avait été plutôt pour eux que contre eux; et les ré-

sultats de cette journée produisirent sur les deux armées des effets fort différens, d'après les comparaisons qu'on en fit avec ceux de la dernière affaire : les Autrichiens étaient pleins de joie; les Français éprouvèrent, non du découragement, mais une surprise désagréable.

Le 22, la canonnade recommença; les deux armées avaient reçu des renforts, Napoléon, de la rive gauche; l'archiduc, des réserves de son arrière-garde. Les Français eurent d'abord l'avantage; ils reprirent l'église d'Aspern, et firent un grand nombre de prisonniers; mais les attaques se renouvelèrent avec la même rage que la veille. Napoléon prit alors une résolution digne de sa renommée. Il s'aperçut que l'ennemi, en serrant Aspern, où s'appuyait la gauche des Français, se tenait en arrière, ou, en langage militaire, refusait sa droite et son centre; il en conclut que l'un et l'autre avaient été affaiblis pour renforcer les corps qui attaquaient Aspern. Il fit en conséquence avancer sa droite et son centre pour attaquer les Autrichiens sur ce point affaibli; le mouvement fut exécuté par échelons, à commencer de la droite; des masses formidables d'infanterie, soutenues par une artillerie nombreuse, s'élancèrent avec impétuosité. Les Autrichiens furent repoussés et sur le point d'être enfoncés; des régimens et

des brigades se trouvaient sans communication, et le centre allait être séparé de la droite. L'archiduc Charles arrive dans ce moment critique; il fait avancer des réserves, remplit les vides que l'attaque furieuse des Français avait occasionnés dans ses rangs, et saisissant un drapeau, ramène lui-même ses grenadiers à la charge.

Sur ce point important, les relations des deux armées diffèrent complétement: les Français assurent que les Autrichiens, malgré la valeur héroïque de leur général, furent sur le point d'être mis en déroute; selon l'archiduc, au contraire, la résistance des siens eut un plein succès, et les Français furent repoussés sur tous les points. Tous s'accordent à dire que le pont établi par Buonaparte, sur le Danube, fut emporté.

Mais les Autrichiens prétendent que cet événement favorable fut dû aux brûlots qu'ils avaient lancés sur le fleuve. Les Français nient l'existence de ces brûlots; et peu disposés à avouer le succès des plans de leurs ennemis, ils attribuent la destruction de leur pont au choc d'une grande quantité de troncs d'arbres, et de bateaux entraînés par une crue extraordinaire du Danube. Le général Pelet convient, non sans quelque répugnance, que ce fleuve emporta effectivement des poutres d'un ou de

plusieurs moulins, sur lesquelles se trouvèrent des matières enflammées. Mais, soit que les Autrichiens aient eu recours à la ressource très naturelle de lancer des brûlots et des poutres sur le fleuve; soit que, pour emprunter le langage de l'allégorie antique, le vieux et fier Danube eût secoué le joug étranger, le pont fut rompu et l'armée française se trouva dans un très grand danger.

Buonaparte se vit forcé de se retirer pour assurer, ou plutôt pour rétablir la communication avec la rive droite. La retraite des Français donna aux Autrichiens le signal pour se porter en avant; ils reprirent Aspern, et si les Français n'essuyèrent pas des pertes énormes, ils le durent à l'habileté et à la valeur la plus extraordinaire. Lannes, dont la conduite avait fait pendant toute cette journée l'admiration générale, eut les deux jambes fracassées par un boulet. Masséna conserva dans cette crise beaucoup de présence d'esprit et d'activité, et l'armée lui dut en grande partie son salut. On assure, mais peut-être à tort, que Napoléon se montra moins digne de lui-même que de coutume.

Enfin, la retraite des Français fut couverte par le canon du village d'Essling, que les Autrichiens attaquèrent à plusieurs reprises avec

fureur. S'ils eussent réussi également sur ce point, l'armée française aurait eu de la peine à échapper. Heureusement pour Buonaparte, la partie du pont qui joignait la grande île de Lobau avec la rive gauche, sur laquelle on combattait, était encore entière, et défendue par des fortifications. Il eut par ce moyen la facilité de faire passer les débris de son armée dans l'île, en évacuant entièrement la position qu'il occupait sur la rive droite. La perte de chacune des deux armées fut de plus de vingt mille hommes tués et blessés. Saint-Hilaire, un des meilleurs généraux français, avait été tué sur le champ de bataille; et Lannes, blessé à mort, fut transporté dans l'île. Il fut vivement regretté par Buonaparte, qui considérait ses talens comme son propre ouvrage. « C'était un sabreur, disait-il; j'avais développé en lui le « plus grand talent : c'était un nain dont j'avais « fait un géant. » La mort de Lannes, surnommé le *Roland de l'armée française*, présente une circonstance qui a quelque chose de choquant. Ayant les deux jambes fracassées, il se refusait à mourir, et voulait qu'on pendît les chirurgiens qui ne savaient pas guérir un maréchal et un duc de Montebello. Se sentant ainsi arraché à la vie, il fit appeler l'Empereur, éprouvant dans son cœur l'espoir que Na-

poléon pourrait du moins retarder l'heure fatale, et il ne cessa jusqu'au dernier moment de répéter son nom avec cet accent profond du sauvage indien qui invoque l'objet de son culte superstitieux. On comprend combien Buonaparte dut être ému en voyant son fidèle compagnon dans ce cruel état.

La nouvelle de cette terrible affaire se répandit au loin, et elle fut représentée par les Autrichiens comme une victoire complète et glorieuse. Elle eût été telle, si Aspern et Essling avaient été emportés; mais on ne peut la regarder que comme une attaque repoussée. En effet, le projet de l'Empereur avait été déjoué, lui-même avait été forcé de se retirer dans l'île, et se trouvait, par suite d'une crue, séparé de la rive opposée, sur laquelle étaient ses ressources. Au total, sa position était très précaire.

Les espérances et les vœux de l'Europe étaient contraires à Buonaparte; or, on sait que l'espérance bâtit sur des bases moins solides encore que ne l'étaient celles de ce rude échec. On avait déjà souvent annoncé que la fortune de Napoléon échouerait dans une de ses audacieuses entreprises; et qu'en pénétrant aussi avant dans le pays de son ennemi, afin de le frapper au cœur, il se trouverait trop engagé pour se retirer sans danger, et deviendrait ainsi victime de sa propre

témérité. Le temps de l'accomplissement de cette prophétie n'était pas encore venu. Plus d'activité de la part du prince autrichien, un développement moins rapide de ressources et moins d'énergie de la part de Napoléon eussent peut-être amené un autre résultat; mais malheureusement, le premier se montra moins habile à profiter de son avantage que le second à réparer son désastre.

Le 23, lendemain de la sanglante bataille d'Aspern, Buonaparte était, avec les blessés et le reste de son armée, bloqué dans l'île marécageuse de Lobau et celle d'Entzersdorf, plus près de la rive gauche, appelée ainsi d'après le village de ce nom. Celle-ci, plus petite que l'autre, dont elle était pour ainsi dire un ouvrage avancé, n'est séparée de la rive gauche, occupée par les Autrichiens, que par un canal de vingt toises de largeur. La destruction des ponts avait totalement isolé Buonaparte de la rive droite, où était son arrière-garde commandée par Davoust. La nature du terrain sur la rive gauche, en face de l'île d'Entzersdorf, permettait de placer de l'artillerie pour commander le canal; et l'on assure que le général Hiller proposa avec instance de forcer ce bras du fleuve, et d'attaquer successivement les îles d'Entzersdorf et de Lobau, répondant

du succès sur sa tête. La perte considérable éprouvée par les Autrichiens dans les deux journées précédentes paraît avoir été la cause qui fit rejeter ce plan. On a pensé aussi que le prince Charles eût pu passer le fleuve à Presbourg ou au-dessus, et s'établir ainsi sur la rive droite, afin d'attaquer et d'anéantir la réserve que Buonaparte avait laissée à Ébersdorf sous Davoust. L'archiduc n'adopta pas davantage ce second plan, mais se mettant de nouveau sur la défensive, à laquelle il n'avait renoncé que pour quelques heures, et supposant que Napoléon adopterait le plan qu'il avait suivi précédemment, il obligea ses ingénieurs à fortifier le terrain entre Aspern et Essling, attendant patiemment que Napoléon se trouvât en mesure de tenter de nouveau le passage du fleuve.

Napoléon ayant, avec une prodigieuse célérité, rassemblé ses matériaux, réussit, dès le second jour après la bataille, à rétablir ses communications avec la rive droite. Les Autrichiens voyaient ainsi s'évanouir la possibilité de profiter de son isolement. La même activité convertit en peu de temps l'île de Lobau en un camp immense, protégé par des batteries, et à l'abri de toute surprise de la part des Autrichiens; ce qui rendait également imprati-

cable le plan de Hiller. Les autres petites îles furent fortifiées de même; et le 1er juillet l'Empereur établit définitivement son quartier-général dans l'île de Lobau, qui reçut le nom d'île Napoléon; ce camp était une immense citadelle où il avait tous les moyens de tomber à volonté sur son ennemi. Avec une inconcevable rapidité, l'on vit paraître des pontons et tout ce qu'il fallait pour construire, sur un meilleur plan, trois ponts de bateaux; celui qui avait été détruit fut réparé de manière à n'avoir plus rien à redouter des flots du Danube. Il réunit de nouveau les îles occupées par les Français avec la rive gauche; et les Autrichiens observaient si négligemment l'ennemi, que, quoiqu'ils fussent sur leur propre terrain, et que le sort de leur patrie dépendît de l'issue de la campagne, il paraît qu'ils ne supposaient point à Napoléon d'autre moyen de communication que cet ancien pont, qui aboutissait entre Aspern et Essling. Imbus de cette fausse idée, ils perdirent leur temps à élever des fortifications; cependant rien n'était plus aisé que de signaler les trois nouvelles constructions des Français.

Pendant plusieurs semaines les deux armées reçurent des renforts; les nobles autrichiens et hongrois firent de grands efforts pour mettre sur pied leurs vassaux. Napoléon, de son côté, or-

donnait dans toute l'Allemagne, plus ou moins soumise à son influence, des levées considérables pour consommer l'asservissement de ce pays.

Mais des armées plus nombreuses et plus puissantes s'avancèrent de la frontière nord-est de l'Italie, d'où l'archiduc Jean, comme nous l'avons déjà dit, passait en Hongrie, à l'effet d'opérer sa jonction avec l'archiduc Charles : il effectua sa retraite, mais non sans être inquiété. Le prince Eugène de Beauharnais, à la tête de l'armée destinée à combattre l'archiduc Jean en Italie, ayant réuni les troupes qui étaient en Dalmatie, suivit les Autrichiens, les força plusieurs fois au combat, remporta sur eux plusieurs avantages, et atteignit aussitôt qu'eux les frontières de la Hongrie. On devait s'attendre de voir la ville de Raab prolonger sa résistance, afin de donner à l'archiduc Jean le temps de combiner ses mouvemens avec ceux de son second frère l'archiduc Régnier, autre membre de cette famille guerrière, occupé à organiser l'insurrection hongroise; mais la fatalité qui dominait cette campagne fit tomber Raab huit jours après la défaite de ce prince sous les murs de cette ville. L'armée d'Italie opéra sa jonction avec l'armée française; et l'archiduc Jean, après avoir passé le Danube à Pres-

bourg, s'avança vers l'est pour se joindre à l'archiduc Charles; mais Napoléon tenait beaucoup à prévenir cette jonction.

Le 5 juillet, à dix heures du soir, les Français se mirent en mouvement pour passer des îles sur la rive gauche du Danube. Des chaloupes canonnières firent taire quelques unes des batteries autrichiennes; on évita les autres en passant le fleuve hors de leur portée, sur les nouveaux ponts.

Le lendemain, au point du jour, l'archiduc fut péniblement surpris en voyant toute l'armée française établie sur la rive gauche, après avoir tourné toutes les fortifications qu'il avait élevées pour l'arrêter. Essling et Entzersdorf avaient été emportés, et l'armée française présentait son front à l'aile gauche de l'archiduc, menaçant à la fois son flanc et son arrière-garde. L'archiduc essaya de corriger sa position en débordant la droite des Français, tandis que les Français se précipitèrent en avant pour enfoncer le centre des Autrichiens, qui s'appuyait sur Wagram; ce village fut pris et repris, et il n'y restait qu'une maison, qui était occupée par l'archiduc Charles, quand la nuit vint terminer cette affaire meurtrière mais non décisive. De nombreux courriers étaient expédiés à l'archiduc Jean pour hâter son arrivée.

Le lendemain 6 juillet eut lieu la terrible bataille de Wagram, dans laquelle l'archiduc Charles commit, dit-on, la grande faute d'étendre sa ligne en affaiblissant son centre. Son ennemi était trop actif pour ne pas en profiter. Lauriston avec cent pièces de canon, et Macdonald à la tête d'une division d'élite, chargèrent le centre des Autrichiens, et l'enfoncèrent. Napoléon déploya tout son courage et tous ses talens: il se montra dans le plus fort de la mêlée, quoique sa vie se trouvât souvent en danger par la grêle de mitraille que sa suite nombreuse attirait de son côté.

Il paraît que le désordre se mit dans l'armée autrichienne : l'aile gauche se conduisit mal; des cris d'alarme se firent entendre, et l'exemple d'une fuite précipitée fut donné par ceux qui auraient dû être les derniers à le suivre. Les Français firent vingt mille prisonniers; en un mot, la déroute fut complète; et l'archiduc Jean, qui arriva avec une partie de son armée avant que l'affaire fût entièrement terminée, s'estima heureux de pouvoir se retirer sans être aperçu par l'ennemi.

L'empereur d'Autriche se voyant hors d'état de résister, conclut avec Napoléon, à Znaim, un armistice, en vertu duquel il évacuait le Tyrol, livrait les citadelles de Brunn et de

Gratz, comme gages de la sincérité avec laquelle il désirait la paix.

Cet armistice anéantit toutes les espérances des braves Tyroliens et des insurgés allemands qui avaient cherché à reconquérir, les armes à la main, l'indépendance de leur patrie. Mais l'apparition de ces patriotes sur la scène, quoiqu'elle n'ait produit dans le moment aucun résultat marquant, mérite d'être signalée comme annonçant un retour de l'esprit national, et la cessation de ce sommeil d'esclavage qui fait supporter à l'homme un changement de maître avec autant de patience que l'animal stupide en met à suivre celui qui tient son licou. Nous rappellerons donc ce que nous avons dit de ce réveil de patriotisme en Allemagne, et nous exposerons en peu de mots l'issue des expéditions de Schill et du duc de Brunswick, et de l'insurrection des Tyroliens.

Depuis long-temps la carrière du brave Schill était terminée; après avoir traversé plusieurs parties de l'Allemagne, il avait échoué dans ses tentatives pour renforcer la petite troupe de cinq mille hommes contre laquelle Jérôme Buonaparte avait réuni une armée considérable. Schill déploya constamment beaucoup d'activité, de courage et de talent; mais il avait si peu de chances en sa faveur, que ses admira-

teurs n'osaient se joindre à lui. Serré de près, et souvent au moment d'être cerné par des corps de Hollandais, de Westphaliens et de Danois, il se vit enfin réduit à chercher une position défensive, dans laquelle il pût attendre les secours de l'Angleterre pour reprendre son expédition, ou se sauver du continent. La ville de Stralsund convenait à ce plan. Il se présenta devant ses portes le 25 mai, s'y établit, en répara de son mieux les fortifications, et se prépara à s'y défendre.

Mais Napoléon sentant la nécessité d'éteindre cette étincelle avant qu'elle allumât un incendie, fit marcher contre Stralsund un corps considérable de Hollandais et de Danois, qui, le 31 mai, s'emparèrent de la ville. Schill et ses braves compagnons se réunirent sur la place, et se défendirent en désespérés. Ils eussent triomphé, peut-être, si Schill n'eût pas été tué. La mort seule put donc le sauver du joug de l'oppresseur de sa patrie. Le roi de Prusse avait, dès le principe, désavoué l'entreprise de Schill; et lorsque la prise de Vienne eût anéanti toutes les espérances de l'Autriche, Frédéric publia une proclamation dans laquelle il mettait hors la loi lui et ses adhérens. Les Français et les peuples qui marchaient comme des vassaux sous leur bannière se fondant sur le langage de

la Prusse firent subir aux officiers de Schill la peine due aux brigands et pirates, traitement que, depuis Wallace et Llewellyn, les tyrans ont souvent infligé à ceux qui leur résistaient.

Les mouvemens de Schill étaient à peu près terminés quand le duc de Brunswick commença les siens. S'ils avaient pu combiner leurs opérations, ils auraient peut-être obtenu quelque succès. Le jeune duc, en s'alliant avec l'Autriche et en s'engageant à se mettre à la tête d'un corps de partisans, ne voulut point prendre rang dans l'armée de cette puissance, ni y figurer comme un de ses généraux. Il préféra jouer le rôle plus noble d'un fils vengeant la mort de son père, et d'un prince de l'Empire cherchant à recouvrer, à la pointe de l'épée, l'héritage que des étrangers lui avaient enlevé. Ses talens et ses actions ne furent point au-dessous de ce double rôle. Il battit les Saxons à différentes reprises, et déploya beaucoup de valeur et d'activité; mais, soit par la faute du caractère du général autrichien Am Ende, qui devait coopérer avec lui, soit secrète jalousie de l'Autriche contre un allié qui aspirait à se rendre indépendant, cette puissance l'appuya toujours trop tard, quelquefois même l'abandonna dans le moment où son secours eût été le plus nécessaire.

Quoi qu'il en soit, le duc se trouvant momen-

tanément maître de Dresde, Leipzick et Lindenau, força le roi de Westphalie à la retraite; il occupait, lors de l'armistice de Znaim, une partie considérable de la Franconie; mais abandonné par l'Autriche, en vertu de cette convention, il vit terminer sa carrière aventureuse. Il était alors à Schleitz, ville de la Haute-Saxe; et au lieu de prêter l'oreille à des conseillers timides, et de capituler avec un des généraux qui le tenaient enveloppé, il résolut de se frayer un passage, et de mourir plutôt que de mettre bas les armes qu'il avait prises pour venger son père et sa patrie.

Abandonné par plusieurs de ses officiers, ce prince valeureux persévéra dans son dessein, dispersa quelques corps de cavalerie qui cherchaient à l'arrêter, et se dirigea sur Halberstadt, occupé par un détachement d'infanterie westphalienne qui voulait opérer sa jonction avec le général français Reubell. Pour prévenir cette opération, il attaqua et enfonça les portes de cette ville, mit les Westphaliens en déroute, fit plus de six cents prisonniers, et parcourut les rues aux acclamations de *Vive le duc de Brunswick! Vivent les Jaegers*[1] *noirs!*

De Halberstadt il se porta sur Wolfenbuttel, puis sur Brunswick, capitale des États de son

[1] Chasseurs. (*Édit.*)

père. La situation désespérée dans laquelle les habitans virent arriver le jeune duc ne les empêcha point de lui prodiguer toutes les marques de respect et de lui offrir leurs services, bien sûrs d'encourir par là la vengeance de ceux qui, peu de temps après, allaient être maîtres de ce pays.

Le duc quitta le lendemain ses États héréditaires, emportant les regrets que ses sujets exprimaient par leurs gestes, leurs larmes et leurs vœux; et après avoir pénétré de vive force, à travers mille obstacles et mille dangers, jusqu'aux bords de la mer Baltique, il réussit à embarquer sa légion, et se rendit en Angleterre, sans s'être déshonoré en se soumettant au despote qui avait dépouillé sa famille. Sa vie dérobée à l'échafaud fut un des sacrifices par lesquels fut achetée plus tard cette grande victoire qui vengea complétement les armes de l'Allemagne et de Brunswick.

La défense du Tyrol, qui figurera dans l'histoire à côté des exploits de Guillaume Tell, fut, par le fait, également terminée par l'armistice de Znaim. Toutefois ce brave peuple n'abandonna pas les Autrichiens qui l'abandonnaient: dans le mois de juillet, quarante mille Français et Bavarois attaquèrent le Tyrol par l'Allemagne, tandis que, du côté de l'Italie, le général Rusca, à la

tête dix-huit mille hommes, pénétrait, par Clagenfurt, dans les Alpes tyroliennes du midi. Les Tyroliens, sans se laisser épouvanter par le danger de cette double invasion, tombèrent sur les assaillans au moment où ils pénétraient dans leurs défilés, et les anéantirent. Les moyens qui causèrent la destruction d'une division de dix mille Français et Bavarois entrés par la vallée de l'Inn, serviront à expliquer les autres triomphes des Tyroliens.

Les ennemis s'avancèrent en colonne le long de l'Inn, qui, dans cet endroit, forme un torrent profond et rapide, où des rochers énormes sont suspendus sur la rivière et la route. L'avant-garde pénétra jusqu'à Prutz, but de l'expédition, sans rencontrer de résistance. Il n'en fallut pas davantage pour décider le reste du corps à s'enfoncer dans ce terrible défilé où les rochers, se rapprochant de plus en plus, semblaient toujours prêts à se fermer au-dessus d'eux. Il ne parvenait aux oreilles des soldats d'autre son que les cris des aigles chassés de leurs nids, et le mugissement de la rivière: les précipices cachés en partie sous un épais brouillard, ne laissaient voir aucune figure humaine. Enfin, une voix se fit entendre de l'autre côté du ravin: « Faut-il commencer? — Non! » répondit d'un

ton d'autorité une autre voix, qui, ainsi que la première, semblait partir des régions supérieures. Le détachement bavarois fit halte, et envoya demander des ordres au général en chef. Dans ce moment se fit entendre le terrible signal : « Au nom de la sainte Trinité, lâchez tout! » D'énormes rochers et des troncs d'arbres amoncelés depuis long-temps à cet effet, furent précipités dans toutes les directions, et en même temps les Tyroliens, qui ne tirent jamais sans atteindre leur but, commencèrent leur feu meurtrier derrière tous les buissons ou fragmens de rocher qui pouvaient les recéler. Cette terrible attaque faite contre toute la ligne à la fois, anéantit en quelques instans les deux tiers du corps ennemi. Alors les Tyroliens sortant de leurs retraites, armés de sabres, de lances, de haches, de faux, de massues et de tous leurs instrumens de culture, tombèrent sur le reste, qu'il leur fut aisé de détruire. L'avant-garde, qui avait atteint Prutz, ayant été forcée de capituler, on calcule qu'un très petit nombre d'individus seulement purent sortir de ce funeste passage.

Mais tout le courage des Tyroliens, aidé de la force de leurs montagnes, ne pouvait leur donner les moyens de résister à Napoléon, à qui la paix avec l'Autriche permettait d'em-

ployer ses immenses ressources à l'envahissement de ce pays. L'Autriche elle-même, pour laquelle ils s'étaient engagés dans cette guerre terrible, au lieu de stipuler pour leur sûreté, les fit exhorter froidement à mettre bas les armes. Ils renoncèrent donc à toute espèce de résistance comme inutile. Hofer se démit de son commandement en chef; et les Bavarois se virent de nouveau en possession d'un pays que seuls ils n'eussent jamais pu reconquérir. Hofer et environ trente chefs de ces héroïques patriotes furent indignement mis à mort pour expier les désastres occasionnés par leur bravoure; mais leur renommée aussi-bien que leur intrépidité, étaient hors des atteintes de celui qui se faisait en même temps leur juge et leur bourreau : le lieu où leur sang fut versé ne cessera d'exciter l'enthousiasme de la liberté, comme le parvis d'un temple pénètre l'âme de la sublimité de la religion.

Napoléon était frappé du danger dont le menaçait cet esprit national qui naissait en Espagne, qui s'était manifesté dans les entreprises de Schill et du duc de Brunswick, et qui avait excité un si grand incendie dans le Tyrol. Le caractère alarmant de ces insurrections lui annonçait que dorénavant il aurait à combattre non seulement les gouvernemens, mais aussi la

haine des peuples ; non seulement les efforts du soldat, qui, quelque grands qu'ils soient, peuvent être soumis à un calcul, mais encore la résistance de la population entière, qui se refuse à toute appréciation, et qui, même au sein du désordre, même dans la fuite, trouve des moyens de salut et de vengeance.

Napoléon était donc intéressé à représenter sous un point de vue faux et odieux tout appel aux armes que les souverains de l'Europe pouvaient faire à leurs peuples pour défendre leur pays et l'empêcher d'exécuter son plan de domination universelle. Il affectait de n'y voir que des principes jacobins et anti-sociaux qui devaient être repoussés avec horreur, comme tendant uniquement à ramener les catastrophes de la révolution française. On trouve dans *le Moniteur* une pièce fort curieuse qui circulait alors en Allemagne, promettant la liberté, et exhortant à l'union et à la vengeance. Ces sentimens étaient comparés aux cris de liberté et d'égalité des républicains français, qui, dans les premiers jours de la révolution, avaient surpris les sentimens des peuples que plus tard ils avaient attaqués, se faisant ainsi de leurs doctrines démocratiques le principal auxiliaire de leurs armes. *Le Moniteur* compara donc l'emploi de ces ressorts, mis en action pour exciter les peuples à

une défense nationale, à celui des armes empoisonnées ou d'autres moyens également réprouvés par les lois de la guerre entre les nations civilisées. Le général Pelet, naturellement admirateur du souverain aux triomphes duquel il avait contribué, éprouve également une sainte horreur pour tout ce qui peut porter les nations à défendre leur indépendance. Il censure avec véhémence l'aveuglement et même l'ingratitude des princes légitimes, qui cherchent à opposer des moyens révolutionnaires à Napoléon, en oubliant que c'était lui qui avait mis un terme à cette révolution, par laquelle toutes les monarchies existantes étaient menacées. Il demande dans quel état Napoléon eût plongé le monde s'il eût de même cherché à enflammer les esprits des peuples et à les soulever par des principes démagogiques contre leurs gouvernemens, espèce de représailles pour laquelle il essaie de persuader que ce prince éprouvait une profonde horreur; enfin, il invoque la cause de la civilisation et de l'ordre comme menacée par un appel fait à la population contre une invasion étrangère.

Ces observations, qui ne sont que l'écho de celles de Napoléon, appartiennent à notre sujet, et demandent un examen particulier.

D'abord les exhortations adressées aux Es-

pagnols, aux Tyroliens, aux Allemands ou à toute autre nation placée sous le joug d'un étranger, n'avaient rien de commun avec les principes démocratiques qui, pendant la révolution française, portèrent les classes inférieures à piller les riches, à proscrire le mérite et à assassiner les hommes vertueux.

En second lieu, nous ferons remarquer que les éloges donnés à Napoléon pour avoir mis un terme aux menées révolutionnaires, et soutenu les trônes chancelans, sont en contradiction directe avec ceux qu'il s'est donnés lui-même ou qu'il a reçus de ses partisans, comme étant le vrai Messie des principes de la révolution, dont le nom ne fait qu'un avec le sien, et qui sera signalé sous ce point de vue par la postérité. Comment n'être pas choqué de l'inconséquence du langage suivant dans la bouche d'un homme qui, se disant autorisé par l'exemple des alliés à faire un appel aux principes révolutionnaires, les trouve, toutefois, trop criminels et trop dangereux pour y avoir recours. « Les grands principes de notre révolution, ces vérités sublimes, sont impérissables, tant ils sont mêlés de gloire, de monumens et de prodiges : proclamés à la tribune française, ornés des lauriers de la victoire, salués par les acclamations du peuple, ils gouverneront toujours, ils deviendront la

foi, la religion, la morale de toutes les nations du monde. Cette ère mémorable, quoi qu'on puisse en dire, se rattachera à ma personne; car c'est moi qui ai élevé le flambeau et consacré ces principes, et c'est moi qu'on veut en rendre victime. » Certes, ces prétentions, énoncées par Napoléon lui-même, ne peuvent se concilier avec les sentimens qu'il professe pour le maintien des anciens gouvernemens, et la reconnaissance qu'il prétend mériter pour avoir refusé d'employer contre les trônes chancelans le grand levier de la révolution.

Mais il ne saurait prétendre à de tels sentimens. Napoléon, ainsi que d'autres conquérans même plus scrupuleux que lui, ne manqua jamais de tirer avantage des dissensions civiles qui agitaient les nations avec lesquelles il était en guerre, et fut toujours disposé à exciter ou à appuyer des insurrections chez ses ennemis. On connaît assez ses communications avec les mécontens d'Irlande et de Pologne; ses intrigues en Espagne avaient pour objet de soulever le peuple contre son souverain; et sans chercher un exemple ailleurs que dans cette même guerre, où il prétendait s'être abstenu des armes révolutionnaires contre les Autrichiens, il publia l'adresse suivante aux Hongrois :

« Hongrois,

« Le moment de faire revivre votre indépendance est venu. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire et le maintien de vos constitutions, tant de celles qui sont maintenant en vigueur que de celles que l'esprit du temps pourrait réclamer. Je n'exige rien de vous; mon seul désir est de voir votre nation libre et indépendante. Votre union avec la maison d'Autriche a fait votre malheur. Votre sang a coulé pour elle dans des contrées éloignées, et vos plus chers intérêts ont constamment été sacrifiés à ceux de ses domaines héréditaires. Vous formez la plus belle partie de l'empire d'Autriche, et vous avez toujours été traité comme une province dépendante. Vous avez des mœurs nationales, un langage national, une ancienne et illustre origine. Reprenez votre existence comme nation. Ayez un roi de votre propre choix; qu'il réside au milieu de vous et ne règne que pour vous seuls. Réunissez-vous en diète nationale dans les champs de Racos à la manière de vos ancêtres, et faites-moi part de votre détermination. »

Dira-t-on maintenant que l'auteur d'une pareille proclamation se fit un scrupule de soulever les sujets d'un gouvernement établi? S'il

n'emploie pas précisément le langage de la France républicaine, il faut considérer d'abord que le destructeur de la République française n'eût persuadé à personne qu'il pût entrer dans ses vues d'établir des républiques quelque part que ce fût; en second lieu, que ce langage eût pu ranimer dans sa propre armée des souvenirs qui n'eussent pas été sans danger pour lui-même.

C'est donc à tort, et en contradiction avec ses actes, qu'il prétend se faire un mérite de n'avoir point fait d'appel aux sujets contre leurs souverains; et si cette prétention était fondée, il ne faudrait pas plus l'attribuer à son respect pour les droits des gouvernemens ou pour l'ordre social établi, qu'il n'est permis de confondre le noble patriotisme de Schill, Hofer et leurs adhérens, avec les doctrines antisociales de ces atroces démagogues qui n'avaient d'autre but que le pillage, d'autre argument que la guillotine.

CHAPITRE XIII.

Conduite de la Russie et de l'Angleterre pendant la guerre d'Autriche. — Expédition anglaise projetée sur le Continent.—Réflexions à ce sujet.—Elle descend à Walcheren; —elle échoue : — son résultat désastreux.—Conduite inconsidérée et blâmable de Napoléon à l'égard du Pape; — expliquée. — Entrée du général Miollis à Rome. — Décret de Napoléon qui réunit les États de l'Église à l'Empire français : — il est excommunié. — Pie VII banni de Rome et envoyé à Grenoble; — transporté ensuite à Savone. — Réflexion sur cette conduite. — Napoléon attaqué par un assassin. — But du coupable. — Paix définitive signée à Schœnbrunn; — ses conditions. — Napoléon retourne en France, le 14 novembre 1809.

Les conditions de la paix avec l'Autriche ne furent arrêtées que le 14 octobre 1809, quoique l'armistice eût été signé trois mois plus tôt. Nous profiterons de cet intervalle pour rendre compte de quelques autres événemens remarquables, qui eurent lieu pendant cet été si fécond en événemens. Nous commencerons par un exposé succinct des affaires de la Russie et de l'Angleterre.

Malgré l'amitié personnelle entre les empereurs Alexandre et Napoléon, malgré les conventions de Tilsit, confirmées depuis à Erfurt, il paraît que Napoléon ne put décider la Russie

à prendre part franchement à une guerre dont le but était l'anéantissement ou du moins l'humiliation de l'Autriche. La cour de Pétersbourg, il est vrai, n'avait point tardé à s'assurer des avantages stipulés pour elle dans les conférences dont nous venons de parler. La Finlande avait été enlevée à la Suède, dont elle avait pendant si long-temps fait partie, pour être incorporée à la Russie, dont elle devenait une frontière importante. La Russie avait également, d'accord avec la France, commencé les hostilités contre la Porte, afin d'agrandir ses États par la possession de la Moldavie et de la Valachie; mais, quoiqu'elle eût obtenu un de ces avantages, et qu'elle eût l'espoir d'obtenir l'autre prochainement, le gouvernement russe ne pouvait voir sans peine le sort qui menaçait l'Autriche, d'autant plus qu'un traité l'obligeait de concourir à sa destruction. Nous avons vu qu'elle s'était interposée à l'effet de prévenir cette guerre; c'était donc fort contre son gré qu'elle y prenait part: toutefois, il n'y avait rien de vraiment hostile dans le manifeste que publia le prince Galitzin, quand il entra en Gallicie à la tête de trente mille hommes. Il portait que l'Empereur avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour prévenir cette rupture; mais que la guerre ayant éclaté, il était obligé, par les traités, de

fournir le nombre de troupes stipulé. Les mouvemens de ce corps furent lents, et sa conduite dans les États d'Autriche fut plutôt celle d'un allié que d'un ennemi. Quelques officiers marquans ne dissimulèrent point que leur manière de voir était directement opposée à celle de l'Empereur, et déclarèrent qu'elle était partagée par les trois quarts des généraux qui commandaient des divisions territoriales. La manifestation de ces sentimens, jointe à la lenteur et à la modération extraordinaire qui caractérisèrent la conduite des Russes dans cette campagne, ne furent, pour le moment, l'objet d'aucune remarque de la part de Napoléon; mais furent représentées comme de graves insultes lorsque Napoléon crut le moment favorable pour demander compte à la Russie de tout ce qu'elle avait fait de contraire à ses vues.

Les efforts de l'Angleterre à cette même époque étaient de nature à frapper le monde d'étonnement; il semblait que son pavillon couvrît toutes les mers qui baignaient les côtes de l'Italie, de l'Espagne, des îles Ioniennes, de la mer Baltique; partout où se manifestait une ombre de résistance au joug de Buonaparte, l'appui des Anglais était invoqué et accordé sur-le-champ. En Espagne, surtout, les troupes anglaises, commandées par un chef dont le nom

figurait déjà à côté de celui des meilleurs généraux français, déployèrent leur valeur accoutumée, et obtinrent des résultats brillans et utiles.

Toutefois, le ministère britannique, du moins en partie, tout en adoptant, pour la conduite de la guerre, un système plus large, plus hardi et en même temps plus sage, fit voir qu'il n'était pas encore entièrement dégagé des anciens préjugés qui avaient pendant si long-temps rendu inutiles les efforts de l'Angleterre en faveur de la liberté des nations. Il adoptait le principe général de diriger les expéditions vers le point où elles pouvaient le mieux servir la cause de l'Europe et nuire le plus à Napoléon; mais il ne pouvait encore s'interdire le vœu qu'elles fussent dirigées de manière à procurer à l'Angleterre quelque avantage spécial et vraiment national. Quelques uns des ministres ressemblaient à ces Juifs des premiers siècles, qui, après avoir embrassé le christianisme, se croyaient encore liés par leurs lois et leurs usages, qui les séparaient du reste des hommes.

Il n'est point étonnant que la voix de l'intérêt personnel soit écoutée dans les conseils nationaux avec plus d'égards qu'elle n'en mérite; car dans ce cas elle se montre sous le masque et en parlant le langage d'un patriotisme auquel on croit n'avoir à reprocher qu'un zèle trop

exclusif ; ses résultats sont d'autant plus déplorables, qu'ils paralysent les hommes forts et égarent les sages : l'histoire d'Angleterre n'en offre que trop d'exemples.

Indépendamment des troupes que l'Angleterre entretenait sur le continent, elle pouvait encore disposer, pour les y envoyer également, de quarante mille hommes, et d'une flotte de trente-cinq vaisseaux de ligne et vingt frégates, pour les appuyer sur quelque point qu'on les dirigeât. Une expédition de ce genre, envoyée sur les côtes d'Espagne, eût pu accélérer le dénoûment de la lutte longue et sanglante qui avait lieu dans ce pays, épargné des flots de sang anglais, et frappé un coup dont les effets, tels que ceux de Trafalgar, eussent été ressentis par Napoléon sur les bords du Danube. Envoyée dans le nord de l'Allemagne, avant la destruction des corps de Schill et du duc de Brunswick, elle eût décidé les gouvernemens de ces contrées à se prononcer contre la France, démarche à laquelle l'esprit public était déjà préparé. Un seul succès marquant eût ranimé l'énergie paralysée de la Russie, qui eût recommencé à lutter pour son indépendance ; en un mot, l'Angleterre eût pu obtenir l'honneur qu'eut la Russie, en 1813, de rallumer la flamme qui anéantit l'influence française en Al-

lemagne, et mit fin à la confédération du Rhin.

Malheureusement aucune de ces importantes considérations ne parut à nos ministres liée d'une manière assez directe aux objets qui intéressaient exclusivement la Grande-Bretagne. Il fut donc convenu que l'expédition serait dirigée contre les forteresses, les îles marécageuses et les côtes dangereuses des Pays-Bas, où il pouvait y avoir des chantiers à détruire et des vaisseaux à enlever. C'était surtout Anvers que l'on avait en vue ; mais, quoique Napoléon attachât une grande importance aux immenses arsenaux et chantiers qu'il avait fondés sur l'Escaut, l'utilité que l'on pourrait retirer de leur destruction ne paraissait nullement en rapport avec les dangers et les difficultés inséparables d'une pareille attaque. En effet, en admettant que Napoléon eût réussi à construire des flottes dans l'Escaut ou ailleurs, il ne pouvait, dans l'état de choses existant, trouver des matelots pour les monter, à moins que, dans les temps modernes, on ne pût en élever sur la terre ferme, comme les équipages des galères romaines pendant la guerre punique : et quand il aurait pu s'en procurer, il lui eût fallu beaucoup de temps et d'efforts avant de pouvoir faire sortir de l'Escaut une flotte qui n'eût pas été battue par une flotte anglaise inférieure de moitié. Les dangers

des établissemens de l'Escaut pour l'Angleterre étaient donc très éloignés; par conséquent l'avantage qu'il pouvait y avoir à les détruire ne compensait point les frais et les hasards de l'entreprise; d'ailleurs, avant d'attaquer Anvers, il fallait s'emparer des îles de Beveland et de Walcheren; il fallait s'engager dans une guerre de détail fort longue et d'une issue incertaine, avant d'atteindre le seul point où l'on pût se promettre de grands résultats.

Le commandant en chef était le comte de Chatham, qui, héritier des talens[1] de son père, le grand ministre, se faisait remarquer par une lenteur, et une nonchalance qui avaient produit de fâcheux effets sur la marche des affaires dans les emplois publics qu'il avait occupés; par conséquent, ces défauts ne pouvaient être que très funestes dans une expédition qui exigeait, avant tout, une grande activité. Il est toutefois digne de remarque que, quoique le caractère de lord Chatham fût connu généralement, cette nomination ne fut point critiquée, tant était grande la considération pour les talens qui distinguaient cette famille.

Le 30 juillet, les Anglais débarquèrent sur les îles de Sud-Beveland et de Walcheren. Le

[1] *The family talents*, il eût été plus exact de dire : héritier *présumé*. (*Édit.*)

1er août, ils attaquèrent par mer et par terre Flessingue, ville principale du pays, qui se rendit le 15, et sa garnison, forte de quatre à cinq mille hommes, fut envoyée en Angleterre; mais là se bornèrent les succès des Anglais. Les Français, fort alarmés d'abord, eurent le temps de se remettre de leur épouvante. Fouché, chargé de la direction de la police, et l'on peut dire du gouvernement, puisqu'il avait en même temps le portefeuille de l'intérieur, mit sur pied, avec une promptitude extrême, quarante mille gardes nationaux pour remplacer les troupes de ligne, dont les Pays-Bas étaient dégarnis. Dans une proclamation qui réussit merveilleusement à exciter l'ardeur guerrière des Français, il fit usage de la phrase suivante : « Montrons à l'Europe que, si le génie de Napoléon donne de la gloire à la France, sa présence n'est point nécessaire pour la mettre en état de chasser ses ennemis de son sol. » Ces expressions annonçaient trop d'indépendance pour plaire à Napoléon. Fouché paraissait se suffire à lui-même : il n'en fallait pas davantage pour contre-balancer ses services.

Napoléon ne fut pas plus satisfait du choix du commandement de ces nouvelles levées. Bernadotte, général républicain distingué, s'était opposé à son élévation, par attachement

pour le Directoire. Toute espèce de rivalité, tout prétexte de dissentiment entre eux avait cessé depuis long-temps; d'ailleurs, il tenait en quelque sorte à sa famille, sa femme étant belle-sœur de Joseph, usurpateur du trône d'Espagne; il ne pouvait néanmoins être regardé comme un chaud partisan de l'Empereur. Dans la campagne de Vienne, Bernadotte prince de Ponte-Corvo, qui commandait une division de Saxons, avait plus d'une fois, et surtout à la bataille de Wagram, encouru les reproches de Napoléon, pour la lenteur de ses mouvemens; et il était dans une sorte de disgrâce lorsqu'il revint à Paris. Fouché, de concert avec Clarke, l'invita à se charger de la défense d'Anvers. Bernadotte balança; mais, ayant fini par accepter cette mission, il profita du répit que lui donnaient les Anglais pour mettre la place dans un état complet de défense, et rassembla dans l'intérieur et sous ses murs, plus de trente mille hommes. Les écluses furent levées et le pays inondé; de fortes batteries défendirent les deux rives de l'Escaut, et il fut presque impossible de remonter ce fleuve.

Il s'éleva des dissentimens entre les généraux anglais de terre et de mer, comme il arrive fréquemment quand les difficultés se multiplient, et qu'il n'y a point d'homme supérieur

pour les combattre et imprimer une direction générale. Le but de l'expédition fut donc abandonné ; la flotte fit voile pour l'Angleterre ; et, sans qu'il soit possible de deviner les motifs de cette détermination, l'armée fut concentrée dans sa funeste conquête, l'île de Walcheren. Les marais, les canaux sans circulation, les fossés pratiqués dans cette île, y entretiennent une fièvre d'une nature pestilentielle et très maligne, qui, comme beaucoup de maladies du même genre, est beaucoup plus dangereuse pour les étrangers que pour les indigènes [1]. Cette maladie se manifesta parmi nos troupes avec une grande intensité, frappa un nombre infini de victimes, et altéra pour toujours la santé de ceux qui lui survécurent. La joie qu'éprouva Napoléon en voyant l'armée de son ennemi condamnée à une mort obscure et honteuse, éclata dans ses bulletins, comme si cette contagion eût été envoyée par sa police, et n'eût pas été le résultat du climat et des funestes avis qui avaient empêché d'y soustraire nos soldats. « Nous voyons avec plaisir, écrivait-il au ministre de la guerre, les Anglais entassés dans les marais de la Zélande.

[1] C'est la maladie endémique connue sous le nom de *fièvre de Polden*. (*Édit.*)

Tenons-les seulement en échec, et le mauvais air, et les fièvres propres à ce pays auront bientôt anéanti leur armée. » Enfin, après avoir perdu plus de soldats que trois batailles ne leur en auraient coûté, les Anglais firent sauter les fortifications de Flessingue, et retournèrent en Angleterre.

Les funestes effets de cette expédition ne se bornèrent pas là; la manière dont elle avait été conduite fit naître des dissensions dans le cabinet, et il en résulta la retraite d'un des plus habiles et des plus éloquens de ses membres, M. Georges Canning, qui renonça aux affaires au moment où son talent aurait pu être le plus utile à son pays. D'un autre côté, la nomination du marquis de Wellesley à la place de secrétaire d'État, fut pour la nation une garantie que les mesures proposées par cet habile homme d'État, seraient appuyées et exécutées avec vigueur par son frère sir Arthur, seul général en qui elle commençât à prendre confiance.

Pendant que l'Angleterre luttait ainsi contre la France, Napoléon, du palais de Schœnbrunn, décidait du sort du continent sur tous les points où les Anglais ne pouvaient le contrarier. Une des révolutions qui lui coûtèrent le moins d'efforts, et qui surprirent le plus l'Europe, en

raison des nombreux souvenirs qu'elle réveillait, fut l'occupation de la ville de Rome et des États de l'Église, mesure par laquelle le Pape cessait d'être un prince temporel.

Les plus grands admirateurs de Napoléon ne peuvent s'empêcher de reconnaître que sa politique, dirigée moins d'après des principes stables que d'après les circonstances, changeait trop subitement selon l'occasion. Ainsi une des mesures de son règne les plus sages était celle du Concordat, qui faisait revivre la religion nationale en France, et rétablissait l'ancien lien entre ce royaume et l'Église catholique. En récompense de ce service éminent, le pape Pie VII avait consenti à venir à Paris pour ajouter la sanction de la solennité religieuse, et la bénédiction du successeur de saint Pierre à la cérémonie du couronnement de Napoléon. Il semblait qu'une amitié cimentée de la sorte, et qui, importante pour la sûreté du Pape, était loin d'être indifférente pour Napoléon, aurait dû subsister au moins pendant quelques années; mais ces deux souverains s'observaient l'un l'autre avec méfiance. Pie VII sentait qu'en sa qualité de chef de l'Église, il avait fait à Napoléon des concessions que sa conscience ne pouvait que difficilement approuver. Il devait donc compter sur une reconnaissance proportionnée aux scru-

pules qu'il avait surmontés; tandis que Napoléon était loin d'apprécier les services de Sa Sainteté, et surtout de comprendre les reproches qu'elle pouvait se faire.

En outre, le Pape, en se relâchant sur les droits de l'Église dans un si grand nombre de cas, sentait qu'il avait agi sous l'empire de la nécessité, et comme un prisonnier, puisqu'il avait cédé plus qu'aucun des pontifes assis sur le saint-siége depuis le règne de Constantin. Il pouvait par conséquent se regarder comme doublement obligé de maintenir ce qui restait de la puissance de ses prédécesseurs, et même comme autorisé, dans l'occasion, à revendiquer une partie de ce qu'il avait cédé involontairement. Ainsi Pie VII croyait avoir fait pour Napoléon plus que sa conscience ne pouvait justifier; et Napoléon, qui considérait la réunion de la France avec Rome, sous le rapport spirituel, comme son ouvrage, la regardait comme tellement avantageuse pour le Pape, qu'elle méritait de la part de celui-ci des concessions encore plus importantes.

Le Pape, à son retour en Italie, manifesta des sentimens très favorables à Napoléon. Dans son allocution au sacré collége, il parla de ce puissant Empereur des Français, dont la renommée s'étendait aux contrées les plus éloi-

gnées de la terre, dont le ciel s'était servi comme d'un instrument pour rétablir la religion en France, au moment où elle était dans le plus grand danger, et qui, par sa condescendance à son égard, méritait la plus vive reconnaissance du Saint-Siége. Et cependant Napoléon se plaignit de ce que, plus tard, le Pape avait commencé à se laisser diriger par les ennemis de la France, et avait écouté les conseils de personnes qui lui représentaient les droits de l'Église comme contraires aux désirs de l'Empereur. Il s'établit donc une lutte non explicite, mais continuelle entre l'Empereur et le Pape; le premier cherchant à étendre et à consolider son autorité nouvelle, le second, à défendre ce qui restait des anciens priviléges de l'Église.

Toutefois, il est probable que s'il ne se fût agi entre eux que de matières spirituelles, Napoléon eût évité une rupture ouverte, qu'il savait ne pouvoir manquer de causer un grand scandale. Mais dans la situation de l'Italie, les États du Pape excitaient vivement son ambition. On sait qu'ils se composent de l'espace renfermé entre le royaume de Naples, alors gouverné par Murat, et les provinces du nord de l'Italie; celles-ci, en y comprenant la Toscane, nouvellement incorporée à la France, formaient un

État qui, sous le nom de royaume d'Italie, faisait partie de l'empire de Napoléon. Ainsi le patrimoine de l'Église était la seule portion de la péninsule italienne qui ne fût pas directement ou indirectement sous l'empire de la France; et comme il séparait les États de Naples de ceux de Napoléon, les Anglais trouvaient des facilités pour y effectuer des descentes de Sicile ou de Sardaigne, et, ce que Napoléon avait tant à cœur de prévenir, pour y importer des marchandises. La guerre d'Autriche, en 1809, et l'armée considérable que l'archiduc Jean commandait alors en Italie, et qui, sans la défaite d'Eckmühl, eût pu opérer de grandes choses, faisaient regarder par Napoléon l'indépendance des États romains avec d'autant plus de mécontentement et de méfiance.

Son ambassadeur reçut en conséquence l'ordre de représenter au Pape la nécessité de fermer ses ports au commerce britannique, et d'entrer dans le système continental; enfin, de déclarer d'une manière plus explicite qu'il accédait à la confédération formée entre les royaumes d'Italie et de Naples, ou, en d'autres termes, de se joindre à la coalition armée contre l'Autriche et l'Angleterre. Pie VII consentit, quoique avec peine, à fermer ses ports aux Anglais; mais il refusa positivement de prendre

une part active à la guerre. Il était, disait-il, le père de toutes les nations chrétiennes, et ne pouvait, sans manquer à ce titre, se faire l'ennemi d'aucune d'elles.

Napoléon, ayant reçu cette réponse, ne se crut plus tenu à aucun ménagement à l'égard du Pape. Et afin, dit-il, de se prémunir contre les inconvéniens qui pouvaient résulter pour lui de l'obstination du Saint-Père, il fit occuper les villes d'Ancône et de Civita-Vecchia par les troupes françaises, contre lesquelles il n'y avait aucun moyen de résistance.

Cet acte d'agression, auquel le Pape aurait peut-être dû par prudence se soumettre sans récrimination, comme à une nécessité, eût rempli suffisamment le but de Napoléon, et il aurait, dans ce cas, évité le scandale d'une rupture directe et irréconciliable avec le Pape, à moins qu'il n'y eût été entraîné par l'idée que Rome ayant été le siége de l'empire du monde chrétien, la monarchie universelle, à laquelle il aspirait, ne pouvait exister dans toute l'étendue qu'il voulait attacher au mot Majesté Impériale, sans que cette ancienne capitale de l'univers fît partie de son empire. Napoléon était Italien; il se montrait fidèle au souvenir de son origine par le soin particulier qu'il prenait de la nation italienne: aucune autre partie de son empire ne

participa plus complétement aux avantages de son administration. Ce sentiment généreux entretenait en lui l'ambition, noble sans doute, si elle eût pu être réalisée sans blesser la justice, de faire de la belle péninsule d'Italie un seul royaume, dont Rome serait de nouveau la capitale. Il avait en même temps le désir de déblayer la ville immortelle des ruines dont elle était encombrée, de prévenir l'anéantissement de ses anciens monumens; enfin, de lui rendre, autant que possible, sa splendeur primitive. L'espoir de se procurer ainsi un genre de gloire qu'aucune conquête ne pouvait lui assurer, avait sans doute des charmes plus puissans que toute autre considération, pour une âme que des succès constans avaient blâsée sur les jouissances ordinaires de la victoire; et l'idée que l'existence du Pape comme prince temporel était incompatible avec le beau rêve de la restauration de Rome et de la régénération de l'Italie, le détermina probablement à mettre un terme au pouvoir du Saint-Père.

Le 2 février 1809, le général Miollis, à la tête d'un corps de troupes françaises, occupa la ville de Rome, désarma et licencia la garde du Pape, et envoya son armée dans le nord de l'Italie, lui promettant, comme une consolation, qu'elle ne serait plus sous les ordres d'un prêtre;

et afin que le Saint-Père fût privé de tout appui dans le conclave, les cardinaux français et ceux qui étaient nés dans des pays soumis à l'autorité ou à l'occupation des Français, reçurent ordre de se retirer dans leurs patries respectives. Le Pape fut de nouveau pressé de se joindre à la ligue offensive et défensive de l'Italie, comme unique moyen de réconciliation; on lui demanda également la cession de quelques portions des États de l'Église, comme pouvant seule lui assurer la jouissance du reste. Pie VII fut inébranlable sur ces deux points; il refusa de faire partie d'une alliance qui répugnait à son honneur, et de dépouiller le Saint-Siége d'aucune portion de son territoire. Cet homme respectable savait que le courage personnel du Pape pouvait contribuer puissamment à arrêter la décadence progressive de l'autorité temporelle du Saint-Siége.

Enfin, le 17 mai, Napoléon publia un décret dans lequel, parlant comme successeur de Charlemagne, il posait les principes suivans : 1°. que son auguste prédécesseur avait donné Rome et quelques autres portions de territoire comme fiefs aux évêques de cette ville, mais sans se départir de son droit de souveraineté ; 2°. que la réunion des autorités religieuse et civile avait toujours été une source de troubles, dont les

pontifes avaient profité pour étendre leur puissance temporelle, sous prétexte de défendre leur puissance spirituelle ; 3°. que les prétentions temporelles du Pape étant incompatibles avec la tranquillité et la prospérité des nations soumises à Napoléon, et toutes les propositions qu'il avait faites sur ce sujet ayant été rejetées, il déclarait par un décret que les États de l'Église étaient réunis à l'empire français. Cette déclaration était accompagnée de quelques articles renfermant des mesures pour la conservation des monumens classiques, l'allocation d'un revenu de deux millions de francs assuré au Pape, et la déclaration que les biens et le palais appartenant au Saint-Siége étaient exempts de toutes charges et inspections ; enfin, le décret qui confiait le gouvernement intérieur de Rome à une consulte ou comité d'administration, auquel était délégué le pouvoir d'adapter à cette ville la constitution d'Italie. En conséquence du rescrit impérial, cette consulte publia, le 10 juin, une proclamation portant que l'autorité temporelle du Pape sur la ville de Rome était dévolue à Napoléon, mais que cette ville continuerait d'être la résidence du chef visible de l'Église catholique.

Napoléon s'était sans doute flatté de pouvoir amener le Pape à sanctionner l'anéantissement

de sa puissance temporelle, avec autant de facilité qu'il avait obtenu des Bourbons d'Espagne la ratification de l'usurpation de la couronne d'Espagne, leur héritage. Mais Pie VII avait une âme d'une trempe plus vigoureuse. Le soir qui suivit la publication de la proclamation des nouveaux fonctionnaires, en vertu de laquelle il était dépouillé de sa puissance temporelle, le chef de l'Église saisit ses armes spirituelles, et au nom du Dieu de qui il tenait son autorité, et par le moyen d'un bref rédigé par lui-même et scellé de l'anneau du pécheur, il déclara que Napoléon, empereur des Français, avait, ainsi que ses partisans et ses conseillers, encouru la sentence solennelle de l'excommunication qu'il lançait contre eux. Il faut ajouter à l'honneur de Pie VII, que, bien différente des bulles lancées par ses prédécesseurs dans des occasions semblables, celle-ci n'était promulguée que comme un châtiment spirituel, et contenait même la défense expresse à chacun de l'interpréter de manière à y voir l'autorisation d'attaquer la personne de Napoléon ou celle d'aucun de ses partisans.

L'Empereur, violemment irrité de l'obstination du Pape et du courage qui l'avait porté à adopter une mesure aussi audacieuse, résolut de l'en punir. En conséquence, dans la nuit du

5 au 6 juillet, le palais Quirinal, résidence de Sa Sainteté, fut forcé par des soldats; et le général Rodet, se présentant devant le Saint-Père, exigea qu'il renonçât sur-le-champ aux biens temporels appartenant au siége de Rome.

« Je ne dois, ni ne veux, ni ne puis faire une pareille cession, répondit Pie VII. J'ai fait serment à Dieu de maintenir dans leur intégrité les possessions de la sainte Église; je ne violerai point mon serment. »

Le général alors déclara à Sa Sainteté qu'il fallait qu'elle se préparât à quitter Rome.

« Telle est donc, s'écria le vénérable Pontife, la reconnaissance de votre Empereur pour mon extrême condescendance à l'égard de l'Église gallicane et envers lui-même? Peut-être, sous ce rapport, ma conduite est blâmable aux yeux de Dieu, et maintenant il veut m'en punir. Je me soumets humblement à sa divine volonté. »

A trois heures du matin, le Pape fut mis dans une voiture, dans laquelle un cardinal eut seul la permission d'entrer avec lui, et ce fut ainsi qu'on l'arracha violemment à sa capitale. Quand ils furent arrivés à la porte *del Popolo,* le général fit observer à Sa Sainteté qu'il était encore temps pour elle de consentir à la cession de ses domaines temporels; le Pape

refusa avec énergie, et la voiture continua sa route.

A Florence, Pie VII fut séparé du cardinal Pacca, et le général Rodet remplacé par un officier de gendarmerie. Après un voyage pénible, fait en partie dans une litière, et quelquefois à la lueur des torches, ce vieillard vénérable partit pour Alexandrie, et fut transféré de là à Mondovi, d'où il devait passer les Alpes pour se rendre à Grenoble.

Mais la singulière apparition du chef de la chrétienté, escorté par la gendarmerie et surveillé comme un prisonnier d'État, excita bientôt l'intérêt des habitans du midi de la France: une population nombreuse se présentait pour implorer la bénédiction du Saint-Père, et peut-être avec plus de sincérité que lorsque, visitant Buonaparte, il avait été reçu avec toute la splendeur de la cour impériale.

Au bout de dix jours, on trouva que Grenoble n'était point un séjour convenable pour Pie VII; probablement parce qu'il y excitait trop d'intérêt; et il fut de nouveau transféré en Italie et renfermé à Savone. Il y fut traité avec beaucoup de dureté, et confiné, du moins pendant quelque temps, dans son appartement. Le préfet de Montenotte, M. de Chabrol, lui remit une lettre de Napoléon, qui lui repro-

chait avec beaucoup de force son obstination, le menaçant de convoquer à Paris un concile d'évêques pour le faire déposer. « Je mettrai ses menaces au pied du crucifix, dit le Pape avec cette fermeté qu'il manifesta pendant tout le cours de ses souffrances, laissant à Dieu le soin de venger ma cause, qui est devenue la sienne. »

La croyance en la sainteté, et pour ainsi dire en la divinité du caractère du chef de l'Église, prêta sans doute, dans cette occasion extraordinaire, plus de force aux sentimens des catholiques; mais, papistes et protestans, tous se réunirent dans leur censure des traitemens outrageans qu'on faisait subir à un vieillard, à un prêtre, à un souverain, naguère l'ami, l'hôte de Napoléon, et sans autre raison que celle de le forcer à se dépouiller des biens de l'Église qu'il avait juré de remettre intacts à ses successeurs. Il paraîtrait que Napoléon eut, plus tard, honte de sa conduite; en effet, il essaie de s'en excuser comme d'un acte politique, et nullement inspiré par son caractère. [1]

[1] Voyez *Las Cases*, vol. 1er, pages 12 et 13. Il avoue que, comme homme et comme officier, il eût refusé de garder le Pape, « dont la translation en France, dit-il, eut lieu sans mon autorisation. » Observant la surprise de Las Cases, il ajouta que « ce qu'il disait était très vrai,

Considérée politiquement, jamais mesure ne fut plus contraire aux intérêts de la France et à ceux de l'Empereur. Napoléon y gagna la ville de Rome; mais il pouvait, sans cela, s'en emparer à volonté, tandis qu'il perdit l'appui, et s'attira la haine mortelle du clergé catholique et

ainsi que beaucoup d'autres choses qu'il apprendrait peu à peu. Au reste, continua-t-il, vous devez distinguer les actes d'un souverain, qui se conduit d'après des règles générales, de celles d'un particulier, qu'aucune considération n'empêche de suivre ses vrais sentimens. Souvent la politique permet, impose même à un prince des résolutions qui seraient inexcusables de la part d'un individu. » La dénégation nous paraît gratuite : quant à la justification, elle s'appliquerait naturellement à tous les crimes que pourraient inventer ou recommander Machiavel ou Achitophel. C'est à Murat que les admirateurs de Napoléon imputent les violences exercées sur le Pape. Mais si Murat eût osé prendre sur lui de pareilles mesures, n'eût-ce pas été comme roi de Naples ? Et comment eût-il pu transférer le Pape de ville en ville, dans le nord de l'Italie et même en France, dans les États de l'Empereur et non dans les siens ? D'ailleurs, si Napoléon était vraiment, comme on l'assure, surpris, choqué, indigné de la captivité du Pape, que ne lui rendait-il sur-le-champ la liberté, en lui faisant les excuses convenables et lui offrant des dédommagemens ? S'il ne l'a pas fait, c'est que Murat et Rodet, en supposant qu'ils n'eussent pas d'ordres exprès, savaient fort bien que leur conduite serait agréable à l'Empereur ; et, puisqu'il ne l'a point démentie, on doit en conclure qu'il l'a approuvée.

de tous les individus placés sous son influence. Il se blessa lui-même avec ses propres armes, et cette usurpation injuste et imprudente lui enleva tout le mérite qu'il s'était fait par le rétablissement de l'Église catholique. Il avait dit précédemment, et avec quelque raison, en parlant du clergé de France : « Je l'ai rétabli, « je le soutiens; il me restera sûrement attaché. » Mais les changemens apportés dans les articles de leur croyance, la spoliation de l'Église et les mauvais traitemens infligés à son chef visible avaient rompu les liens qui unissaient l'Église et son gouvernement. Il est aisé de voir à quel point il s'était abusé sur les conséquences. Sous l'inspiration de son égoïsme, Napoléon supposait que les individus auxquels il avait assuré un avantage direct dans le système qu'il voulait établir, ne pouvaient, par cela seul que leurs intérêts personnels étaient à l'abri, lui refuser leur coopération illimitée pour les innovations qu'il jugerait devoir introduire dans ce système. De leur côté, les prêtres et les catholiques de bonne foi en France, pensaient nécessairement que si le Concordat leur prescrivait de rester fidèles à Napoléon, il imposait à Napoléon le maintien de l'Église catholique dans son intégrité. Ainsi son attaque gratuite contre le chef de l'Église lui ayant

attiré la censure spirituelle de l'excommunication, ils devaient se regarder comme dégagés de leurs engagemens à son égard.

Les sentimens naturels exercèrent également leur action contre Napoléon. Certes le Pape, au milieu des splendeurs de sa puissance temporelle, était, pour une imagination dominée par les idées religieuses, un objet beaucoup moins intéressant qu'un vieillard arraché à sa capitale, transféré comme un criminel de ville en ville, et finissant par être détenu dans une cité obscure d'Italie, sous la surveillance de la police française.

Les conséquences de cette fausse démarche furent aussi préjudiciables à Napoléon que celles qu'entraîna l'injuste invasion de l'Espagne. Napoléon, en plaçant ce royaume sous son autorité immédiate, fit de ses dociles alliés un peuple d'ennemis irréconciliables; comme la petite vanité d'ajouter à son empire l'ancienne capitale de l'univers souleva contre lui les catholiques, et battit en ruine son propre trône.

Malgré la surveillance de la police, les arrestations multipliées et les rudes châtimens infligés à ceux qui faisaient circuler les bulles du Pape, elles étaient dans les mains de tout le monde; et les motifs religieux augmentèrent et propagèrent contre Napoléon cette haine qui,

sourde d'abord, devint bientôt générale par suite des conscriptions multipliées, de l'anéantissement du commerce, enfin, de toutes les conséquences funestes provenant des mesures d'un gouvernement qui ne semblait vivre que pour la guerre.

Tandis que Napoléon à Schœnbrunn disposait ainsi de Rome et de son territoire, et discutait en lui-même la grave question de démembrer l'Autriche ou d'en faire son amie, sa vie fut exposée à une de ces chances qui menacent plus particulièrement les despotes. On avait souvent annoncé que le poignard d'un enthousiaste religieux ou politique, qui se dévouerait au succès de son entreprise, mettrait un terme à cette ambition démesurée. Heureusement les hommes tels que Felton et Sand sont rares, l'instinct puissant de la conservation exerçant, dans les cas ordinaires, son influence même sur les aliénés, de même que sur les hommes d'un tempérament mélancolique et atrabilaire, dont les déterminations, échappant à l'analyse, semblent être le produit d'un cerveau dérangé. Il n'en est pas moins vrai qu'il se présente de temps en temps des individus prêts à acheter, par le sacrifice de leur vie, la mort d'un ennemi public ou personnel.

Napoléon vivait à Schœnbrunn très retiré; il

n'allait même que très rarement à Vienne; et comme aux Tuileries, il passait son temps avec ses généraux et ceux de ses ministres qui étaient obligés de le suivre dans ses campagnes. Ce n'était guère que dans les revues qu'il paraissait en public. Dans une de ces occasions, pendant qu'un corps de la garde défilait devant lui, un jeune homme bien mis, et paraissant appartenir à la classe moyenne, s'élança tout d'un coup sur lui, et essaya de le frapper d'un long poignard. Berthier se jeta entre son maître et l'assassin, et Rapp arrêta ce dernier. Interrogé, ce jeune homme montra le sang-froid d'un fanatique : il dit être né à Erfurt, d'un ministre luthérien, avoir reçu une bonne éducation, et avoir une existence honorable. Il avoua son dessein de tuer Napoléon, comme y étant appelé par Dieu pour la délivrance de son pays. Ce projet inexcusable ne s'expliquait par aucune intrigue ou correspondance, et ses manières, son pouls même ne donnait aucun signe d'aliénation mentale. Il dit à Napoléon que, pénétré de respect pour ses talens, s'il eût pu obtenir de lui une audience, il aurait commencé par l'exhorter à faire la paix, mais que dans le cas où il n'eût point réussi, il était résolu à le tuer.

« Quel mal vous ai-je fait? » lui demanda Napoléon.

« A moi personnellement, aucun; mais vous êtes l'oppresseur de ma patrie, celui de l'univers; et votre mort eût été l'acte le plus glorieux pour un homme d'honneur. »

Stabbs, c'était son nom, fut condamné à mort, et avec raison : rien ne peut justifier l'assassinat. Il montra, en subissant sa sentence, la même fermeté de fanatique qui avait accompagné sa tentative; et cette aventure fut pour Napoléon un salutaire, mais inutile avertissement du danger dont un homme qui compte pour rien sa propre vie peut menacer celle du plus grand despote, même à la tête de son armée.

Les négociations avec l'Autriche traînaient en longueur, malgré la faiblesse de cette puissance. Secrètes alors, les raisons qui retardaient la conclusion de la paix furent peu de temps après révélées au public.

Napoléon avait eu d'abord l'intention de démembrer l'Autriche, qu'il avait toujours trouvée si obstinée et si irréconciliable dans son hostilité; alors, détachant d'elle le royaume de Hongrie ou celui de Bohême, ou tous les deux, il eût fait descendre la maison d'Hapsbourg au rang d'une puissance secondaire en Europe.

Napoléon, à Sainte-Hélène, a prétendu y avoir été encouragé par un membre de la famille impériale (désignant l'archiduc Charles), qui regardait ce projet comme étant le seul capable de prévenir désormais la guerre avec l'Autriche; et, dans ce cas, ce même prince eût accepté une des couronnes arrachées à son frère François. Nous dirons seulement que les allégations de Napoléon dans son exil, ainsi que ses bulletins dans sa prospérité, paraissent toujours dictés par le désir de faire croire ce qu'il regardait comme utile à ses intérêts, plutôt que par un amour sincère de la vérité. Il nous est donc impossible de considérer une assertion aussi dénuée de preuves, comme suffisante pour imprimer la moindre tache au caractère noble, dévoué et patriotique de cet archiduc, dont l'épée et les talens avaient si souvent été consacrés à la cause de son frère, et dans la vie entière duquel rien n'annonce la bassesse nécessaire pour lui faire partager les dépouilles de sa patrie, ou accepter des mains du conquérant un royaume tributaire arraché à son frère et souverain. Et n'a-t-on pas vu Napoléon lui-même rendre au courage et au dévoûment de l'archiduc Charles l'hommage le plus flatteur, lorsque voulant lui offrir l'ordre de la Légion-d'Honneur, il choisit la décoration du simple

soldat, comme plus en rapport avec son caractère franc et décidé, que celle qui était destinée à de grands personnages, lesquels souvent n'ont connu que de loin les fatigues et les dangers du champ de bataille.

Elle approchait, toutefois, cette crise qui allait décider du sort de l'Autriche. Le ministre favori de Napoléon, Champagny, duc de Cadore, avait passé quelque temps à Presbourg, à l'effet de régler avec le prince de Metternich l'étendue du territoire dont la perte devait expier cette malheureuse reprise d'hostilités. Enfin le traité de paix parut; il contenait les articles suivans : 1°. L'Autriche cédait, en faveur des princes de la confédération du Rhin, le pays de Saltzbourg, Berchtolsgaden, et une portion de la Haute-Autriche; 2°. elle cédait à la France son seul port de mer, Trieste; les districts de la Carniole et du Frioul; le cercle de Villach, et une partie de la Croatie et de la Dalmatie : cette cession augmentait et fortifiait les provinces Illyriennes appartenant à la France, en enlevant à l'Autriche la navigation de l'Adriatique, et la mettait hors de contact avec la Grande-Bretagne; elle renonçait également à la petite seigneurie de Razons, située dans le pays des Grisons; 3°. l'Autriche cédait au roi de Saxe une petite portion de la Bo-

hême, et au même prince, comme duc de Varsovie, la ville de Cracovie et la partie occidentale de la Gallicie; 4°. enfin, la Russie, comme récompense du secours qu'elle avait fourni si tard et avec répugnance, recevait sa part, quoique modique, des dépouilles de l'Autriche; c'était une portion de la Gallicie orientale, contenant quatre cent mille habitans, à l'exception toutefois de Brodi, ville importante de commerce; exception qui fit sur l'empereur Alexandre une impression désagréable et non compensée par la satisfaction que pouvait lui procurer le reste.

Napoléon, dans sa correspondance avec la cour de Russie, déclara que c'était par déférence pour les désirs d'Alexandre, qu'il avait accordé à l'Autriche une paix plus favorable qu'elle ne devait l'attendre. L'Europe fut en effet surprise de ces conditions si modérées. Les différens territoires cédés par l'Autriche formaient, il est vrai, une surface de deux cent cinquante milles carrés, avec une population de trois ou quatre millions d'âmes; mais dans la position désespérée où elle se trouvait, cette rançon paraissait modique, puisqu'elle gardait encore plus de neuf millions de milles carrés et vingt et un millions d'habitans; ce qui faisait encore, après la

France et la Russie, la puissance la plus formidable du continent. Mais son ange gardien veillait sur elle. La famille de Rodolphe de Hapsbourg s'était élevée, après de faibles commencemens, à une puissance exorbitante, surtout par des mariages[1]; et il était décidé qu'une autre alliance de ce genre, avec le conquérant le plus heureux qui eût jamais paru sur la scène du monde, la ferait sortir avec de grands avantages relatifs de la plus cruelle extrémité où elle se fût jamais trouvée. Il faut ajouter que Napoléon, selon sa maxime que les vaincus devaient supporter les frais de la guerre, s'assura, par des articles secrets, le paiement de fortes contributions.

Il quitta Schœnbrunn le 16 octobre, deux jours après la signature de la paix définitive, qui prit le nom de ce palais, où elle avait eu lieu. Mais il est digne de remarque que les mesures militaires pour l'évacuation des États d'Autriche par les troupes françaises, furent exécutées avec une extrême prudence. Elles se retirèrent par échelons, et de manière à pouvoir se soutenir mutuellement, comme si elles

[1] On connaît ces vers :

Bella gerant alii, tu, felix Austria, nube, etc.

« Que d'autres aux combats exercent leur courage,
L'hymen, heureuse Autriche, est ton plus doux partage. »

eussent manœuvré encore dans un pays ennemi.

Le 14 novembre, Napoléon reçut à Paris les félicitations du Sénat, qui insistait avec trop de complaisance sur le mérite d'avoir, par ses triomphes, conquis les palmes de la paix. Il faudra, dirent les orateurs, placer ces emblèmes fort au-dessus de ses autres lauriers; et sur le frontispice d'un monument qui sera consacré par la reconnaissance du peuple français, « Au plus grand des héros, qui ne vainquit jamais que pour le bonheur du monde. »

FIN DU SIXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SIXIÈME.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

FIN DE LA TABLE DU SIXIÈME VOLUME.



